



Date : 20210924

Dossier : T-1542-12

Référence : 2021 CF 988

[TRADUCTION FRANÇAISE]

Vancouver (Colombie-Britannique), le 24 septembre 2021

En présence de madame la juge McDonald

**ENTRE :**

**LE CHEF SHANE GOTTFRIEDSON, EN SON  
PROPRE NOM ET AU NOM DE TOUS LES  
MEMBRES DE LA BANDE INDIENNE  
TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC ET LA  
BANDE INDIENNE  
TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC, LE CHEF  
GARRY FESCHUK, EN SON PROPRE NOM  
ET AU NOM DE TOUS LES MEMBRES DE  
LA BANDE INDIENNE DE SEHELDT ET LA  
BANDE INDIENNE DE SEHELDT,  
VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON,  
DOREEN LOUISE SEYMOUR,  
CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT,  
VICTOR FRASER, DIENA MARIE JULES,  
AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE,  
DARLENE MATILDA BULPIT,  
FREDERICK JOHNSON,  
ABIGAIL MARGARET AUGUST,  
SHELLY NADINE HOEHNE, DAPHNE PAUL,  
AARON JOE ET RITA POULSEN**

**demandeurs**

**et**

**SA MAJESTÉ LA REINE  
DU CHEF DU CANADA**

**Défenderesse**

## ORDONNANCE ET MOTIFS

[1] Afin de remédier aux séquelles tragiques des pensionnats et de faire progresser le processus de réconciliation, les *Appels à l'action* de la Commission de vérité et réconciliation ont invité le Canada à travailler « en collaboration avec les demandeurs qui ne sont pas visés par la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens ». La Cour est saisie d'une requête visant à faire approuver le règlement partiel d'un recours collectif intenté au nom des élèves externes qui ont fréquenté les pensionnats partout au Canada.

[2] Les chefs Gottfriedson et Feschuck avaient décidé, en 2010, de prendre des mesures devant le fait que les règlements relatifs aux pensionnats ne reconnaissaient pas les préjudices subis par les élèves externes. En août 2012, à la demande pressante de ces chefs, le présent recours collectif a été intenté afin d'obtenir justice pour les élèves externes des pensionnats et de veiller à ce que [TRADUCTION] « personne ne soit laissé pour compte ».

[3] Le 3 juin 2015, le juge Harrington a autorisé la présente instance comme recours collectif dans l'intérêt de trois groupes, soit le groupe des survivants, le groupe des descendants et le groupe des bandes (*Gottfriedson c Canada*, 2015 CF 706).

[4] Dans le cadre de la présente requête, la Cour est priée d'approuver le règlement proposé conclu entre le Canada et le groupe des survivants ainsi que le groupe des descendants, pour la perte de culture et de langue dont ont souffert ceux qui avaient fréquenté les pensionnats à titre

d'élèves externes entre 1920 et 1997. Les réclamations liées au groupe des bandes n'ont pas été réglées, et cette partie du recours collectif se poursuivra.

[5] La présente requête a été entendue de façon hybride, des avocats et des représentants des membres des groupes ayant comparu en personne à Vancouver, alors que d'autres ont comparu virtuellement par Zoom ou par téléphone.

[6] Pour les motifs exposés ci-dessous, bien que la Cour ait entendu des membres des groupes qui s'opposent au règlement proposé, dans l'ensemble, la Cour est convaincue que le règlement est juste et raisonnable, et qu'il est dans l'intérêt supérieur des membres des groupes des survivants et des descendants. Le règlement sera donc approuvé.

### **Le contexte**

[7] Pour mettre ces réclamations en contexte, je vais parler brièvement des circonstances entourant le système des pensionnats au Canada et l'indemnisation offerte dans le cadre des autres règlements.

[8] En 1920, la *Loi des sauvages* oblige « [t]out enfant sauvage » âgé de 7 à 15 ans à fréquenter un pensionnat ou une autre école établie par le gouvernement fédéral. Les pensionnats sont demeurés en activité pendant de nombreuses décennies au Canada, et le dernier pensionnat n'a été fermé qu'en 1997.

[9] Conformément à cette période, celle visée par le recours collectif est de 1920 à 1997.

[10] De nombreux élèves qui ont fréquenté les pensionnats y résidaient également; toutefois, des milliers d'élèves externes ont fréquenté ces mêmes pensionnats, mais rentraient chez eux chaque jour. Pour la plupart des élèves externes, le pensionnat se situait dans leur communauté.

[11] En 2006, la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens (la CRRPI) a été conclue entre le Canada, les survivants des pensionnats et diverses entités religieuses (*Canada (Procureur général) c Fontaine*, 2017 CSC 47 au para 5). Dans le cadre de la CRRPI, les survivants qui résidaient dans les pensionnats étaient admissibles à un paiement d'expérience commune (PEC) de 10 000 \$ pour une année scolaire et de 3 000 \$ pour toute année scolaire subséquente. De plus, les personnes qui ont subi de la violence sexuelle et/ou de la violence physique grave — qu'elles aient résidé ou non au pensionnat — pouvaient demander une indemnisation dans le cadre d'un processus d'évaluation individuel (PEI).

[12] En plus des pensionnats, il existait aussi des externats indiens administrés séparément des pensionnats. Les élèves de ces écoles n'y résidaient pas; ils rentraient chez eux chaque jour. Les survivants des externats indiens ont été exclus de la CRRPI, et un recours collectif a été intenté en leur nom en 2009. L'approbation par le tribunal du règlement du recours collectif des survivants des externats est rapportée dans la décision *McLean c Canada*, 2019 CF 1075 [*McLean*].

[13] Les élèves externes des pensionnats sont demeurés non reconnus par la CRRPI et le règlement *McLean*. Les élèves externes pouvaient présenter une demande au titre de la partie PEI

de la CRRPI s'ils avaient subi de la violence sexuelle ou de la violence physique grave, mais ils n'étaient pas admissibles au PEC.

[14] Le contexte du présent recours collectif est mieux expliqué dans les observations écrites des avocats des demandeurs, dont voici un extrait :

[TRADUCTION]

20. Tk'emlúps te Secwépemc (Tk'emlúps, aussi connue sous le nom de Bande indienne Kamloops ou Bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc) et la Nation Shíshálh (Shíshálh, aussi connue sous le nom de Bande indienne Sechelt ou Bande Shíshálh) sont deux des Premières Nations qui avaient des pensionnats sur leurs terres de réserve, et, par conséquent, un grand nombre de membres de ces collectivités y ont été des élèves externes. L'exclusion des élèves externes de la partie de PEC de la CRRPI et le manque de reconnaissance correspondant des expériences communes des élèves externes dans les pensionnats ont causé beaucoup de colère et de frustration chez ces Premières Nations. À la fin de 2010, les chefs de l'époque de ces Premières Nations (Shane Gottfriedson et Garry Feshuk, respectivement) ont décidé de faire front commun au nom des élèves externes, notamment en mandatant une équipe d'avocats chevronnés en recours collectif et en droit autochtone pour examiner les options juridiques.

[15] En 2012, le présent recours collectif a été déposé au nom des élèves externes pour obtenir réparation, comme il est décrit ci-dessous dans les observations écrites des avocats des demandeurs :

[TRADUCTION]

22. En ce qui concerne les groupes des survivants et des descendants, la présente poursuite vise à remédier à l'écart laissé par la CRRPI – plus précisément, de demander une reconnaissance et une indemnisation au nom des groupes de survivants et de descendants pour la perte de la langue et de la culture autochtones qu'ils ont subie du fait que les survivants se sont vus forcés de fréquenter les pensionnats. Comme principales prétentions dans leur acte de procédure, les demandeurs font valoir que le but, le fonctionnement et la gestion des pensionnats ont détruit la langue

et la culture des membres des groupes des survivants et des descendants, violant ainsi leurs droits culturels et linguistiques.

[16] Après le dépôt du présent recours collectif, le Canada a opposé une défense vigoureuse. Avant l'autorisation, le Canada a déposé un certain nombre de requêtes procédurales, y compris une requête en suspension des procédures au titre de l'article 50.1 de la *Loi sur les Cours fédérales*. Le Canada a également sollicité la mise en cause d'un certain nombre d'entités religieuses pour obtenir une contribution et une indemnisation, et a soutenu que la Cour fédérale n'avait pas compétence sur ces mises en cause. La requête et l'appel de la requête ont été rejetés. Après que les demandeurs ont modifié leur réclamation pour ne demander qu'une [TRADUCTION] « responsabilité conjointe » contre le Canada, et non des dommages-intérêts que les entités de l'Église pourraient être tenues de verser, le Canada a répondu en déposant des mises en cause contre cinq organisations religieuses. Le juge Harrington les a radiées.

[17] En 2015, le Canada a contesté la requête en autorisation dans la présente instance, ce qui a nécessité une audience de quatre jours. Au cours de l'audience, le Canada a adopté les positions suivantes : les réclamations ne révélaient aucune cause d'action raisonnable; les définitions des groupes étaient trop larges; les questions communes proposées ne pouvaient pas faire l'objet d'une décision visant l'ensemble des groupes; les réclamations étaient prescrites; les réclamations ont été réglées conformément à la quittance générale de la CRRPI et à la quittance signée par les membres du groupe des survivants qui ont eu accès au PEI.

[18] En avril 2019, le Canada a déposé une défense modifiée, dans laquelle il a soulevé un certain nombre des mêmes moyens de défense invoqués dans la requête en attestation. Le

Canada a fait valoir qu'il n'y avait eu aucun manquement aux obligations fiduciaires, législatives, constitutionnelles ou de common law envers les membres, et que le Canada n'avait pas violé les droits ancestraux des membres. Le Canada a également fait valoir qu'il n'y avait pas d'obligation de diligence de droit privé de protéger les membres contre l'infliction intentionnelle de souffrances morales, ou que, s'il en existait une, il n'avait pas manqué à cette obligation. En outre, le Canada a nié être la cause de tout préjudice qu'auraient pu avoir subi les demandeurs.

[19] Conformément aux *Appels à l'action* énoncés dans le rapport de la Commission de vérité et réconciliation, la stratégie du Canada en matière de contentieux a évolué. Dans un esprit de réconciliation, en 2019, les parties ont entrepris des négociations intensives en vue d'un règlement. Devant l'échec de ces négociations, les parties ont poursuivi la procédure. Le procès sur les questions courantes devait commencer le 7 septembre 2021 et s'étaler sur 74 jours.

[20] Le 4 juin 2021, les parties ont négocié la convention de règlement proposée pour les réclamations des groupes des survivants et des descendants.

[21] Par ordonnance de la Cour, le 10 juin 2021, les parties ont entrepris une campagne d'information pour fournir des détails sur le règlement proposé aux membres des groupes.

### **La requête en approbation**

[22] Dans le cadre de la présente requête en approbation de la convention de règlement, les parties ont déposé les affidavits suivants :

- un affidavit de Charlotte Anne Victorine Gilbert, représentante demanderesse du groupe des survivants, souscrit le 23 août 2021;
- un affidavit de Diena Marie Jules, représentante demanderesse du groupe des survivants, souscrit le 23 août 2021;
- un affidavit de Daphne Paul, représentante demanderesse du groupe des survivants, souscrit le 23 août 2021;
- un affidavit de Darlene Matilda Bulpit, représentante demanderesse du groupe des survivants, souscrit le 23 août 2021;
- un affidavit de Rita Poulsen, représentante demanderesse du groupe des descendants, souscrit le 23 août 2021;
- un affidavit d’Amanda Deanne Big Sorrel Horse, représentante demanderesse du groupe des descendants, souscrit le 23 août 2021;
- un affidavit de Peter Grant, l’un des avocats du recours collectif, souscrit le 25 août 2021 (auquel est joint l’affidavit de John Milloy, professeur d’histoire à l’Université Trent, souscrit le 12 novembre 2013);
- un affidavit de Martin Reiher, sous-ministre adjoint du Secteur de la résolution et des partenariats du ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, souscrit le 12 août 2021;

- un affidavit de Rita Aggarwala, experte engagée par les avocats du recours collectif pour fournir un avis à la Cour sur la taille estimative du groupe des survivants, souscrit le 20 août 2021;
- un affidavit de Joelle Gott, associée du Groupe des services de consultation financière chez Deloitte LLP, proposée comme administratrice des réclamations, souscrit le 25 août 2021;
- un affidavit de Roanne Argyle, d'Argyle Communications, l'administratrice des avis nommée par le tribunal, souscrit le 23 août 2021.

[23] En plus de ce qui précède, la Cour a reçu un certain nombre d'observations écrites au sujet du règlement proposé. Au cours de l'audience relative à l'approbation du règlement, la Cour a entendu les observations orales de onze membres des groupes qui ont exprimé ouvertement leur point de vue sur le règlement proposé.

[24] Bien que la majorité de ces personnes appuient le règlement proposé, un certain nombre de membres des groupes s'y opposent. Je traiterai plus précisément des oppositions au règlement ci-après.

### **Les modalités de la convention de règlement**

[25] La convention de règlement complète, en français et en anglais, avec ses annexes pertinentes, figure dans le dossier de requête.

[26] Voici les objectifs de la convention de règlement, tels qu'ils sont énoncés dans le préambule à la clause E :

Les parties ont l'intention de parvenir à un règlement équitable et exhaustif des réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants, et souhaitent en outre promouvoir la vérité, la guérison, l'éducation, la commémoration et la réconciliation. Ils ont négocié cette convention en gardant ces objectifs à l'esprit.

[27] L'indemnisation des demandeurs ayant été élèves externes est décrite en ces termes, au paragraphe 25.01 :

Le Canada versera la somme de dix mille dollars (10 000 \$) à titre de dommages-intérêts généraux non pécuniaires, sans aucune déduction, à chaque demandeur dont la réclamation a été approuvée dans le cadre du processus de réclamation.

[28] Les personnes admissibles à faire une réclamation sont les élèves externes qui ont fréquenté l'un ou l'autre des pensionnats énumérés à l'annexe E, même pendant une partie d'une année scolaire, tant qu'ils n'ont pas déjà reçu une indemnisation pour cette année scolaire dans le cadre du PEC ou du règlement au titre du règlement *McLean*.

[29] Dans le cas des élèves externes qui sont morts après la date limite du 30 mai 2005, mais qui seraient autrement admissibles, l'un de leurs descendants pourra réclamer le versement de l'indemnisation à leur succession. Au total, la période de réclamation sera de 24 mois. Le Canada assumera les coûts de l'administration des réclamations et du nouveau réexamen de toute réclamation rejetée. Les membres des groupes auront également droit gratuitement aux services des avocats du recours collectif pour les demandes de réexamen. Le Canada n'a pas le droit de demander un réexamen.

[30] Il n'y a pas de limite ou de plafond quant au nombre de paiements qui peuvent être effectués, et aucun montant pour les frais juridiques ou les frais d'administration ne peut être déduit des paiements.

[31] Le processus de réclamation est décrit au paragraphe 35.01 en ces termes :

Le processus de réclamation se veut rapide, peu coûteux, convivial, sensible aux aspects culturels et tenant compte des traumatismes subis. L'objectif est de réduire au minimum le fardeau imposé aux demandeurs qui formulent leurs réclamations et de limiter toute probabilité de nouveau traumatisme au cours du processus de réclamation. L'administrateur des réclamations et l'examineur indépendant doivent, en l'absence de motifs raisonnables contraires, tenir pour acquis que le demandeur agit honnêtement et de bonne foi. Lors de l'examen d'une demande, l'administrateur des réclamations et l'examineur indépendant tireront toutes les conclusions raisonnables et favorables possibles en faveur du demandeur.

[32] La création du Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves externes est décrite ainsi, au paragraphe 21.01 :

Le Canada accepte de verser la somme de cinquante millions de dollars (50 000 000 \$) au Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves externes pour financer des activités, destinées aux membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants, visant à promouvoir la guérison, le mieux-être, l'éducation, la langue, la culture, le patrimoine et la commémoration.

[33] Le paragraphe 22.01 décrit ainsi l'objet et le fonctionnement du fonds :

Les parties conviennent que la Société de revitalisation pour les élèves externes utilisera le Fonds pour financer les activités destinées aux membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants, visant à promouvoir la guérison, le mieux-être, l'éducation, la langue, la culture, le patrimoine et la commémoration. L'argent du Fonds sera détenu par la Société de

revitalisation pour les élèves externes, qui sera constituée en tant qu'organisme « sans but lucratif » en vertu de la *British Columbia Societies Act* (S.B.C. 2015, c. 18), de toute législation fédérale analogue ou de toute loi de l'une des provinces ou de l'un des territoires avant la date de mise en œuvre. La Société sera indépendante du gouvernement du Canada, ce dernier ayant toutefois le droit de nommer un représentant au sein de son conseil d'administration.

[34] Si la Cour approuve la convention de règlement, le Canada sera libéré de toute responsabilité liée aux réclamations des membres du groupe des survivants et du groupe des descendants concernant leur fréquentation des pensionnats. Toutefois, les modalités de la convention de règlement ne portent nullement atteinte aux droits du groupe des bandes dans le cadre du litige en cours au sujet de leurs réclamations.

[35] Les parties demandent que Deloitte LLP soit nommée administratrice des réclamations. Deloitte est également l'administratrice des réclamations nommée par le tribunal dans le règlement *McLean*.

### **Analyse**

[36] L'article 334.29 des *Règles de la Cour fédérale*, DORS/98-106, prévoit que les recours collectifs ne peuvent être réglés qu'avec l'approbation d'un juge. Le critère applicable consiste à [TRADUCTION] « savoir si le règlement est juste, raisonnable et dans l'intérêt supérieur de l'ensemble du groupe en général » (*Merlo c Canada*, 2017 CF 533 au para 16 [*Merlo*]).

[37] La Cour examine la question de savoir si le règlement est raisonnable, et non pas s'il est parfait (*Châteauneuf c Canada*, 2006 CF 286 au para 7; *Merlo*, au para 18). De même, la Cour n'a que le pouvoir d'approuver ou de rejeter le règlement; elle ne peut pas le modifier (*Merlo*, au para 17; *Manuge c Canada*, 2013 CF 341 au para 5).

[38] Les facteurs dont il faut tenir compte pour apprécier le caractère raisonnable global du règlement proposé sont décrits dans un certain nombre de décisions (voir *Condon c Canada*, 2018 CF 522 au para 19; *Fakhri et al v Alfalfa's Canada, Inc cba Capers*, 2005 BCSC 1123 au para 8) et comprennent notamment :

- a) la probabilité de recouvrement ou de réussite;
- b) l'ampleur et la nature des éléments de preuve issus des interrogatoires préalables, des témoignages ou de l'enquête, et la nature de ceux-ci;
- c) les modalités du règlement;
- d) les frais ultérieurs et la durée probable du litige;
- e) les recommandations des parties neutres;
- f) le nombre d'opposants et la nature des oppositions;
- g) la conduite de négociations de bonne foi et l'absence de collusion;
- h) les communications avec les membres des groupes pendant le litige;
- i) les recommandations et l'expérience des avocats.

[39] En plus des éléments mentionnés ci-dessus, comme il est mentionné dans la décision *McLean* (au para 68), le règlement proposé doit être examiné dans son ensemble, et la Cour ne peut réécrire les modalités de fond du règlement ou apprécier les intérêts de chaque membre du groupe isolément de l'ensemble du groupe.

[40] Je vais maintenant examiner ces facteurs par rapport au règlement proposé en l'espèce.

a) *La probabilité de recouvrement ou de réussite*

[41] Le présent recours collectif soulève des questions juridiques nouvelles et complexes. Il s'agit de l'un des rares recours entrepris au Canada afin de faire valoir une réclamation pour la perte de la langue et de la culture autochtones. Présenter de nouvelles réclamations est un défi de taille, et la réussite était loin d'être assurée. Le recouvrement de dommages-intérêts pour de telles réclamations était encore plus difficile. À cela s'ajoute le défi inhérent de faire valoir des réclamations devant un tribunal pour les injustices du passé.

[42] Au moment du dépôt du présent recours collectif, les demandeurs n'étaient pas assurés d'avoir gain de cause. L'exclusion de ces demandeurs de la CRRPI et du règlement *McLean* laissait présager la position du Canada sur la viabilité de ces réclamations. Le Canada s'est opposé énergiquement à l'autorisation et, après celle-ci, il a soulevé un certain nombre de moyens de défense, comme ceux relatifs à la prescription et des allégations selon lesquelles les quittances au titre de la CRRPI constituaient un obstacle total à ces réclamations. Le Canada a nié tout manquement aux obligations fiduciaires, législatives, constitutionnelles ou de common law à l'égard des membres des groupes et a nié toute violation des droits ancestraux. Si le

Canada obtenait gain de cause à l'égard de l'un ou l'autre de ces moyens de défense, cela signifierait que les membres des groupes ne seraient pas indemnisés.

[43] De plus, la responsabilité potentielle des entités religieuses impliquées dans les pensionnats a posé des difficultés importantes sur le plan de la responsabilité et de la preuve.

[44] Le passage du temps et la nature historique de ces réclamations constituent également un facteur qui entre en ligne de compte. Les éléments de preuve documentaire historique sont difficiles à réunir, et des témoignages de première main des élèves externes eux-mêmes se perdaient chaque année. Depuis le dépôt du recours, deux des représentants demandeurs sont morts, à l'instar d'un certain nombre de membres du groupe des survivants. Le risque de perdre d'autres membres des groupes croît avec le temps.

[45] La convention de règlement assure la certitude, le recouvrement et la conclusion de l'affaire pour les membres du groupe des survivants et du groupe des descendants. Ces résultats ne pourraient pas être garantis si le litige devait aller de l'avant.

*b) L'ampleur et la nature des éléments de preuve issus des interrogatoires préalables, des témoignages ou de l'enquête, et la nature de ceux-ci*

[46] La convention de règlement a été conclue quelques mois avant le début prévu du procès de septembre 2021 sur les questions communes. Beaucoup de travail avait été entrepris afin de préparer ce dossier pour le procès. La communication de documents était en grande partie terminée, le Canada ayant divulgué quelque 120 000 documents tout au long de 2020. Les parties

avaient retenu les services d'experts. Les interrogatoires des représentants demandeurs et les interrogatoires préalables par écrit et de vive voix avaient eu lieu. Les interrogatoires préliminaires étaient prévus pour mars et avril 2021.

[47] Comme l'instance était prête pour l'instruction, les avocats du recours collectif avaient examiné des milliers de pages de preuve documentaire et avaient bénéficié d'opinions d'experts. Cela a permis aux avocats du recours collectif d'aborder les discussions sur le règlement en comprenant clairement les difficultés qu'ils auraient à surmonter pour prouver les réclamations avancées.

*c) Les modalités du règlement*

[48] La convention de règlement prévoit une indemnité liée à la fréquentation d'externat de 10 000 \$ pour les membres admissibles du groupe des survivants ou, lorsqu'un membre admissible du groupe des survivants est mort, ses descendants. L'annexe E de la convention de règlement énumère les pensionnats que des élèves externes ont fréquentés ou ont peut-être fréquentés. Tout survivant qui a fréquenté une école inscrite à l'annexe E, même si c'est pour une partie de l'année, serait admissible à une indemnisation, à condition qu'il n'ait pas déjà reçu d'indemnisation dans le cadre du règlement *McLean* ou de la CRRPI. Une longue période de réclamation de 21 mois plus 3 mois ainsi que le délai limité de 45 jours à l'intérieur duquel le Canada doit évaluer les réclamations offrent de la souplesse aux demandeurs, tout en assurant le règlement rapide de leurs réclamations.

[49] Il est important de noter que, dans le cadre du processus de réclamation, il existe une présomption en faveur de l'indemnisation, et le processus a été conçu de façon à éviter les nouveaux traumatismes. Aucun élément de preuve ni aucun exposé personnel n'est requis pour formuler une réclamation. Il y a aussi un faible fardeau de preuve pour établir une réclamation. De plus, le processus est simplifié pour les personnes handicapées. Ce processus se distingue de celui du PEI, qui a été critiqué pour la revictimisation des demandeurs survivants (*Fontaine v Canada (Attorney General)*, 2018 ONSC 103 au para 202).

[50] Le règlement comprend également le Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves externes, d'une somme de 50 000 000 \$. Ce fonds prévoit des projets dirigés par les Autochtones pour financer des activités destinées aux membres des groupes des survivants et des descendants afin de soutenir la guérison, le mieux-être, l'éducation, la langue, la culture, le patrimoine et la commémoration. Il s'agit d'une caractéristique importante de la convention de règlement, et il n'est pas certain que la Cour pourrait fournir une telle réparation dans le cadre du procès sur les questions communes ou autrement (*McLean*, au para 103).

[51] Les frais juridiques payables aux avocats du recours collectif, qui font l'objet d'une ordonnance distincte de la Cour, ont été négociés après la convention de règlement proposée. L'entente sur les frais juridiques n'est pas conditionnelle à l'approbation de la convention de règlement. Cette « dissociation » des ententes est importante, car elle a fait en sorte que la question des frais juridiques n'a pas façonné ou influencé les modalités de la convention de règlement. De plus, les frais juridiques ne sont pas payables à même les fonds de règlement. Par

conséquent, il n'y a aucun risque d'épuisement des fonds mis à la disposition des membres des groupes.

**d) *Les frais ultérieurs et la durée probable du litige***

[52] Comme il a été mentionné, le procès sur les questions communes devait commencer en septembre 2021 et se poursuivre pendant 74 jours. Si la convention de règlement n'est pas approuvée, un long procès sera nécessaire et des appels seront probablement interjetés. Les membres du groupe des survivants sont âgés. Deux des représentants demandeurs, Violet Gottfriedson et Frederick Johnson, sont morts depuis le début du litige, tout comme un certain nombre de membres des groupes. Étant donné que le début de cette instance remonte à près de dix ans, et compte tenu du caractère nouveau des réclamations, les frais ultérieurs et la durée du litige seraient probablement considérables, advenant le cas où le règlement ne serait pas approuvé.

**e) *Les recommandations des parties neutres***

[53] À l'appui de la présente requête, les avocats du recours collectif ont présenté de nouveau l'affidavit de M. John Milloy, historien, qui a témoigné à l'audience de la requête en autorisation. M. Milloy est l'auteur d'un ouvrage intitulé *A National Crime* [Un crime national], qui se veut un rapport sur le système des pensionnats. M. Milloy a exposé brièvement le fait que les pensionnats avaient pour objectif [TRADUCTION] « l'éradication de l'ontologie traditionnelle des enfants, de leur langue, de leur spiritualité et de leurs pratiques culturelles », et il a souligné les conditions et les normes de soins inadéquates dans les écoles. Fait important, M. Milloy a

également exprimé son opinion quant aux répercussions des pensionnats sur les élèves externes, écrivant ce qui suit :

[TRADUCTION]

Les répercussions des pensionnats sur les enfants ont été préjudiciables. Beaucoup ont perdu leur langue, leur ensemble de croyances et, par conséquent, leur lien avec leur communauté. Par conséquent, bon nombre d'entre eux ont vécu une vie très dysfonctionnelle et se sont retrouvés dans d'autres institutions de l'État – prisons, hôpitaux psychiatriques et services sociaux. De nombreuses familles de survivants se sont fait enlever leurs enfants par des organismes de services sociaux. Il n'y a aucune raison de croire que les pensionnats ont fait preuve de discrimination dans leur traitement des élèves entre les élèves externes et les élèves résidents; tous auraient été victimes de la tentative du Canada d'éteindre leur identité.

[54] La Cour dispose également d'un affidavit de M<sup>me</sup> Rita Aggarwala, auquel est annexé son rapport intitulé *Estimating the Number of Day Scholars who Attended Canada's Indian Residential Schools* [Estimation du nombre d'élèves externes qui ont fréquenté un des pensionnats indiens du Canada]. Bien que M<sup>me</sup> Aggarwala signale des préoccupations au sujet de la qualité des données auxquelles elle a eu accès pour les besoins de son analyse statistique, elle a effectivement fourni des estimations qui aident à comprendre l'ampleur de ce règlement. M<sup>me</sup> Aggarwala estime à environ 15 484 le nombre d'élèves externes qui ont fréquenté les pensionnats de 1920 à 1997 et qui étaient encore en vie en 2005. Sur la base de ce nombre, M<sup>me</sup> Aggarwala estime que la valeur totale du règlement de la réclamation pour le groupe des survivants, selon une formule de financement de 10 000 \$ par survivant, est d'environ 154 484 000 \$.

**f) *Le nombre d'opposants et la nature des oppositions***

[55] Avant l'audience, les avocats du recours collectif ont déposé 45 déclarations de membres des groupes, dont 24 étaient des oppositions. À l'audience relative à l'approbation du règlement, la Cour a également entendu les observations orales de six membres s'opposant au règlement.

[56] Ceux qui s'opposaient au règlement proposé ont fait des déclarations émouvantes et vives sur le plan émotionnel à propos de leurs expériences dans les pensionnats. Beaucoup ont fait allusion à la récente découverte des corps de jeunes enfants sur les terrains d'école, ce qui rouvrirait les blessures douloureuses laissées par les séquelles tragiques des pensionnats. Leur douleur est réelle et palpable. La Cour a entendu des membres du groupe des survivants expliquer comment les pensionnats avaient détruit leur âme. Ils pleurent la perte de leur langue, de leur culture, de leur esprit et de leur fierté. Les survivants ont parlé du fait que l'école était le centre de la communauté – et qu'en raison du traitement qu'ils avaient reçu, ils avaient perdu à la fois leur communauté et leur identité fondamentale. Certains ont parlé des occasions perdues sans une éducation appropriée.

[57] Des membres du groupe des descendants ont parlé du traumatisme intergénérationnel, de la douleur et du dysfonctionnement subis par leurs parents et leurs grands-parents, ainsi que de la perte de relations familiales significatives et de la perte de l'identité culturelle en découlant.

[58] Comme on pouvait s'y attendre, les oppositions soulèvent toutes le fait qu'un paiement de 10 000 \$ ne suffit tout simplement pas à compenser les pertes et préjudices subis. Toutefois, comme presque tous ceux qui ont pris la parole l'ont reconnu, il est impossible d'évaluer les

pertes subies. Certains opposants au paiement de 10 000 \$ ont fait valoir que tout règlement devrait offrir au moins les mêmes niveaux d'indemnisation que ceux offerts dans le cadre de la CRRPI et du règlement *McLean*.

[59] Bien qu'il soit compréhensible que les membres des groupes comparent l'indemnisation offerte par le présent règlement avec celle offerte par la CRRPI et le règlement *McLean*, une telle comparaison ne reconnaît pas la différence fondamentale dans les recours. Les réclamations présentées dans le présent recours collectif concernent la perte de la langue et de la culture. La CRRPI et le règlement *McLean* portaient sur les réclamations pour sévices sexuels et physiques.

[60] Quoi qu'il en soit, le paiement de 10 000 \$ aux élèves externes prévu dans la présente convention de règlement est comparable aux modèles d'indemnisation de la CRRPI et du règlement *McLean*. Dans la CRRPI, les membres des groupes étaient admissibles à un PEC de 10 000 \$ pour la première année scolaire et de 3 000 \$ pour chaque année scolaire supplémentaire. Dans *McLean*, l'indemnisation était fondée sur la grille ou les niveaux de préjudice. La fourchette de la grille allait de 10 000 \$, pour les réclamations de niveau 1, à 200 000 \$, pour les réclamations de niveau 5, avec les niveaux d'indemnisation plus élevés pour ceux qui avaient subi des sévices sexuels répétés et persistants ou des sévices physiques graves.

[61] Les représentants demandeurs des groupes qui ont participé tout au long de l'instance appuient massivement le règlement. Leur appui au règlement est convaincant. Ils ont assumé le fardeau de mener ces réclamations devant la Cour et ils ont dû revivre leur propre traumatisme

en racontant leur expérience des pensionnats. Ils l'ont fait dans l'intérêt de tous les membres des groupes qui, en raison des modalités du règlement, ne seront pas tenus de le faire.

[62] Dans l'ensemble, lorsqu'elle évalue le caractère raisonnable du règlement proposé, la Cour doit tenir compte des intérêts de tous les membres des groupes, estimés à plus de 15 000, par rapport aux risques et aux avantages d'un procès.

[63] J'ai examiné les oppositions formulées à l'audience ainsi que celles qui ont été déposées par écrit. Les oppositions portaient principalement sur l'insuffisance du montant du règlement. La Cour reconnaît par ailleurs qu'aucune somme d'argent ne peut réparer les torts ou remplacer ce qui a été perdu. Toutefois, ce qui est certain, c'est que la poursuite de la présente instance obligera les membres des groupes à revivre le traumatisme pendant de nombreuses années à venir, avec le risque et l'incertitude d'une procédure judiciaire. La vraie valeur du fait de tourner la page sur ce douloureux passé ne peut être sous-estimée.

[64] Je reconnais que le règlement d'un recours collectif ne sera jamais parfaitement adapté aux besoins de chaque personne du groupe. Toutefois, compte tenu des obstacles qui ont été surmontés pour en arriver au présent règlement, je suis convaincue que la présente convention de règlement va de pair avec l'intérêt supérieur du groupe des survivants et de celui des descendants.

[65] Enfin, je félicite les avocats d'avoir élaboré un processus de réclamation qui protège les membres des groupes contre l'obligation de revivre le traumatisme dans le but d'établir une réclamation d'indemnisation.

*g) La conduite de négociations de bonne foi et l'absence de collusion*

[66] La présente instance a commencé en 2012. Ce n'est qu'en 2017 que les parties ont entrepris des discussions sérieuses sur le règlement. À ce moment-là, des discussions exploratoires ont eu lieu entre les avocats du recours collectif et le représentant spécial du ministre. Les parties se sont réunies à dix reprises. En mars 2017, les avocats du recours collectif ont transmis un cadre de règlement au Canada. Les négociations de règlement se sont poursuivies jusqu'en 2018, et les parties se sont engagées dans plusieurs sessions de résolution judiciaire des différends. Malheureusement, il n'y a pas eu de règlement à ce moment-là, et les parties étaient prêtes à aller en procès.

[67] Le 4 mars 2021, le représentant spécial du ministre a présenté une nouvelle offre de règlement aux avocats du recours collectif. Cette offre est ultimement devenue la convention de règlement qui a été signée en juin 2021, et qui est maintenant soumise à la Cour pour approbation.

[68] Je suis convaincue que les parties ont, d'un bout à l'autre du processus, négocié de bonne foi et qu'il n'y a pas de collusion.

**h) *Les communications avec les membres des groupes pendant le litige***

[69] À la suite de l'annonce publique du règlement proposé le 9 juin 2021, il y a eu communication avec les membres des groupes, conformément à un plan de notification de deux mois approuvé par la Cour. Les méthodes utilisées pour communiquer la convention de règlement avec les éventuels membres des groupes comprenaient des annonces dans les médias, un site Web, des trousseaux de sensibilisation à la collectivité, des campagnes de sensibilisation auprès de journalistes nationaux et régionaux, six webinaires d'information et un groupe Facebook « Justice for Day Scholars » [Justice pour les élèves externes].

[70] Les avis de règlement ont été fournis en anglais, en français, en cri de la baie James, en ojibwé cri des plaines, en mi'kmaq, en inuktitut et en déné. Les avocats du recours collectif affirment que des centaines de membres des groupes ont communiqué par téléphone, par courriel et par la poste, et que les avocats du recours collectif ont répondu à toutes les demandes de renseignements.

[71] Un avis de la convention de règlement a également été envoyé par lettre aux tuteurs et curateurs publics provinciaux et territoriaux, ainsi qu'aux régimes d'assurance maladie provinciaux et territoriaux. Enfin, un avis de la convention de règlement a été transmis à l'Assemblée des Premières Nations (l'APN), à tous les chefs régionaux de l'APN et à un certain nombre d'autres dirigeants d'organismes autochtones de gouvernance.

[72] Je suis convaincue qu'un avis solide, clair et accessible du règlement proposé a été transmis aux membres éventuels des groupes.

i) *Les recommandations et l'expérience des avocats*

[73] Les avocats du recours collectif possèdent de l'expérience en matière de recours collectifs et de droit autochtone. Ils ont une expérience directe de la CRRPI et ont été particulièrement choisis pour agir dans ce dossier de recours collectif. Ils recommandent sans réserve d'adopter cette convention de règlement, laquelle, selon eux, répond aux objectifs des représentants demandeurs.

**Conclusion**

[74] Pour les motifs qui précèdent, j'ai conclu que la convention de règlement était juste, raisonnable et dans l'intérêt supérieur des groupes des survivants et des descendants. Je me fais l'écho des commentaires du juge Phelan dans la décision *McLean*, où il dit, au paragraphe 3 : « Il n'est pas possible d'éliminer la douleur et la souffrance et de guérir les corps et les esprits, certainement pas dans la présente instance. Le mieux que l'on peut faire est de parvenir à un règlement juste et raisonnable du contentieux. »

[75] J'approuverai donc la convention de règlement.

[76] Avec l'approbation de la convention de règlement, les réclamations des membres des groupes des survivants et des descendants contre le Canada seront rejetées sans réserve et sans dépens.

[77] Deloitte LLP est nommée administratrice des réclamations, selon la définition de la convention de règlement, pour s'acquitter des fonctions attribuées à ce rôle.

[78] L'ordonnance d'autorisation du juge Harrington sera modifiée, comme il a été demandé, et les demandeurs auront l'autorisation de déposer une déclaration modifiée dans la forme jointe à l'avis de requête des demandeurs.

**ORDONNANCE DANS LE DOSSIER T-1542-12**

**LA COUR ORDONNE :**

1. La convention de règlement datée du 4 juin 2021 et jointe à l'annexe A est juste et raisonnable et va dans l'intérêt supérieur des groupes des survivants et des descendants, et elle est par les présentes approuvée, au titre du paragraphe 334.29(1) des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106, et doit être mise en œuvre conformément à ses modalités;
2. La convention de règlement lie tout le Canada ainsi que tous les membres du groupe des survivants et du groupe des descendants, y compris les personnes mineures ou mentalement incapables, ainsi que toutes les réclamations présentées au nom de la succession des membres du groupe des survivants et du groupe des descendants;
3. Les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants énoncées dans la première déclaration modifiée à nouveau, déposée le 26 juin 2015, sont rejetées, et les décharges ainsi que les ordonnances connexes suivantes sont prononcées et doivent être interprétées de façon à assurer la conclusion de toutes les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants, conformément aux articles 42.01 et 43.01 de la convention de règlement, selon les modalités suivantes :
  - a) chaque membre du groupe des survivants ou, s'il est décédé, sa succession (ci-après « le cédant du survivant »), a donné quittance entière et définitive au Canada, ses fonctionnaires, ses agents, ses gestionnaires et ses employés, de toute action, cause d'action, responsabilité en vertu de la common law, en droit civil du

Québec et découlant de la loi, contrats, réclamations et demandes de quelque nature que ce soit, qu'elle ait été déposée pour le groupe des survivants dans la première déclaration modifiée déposée le 26 juin 2015 dans le cadre de l'action, ou qui aurait pu être déposée par tout cédant individuel du survivant dans le cadre d'une action civile, qu'elle soit connue ou inconnue, pour des dommages, contributions, indemnités, coûts, dépenses et intérêts que ce cédant a détenus, détient ou pourrait détenir du fait de sa fréquentation en qualité d'élève externe dans un pensionnat indien, à tout moment;

b) chaque membre du groupe des descendants ou, s'il est décédé, sa succession (ci-après « le cédant du descendant »), a donné quittance entière et définitive au Canada, ses fonctionnaires, ses agents, ses gestionnaires et ses employés, de toute action, cause d'action, responsabilité en vertu de la common law, en droit civil du Québec et découlant de la loi, contrats, réclamations et demandes de quelque nature que ce soit, qu'elle ait été déposée pour le groupe des descendants dans la première déclaration modifiée déposée le 26 juin 2015 dans le cadre de l'action, ou qui aurait pu être déposée par tout cédant individuel du descendant dans le cadre d'une action civile, qu'elle soit connue ou inconnue, pour des dommages, contributions, indemnités, coûts, dépenses et intérêts que ce cédant a détenus, détient ou pourrait détenir du fait de la fréquentation d'un membre de sa famille en qualité d'élève externe dans un pensionnat indien, à tout moment;

c) toutes les causes d'action ou réclamations formulées par les membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants, ainsi que leurs demandes de réparation pécuniaire, de mesure de redressement déclaratoire ou

autre, dans la première déclaration de réclamation modifiée déposée le 26 juin 2015, sont rejetées d'un commun accord par les parties sans examen de leur bien-fondé, et ne seront pas traitées lors de l'examen des réclamations du groupe des bandes;

- d) le Canada peut invoquer les quittances susmentionnées comme pour se défendre dans le cadre de toute action en justice visant à obtenir des indemnités du Canada pour les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants, telles qu'elles sont énoncées dans la première déclaration modifiée;
- e) il est toutefois entendu que les quittances susmentionnées et la présente ordonnance d'approbation ne doivent pas être interprétées comme si elles avaient pour effet de décharger, exclure ou supprimer toute cause d'action ou réclamation que les membres du groupe de la bande pourraient avoir en droit en tant que personnes morales distinctes ou en tant que personne juridique ayant la qualité et l'autorité pour soumettre des réclamations fondées en droit pour la violation des droits collectifs de leurs peuples autochtones respectifs, y compris dans la mesure où de telles causes d'action, réclamations, violations de droits ou manquements à des obligations dues au groupe des bandes sont décrites dans la première déclaration modifiée déposée le 26 juin 2015, même si ces causes d'action, réclamations, violations de droits ou manquements à des obligations sont fondées sur une faute présumée commise à l'égard des membres du groupe des survivants ou des membres du groupe des descendants énoncée ailleurs dans l'un ou l'autre de ces documents;

- f) tout cédant de survivant et tout cédant de descendant est réputé convenir que s'il présente une réclamation, une demande ou s'ils engagent une action ou une procédure contre une personne, des personnes ou une personnalité dans laquelle une réclamation pourrait être faite contre le Canada pour des dommages-intérêts, une contribution, une indemnité ou tout autre dédommagement, en vertu d'une loi, de la common law ou du droit civil du Québec, en ce qui concerne les allégations et les faits énoncés dans le cadre de l'action, y compris toute réclamation contre des provinces ou des territoires ou d'autres personnalités juridiques ou groupes, y compris, mais sans s'y limiter, des organismes religieux ou autres qui ont joué un rôle quelconque dans les pensionnats indiens, le cédant d'un survivant ou d'un descendant limitera expressément sa réclamation de manière à exclure toute forme de responsabilité du Canada;
- g) lorsqu'une décision définitive concernant une réclamation est prise dans le cadre du processus de réclamation et conformément à celui-ci, chaque cédant de survivant ou de descendant est également réputé avoir accepté de quittancer les parties, les avocats du groupe, les avocats du Canada, l'administrateur des réclamations, l'examineur indépendant et toute autre partie participant au processus de réclamation, de toute réclamation découlant ou pouvant découler de l'application du processus de réclamation, y compris, mais sans s'y limiter, de l'insuffisance de l'indemnité reçue;
- h) les obligations et les responsabilités du Canada qui sont prévues par les présentes constituent la contrepartie pour les quittances et autres engagements énoncés dans la convention de règlement et cette contrepartie constitue un règlement complet et

final de toute demande dont il est question dans les présentes. Les cédants des survivants et les cédants des descendants n'ont droit qu'aux prestations prévues et aux indemnités payables en vertu de la convention de règlement, en tout ou en partie, comme seul recours pour telle action, causes d'action, responsabilité, réclamation ou demande.

5. La Cour conserve la compétence exclusive et continue sur les réclamations des membres du groupe des survivants et du groupe des descendants dans la présente action, dans le but limité de mettre en œuvre la convention de règlement et de faire appliquer la convention de règlement ainsi que la présente ordonnance d'approbation.
6. Deloitte LLP est, par les présentes, nommée administratrice des réclamations.
7. Les honoraires, les débours et les taxes applicables de l'administratrice des réclamations doivent être payés par le Canada dans leur intégralité, conformément à l'article 40.01 de la convention de règlement.
8. L'administratrice des réclamations doit faciliter le processus d'administration des réclamations et faire rapport à la Cour ainsi qu'aux parties, conformément aux modalités de la convention de règlement.
9. Nul ne peut intenter une action ou engager une procédure contre l'administratrice des réclamations ou l'un de ses employés, mandataires, partenaires, associés, représentants, successeurs ou ayants droit à l'égard de toute question relative à la convention de règlement, la mise en œuvre de la présente ordonnance ou l'administration de la convention de règlement et de la présente ordonnance, sauf avec l'autorisation de la Cour.

10. Avant la date de mise en œuvre, les parties feront approuver le formulaire et le contenu du formulaire de réclamation ainsi que du formulaire de réclamation successorale.
11. Avant la date de mise en œuvre, les parties doivent désigner et soumettre à l'approbation de la Cour un examinateur indépendant ou des examinateurs indépendants.
12. Les avocats du recours collectif doivent faire rapport à la Cour sur l'administration de la convention de règlement. Le premier rapport doit être déposé six (6) mois après la date de mise en œuvre et au moins tous les six (6) mois par la suite, sous réserve que la Cour exige des rapports préliminaires, et sous réserve de l'obligation primordiale des avocats du recours collectif de signaler, dès qu'il sera raisonnablement possible de le faire, toute question ayant eu une incidence importante sur la mise en œuvre des modalités de la convention de règlement.
13. L'ordonnance d'autorisation du juge Harrington, datée du 18 juin 2015, sera modifiée comme il a été demandé.
14. Les demandeurs ont l'autorisation de modifier la première déclaration modifiée à nouveau dans la forme jointe aux présentes.
15. Aucuns dépens ne seront adjugés à l'égard de la présente requête.

« Ann Marie McDonald »

---

Juge

Christian Laroche, LL.B., juriste-traducteur

SCHEDULE "A"

Court File No. T-1542-12

**FEDERAL COURT  
CLASS PROCEEDING**

**BETWEEN:**

CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON, on his own behalf and on behalf of all the members of the TK'EMLUPS TE SECWÉPEMC INDIAN BAND and the TK'EMLUPS TE SECWÉPEMC INDIAN BAND,

CHIEF GARRY FESCHUK, on his own behalf and on behalf of all the members of the SECHELT INDIAN BAND and the SECHELT INDIAN BAND,

VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON, CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT, DIANA MARIE JULES, AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE, DARLENE MATILDA BULPIT, FREDERICK JOHNSON, DAPHNE PAUL and RITA POULSEN

**PLAINTIFFS**

and

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA

**DEFENDANT**

**DAY SCHOLARS SURVIVOR AND DESCENDANT CLASS  
SETTLEMENT AGREEMENT**

**WHEREAS:**

A. Canada and certain religious organizations operated Indian Residential Schools for the education of Indigenous children, in which children suffered harms.

B. On May 8, 2006, Canada entered into the Indian Residential Schools Settlement Agreement, which provided for compensation and other benefits, including the Common Experience Payment, in relation to attendance at Indian Residential Schools.

C. On August 15, 2012, the Plaintiffs filed a putative class action in the Federal Court of Canada bearing Court File No. T-1542-12, *Gottfriedson et al. v. Her Majesty*

*the Queen in Right of Canada* (the “Action”). An Amended Statement of Claim was filed on June 11, 2013, and a First Re-Amended Statement of Claim was filed on June 26, 2015.

D. The Action was certified as a class proceeding by order of the Federal Court dated June 18, 2015, on behalf of three subclasses: the Survivor Class, the Descendant Class, and the Band Class.

E. The Parties intend there to be a fair and comprehensive settlement of the claims of the Survivor Class and Descendant Class, and further desire the promotion of truth, healing, education, commemoration, and reconciliation. They have negotiated this Agreement with these objectives in mind.

F. Subject to the Settlement Approval Order, the claims of the Survivor Class Members and Descendant Class Members shall be settled on the terms contained in this Agreement.

G. The Parties intend that the claims of the Band Class shall continue, notwithstanding the settlement of the claims of the Survivor Class and Descendant Class, and intend that this Agreement shall not prejudice the rights of the Parties in the continued litigation of the Band Class Members’ claims in the Action.

**NOW THEREFORE** in consideration of the mutual agreements, covenants, and undertakings set out herein, the Parties agree as follows:

## **INTERPRETATION & EFFECTIVE DATE**

### **1. Definitions**

1.01 In this Agreement, the following definitions apply:

**“Aboriginal” or “Aboriginal Person”** means a person whose rights are recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982*, s. 35;

“**Action**” means the certified class proceeding bearing Court File No. T-1542-12, *Gottfriedson et al. v. Her Majesty the Queen in Right of Canada*;

“**Agreement**” means this settlement agreement, including the schedules attached hereto;

“**Approval Date**” means the date the **Court** issues its **Approval Order**;

“**Approval Order**” means the order or orders of the **Court** approving this **Agreement**;

“**Band Class**” means the Tk'emlúps te Secwépmeč Indian Band and the Sechelt Indian Band and any other Indian Band(s) which:

- a. has or had some members who are or were members of the **Survivor Class**, or in whose community an **Indian Residential School** is located; and
- b. is specifically added to the **Action** with one or more **Indian Residential Schools**;

“**Business Day**” means a day other than a Saturday or a Sunday or a day observed as a holiday under the laws of the province or territory in which the person who needs to take action pursuant to this **Agreement** is situated or a holiday under the federal laws of Canada applicable in the said province or territory;

“**Canada**” means Her Majesty the Queen in Right of Canada, the Attorney General of Canada, and their legal representatives, employees, agents, servants, predecessors, successors, executors, administrators, heirs, and assigns;

“**Certification Order**” means the order of the **Court** dated June 18, 2015, certifying this **Action** under the *Federal Courts Rules*, attached as Schedule B;

“**Claim**” means an application/request for compensation made by a **Claimant** under this **Agreement** by submitting a **Claim Form**, including any related documentation, to the **Claims Administrator**;

“**Claim Form**” means the application for a **Day Scholar Compensation Payment** that must be submitted by a **Claimant** to the **Claims Administrator** by the **Claims Deadline**, the form and content of which will be approved by the **Court** prior to the **Implementation Date**;

“**Claimant**” means a **Day Scholar**, their **Personal Representative**, or, in the case of a Day Scholar who died on or after May 30, 2005, their **Designated Representative**, who makes or continues a **Claim**;

“**Claims Administrator**” means such entity as may be designated by the **Parties** from time to time and appointed by the **Court** to carry out the duties assigned to it in this **Agreement**;

“**Claims Deadline**” means the date which is twenty-one (21) months after the **Implementation Date**;

“**Claims Process**” means the process outlined in this **Agreement**, including Schedule C and related forms, for the submission of **Claims**, assessment of eligibility, and payment of **Day Scholar Compensation Payments** to **Claimants**;

“**Class Counsel**” means Peter R. Grant Law Corporation, Diane Soroka Avocate Inc., and Waddell Phillips Professional Corporation;

“**Class Period**” means the period from and including January 1, 1920, and ending on December 31, 1997;

“**Court**” means the Federal Court unless the context otherwise requires;

“**Day Scholar**” means a **Survivor Class Member** who attended but did not simultaneously reside at an **Indian Residential School** that is listed in Schedule E, either on List 1 or List 2, during the time periods indicated therein, for any part of a **School Year**;

“**Day Scholar Compensation Payment**” means the ten thousand dollar (\$10,000) payment referred to in section 25.01 herein;

“**Day Scholars Revitalization Fund**” or “**Fund**” means the Fund established in section 21.01 herein, and as described in the **Fund Distribution Plan**;

“**Day Scholars Revitalization Society**” or “**Society**” means the not-for-profit society established pursuant to section 22.01 herein;

“**Descendant Class**” means the first generation of persons descended from **Survivor Class Members** or persons who were legally or traditionally adopted by a **Survivor Class Member** or their spouse;

“**Descendant Class Member**” means an individual who falls within the definition of the **Descendant Class**;

“**Designated Representative**” means the individual designated by the validly completed Designated Representative Form, the form and content of which will be approved by the **Court** prior to the **Implementation Date**;

“**Fee Agreement**” means the **Parties’** standalone legal agreement regarding legal fees, costs, honoraria and disbursements;

“**Fund Distribution Plan**” is the plan for the distribution of funds allocated to the **Day Scholars Revitalization Fund**, attached as Schedule F;

“**Independent Reviewer**” means the individual(s) appointed by the **Court** to determine review reconsideration requests from **Claimants** whose **Claims** were denied by the **Claims Administrator**, in accordance with the **Claims Process**;

“**Indian Residential Schools**” means the institutions identified in the list of Indian Residential Schools attached as Schedule “A” to the **Certification Order**, as that list may be amended by further Order of the **Court**;

“**Implementation Date**” means the latest of:

- a. the day following the last day on which an appeal or motion for leave to appeal the **Approval Order** may be brought; and

- b. the date of the final determination of any appeal brought in relation to the **Approval Order**;

“**IRSSA**” means the Indian Residential Schools Settlement Agreement dated May 8, 2006;

“**McLean Settlement**” means the McLean Federal Indian Day Schools Settlement Agreement entered into on November 30, 2018, in the matter of *McLean et al. v. Her Majesty the Queen in Right of Canada*, bearing Court File No. T-2169-16;

“**Opt Out**” means any individual who would otherwise fall within the definition of a **Survivor Class Member** or **Descendant Class Member** who previously validly opted out of the **Action**;

“**Parties**” means the signatories to this **Agreement**;

“**Person Under Disability**” means

- a. a minor as defined by the legislation of that person's province or territory of residence; or
- b. a person who is unable to manage or make reasonable judgments or decisions in respect of their affairs by reason of mental incapacity and for whom a **Personal Representative** has been appointed under the applicable legislation of that person's province or territory of residence;

“**Personal Representative**” means the person appointed under the applicable legislation of that person's province or territory of residence to manage or make reasonable judgments or decisions in respect of the affairs of a **Person Under Disability**;

“**Released Claims**” means those causes of action, liabilities, demands, and claims released pursuant to the **Approval Order**, as set out in section 42.01 herein;

“**School Year**” means from September 1 of one calendar year to August 31 of the subsequent calendar year;

“**Settlement Agreement Notice Plan**” means the Notice Plan advising **Survivor Class Members** and **Descendant Class Members** of the Agreement;

“**Settlement Approval Notice Plan**” means the Notice Plan advising **Survivor Class Members** and **Descendant Class Members** of the **Approval Order**.

“**Survivor Class**” means all **Aboriginal Persons** who attended as a student or for educational purposes for any period at an **Indian Residential School** during the **Class Period**, excluding, for any individual class member, such periods of time for which that class member received compensation by way of the Common Experience Payment under the **IRSSA**;

“**Survivor Class Member**” means an individual who falls within the definition of the **Survivor Class** and is not an **Opt Out**; and

“**Ultimate Claims Deadline**” means the date which is three (3) months after the **Claims Deadline**.

## 2. No Admission of Liability or Fact

2.01 This Agreement shall not be construed as an admission by Canada, nor a finding by the Court, of any fact within, or liability by Canada for any of the claims asserted in the Plaintiffs' claims and/or pleadings in the Action as they are currently worded in the First Re-Amended Statement of Claim, were worded in previous versions, or may be worded in the future.

2.02 For greater certainty, and without limiting the foregoing, the Parties agree that, in the further litigation of the Band Class claims, the Parties will not argue that the existence of this Agreement or any terms herein are admissions by the Parties, or findings by the Court, of any fact or law, or an admission of liability by Canada, relevant to the claims asserted by the Band Class in the Action, or

a settlement or resolution of the Band Class claims in the Action. Nothing in the above, however, or anything found elsewhere in this Agreement prevents the Parties from referring to or otherwise relying on the existence of the Agreement and the compensation paid or payable under it in any proceeding, if relevant.

### **3. Headings**

- 3.01 The division of this Agreement into paragraphs, the use of headings, and the appending of Schedules are for convenience of reference only and do not affect the construction or interpretation of this Agreement.

### **4. Extended Meanings**

- 4.01 In this Agreement, words importing the singular number include the plural and *vice versa*, words importing any gender include all genders, and words importing persons include individuals, partnerships, associations, trusts, unincorporated organizations, corporations, and governmental authorities. The term "including" means "including without limiting the generality of the foregoing".

### **5. No Contra Proferentem**

- 5.01 The Parties acknowledge that they have reviewed and participated in settling the terms of this Agreement and they agree that any rule of construction to the effect that any ambiguity is to be resolved against the drafting Parties is not applicable in interpreting this Agreement.

### **6. Statutory References**

- 6.01 In this Agreement, unless something in the subject matter or context is inconsistent therewith or unless otherwise herein provided, a reference to any statute is to that statute as enacted on the date thereof or as the same may from

time to time have been amended, re-enacted, or replaced, and includes any regulations made thereunder.

#### **7. Day for Any Action**

- 7.01 Where the time on or by which any action required to be taken hereunder expires or falls on a day that is not a Business Day, such action may be done on the next succeeding day that is a Business Day.

#### **8. Final Order**

- 8.01 For the purpose of this Agreement, a judgment or order becomes final when the time for appealing or seeking leave to appeal the judgment or order has expired without an appeal being taken or leave being sought or, in the event that an appeal is taken or leave to appeal is sought, when such appeal or leave to appeal and such further appeals as may be taken have been disposed of and the time for further appeal, if any, has expired.

#### **9. Currency**

- 9.01 All references to currency herein are to lawful money of Canada.

#### **10. Compensation Inclusive**

- 10.01 The amounts payable under this Agreement are inclusive of any pre-judgment or post-judgment interest or other amounts that may be claimed by Survivor Class Members or Descendant Class Members against Canada arising out of the Released Claims.

## **11. Schedules**

11.01 The following Schedules to this Agreement are incorporated into and form part of this Agreement:

Schedule A: First Re-Amended Statement of Claim, filed June 26, 2015

Schedule B: Certification Order, dated June 18, 2015

Schedule C: Claims Process

Schedule D: Estate Claims Process

Schedule E: Lists of Indian Residential Schools for Claims Process

Schedule F: Day Scholars Revitalization Fund Distribution Plan

Schedule G: Draft Amended Certification Order (re: Band Class claims)

Schedule H: Draft Second Re-Amended Statement of Claim, draft without delineations of prior or currently proposed amendments (re: Band Class claims)

## **12. No Other Obligations**

12.01 All actions, causes of action, liabilities, claims, and demands whatsoever of every nature or kind for damages, contribution, indemnity, costs, expenses, and interest which any Survivor Class Member or Descendant Class Member ever had, now has, or may hereafter have arising in relation to the Action against Canada, whether such claims were made or could have been made in any proceeding, will be finally settled based on the terms and conditions set out in this Agreement upon the date of the Approval Order, and Canada will have no further liability except as set out in this Agreement.

### **13. Entire Agreement**

13.01 This Agreement constitutes the entire agreement among the Parties with respect to the Survivor Class and Descendant Class claims asserted in the Action and cancels and supersedes any prior or other understandings and agreements between or among the Parties with respect thereto. There are no representations, warranties, terms, conditions, undertakings, covenants or collateral agreements, express, implied, or statutory between or among the Parties with respect to the subject matter hereof other than as expressly set forth or referred to in this Agreement.

### **14. Benefit of the Agreement**

14.01 This Agreement will enure to the benefit of and be binding upon the Parties, the Survivor Class Members, the Descendant Class Members, and their respective heirs, estates, Designated Representatives and Personal Representatives.

### **15. Band Class Claim**

15.01 Nothing in this Agreement is intended to, or does prejudice the rights of the Parties in the continued litigation of the Band Class claims in the Action.

15.02 The Band Class claims that will continue are set out in the Draft Amended Certification Order (re: Band Class claims), attached as Schedule G and the Draft Second Re-Amended Statement of Claim (re: Band Class claims), attached as Schedule H.

### **16. Applicable Law**

16.01 This Agreement will be governed by and construed in accordance with the laws of the province or territory where the Survivor Class Member or Descendant Class Member resides and the laws of Canada applicable therein.

**17. Counterparts**

17.01 This Agreement may be executed in any number of counterparts, each of which will be deemed to be an original and all of which taken together will be deemed to constitute one and the same Agreement.

**18. Official Languages**

18.01 Canada will prepare a French translation of this Agreement for use at the settlement approval hearing before the Court. As soon as practicable after the execution of this Agreement, Canada will arrange for the preparation of an authoritative French version. The French version shall be of equal weight and force at law.

**19. Date When Binding and Effective**

19.01 This Agreement will become binding and effective on and after the Implementation Date on the Parties and all Survivor Class Members and Descendant Class Members. The Approval Order of the Court constitutes deemed approval of this Agreement by all Survivor Class Members and Descendant Class Members.

**20. Effective in Entirety**

20.01 None of the provisions of this Agreement will become effective unless and until the Court approves this Agreement.

**THE DAY SCHOLARS REVITALIZATION FUND**

**21. The Day Scholars Revitalization Fund**

21.01 Canada agrees to provide the amount of fifty million dollars (\$50,000,000.00) to the Day Scholars Revitalization Fund, to support healing, wellness, education,

language, culture, heritage and commemoration activities for the Survivor Class Members and Descendant Class Members.

21.02 The monies described in section 21.01 herein will be paid by Canada to the Day Scholars Revitalization Society within thirty (30) days after the Implementation Date.

## **THE DAY SCHOLARS REVITALIZATION SOCIETY**

### **22. Establishing the Day Scholars Revitalization Society**

22.01 The Parties agree that the Day Scholars Revitalization Society will use the Fund to support healing, wellness, education, language, culture, and commemoration activities for the Survivor Class Members and the Descendant Class Members. The monies for the Fund shall be held by the Day Scholars Revitalization Society, which will be established as a "not for profit" entity under the British Columbia *Societies Act*, S.B.C. 2015, c. 18 or analogous federal legislation or legislation in any of the provinces or territories prior to the Implementation Date, and will be independent of the Government of Canada, although Canada shall have the right to appoint one representative to the Society Board of Directors.

22.02 A draft Day Scholars Revitalization Fund Plan is attached as Schedule F.

22.03 The Fund is intended to benefit the Survivor Class Members and Descendant Class Members and to complement and not duplicate any federal government programs.

### **23. Directors**

23.01 The Society will have five first directors, to be appointed by the Parties.

23.02 The Board of the Society will have national representation and will include one director appointed by Canada. The representative appointed by Canada will not be an employee or public servant of Canada.

#### **24. Responsibilities of Directors**

24.01 The Society's Directors shall manage and/or supervise the management of the activities and affairs of the Day Scholars Revitalization Society, which will receive, hold, invest, manage, and disburse the monies described in the Fund provisions of this Agreement and any other monies transferred to the Fund under this Agreement for the purposes of funding healing, wellness, education, language, culture, heritage and commemoration activities for the Survivor Class Members and Descendant Class Members.

#### **COMPENSATION FOR INDIVIDUAL CLAIMANTS**

#### **25. Day Scholar Compensation Payments**

25.01 Canada will pay the sum of ten thousand dollars (\$10,000) as non-pecuniary general damages, with no reductions whatsoever, to each Claimant whose Claim is approved pursuant to the Claims Process.

25.02 A Claimant is entitled to a Day Scholar Compensation Payment, and their Claim shall be approved, if the Claimant satisfies the following Eligibility Criteria:

- a. the Claim is made with respect to a Day Scholar who was alive on May 30, 2005;
- b. the Claim is delivered to the Claims Administrator prior to the Ultimate Claims Deadline;
- c. the Claim is made with respect to that Day Scholar's attendance at an Indian Residential School that is listed in Schedule E on either List 1 or List 2 during the time periods indicated therein, for any part of a specific School Year that meets all three of the following conditions, namely that it is a School Year for which the Day Scholar or their executor, representative, or heir who applied in place of the Day Scholar:

- i. has not received a Common Experience Payment under the IRSSA;
- ii. has not received and will not receive compensation under the McLean Settlement; and
- iii. has not received compensation under any other settlement with respect to a school listed on Schedule K to the McLean Settlement.

25.03 For greater clarity, for any School Year during which a Survivor Class Member was eligible for, but did not make a claim for the Common Experience Payment under the IRSSA, no Claim for a Day Scholar Compensation Payment under this Agreement may be made in regard to that Survivor Class Member for that School Year.

#### **26. No Cap on Claims**

26.01 There is no limit or cap on Canada's total obligation to pay approved Claims. All approved Claims will be paid fully by Canada.

#### **27. Transfer of Monies by Canada**

27.01 Canada will transfer monies directly to the Claims Administrator to provide for payment of approved Claims, in accordance with the Claims Process.

#### **28. Social Benefits**

28.01 Canada will make its best efforts to obtain the agreement of the provinces and territories that the receipt of any payments pursuant to this Agreement will not affect the quantity, nature, or duration of any social benefits or social assistance benefits payable to a Claimant pursuant to any legislation of any province or territory of Canada.

28.02 Further, Canada will make its best efforts to obtain the agreement of the necessary Departments of the Government of Canada that the receipt of any

payments pursuant to this Agreement will not affect the quantity, nature or duration of any social benefits or social assistance benefits payable to a Claimant pursuant to any federal social benefit programs, including Old Age Security and Canada Pension Plan.

## **IMPLEMENTATION OF THIS AGREEMENT**

### **29. The Action**

29.01 The First Re-Amended Statement of Claim in the Action is attached as Schedule A.

29.02 The Parties agree that the Plaintiffs will seek leave of the Court, on consent and as part of the application for Court approval of this Agreement, to file the Draft Second Re-Amended Statement of Claim in the Action, which is attached as Schedule H.

### **30. Certification Order**

30.01 The Certification Order is attached as Schedule B.

30.02 The Parties agree that the Plaintiffs will seek an Order from the Court, on consent and as part of the application for Court approval of this Agreement, issuing the Amended Certification Order, which is attached as Schedule G.

### **31. Notice Plans**

31.01 The Parties agree that the Plaintiffs will seek an Order from the Court, on consent, approving a Settlement Agreement Notice Plan, whereby Survivor Class Members and Descendant Class Members will be provided with notice of the Agreement, its terms, how to obtain more information, and how to share their feedback in advance of, and during, the settlement approval hearing.

31.02 The Parties further agree that the Plaintiffs will seek an Order from the Court, on consent and as part of the application for Court approval of this Agreement, approving a Settlement Approval Notice Plan, which will provide Survivor Class Members and Descendant Class Members with notice of the Approval Order and how a Claim for compensation can be made.

31.03 Canada agrees to pay for the implementation of the Settlement Agreement Notice Plan and the Settlement Approval Notice Plan.

### **CLAIMS MADE BY PERSONAL REPRESENTATIVES AND DESIGNATED REPRESENTATIVES**

#### **32. Compensation If Deceased**

32.01 Where a Day Scholar has died on or after May 30, 2005, a Claim may be brought on behalf of the deceased Day Scholar's estate or heirs in accordance with the Estate Claims Process set out in Schedule D.

#### **33. Person Under Disability**

33.01 If a Day Scholar submits a Claim to the Claims Administrator prior to the Ultimate Claims Deadline and the Claim is approved but the Day Scholar is or becomes a Person Under Disability prior to their receipt of a Day Scholar Compensation Payment, that payment will be made to the Personal Representative of the Day Scholar.

#### **34. Hold Harmless Agreement for Claims**

34.01 Canada, the Claims Administrator, Class Counsel, and the Independent Reviewer, shall not be liable for, and will in fact be held harmless by Claimants, from any and all claims, counterclaims, suits, actions, causes of action, demands, damages, penalties, injuries, setoffs, judgments, debts, costs, expenses (including without limitation legal fees, disbursements, and expenses)

or other liabilities of every character whatsoever by reason of or resulting from a payment or non-payment to a Personal Representative or Designated Representative pursuant to this Agreement and any order of the Court approving it.

## **CLAIMS PROCESS**

### **35. Principles Governing Claims Administration**

35.01 The Claims Process is intended to be expeditious, cost-effective, user-friendly, culturally sensitive, and trauma-informed. The intent is to minimize the burden on the Claimants in pursuing their Claims and to mitigate any likelihood of re-traumatization through the Claims Process. The Claims Administrator and Independent Reviewer shall, in the absence of reasonable grounds to the contrary, assume that a Claimant is acting honestly and in good faith. In considering an Application, the Claims Administrator and Independent Reviewer shall draw all reasonable and favourable inferences that can be drawn in favour of the Claimant.

### **36. Claims Process**

36.01 The Claims Process is set out in Schedule C.

## **CLAIMS ADMINISTRATOR**

### **37. Duties of the Claims Administrator**

37.01 The Claims Administrator's duties and responsibilities include the following:

- a. developing, installing, and implementing systems, forms, information, guidelines and procedures for processing Claims in hard or electronic copy, in accordance with this Agreement;

- b. developing, installing, and implementing systems and procedures for making payments of Day Scholar Compensation Payments in accordance with this Agreement;
- c. providing personnel in such reasonable numbers as are required for the performance of its duties, and training and instructing them;
- d. keeping or causing to be kept accurate accounts of its activities and its administration, including preparing such financial statements, reports, and records as are required by the Court;
- e. reporting to the Parties on a monthly basis respecting Claims received and determined, and to which Indian Residential Schools the Claims relate;
- f. responding to enquiries respecting Claims, reviewing Claims, making decisions in respect of Claims, giving notice of its decisions in accordance with this Agreement, and providing information to Claimants regarding the reconsideration process as set out in the Claims Process;
- g. communicating with Claimants in either English or French, as the Claimant elects, and, if a Claimant expresses the desire to communicate in a language other than English or French, making best efforts to accommodate them; and
- h. such other duties and responsibilities as the Court may from time to time direct.

### **38. Appointment of the Claims Administrator**

38.01 The Claims Administrator will be appointed by the Court on the recommendation of the Parties.

### **39. Duties of the Independent Reviewer**

39.01 The role of the Independent Reviewer is to determine any request for reconsideration brought by a Claimant pursuant to the Claims Process set out in Schedule C. The Independent Reviewer(s) will be appointed by the Court on the recommendation of the Parties.

### **40. Costs of Claims Process**

40.01 The costs of the Claims Process, including those of the Claims Administrator and the Independent Reviewer, will be paid by Canada.

### **41. Approval Order**

41.01 The Parties agree that an Approval Order of this Agreement will be sought from the Court in a form to be agreed upon by the Parties and shall include the following provisions:

- a. incorporating by reference this Agreement in its entirety including all Schedules;
- b. ordering and declaring that the Order is binding on all Survivor Class Members and Descendant Class Members, including Persons Under Disability; and
- c. ordering and declaring that the Survivor Class and Descendant Class Claims set out in the First Re-Amended Statement of Claim, filed June 26, 2015, are dismissed, and giving effect to the releases and related clauses set out in sections 42.01 and 43.01 herein to ensure the conclusion of all Survivor Class and Descendant Class claims.

### **42. Conclusion of Survivor Class and Descendant Class Claims**

42.01 The Approval Order sought from the Court will declare that:

- a. Each Survivor Class Member or, if deceased, their estate (hereinafter "Survivor Releasor"), has fully, finally and forever released Canada, her servants, agents, officers and employees, from any and all actions, causes of action, common law, Quebec civil law and statutory liabilities, contracts, claims, and demands of every nature or kind available, asserted for the Survivor Class in the First Re-Amended Statement of Claim filed June 26, 2015, in the Action or that could have been asserted by any of the Survivor Releasors as individuals in any civil action, whether known or unknown, including for damages, contribution, indemnity, costs, expenses, and interest which any such Survivor Releasor ever had, now has, or may hereafter have due to their attendance as a Day Scholar at any Indian Residential School at any time.
- b. Each Descendant Class Member or, if deceased, their estate (hereinafter "Descendant Releasor"), has fully, finally and forever released Canada, her servants, agents, officers and employees, from any and all actions, causes of action, common law, Quebec civil law and statutory liabilities, contracts, claims, and demands of every nature or kind available, asserted for the Descendant Class in the First Re-Amended Statement of Claim filed June 26, 2015, in the Action or that could have been asserted by any of the Descendant Releasors as individuals in any civil action, whether known or unknown, including for damages, contribution, indemnity, costs, expenses, and interest which any such Descendant Releasor ever had, now has, or may hereafter have due to their respective parents' attendance as a Day Scholar at any Indian Residential School at any time.
- c. All causes of actions/claims asserted by, and requests for pecuniary, declaratory or other relief with respect to the Survivor Class Members and Descendant Class Members in the First Re-Amended Statement of Claim filed June 26, 2015 are dismissed on consent of the Parties without determination on their merits, and will not be adjudicated as part of the determination of the Band Class claims.

- d. Canada may rely on the above-noted releases as a defence to any lawsuit that purports to seek compensation from Canada for the claims of the Survivor Class and Descendant Class as set out in the First Re-Amended Statement of Claim. For additional certainty, however, the above-noted releases and the Approval Order will not be interpreted as if they release, bar or remove any causes of action or claims that Band Class Members may have in law as distinct legal entities or as entities with standing and authority to advance legal claims for the violation of collective rights of their respective Aboriginal peoples, including to the extent such causes of action, claims and/or breaches of rights or duties owed to the Band Class are alleged in the First Re-Amended Statement of Claim filed June 26, 2015, even if those causes of action, claims and/or breaches of rights or duties are based on alleged conduct towards Survivor Class Members or Descendant Class Members set out elsewhere in either of those documents.
- e. Each Survivor Releasor and Descendant Releasor is deemed to agree that, if they make any claim or demand or take any action or proceeding against another person, persons, or entity in which any claim could arise against Canada for damages or contribution or indemnity and/or other relief over, whether by statute, common law, or Quebec civil law, in relation to allegations and matters set out in the Action, including any claim against provinces or territories or other legal entities or groups, including but not limited to religious or other institutions that were in any way involved with Indian Residential Schools, the Survivor Releasor or Descendant Releasor will expressly limit their claim so as to exclude any portion of Canada's responsibility.
- f. Upon a final determination of a Claim made under and in accordance with the Claims Process, each Survivor Releasor and Descendant Releasor is also deemed to agree to release the Parties, Class Counsel, counsel for Canada, the Claims Administrator, the Independent Reviewer, and any other party involved in the Claims Process, with respect to any claims that arise or

could arise out of the application of the Claims Process, including but not limited to the sufficiency of the compensation received.

#### **43. Deemed Consideration by Canada**

43.01 Canada's obligations and liabilities under this Agreement constitute the consideration for the releases and other matters referred to in this Agreement and such consideration is in full and final settlement and satisfaction of any and all claims referred to therein and the Survivor Releasers and Descendant Releasers are limited to the benefits provided and compensation payable pursuant to this Agreement, in whole or in part, as their only recourse on account of any and all such actions, causes of actions, liabilities, claims, and demands.

### **LEGAL FEES AND DISBURSEMENTS**

#### **44. Class Counsel Fees and Disbursements**

44.01 All legal fees and disbursements of Class Counsel, and the representative plaintiffs' proposed honoraria are the subject of the Fee Agreement, which is subject to review and approval by the Court.

44.02 Court approval of the Fee Agreement is separate and distinct from Court approval of this Agreement. In the event that the Court does not approve the Fee Agreement, in whole or in part, it will have no effect on the approval or implementation of this Agreement.

#### **45. No Other Fees or Disbursements to Be Charged**

45.01 The Parties agree that it is their intention that all payments to Survivor Class Members under this Agreement are to be made without any deductions on account of legal fees or disbursements.

## **TERMINATION AND OTHER CONDITIONS**

### **46. Termination of Agreement**

46.01 This Agreement will continue in full force and effect until all obligations under this Agreement are fulfilled and the Court orders that the Agreement is completed.

### **47. Amendments**

47.01 Except as expressly provided in this Agreement, no amendment may be made to this Agreement, including the Schedules, unless agreed to by the Parties in writing and approved by the Court.

### **48. No Assignment**

48.01 No amount payable under this Agreement can be assigned and any such assignment is null and void except as expressly provided for in this Agreement. Where a Day Scholar is deceased or is a Person Under Disability, payment for an approved Claim will be made to their Designated Representative or Personal Representative, respectively.

## **CONFIDENTIALITY**

### **49. Confidentiality**

49.01 Any information provided, created or obtained in the course of this settlement, whether written or oral, will be kept confidential by the Parties and Class Counsel, all Claimants, the Claims Administrator, and the Independent Reviewer and will not be used for any purpose other than this settlement unless otherwise agreed by the Parties, authorized by this Agreement or applicable federal, provincial or territorial privacy legislation, or ordered by the Court.

## **50. Destruction of Claimant Information and Records**

- 50.01 Within two (2) years of completing the payments of compensation, the Claims Administrator will destroy all Claimant information and documentation in its possession, unless a Claimant, Designated Representative, or Personal Representative specifically requests the return of such information within the two (2) year period. Upon receipt of such request, the Claims Administrator will forward the Claimant information as directed.
- 50.02 Within two (2) years of rendering a reconsideration decision, the Independent Reviewer will destroy all Claimant information and documentation in their possession, unless a Claimant, Designated Representative, or Personal Representative specifically requests the return of such information within the two (2) year period. Upon receipt of such request, the Independent Reviewer will forward the Claimant information as directed.
- 50.03 Prior to destruction of the records, the Claims Administrator and Independent Reviewer shall create and provide to Canada a list showing the (i) Day Scholar, (ii) School Year(s) of attendance, and (iii) Indian Residential School(s), with respect to which each Day Scholar Compensation Payment was made. Notwithstanding anything else in this Agreement, this list must be retained by Canada in strict confidence and can only be used in a legal proceeding or settlement where it is relevant as demonstrating, which the Parties agree they will do without further proof, which individuals received the Day Scholar Compensation Payment for which School Year(s) and with regard to which Indian Residential School(s).

## **51. Confidentiality of Negotiations**

- 51.01 Save as may otherwise be agreed between the Parties, the undertaking of confidentiality as to the discussions and all communications, whether written or oral, made in and surrounding the negotiations leading to the exchanges of letters of offer and acceptance, and this Agreement continues in force.

**CO-OPERATION**

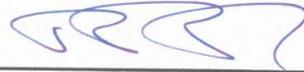
**52. Co-operation With Canada**

52.01 Upon execution of this Agreement, the representative plaintiffs and Class Counsel will co-operate with Canada and make best efforts to obtain Court approval of this Agreement and make reasonable efforts to obtain the support and participation of Survivor Class Members and Descendant Class Members in all aspects of this Agreement.

**53. Public Announcements**

53.01 At the time agreed upon, the Parties will make public announcements in support of this Agreement and continue to speak publicly in favour of the Agreement.

IN WITNESS WHEREOF the Parties have executed this Agreement as of this 4<sup>th</sup> day of June, 2021.



For the Plaintiffs **JOHN KINGMAN PHILLIPS**  
Waddell Phillips Professional Corporation, per **Barister & Solicitor**  
John K. Phillips  
Class Counsel

For the Plaintiffs  
Peter R. Grant Law Corporation, per  
Peter R. Grant  
Class Counsel

JMP

**CO-OPERATION**

**52. Co-operation With Canada**

52.01 Upon execution of this Agreement, the representative plaintiffs and Class Counsel will co-operate with Canada and make best efforts to obtain Court approval of this Agreement and make reasonable efforts to obtain the support and participation of Survivor Class Members and Descendant Class Members in all aspects of this Agreement.

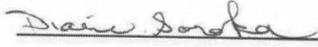
**53. Public Announcements**

53.01 At the time agreed upon, the Parties will make public announcements in support of this Agreement and continue to speak publicly in favour of the Agreement.

**IN WITNESS WHEREOF** the Parties have executed this Agreement as of this 4<sup>TH</sup> day of June, 2021.

\_\_\_\_\_  
For the Plaintiffs  
Waddell Phillips Professional Corporation, per  
John K. Phillips  
Class Counsel

\_\_\_\_\_  
For the Plaintiffs  
**Peter R. Grant**  
**Peter Grant Law**  
Peter R. Grant Law Corporation **BC 137**  
Peter R. Grant **#407-808 Nelson Street**  
Class Counsel **Vancouver B.C. V6Z 2H2**



For the Plaintiffs

Diane Soroka Avocate Inc., per  
Diane H. Soroka  
Class Counsel

**Boudreau,  
Annie**

Digitally signed by  
Boudreau, Annie  
Date: 2021.06.03 08:32:16  
-04'00'

For the Defendants

Annie Boudreau  
Chief Finances, Results and Delivery Officer  
Crown-Indigenous Relations and Northern  
Affairs Canada

---

For the Plaintiffs

Diane Soroka Avocate Inc., per  
Diane H. Soroka  
Class Counsel

**Boudreau,  
Annie**

Digitally signed by  
Boudreau, Annie  
Date: 2021.06.03 08:32:16  
-04'00'

---

For the Defendants

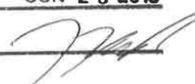
Annie Boudreau  
Chief Finances, Results and Delivery Officer  
Crown-Indigenous Relations and Northern  
Affairs Canada

**Schedule A**

FEDERAL COURT  
COUR FÉDÉRALE  
Copy of Document  
Copie du document  
Filed / Déposé  
Received / Reçu

Amended Pursuant to the Order of Justice Harrington  
Made June 3, 2015

Court File No. T-1542-13

Date JUN 26 2015  
Registrar   
Greffier

**PROPOSED CLASS PROCEEDING**

FORM 171A - Rule 171

FEDERAL COURT

**BETWEEN:**

CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON, on his own behalf and on behalf of all the members  
of the TK'EMLÚPS TE SECWÉPMC INDIAN BAND and the TK'EMLÚPS TE  
SECWÉPMC INDIAN BAND,

CHIEF GARRY FESCHUK, on his own behalf and on behalf of all the members of the  
SECHELT INDIAN BAND and the SECHELT INDIAN BAND,

VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON, ~~DOREEN LOUISE SEYMOUR,~~  
CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT, ~~VICTOR FRASER,~~ DIENA MARIE  
JULES, AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE, DARLENE MATILDA BULPIT,  
FREDERICK JOHNSON, ~~ABIGAIL MARGARET AUGUST, SHELLY NADINE~~  
~~HOEHNE,~~ DAPHNE PAUL, ~~AARON JOE~~ and RITA POULSEN

**PLAINTIFFS**

and

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA as represented by  
THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA

**DEFENDANT**

**FIRST RE-AMENDED STATEMENT OF CLAIM**

TO THE DEFENDANT

A LEGAL PROCEEDING HAS BEEN COMMENCED AGAINST YOU by the Plaintiffs. The claim made against you is set out in the following pages.

IF YOU WISH TO DEFEND THIS PROCEEDING, you or a solicitor acting for you are required to prepare a statement of defence in Form 171B prescribed by the Federal Courts Rules serve it on the plaintiffs' solicitor or, where the plaintiffs do not have a solicitor, serve it on the plaintiffs, and file it, with proof of service, at a local office of this Court, WITHIN 30 DAYS after this statement of claim is served on you, if you are served within Canada.

2

If you are served in the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is forty days. If you are served outside Canada and the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is sixty days.

Copies of the Federal Court Rules information concerning the local offices of the Court and other necessary information may be obtained on request to the Administrator of this Court at Ottawa (telephone 613-992-4238) or at any local office.

IF YOU FAIL TO DEFEND THIS PROCEEDING, judgment may be given against you in your absence and without further notice to you.

(Date)

Issued by: \_\_\_\_\_  
(Registry Officer)

Address of local office: \_\_\_\_\_

TO:

Her Majesty the Queen in Right of Canada,  
Minister of Indian Affairs and Northern Development, and  
Attorney General of Canada  
Department of Justice  
900 - 840 Howe Street  
Vancouver, B.C. V6Z 2S9

## RELIEF SOUGHT

### The Survivor Class

1. The Representative Plaintiffs of the Survivor Class, on their own behalf, and on behalf of the members of the Survivor Class, claim:

- (a) ~~an Order certifying this proceeding as a Class Proceeding pursuant to the Federal Court Class Proceedings Rules (“CPR”) and appointing them as Representative Plaintiffs for the Survivor Class and any appropriate subgroup of that Class;~~
- (b) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Plaintiffs and the other Survivor Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (c) a Declaration that members of the Survivor Class have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- (d) a Declaration that Canada breached the linguistic and cultural rights (Aboriginal Rights or otherwise) Aboriginal Rights of the Survivor Class;
- (e) a Declaration that the Residential Schools Policy and the ~~Identified~~ Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Survivor Class;
- (f) a Declaration that Canada is liable to the Survivor Class Representative Plaintiffs and other Survivor Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and Aboriginal Rights and for the intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (g) non-pecuniary general damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights and intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, negligence and intentional infliction of mental distress for which Canada is liable;

- (h) pecuniary general damages and special damages for negligence, loss of income, loss of earning potential, loss of economic opportunity, loss of educational opportunities, breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights and and intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the cost of care, and to restore, protect and preserve the linguistic and cultural heritage of the members of the Survivor Class for which Canada is liable;
- (i) exemplary and punitive damages for which Canada is liable ;
- (j) prejudgment and post-judgment interest;
- (k) the costs of this action; and
- (l) such further and other relief as this Honourable Court may deem just.

#### The Descendant Class

2. The Representative Plaintiffs of the Descendant Class, on their own behalf and on behalf of the members of the Descendant Class, claim:

- (a) ~~an Order certifying this proceeding as a Class Proceeding pursuant to the CPR and appointing them as Representative Plaintiffs for the Descendant Class and any appropriate subgroup of that Class;~~
- (b) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Plaintiffs and the other Descendant Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (c) a Declaration that the Descendant Class have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- (d) a Declaration that Canada breached the linguistic and cultural rights (Aboriginal Rights or otherwise) Aboriginal Rights of the Descendant Class;
- (e) a Declaration that the Residential Schools Policy and the ~~Identified~~ Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Descendant Class;
- (f) a Declaration that Canada is liable to the Plaintiffs and other Descendant Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-

{01447063.2}

mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the ~~Identified~~ Residential Schools;

- (g) non-pecuniary general damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, for which Canada is liable;
- (h) pecuniary general damages and special damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the cost of care, and to restore, protect and preserve the linguistic and cultural heritage of the members of the Descendant Class for which Canada is liable;
- (i) exemplary and punitive damages for which Canada is liable;
- (j) pre-judgment and post-judgment interest;
- (k) the costs of this action; and
- (l) such further and other relief as this Honourable Court may deem just;

#### **The Band Class**

#### 3. The Representative Plaintiffs of the Band Class claim:

- (a) ~~an Order certifying this proceeding as a Class Proceeding pursuant to the CPR and appointing them as Representative Plaintiffs for the Band Class;~~
- (b) a Declaration that the Sechelt Indian Band (referred to as the shishálh or shishálh band) and Tk'emlúps Band, and all members of the Band Class, have existing Aboriginal Rights ~~within the meaning of s. 35(1) of the Constitution Act, 1982~~ to speak their traditional languages and engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- (c) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, to the Band Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the SIRS and the KIRS and other Identified Residential Schools;

6

- (d) a Declaration that the Residential Schools Policy and the KIRS, the SIRS and Identified Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Band Class;
- (e) a Declaration that Canada was or is in breach of the Band Class members' linguistic and cultural rights, (Aboriginal Rights or otherwise), as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, as a consequence of its establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the Residential Schools Policy, and the Identified Residential Schools; Aboriginal Rights;
- (f) a Declaration that Canada is liable to the Band Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the Identified Residential Schools;
- (g) non-pecuniary and pecuniary general damages and special damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the ongoing cost of care and development of wellness plans for individual members of the bands in the Band Class, as well as the costs of restoring, protecting and preserving the linguistic and cultural heritage of the Bands for which Canada is liable;
- (h) the construction of healing centres in the Band Class communities by Canada;
- (i) exemplary and punitive damages for which Canada is liable;
- (j) pre-judgment and post-judgment interest;
- (k) the costs of this action; and
- (l) such further and other relief as this Honourable Court may deem just.

#### DEFINITIONS

4. The following definitions apply for the purposes of this Claim:

- (a) "Aboriginal(s)", "Aboriginal Person(s)" or "Aboriginal Child(ren)" means a person or persons whose rights are recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982, s. 35;*

{01447063.2}

7

- (b) "Aboriginal Right(s)" means any or all of the aboriginal and treaty rights recognized and affirmed by the *Constitution Act*, 1982, s. 35;
- (c) "Act" means the *Indian Act*, R.S.C. 1985, c. I-5 and its predecessors as have been amended from time to time;
- (d) "Agents" means the servants, contractors, agents, officers and employees of Canada and the operators, managers, administrators and teachers and staff of each of the Residential Schools;
- (e) "Agreement" means the Indian Residential Schools Settlement Agreement dated May 10, 2006 entered into by Canada to settle claims relating to Residential Schools as approved in the orders granted in various jurisdictions across Canada;
- (f) "Band Class" means the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the shísháhlh band and any other Aboriginal Indian Band(s) which:
  - (i) has or had some members who are or were members of the Survivor Class, or in whose community a Residential School is located; and
  - (ii) is specifically added to this claim with one or more specifically identified Residential Schools.
- (g) "Canada" means the Defendant, Her Majesty the Queen in right of Canada as represented by the Attorney General of Canada;
- (h) "Class" or "Class members" means all members of the Survivor Class, Descendant Class and Band Class as defined herein;
- (i) "Class Period" means 1920 to ~~1979~~1997;
- (j) "Cultural, Linguistic and Social Damage" means the damage or harm caused by the creation and implementation of Residential Schools and Residential Schools Policy to the educational, governmental, economic, cultural, linguistic, spiritual and social customs, practices and way of life, traditional governance structures, as well as to the community and individual security and wellbeing, of Aboriginal Persons;
- (k) "Descendant Class" means the first generation of all persons who are descended from Survivor Class members or persons who were legally or traditionally adopted by a Survivor Class Member or their spouse;
- (l) "Identified Residential School(s)" means the KIRS or the SIRS ~~or any other Residential School specifically identified by a member of the Band Class;~~
- (m) "KIRS" means the Kamloops Indian Residential School;
- (n) "Residential Schools" means all Indian Residential Schools recognized under the Agreement;

(01447063.2)

- (o) "Residential Schools Policy" means the policy of Canada with respect to the implementation of Indian Residential Schools;
- (p) "SIRS" means the Sechelt Indian Residential School;
- (q) "Survivor Class" means all Aboriginal persons who attended as a student or for educational purposes for any period at an Identified Residential School, during the Class Period excluding, for any individual class member, such periods of time for which that class member received compensation by way of the Common Experience Payment under the Indian Residential Schools Settlement Agreement.

## THE PARTIES

### The Plaintiffs

5. The Plaintiff, Darlene Matilda Bulpit (nee Joe) resides on shíshálh band lands in British Columbia. Darlene Matilda Bulpit was born on August 23, 1948 and attended the SIRS for nine years, between the years 1954 and 1963. Darlene Matilda Bulpit is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

6. The Plaintiff, Frederick Johnson resides on shíshálh band lands in British Columbia. Frederick Johnson was born on July 21, 1960 and attended the SIRS for ten years, between the years 1966 and 1976. Frederick Johnson is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~7. The Plaintiff, Abigail Margaret August (nee Joe) resides on shíshálh band lands in British Columbia. Abigail Margaret August was born on August 21, 1954 and attended the SIRS for eight years, between the years 1959 and 1967. Abigail Margaret August is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

~~8. The Plaintiff, Shelly Nadine Hoehne (nee Joe) resides on shíshálh band lands in British Columbia. Shelly Nadine Hoehne was born on June 23, 1952 and attended the SIRS for eight years, between the years 1958 and 1966. Shelly Nadine Hoehne is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

9. The Plaintiff, Daphne Paul resides on shíshálh band lands in British Columbia. Daphne Paul was born on January 13, 1948 and attended the SIRS for eight years, between the years 1953 and 1961. Daphne Paul is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

10. The Plaintiff, Violet Catherine Gottfriedson resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Violet Catherine Gottfriedson was born on March 30, 1945 and attended the KIRS for four years, between the years 1958 and 1962. Violet Catherine Gottfriedson is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~11. The Plaintiff, Doreen Louise Seymour resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Doreen Louise Seymour was born on September 7, 1955 and attended the KIRS for five years, between the years 1961 and 1966. Doreen Louise Seymour is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

12. The Plaintiff, Charlotte Anne Victorine Gilbert (nee Larue) resides in Williams Lake in British Columbia. Charlotte Anne Victorine Gilbert was born on May 24, 1952 and attended the KIRS for seven years, between the years 1959 and 1966. Charlotte Anne Victorine Gilbert is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~13. The Plaintiff, Victor Fraser (also known as Victor Frezie) resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Victor Fraser was born on June 11, 1957~~

~~and attended the KIRS for six years, between the years 1962 and 1968. Victor Fraser is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

14. The Plaintiff, Diena Marie Jules resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Diena Marie Jules was born on September 12, 1955 and attended the KIRS for six years, between the years 1962 and 1968. Diena Marie Jules is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~15. The Plaintiff, Aaron Joe, resides on shíshálh band lands. Aaron Joe was born on January 19, 1972 and is the son of Valerie Joe, who attended the SIRS as a day scholar. Aaron Joe is a proposed Representative Plaintiff for the Descendant Class.~~

16. The Plaintiff, Rita Poulsen, resides on shíshálh band lands. Rita Poulsen was born on March 8, 1974 and is the daughter of Randy Joe, who attended the SIRS as a day scholar. Rita Poulsen is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Descendant Class.

17. The Plaintiff, Amanda Deanne Big Sorrel Horse resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve. Amanda Deanne Big Sorrel Horse was born on December 26, 1974 and is the daughter of Jo-Anne Gottfriedson who attended the KIRS for six years between the years 1961 and 1967. Amanda Deanne Big Sorrel Horse is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Descendant Class.

18. The Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the shíshálh band are "bands" as defined by the Act and they both ~~propose to~~ act as Representative Plaintiffs for the Band Class. The Band Class members represent the collective interests and authority of each of their respective communities.

19. The individual Plaintiffs and the proposed Survivor and Descendant Class members are largely members of the shísháhlh band and Tk'emlúps Indian Band, and members of Canada's First Nations and/or are the sons and daughters of members of these Aboriginal collectives. The individual Plaintiffs and Survivor and Descendant Class members are Aboriginal Persons within the meaning of the *Constitution Act, 1982*, s. 35.

#### **The Defendant**

20. Canada is represented in this proceeding by the Attorney General of Canada. The Attorney General of Canada represents the interests of Canada and the Minister of Aboriginal Affairs and Northern Development Canada and predecessor Ministers who were responsible for "Indians" under s.91(24) of the *Constitution Act, 1867*, and who were, at all material times, responsible for the formation and implementation of the Residential Schools Policy, and the maintenance and operation of the KIRS and the SIRS.

#### **STATEMENT OF FACTS**

21. Over the course of the last several years, Canada has acknowledged the devastating impact of its Residential Schools Policy on Canada's Aboriginal Peoples. Canada's Residential Schools Policy was designed to eradicate Aboriginal culture and identity and assimilate the Aboriginal Peoples of Canada into Euro-Canadian society. Through this policy, Canada ripped away the foundations of identity for generations of Aboriginal People and caused incalculable harm to both individuals and communities.

22. The direct beneficiary of the Residential Schools Policy was Canada as its obligations would be reduced in proportion to the number, and generations, of Aboriginal Persons who would no longer recognize their Aboriginal identity and would reduce their claims to rights  
(01447063.2)

under the Act and Canada's fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties.

23. Canada was also a beneficiary of the Residential Schools Policy, as the policy served to weaken the claims of Aboriginal Peoples to their traditional lands and resources. The result was a severing of Aboriginal People from their cultures, traditions and ultimately their lands and resources. This allowed for exploitation of those lands and resources by Canada, not only without Aboriginal Peoples' consent but also, contrary to their interests, the Constitution of Canada and the Royal Proclamation of 1763.

24. The truth of this wrong and the damage it has wrought has now been acknowledged by the Prime Minister on behalf of Canada, and through the pan-Canadian settlement of the claims of those who *resided at* Canada's Residential Schools by way of the Agreement implemented in 2007. Notwithstanding the truth and acknowledgement of the wrong and the damages caused, many members of Canada's Aboriginal communities were excluded from the Agreement, not because they did not *attend* Residential Schools and suffer Cultural, Linguistic and Social Damage, but simply because they did not *reside at* Residential Schools.

25. This claim is on behalf of the members of the Survivor Class, namely those who attended ~~an Identified~~ Residential School for the Cultural, Linguistic and Social Damage occasioned by that attendance, as well as on behalf of the Descendant Class, who are the first generation descendants of those within the Survivor Class, and the Band Class, consisting of the Aboriginal communities within which the ~~Identified~~ Residential Schools were situated, or whose members belong to and within which the majority of the Survivor and Descendant Class members live.

{01447063.2}

26. The claims of the ~~proposed~~ Representative Plaintiffs are for the harm done to the Representative Plaintiffs as a result of members of the Survivor Class *attending* the KIRS and the SIRS and being exposed to the operation of the Residential Schools Policy and do not include the claims arising from residing at the KIRS or the SIRS for which specific compensation has been paid under the Agreement. This claim seeks compensation for the victims of that policy whose claims have been ignored by Canada and were excluded from the compensation in the Agreement.

#### **The Residential School System**

27. Residential Schools were established by Canada prior to 1874, for the education of Aboriginal Children. Commencing in the early twentieth century, Canada began entering into formal agreements with various religious organizations (the "Churches") for the operation of Residential Schools. Pursuant to these agreements, Canada controlled, regulated, supervised and directed all aspects of the operation of Residential Schools. The Churches assumed the day-to-day operation of many of the Residential Schools under the control, supervision and direction of Canada, for which Canada paid the Churches a *per capita* grant. In 1969, Canada took over operations directly.

28. As of 1920, the Residential Schools Policy included compulsory *attendance* at Residential Schools for all Aboriginal Children aged 7 to 15. Canada removed most Aboriginal Children from their homes and Aboriginal communities and transported them to Residential Schools which were often long distances away. However, in some cases, Aboriginal Children lived in their homes and communities and were similarly required to attend Residential Schools as day students and not residents. This practice applied to even more children in the later years

of the Residential Schools Policy. While at Residential School, all Aboriginal Children were confined and deprived of their heritage, their support networks and their way of life, forced to adopt a foreign language and a culture alien to them and punished for non-compliance.

29. The purpose of the Residential Schools Policy was the complete integration and assimilation of Aboriginal Children into the Euro-Canadian culture and the obliteration of their traditional language, culture, religion and way of life. Canada set out and intended to cause the Cultural, Linguistic and Social Damage which has harmed Canada's Aboriginal Peoples and Nations. ~~In addition to the inherent cruelty of the~~ As a result of Canada's requirements for the forced attendance of the Survivor Class members under the Residential Schools Policy itself, many children attending Residential Schools were also subject to spiritual, physical, sexual and emotional abuse, all of which continued until the year 1997, when the last Residential School was closed.

30. Canada chose to be disloyal to its Aboriginal Peoples, implementing the Residential Schools Policy in its own self-interest, including economic self-interest, and to the detriment and exclusion of the interests of the Aboriginal Persons to whom Canada owed fiduciary and constitutionally-mandated duties. The intended eradication of Aboriginal identity, culture, language, and spiritual practices ~~and religion~~, to the extent successful, results in the reduction of the obligations owed by Canada in proportion to the number of individuals, over generations, who would no longer identify as Aboriginal and who would be less likely to make claims to their rights as Aboriginal Persons.

#### **The Effects of the Residential Schools Policy on the Class Members**

##### ***Tk'emlúps Indian Band***

{01447063.2}

31. Tk'emlúpsemc, 'the people of the confluence', now known as the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band are members of the northernmost of the Plateau People and of the Interior-Salish Secwépemc (Shuswap) speaking peoples of British Columbia. The Tk'emlúps Indian Band was established on a reserve now adjacent to the City of Kamloops, where the KIRS was subsequently established. Most, if not all, of the students who *attended*, but did not *reside at* the KIRS were or are members of the Tk'emlúps Indian Band, resident or formerly resident on the reserve.

32. Secwepemctsin is the language of the Secwépemc, and it is the unique means by which the cultural, ecological, and historical knowledge and experience of the Secwépemc people is understood and conveyed between generations. It is through language, spiritual practices and passage of culture and traditions including their rituals, drumming, dancing, songs and stories, that the values and beliefs of the Secwépemc people are captured and shared. From the Secwépemc perspective all aspects of Secwépemc knowledge, including their culture, traditions, laws and languages, are vitally and integrally linked to their lands and resources.

33. Language, like the land, was given to the Secwépemc by the Creator for communication to the people and to the natural world. This communication created a reciprocal and cooperative relationship between the Secwépemc and the natural world which enabled them to survive and flourish in harsh environments. This knowledge, passed down to the next generation orally, contained the teachings necessary for the maintenance of Secwépemc culture, traditions, laws and identity.

34. For the Secwépemc, their spiritual practices, songs, dances, oral histories, stories and ceremonies were an integral part of their lives and societies. These practices and traditions are

{01447063.2}

absolutely vital to maintain. Their songs, dances, drumming and traditional ceremonies connect the Secwépemc to their land and continually remind the Secwépemc of their responsibilities to the land, the resources and to the Secwépemc people.

35. Secwépemc ceremonies and spiritual practices, including their songs, dances, drumming and passage of stories and history, perpetuate their vital teachings and laws relating to the harvest of resources, including medicinal plants, game and fish, and the proper and respectful protection and preservation of resources. For example, in accordance with Secwépemc laws, the Secwépemc sing and pray before harvesting any food, medicines, and other materials from the land, and make an offering to thank the Creator and the spirits for anything they take. The Secwépemc believe that all living things have spirits and must be shown utmost respect. It was these vital, integral beliefs and traditional laws, together with other elements of Secwépemc culture and identity, that Canada sought to destroy with the Residential Schools Policy.

***Shíshálh band***

36. The shíshálh Nation, a division of the Coast Salish First Nations, originally occupied the southern portion of the lower coast of British Columbia. The shíshálh People settled the area thousands of years ago, and occupied approximately 80 village sites over a vast tract of land. The shíshálh People are made up of four sub-groups that speak the language of Shashishalhem, which is a distinct and unique language, although it is part of the Coast Salish Division of the Salishan Language.

37. Shíshálh tradition describes the formation of the shíshálh world (Spelmulh story). Beginning with the creator spirits, who were sent by the Divine Spirit to form the world, they

carved out valleys leaving a beach along the inlet at Porpoise Bay. Later, the transformers, a male raven and a female mink, added details by carving trees and forming pools of water.

38. The shíshálh culture includes singing, dancing and drumming as an integral part of their culture and spiritual practices, a connection with the land and the Creator and passing on the history and beliefs of the people. Through song and dance the shíshálh People would tell stories, bless events and even bring about healing. Their songs, dances and drumming also signify critical seasonal events that are integral to the shíshálh. Traditions also include making and using masks, baskets, regalia and tools for hunting and fishing. It was these vital, integral beliefs and traditional laws, together with other elements of the shíshálh culture and identity, that Canada sought to destroy with the Residential Schools Policy.

***The Impact of the ~~Identified~~ Residential schools***

39. For all of the Aboriginal Children who were compelled to attend the ~~Identified~~ Residential Schools, rigid discipline was enforced as per the Residential Schools Policy. While at school, children were not allowed to speak their Aboriginal language, even to their parents, and thus members of these Aboriginal communities were forced to learn English.

40. Aboriginal culture was strictly suppressed by the school administrators in compliance with the policy directives of Canada including the Residential Schools Policy. At the SIRS, ~~converts to Catholicism~~ members of shishalh were forced to burn or give to the agents of Canada centuries-old totem poles, regalia, masks and other "paraphernalia of the medicine men" and to abandon their potlatches, dancing and winter festivities, and other elements integral to the Aboriginal culture and society of the shíshálh and Secwépemc peoples.

41. Because the SIRS was physically located in the shíshálh community, ~~the church~~ and Canada's government eyes, both directly and through its Agents, were upon the elders and they were punished severely for practising their culture or speaking their language or passing this on to future generations. In the midst of that scrutiny, the Class members struggled, often unsuccessfully, to practice, protect and preserve their songs, masks, dancing or other cultural practices

42. The Tk'emlúps te Secwépemc suffered a similar fate due to their proximity to the KIRS.

43. The children at the ~~Identified~~ Residential Schools were ~~indoctrinated into Christianity~~, and taught to be ashamed of their Aboriginal identity, culture, spirituality and practices. They were referred to as, amongst other derogatory epithets, “dirty savages” and “heathens” and taught to shun their very identities. The Class members’ Aboriginal way of life, traditions, cultures and spiritual practices were supplanted with the Euro-Canadian identity imposed upon them by Canada through the Residential Schools Policy.

44. This implementation of the Residential Schools Policy further damaged the Survivor Class members of the ~~Identified~~ Residential Schools, who returned to their homes at the end of the school day and, having been taught in the school that the traditional teachings of their parents, grandparents and elders were of no value and, in some cases, “heathen” practices and beliefs, would dismiss the teachings of their parents, grandparents and elders.

45. The assault on their traditions, laws, language and culture through the implementation of the Residential Schools Policy by Canada, directly and through its

{01447063.2}

Agents, has continued to undermine the individual Survivor Class members, causing a loss of self-esteem, depression, anxiety, suicidal ideation, suicide, physical illnesses without clear causes, difficulties in parenting, difficulties in maintaining positive relationships, substance abuse and violence, among other harms and losses, all of which has impacted the Descendant Class.

46. The Band Class members have lost, in whole or in part, their traditional economic viability, self-government and laws, language, land base and land-based teachings, traditional spiritual practices and religious practices, and the integral sense of their collective identity.

47. The Residential Schools Policy, delivered through the ~~Identified~~ Residential Schools, wrought cultural, linguistic and social devastation on the communities of the Band Class and altered their traditional way of life.

#### **Canada's Settlement with Former Residential School Residents**

48. From the closure of the ~~Identified~~ Residential Schools ~~in the 1970's~~ until the late 1990's, Canada's Aboriginal communities were left to battle the damages and suffering of their members as a result of the Residential Schools Policy, without any acknowledgement from Canada. During this period, Residential School survivors increasingly began speaking out about the horrible conditions and abuse they suffered, and the dramatic impact it had on their lives. At the same time, many survivors committed suicide or self-medicated to the point of death. The deaths devastated not only the members of the Survivor Class and the Descendant Class, but also the life and stability of the communities represented by the Band Class.

{01447063.2}

49. In January 1998, Canada issued a Statement of Reconciliation acknowledging and apologizing for the failures of the Residential Schools Policy. Canada admitted that the Residential Schools Policy was designed to assimilate Aboriginal Persons and that it was wrong to pursue that goal. The Plaintiffs plead that the Statement of Reconciliation by Canada is an admission by Canada of the facts and duties set out herein and is relevant to the Plaintiffs' claim for damages, particularly punitive damages.

50. The Statement of Reconciliation stated, in part, as follows:

*Sadly, our history with respect to the treatment of Aboriginal people is not something in which we can take pride. Attitudes of racial and cultural superiority led to a suppression of Aboriginal culture and values. As a country we are burdened by past actions that resulted in weakening the identity of Aboriginal peoples, suppressing their languages and cultures, and outlawing spiritual practices. We must recognize the impact of these actions on the once self sustaining nations that were disaggregated, disrupted, limited or even destroyed by the dispossession of traditional territory, by the relocation of Aboriginal people, and by some provisions of the Indian Act. We must acknowledge that the results of these actions was the erosion of the political, economic and social systems of Aboriginal people and nations.*

*Against the backdrop of these historical legacies, it is a remarkable tribute to the strength and endurance of Aboriginal people that they have maintained their historic diversity and identity. The Government of Canada today formally expresses to all Aboriginal people in Canada our profound regret for past actions of the Federal Government which have contributed to these difficult pages in the history of our relationship together.*

*One aspect of our relationship with Aboriginal people over this period that requires particular attention is the Residential School System. This system separated many children from their families and communities and prevented them from speaking their own languages and from learning about their heritage and cultures. In the worst cases, it left legacies of personal pain and distress that continued to reverberate in Aboriginal communities to this date. Tragically, some children were the victims of physical and sexual abuse.*

*The Government of Canada acknowledges the role it played in the development and administration of these schools. Particularly to those individuals who experienced the tragedy of sexual and physical abuse at Residential Schools, and who have carried this burden believing that in some way they must be responsible, we wish to emphasize that what you experienced was not your fault and should never have happened. To those of you who suffered this tragedy at Residential Schools, we are deeply sorry. In dealing with the legacies of the Residential School program, the Government of Canada proposes to work with First Nations, Inuit, Metis people, the Churches and other interested parties to resolve the longstanding issues that must be addressed. We need to work together on a healing strategy to assist individuals and communities in dealing with the consequences of this sad era of our history...*

*Reconciliation is an ongoing process. In renewing our partnership, we must ensure that the mistakes which marked our past relationship are not repeated. The Government of Canada recognizes that policies that sought to assimilate Aboriginal people, women and men, were not the way to build a strong community...*

51. On or about May 10, 2006, Canada entered into the Agreement to provide compensation primarily to those who *resided at Residential Schools*.

52. The Agreement provides for two types of individualized compensation: the Common Experience Payment ("CEP") for the fact of having resided at a Residential School, and compensation based upon an Independent Assessment Process ("IAP"), to provide compensation for certain abuses suffered and harms these abuses caused.

53. The CEP consisted of compensation for former *residents* of a Residential School in the amount of \$10,000 for the first school year or part of a school year and a further \$3,000 for each subsequent school year or part of a school year of *residence* at a Residential School. The CEP was payable based upon residence at a Residential School out of a recognition that the experience of assimilation was damaging and worthy of compensation, regardless of whether a student experienced physical, sexual or other abuse while at the Residential School.

Compensation for the latter was payable through the IAP. The CEP was available only for former  
{01447063.2}

*residents* of a Residential School while, in some cases, the IAP was available not only to former residents but also other young people who were lawfully on the premises of a Residential School, including former day students.

54. The implementation of the Agreement represented the first time Canada agreed to pay compensation for Cultural, Linguistic and Social Damage. Canada refused to incorporate compensation for members of the Survivor Class, namely, those students who *attended* the ~~Identified Residential Schools, or other~~ Residential Schools, but who did not *reside* there.

55. The Agreement was approved by provincial and territorial superior courts from British Columbia to Quebec, and including the Northwest Territories, Yukon Territory and Nunavut, and the Agreement was implemented beginning on September 20, 2007.

56. On June 11, 2008, Prime Minister Stephen Harper on behalf of Canada, delivered an apology (“Apology”) that acknowledged the harm done by Canada’s Residential Schools Policy:

*For more than a century, Indian Residential Schools separated over 150,000 Aboriginal children from their families and communities. In the 1870's, the federal government, partly in order to meet its obligation to educate Aboriginal children, began to play a role in the development and administration of these schools. Two primary objectives of the Residential Schools system were to remove and isolate children from the influence of their homes, families, traditions and cultures, and to assimilate them into the dominant culture. These objectives were based on the assumption Aboriginal cultures and spiritual beliefs were inferior and unequal. Indeed, some sought, as it was infamously said, "to kill the Indian in the child". Today, we recognize that this policy of assimilation was wrong, has caused great harm, and has no place in our country. [emphasis added]*

57. In this Apology, the Prime Minister made some important acknowledgments regarding the Residential Schools Policy and its impact on Aboriginal Children:

{01447063.2}

*The Government of Canada built an educational system in which very young children were often forcibly removed from their homes, often taken far from their communities. Many were inadequately fed, clothed and housed. All were deprived of the care and nurturing of their parents, grandparents and communities. First Nations, Inuit and Métis languages and cultural practices were prohibited in these schools. Tragically, some of these children died while attending residential schools and others never returned home.*

*The government now recognizes that the consequences of the Indian Residential Schools policy were profoundly negative and that this policy has had a lasting and damaging impact on Aboriginal culture, heritage and language.*

*The legacy of Indian Residential Schools has contributed to social problems that continue to exist in many communities today.*

\* \* \*

*We now recognize that it was wrong to separate children from rich and vibrant cultures and traditions, that it created a void in many lives and communities, and we apologize for having done this. We now recognize that, in separating children from their families, we undermined the ability of many to adequately parent their own children and sowed the seeds for generations to follow, and we apologize for having done this. We now recognize that, far too often, these institutions gave rise to abuse or neglect and were inadequately controlled, and we apologize for failing to protect you. Not only did you suffer these abuses as children, but as you became parents, you were powerless to protect your own children from suffering the same experience, and for this we are sorry.*

*The burden of this experience has been on your shoulders for far too long. The burden is properly ours as a Government, and as a country. There is no place in Canada for the attitudes that inspired the Indian Residential Schools system to ever prevail again. You have been working on recovering from this experience for a long time and in a very real sense, we are now joining you on this journey. The Government of Canada sincerely apologizes and asks the forgiveness of the Aboriginal peoples of this country for failing them so profoundly.*

58. Notwithstanding the Apology and the acknowledgment of wrongful conduct by Canada, as well as the call for recognition from Canada's Aboriginal communities and from the *Truth and Reconciliation Commission* in its Interim Report of February 2012, the exclusion of

{01447063.2}

the Survivor Class from the Agreement by Canada reflects Canada's continued failure to members of the Survivor Class. Canada continues, as it did from the 1970s until 2006 with respect to 'residential students', to deny the damage suffered by the individual Plaintiffs and the members of the Survivor, Descendant and Band Classes.

#### **Canada's Breach of Duties to the Class Members**

59. From the formation of the Residential Schools Policy to its execution in the form of forced attendance at the ~~Identified~~ Residential Schools, Canada utterly failed the Survivor Class members, and in so doing, destroyed the foundations of the individual identities of the Survivor Class members, stole the heritage of the Descendant Class members and caused incalculable losses to the Band Class members.

60. The Survivor Class members, Descendant Class members and Band Class members have all been affected by family dysfunction, a crippling or elimination of traditional ceremonies, and a loss of the hereditary governance structure which allowed for the ability to govern their peoples and their lands.

61. While attending the ~~Identified~~ Residential School the Survivor Class members were utterly vulnerable, and Canada owed them the highest fiduciary, moral, statutory, constitutionally-mandated and common law duties, which included, but were not limited to, the duty to protect Aboriginal Rights and prevent Cultural, Linguistic and Social Damage. Canada breached these duties, and failed in its special responsibility to ensure the safety and well-being of the Survivor Class while at the ~~Identified~~ Residential Schools.

#### ***Canada's Duties***

{01447063.2}

62. Canada was responsible for developing and implementing all aspects of the Residential Schools Policy, including carrying out all operational and administrative aspects of Residential Schools. While the Churches were often used as Canada's Agents to assist Canada in carrying out its objectives, those objectives and the manner in which they were carried out were the obligations of Canada. Canada was responsible for:

- (a) the administration of the Act and its predecessor statutes as well as all other statutes relating to Aboriginal Persons and all Regulations promulgated under these Acts and their predecessors during the Class Period;
- (b) the management, operation and administration of the Department of Indian Affairs and Northern Development and its predecessors and related Ministries and Departments, as well as the decisions taken by those ministries and departments;
- (c) the construction, operation, maintenance, ownership, financing, administration, supervision, inspection and auditing of the Identified Residential Schools and for the creation, design and implementation of the program of education for Aboriginal Persons in attendance;
- (d) the selection, control, training, supervision and regulation of the operators of the Identified Residential Schools, including their employees, servants, officers and agents, and for the care and education, control and well being of Aboriginal Persons attending the Identified Residential Schools;
- (e) preserving, promoting, maintaining and not interfering with Aboriginal Rights, including the right to retain and practice their culture, spirituality, language and traditions and the right to fully learn their culture, spirituality, language and traditions from their families, extended families and communities; and
- (f) the care and supervision of all members of the Survivor Class while they were in attendance at the Identified Residential Schools during the Class Period.

63. Further, Canada has at all material times committed itself to honour international law in relation to the treatment of its people, which obligations form minimum commitments to Canada's Aboriginal Peoples, including the Survivor, Descendant and Band Classes, and which have been breached. In particular, Canada's breaches include the failure to comply with the terms and spirit of:

{01447063.2}

- (a) the *Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, 78 U.N.T.S. 277, entered into force Jan. 12, 1951., and in particular Article 2(b), (c) and (e) of that convention, by engaging in the intentional destruction of the culture of Aboriginal Children and communities, causing profound and permanent cultural, psychological, emotional and physical injuries to the Class;
- (b) the *Declaration of the Rights of the Child* (1959) G.A. res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 19, U.N. Doc. A/4354 by failing to provide Aboriginal Children with the means necessary for normal development, both materially and spiritually, and failing to put them in a position to earn a livelihood and protect them against exploitation;
- (c) the *Convention on the Rights of the Child*, GA res. 44/25, annex, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989), and in particular Articles 29 and 30 of that convention, by failing to provide Aboriginal Children with education that is directed to the development of respect for their parents, their cultural identities, language and values, and by denying the right of Aboriginal Children to enjoy their own cultures, to profess and practise their own religions and to use their own languages;
- (d) the *International Covenant on Civil and Political Rights*, G.A. res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entered into force Mar. 23, 1976, in particular Articles 1 and 27 of that convention, by interfering with Class members' rights to retain and practice their culture, spirituality, language and traditions, the right to fully learn their culture, spirituality, language and traditions from their families, extended families and communities and the right to teach their culture, spirituality, language and traditions to their own children, grandchildren, extended families and communities.
- (e) the *American Declaration of the Rights and Duties of Man*, O.A.S. Res. XXX, adopted by the Ninth International Conference of American States (1948), reprinted in *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System*, OEA/Ser.L.V//II.82 doc.6 rev.1 at 17 (1992), and in particular Article XIII, by violating Class members' right to take part in the cultural life of their communities.
- (f) the *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, G.A. Res. 61/295, U.N. Doc. A/RES/61/295 (Sept. 13, 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), endorsed by Canada 12 November 2010, and in particular article 8, 2(d), which commits to the provision of effective mechanisms for redress for forced assimilation.

64. Canada's obligations under international law inform Canada's common law, statutory, fiduciary, constitutionally-mandated and other duties, and a breach of the aforementioned international obligations is evidence of, or constitutes, a breach under domestic law.

{01447063.2}

***Breach of Fiduciary and Constitutionally-Mandated Duties***

65. Canada has constitutional obligations to, and a fiduciary relationship with, Aboriginal People in Canada. Canada created, planned, established, set up, initiated, operated, financed, supervised, controlled and regulated the ~~Identified~~ Residential Schools and established the Residential Schools Policy. Through these acts, and by virtue of the *Constitution Act 1867*, the *Constitution Act, 1982*, and the provisions of the Act, as amended, Canada assumed the power and obligation to act in a fiduciary capacity with respect to the education and welfare of Class members.

66. Canada's constitutional duties include the obligation to uphold the honour of the Crown in all of its dealings with Aboriginal Peoples, including the Class members. This obligation arose with the Crown's assertion of sovereignty from the time of first contact and continues through post-treaty relationships. This is and remains an obligation of the Crown and was an obligation on the Crown at all material times. The honour of the Crown is a legal principle which requires the Crown to operate at all material times in its relations with Aboriginal Peoples from contact to post-treaty in the most honourable manner to protect the interests of the Aboriginal Peoples.

67. Canada's fiduciary duties obliged Canada to act as a protector of Class members' Aboriginal Rights, including the protection and preservation of their language, culture and their way of life, and the duty to take corrective steps to restore the Plaintiffs' culture, history and status, or assist them to do so. At a minimum, Canada's duty to Aboriginal Persons included the duty not to deliberately reduce the number of the beneficiaries to whom Canada owed its duties.

68. Canada's fiduciary duties and the duties otherwise imposed by the constitutional mandate assumed by Canada extend to the Descendant Class because the purpose of the assumption of control over the Survivor Class education was to eradicate from those Aboriginal Children their culture and identity, thereby removing their ability, as adults, to pass on to succeeding generations the linguistic, spiritual, cultural and behavioural bases of their people, as well as to relate to their families and communities and, ultimately, their ability to identify themselves as Aboriginal Persons to whom Canada owed its duties.

69. The fiduciary and constitutional duties owed by Canada extend to the Band Class because the Residential Schools Policy was intended to, and did, undermine and seek to destroy the way of life established and enjoyed by these Nations whose identities were and are viewed as collective.

70. Canada acted in its own self-interest and contrary to the interests of Aboriginal Children, not only by being disloyal to, but by actually betraying the Aboriginal Children and communities whom it had a duty to protect. Canada wrongfully exercised its discretion and power over Aboriginal People, and in particular children, for its own benefit. The Residential Schools Policy was pursued by Canada, in whole or in part, to eradicate what Canada saw as the "Indian Problem". Namely, Canada sought to relieve itself of its moral and financial responsibilities for Aboriginal People, the expense and inconvenience of dealing with cultures, languages, habits and values different from Canada's predominant Euro-Canadian heritage, and the challenges arising from land claims.

71. In breach of its ongoing fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Survivor, Descendant and Band Classes, Canada failed, and continues to fail, to

{01447063.2}

adequately remediate the damage caused by its wrongful acts, failures and omissions. In particular, Canada has failed to take adequate measures to ameliorate the Cultural, Linguistic and Social Damage suffered by the Survivor, Descendant and Band Classes, notwithstanding Canada's admission of the wrongfulness of the Residential Schools Policy since 1998.

*Breach of Aboriginal Rights*

72. The shíshálh and Tk'emlúps people, and indeed all members of the Band Class, from whom the individual Plaintiffs have descended have exercised laws, customs and traditions integral to their distinctive societies prior to contact with Europeans. In particular, and from a time prior to contact with Europeans, these Nations have sustained their individual members, communities and distinctive cultures by speaking their languages and practicing their customs and traditions.

73. During the time when Survivor Class members attended the ~~Identified~~ Residential Schools, in compliance with the Residential Schools Policy, they were taught to speak English, were punished for using their traditional languages and were made ashamed of their traditional language and way of life. Consequently, by reason of the attendance at the ~~Identified~~ Residential Schools, the Survivor Class members' ability to speak their traditional languages and practice their shíshálh, Tk'emlúps, and other, spiritual, religious and cultural activities was seriously impaired and, in some cases, lost entirely. These Class members were denied the ability to exercise and enjoy their Aboriginal Rights, both individually and in the context of their collective expression within the Bands, some particulars of which include, but are not limited to:

- (a) shíshálh, Tk'emlúps and other Aboriginal cultural, spiritual and traditional activities have been lost or impaired;

- (b) the traditional social structures, including the equal authority of male and female leaders have been lost or impaired;
- (c) the shishálh, Tk'emlúps and other Aboriginal languages have been lost or impaired;
- (d) traditional shishálh, Tk'emlúps and Aboriginal parenting skills have been lost or impaired;
- (e) shishálh, Tk'emlúps and other Aboriginal skills for gathering, harvesting, hunting and preparing traditional foods have been lost or impaired; and,
- (f) shishálh, Tk'emlúps and Aboriginal spiritual beliefs have been lost or impaired.

74. The interference in the Aboriginal Rights of the Survivor Class has resulted in that same loss being suffered by their descendants and communities, namely the Descendant and Band Classes, all of which was the result sought by Canada.

75. Canada had at all material times and continues to have a duty to protect the Class members' Aboriginal Rights, including the exercise of their spiritual practices and traditional protection of their lands and resources, and an obligation not to undermine or interfere with the individual Plaintiffs' and Class members' Aboriginal Rights. Canada has failed in these duties, without justification, through its Residential Schools Policy.

***Intentional Infliction of Mental Distress***

76. The design and implementation of the Residential Schools Policy as a program of assimilation to eradicate Aboriginal culture constituted flagrant, extreme and outrageous conduct which was plainly calculated to result in the Cultural, Social and Linguistic Damage, and the mental distress arising from that damage, which was actually suffered by the members of the Survivor and Descendant Classes.

***Negligence giving rise to Spiritual, ~~Physical, Sexual,~~ Emotional and Mental Abuse***

{01447063.2}

77. Through its Agents, Canada was negligent and in breach of its duties of care to the Survivor Class, particulars of which include, but are not limited to, the following:

- (a) it failed to adequately screen and select the individuals ~~to whom it delegated who it hired either directly or through its Agents~~ for the operation of the ~~Identified~~ Residential Schools, to adequately supervise and control the operations of the ~~Identified~~ Residential Schools, and to protect Aboriginal children from spiritual, ~~physical, sexual,~~ emotional and mental abuse at the ~~Identified~~ Residential Schools, and as a result, such abuses did occur to Survivor Class members and Canada is liable for such abuses;
- (b) it failed to respond appropriately or at all to disclosure of abuses in the ~~Identified~~ Residential Schools, and in fact, covered up such abuse and suppressed information relating to those abuses; and
- (c) it failed to recognize and acknowledge harm once it occurred, to prevent additional harm from occurring and to, whenever and to the extent possible, provide appropriate treatment to those who were harmed.

*Vicarious Liability*

78. Through its Agents, Canada breached its duty of care to the Survivor Class resulting in damages to the Survivor Class and is vicariously liable for all of the breaches and abuses committed on its behalf.

79. Further, or in the alternative, Canada is vicariously liable for the negligent performance of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties of its Agents.

80. Additionally, the Plaintiffs hold Canada solely responsible for the creation and implementation of the Residential Schools Policy and, furthermore:

- a. The Plaintiffs expressly waive any and all rights they may possess to recover from Canada, or any other party, any portion of the Plaintiffs' loss that may be attributable to the fault or liability of any third-party and for which Canada might reasonably be entitled to claim from any one or more third-party for contribution,

indemnity or an apportionment at common law, in equity, or pursuant to the British Columbia *Negligence Act*, R.S.B.C. 1996, c. 333, as amended; and

- b. The Plaintiffs will not seek to recover from any party, other than Canada, any portion of their losses which have been claimed, or could have been claimed, against any third-parties.

### **Damages**

81. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and the intentional infliction of mental distress and the breaches of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Survivor Class members, including the Representative Plaintiffs, suffered injury and damages including:

- (a) loss of language, culture, spirituality, and Aboriginal identity;
- (b) emotional and psychological harm;
- (c) isolation from their family, community and Nation;
- (d) deprivation of the fundamental elements of an education, including basic literacy;
- (e) an impairment of mental and emotional health, in some cases amounting to a permanent disability;
- (f) an impaired ability to trust other people, to form or sustain intimate relationships, to participate in normal family life, or to control anger;
- (g) a propensity to addiction;
- (h) alienation from community, family, spouses and children;
- (i) an impaired ability to enjoy and participate in recreational, social, cultural, athletic and employment activities;
- (j) an impairment of the capacity to function in the work place and a permanent impairment in the capacity to earn income;
- (k) deprivation of education and skills necessary to obtain gainfully employment;
- (l) the need for ongoing psychological, psychiatric and medical treatment for illnesses and other disorders resulting from the Residential School experience;
- (m) sexual dysfunction;

(01447063.2)

- (n) depression, anxiety and emotional dysfunction;
- (o) suicidal tendencies;
- (p) pain and suffering;
- (q) loss of self-esteem and feelings of degradation, shame, fear and loneliness,;
- (r) nightmares, flashbacks and sleeping problems;
- (s) fear, humiliation and embarrassment as a child and adult;
- (t) sexual confusion and disorientation as a child and young adult;
- (u) impaired ability to express emotions in a normal and healthy manner;
- (v) loss of ability to participate in, or fulfill, cultural practices and duties;
- (w) loss of ability to live in their community and Nation; and
- (x) constant and intense emotional, psychological pain and suffering.

82. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and the intentional infliction of harm and breach of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Descendant Class members, including the Representative Plaintiffs, suffered injury and damages including:

- (a) their relationships with Survivor Class members were impaired, damaged and distorted as a result of the experiences of Survivor Class members in the ~~Identified~~ Residential Schools; and,
- (b) their culture and languages were undermined and in some cases eradicated by, amongst other things, as pleaded, the forced assimilation of Survivor Class members into Euro-Canadian culture through the operation of the ~~Identified~~ Residential Schools.

83. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and the intentional infliction of harm and breach of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Band Class has suffered from the loss of the ability to fully exercise their Aboriginal Rights collectively, including the right to have a traditional government based on their own languages, spiritual practices, traditional laws  
{01447063.2}

and practices and to have those traditions fully respected by the members of the Survivor and Descendant Classes and subsequent generations, all of which flowed directly from the individual losses of the Survivor Class and Descendant Class members' Cultural, Linguistic and Social Damage.

#### **Grounds for Punitive and Aggravated Damages**

84. Canada deliberately planned the eradication of the language, religion and culture of Survivor Class members and Descendant Class members, and the destruction of the Band Class. The actions were malicious and intended to cause harm, and in the circumstances punitive and aggravated damages are appropriate and necessary.

85. The Class members plead that Canada and its Agents had specific and complete knowledge of the widespread physical, psychological, emotional, cultural and sexual abuses of Survivor Class members that were occurring at the ~~Identified~~ Residential Schools.

86. Despite this knowledge, Canada continued to operate the Residential Schools and took no steps, or in the alternative no reasonable steps, to protect the Survivor Class members from these abuses and the grievous harms that arose as a result. In the circumstances, the failure to act on that knowledge to protect vulnerable children in Canada's care amounts to a wanton and reckless disregard for their safety and renders punitive and aggravated damages both appropriate and necessary.

#### **Legal Basis of Claim**

87. The Survivor and Descendant Class members are Indians as defined by the *Indian Act*, R.S.C. 1985, c. 1-5. The Band Class members are bands made up of Indians so defined.

{01447063.2}

88. The Class members' Aboriginal Rights existed and were exercised at all relevant times pursuant to the *Constitution Act, 1982*, s. 35, being Schedule B to the *Canada Act 1982 (UK)*, 1982, c. 11.

89. At all material times, Canada owed the Plaintiffs and Class members a special and constitutionally-mandated duty of care, good faith, honesty and loyalty pursuant to Canada's constitutional obligations and Canada's duty to act in the best interests of Aboriginal People and especially Aboriginal Children who were particularly vulnerable. Canada breached those duties, causing harm.

90. The Class members descend from Aboriginal Peoples who have exercised their respective laws, customs and traditions integral to their distinctive societies prior to contact with Europeans. In particular, and from a time prior to contact with Europeans to the present, the Aboriginal Peoples from whom the Plaintiffs and Class members descend have sustained their people, communities and distinctive culture by exercising their respective laws, customs and traditions in relation to their entire way of life, including language, dance, music, recreation, art, family, marriage and communal responsibilities, and use of resources.

#### **Constitutionality of Sections of the *Indian Act***

91. The Class members plead that any section of the Act and its predecessors and any Regulation passed under the Act and any other statutes relating to Aboriginal Persons that provide or purport to provide the statutory authority for the eradication of Aboriginal People through the destruction of their languages, culture, practices, traditions and way of life, are in violation of sections 25 and 35(1) of the *Constitution Act 1982*, sections 1 and 2 of the *Canadian*

*Bill of Rights*, R.S.C. 1985, as well as sections 7 and 15 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and should therefore be treated as having no force and effect.

92. Canada deliberately planned the eradication of the language, spirituality and culture of the Plaintiffs and Class members.

93. Canada's actions were deliberate and malicious and in the circumstances, punitive, exemplary and aggravated damages are appropriate and necessary.

94. The Plaintiffs plead and rely upon the following:

*Federal Courts Act*, R.S.C., 1985, c. F-7, s. 17;

*Federal Courts Rules*, SOR/98-106, Part 5.1 Class Proceedings;

*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. 1985, c. C-50, ss. 3, 21, 22, and 23;

*Canadian Charter of Rights and Freedoms*, ss. 7, 15 and 24;

*Constitution Act, 1982*, ss. 25 and 35(1),

*Negligence Act (British Columbia)*, R.S.B.C. 1996, c. 333;

*The Canadian Bill of Rights*, R.S.C. 1985, App. III, Preamble, ss. 1 and 2;

*The Indian Act*, R.S.C. 1985, ss. 2(1), 3, 18(2), 114-122 and its predecessors.

International Treaties:

*Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, 78 U.N.T.S. 277, entered into force Jan. 12, 1951;

*Declaration of the Rights of the Child (1959)*, G.A. res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 19, U.N. Doc. A/4354;

*Convention on the Rights of the Child*, GA res. 44/25, annex, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989);

*International Covenant on Civil and Political Rights*, G.A. res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entered into force Mar. 23, 1976;

*American Declaration of the Rights and Duties of Man*, O.A.S. Res. XXX, adopted by the Ninth International Conference of American States (1948), reprinted in *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System*, OEA/Ser.L.V/II.82 doc.6 rev.1 at 17 (1992); and

*United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, G.A. Res. 61/295, U.N. Doc. A/RES/61/295 (Sept. 13, 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), endorsed by Canada 12 November 2010.

The plaintiffs propose that this action be tried at Vancouver, BC.

June 11<sup>th</sup>, 2013

  
Peter R. Grant, on behalf of  
all Solicitors for the Plaintiffs

*Solicitors for the Plaintiffs*

~~Len Marchand  
Fulton & Company LLP  
#300-350 Lansdowne Street  
Kamloops, BC  
V2C 1Y1  
Tel: (250) 372-5542  
Fax: (250) 851-2300~~

) Contact and Address for Service  
) for the Plaintiffs

Peter R. Grant  
Peter Grant & Associates  
Barristers and Solicitors

(01447063.2)

900 - 777 Hornby Street  
Vancouver, BC  
V6Z 1S4  
Tel: (604) 685-1229  
Fax: (604) 685-0244

John Kingman Phillips  
Phillips Gill LLP, Barristers  
Suite 200  
33 Jarvis Street  
Toronto, ON  
M5E 1N3  
Tel: (647) 220-7420  
Fax: (416) 703-1955

**Schedule B**

Federal Court



Cour fédérale

**Date: 20150618**

**Docket: T-1542-12**

**Citation: 2015 FC 766**

**Ottawa, Ontario, June 18, 2015**

**PRESENT: The Honourable Mr. Justice Harrington**

**PROPOSED CLASS ACTION**

**BETWEEN:**

**CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON,  
ON HIS OWN BEHALF AND ON BEHALF OF  
ALL THE MEMBERS OF THE TK'EMLÚPS  
TE SECWÉPEMC INDIAN BAND AND THE  
TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC INDIAN  
BAND, CHIEF GARRY FESCHUK, ON HIS  
OWN BEHALF AND ON BEHALF OF ALL  
MEMBERS OF THE SEHEL T INDIAN  
BAND AND THE SEHEL T INDIAN BAND,  
VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON,  
DOREEN LOUISE SEYMOUR, CHARLOTTE  
ANNE VICTORINE GILBERT, VICTOR  
FRASER, DIENA MARIE JULES, AMANDA  
DEANNE BIG SORREL HORSE, DARLENE  
MATILDA BULPIT, FREDERICK JOHNSON,  
ABIGAIL MARGARET AUGUST, SHELLY  
NADINE HOEHNE, DAPHNE PAUL, AARON  
JOE AND RITA POULSEN**

**Plaintiffs**

**and**

**HER MAJESTY THE QUEEN  
IN RIGHT OF CANADA**

**Defendant**

**ORDER**

**FOR REASONS GIVEN** on 3 June 2015, reported at 2015 FC 706;

**THIS COURT ORDERS that:**

1. The above captioned proceeding shall be certified as a class proceeding with the following conditions:

a. The Classes shall be defined as follows:

Survivor Class: all Aboriginal persons who attended as a student or for educational purposes for any period at a Residential School, during the Class Period, excluding, for any individual class member, such periods of time for which that class member received compensation by way of the Common Experience Payment under the Indian Residential Schools Settlement Agreement.

Descendant Class: the first generation of persons descended from Survivor Class Members or persons who were legally or traditionally adopted by a Survivor Class Member or their spouse.

Band Class: the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the Sechelt Indian Band and any other Indian Band(s) which:

- (i) has or had some members who are or were members of the Survivor Class, or in whose community a Residential School is located; and
- (ii) is specifically added to this claim with one or more specifically Identified Residential Schools.

b. The Representative Plaintiffs shall be:

For the Survivor Class:

Violet Catherine Gottfriedson

Charlotte Anne Victorine Gilbert

Diena Marie Jules

Darlene Matilda Bulpit

Frederick Johnson

Daphne Paul

For the Descendant Class:

Amanda Deanne Big Sorrel Horse

Rita Poulsen

For the Band Class:

Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band

Sechelt Indian Band

c. The Nature of the Claims are:

Breaches of fiduciary and constitutionally mandated duties, breach of Aboriginal Rights, intentional infliction of mental distress, breaches of International Conventions and/or Covenants, breaches of international law, and negligence committed by or on behalf Canada for which Canada is liable.

d. The Relief claimed is as follows:

By the Survivor Class:

- i. a Declaration that Canada owed and was in breach of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Survivor Class Representative Plaintiffs and the other Survivor Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the Residential Schools;
- ii. a Declaration that members of the Survivor Class have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- iii. a Declaration that Canada breached the linguistic and cultural rights (Aboriginal Rights or otherwise) of the Survivor Class;
- iv. a Declaration that the Residential Schools Policy and the Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Survivor Class;
- v. a Declaration that Canada is liable to the Survivor Class Representative Plaintiffs and other Survivor Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and Aboriginal Rights and for the intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose,

Page: 5

establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the Residential Schools;

- vi. general damages for negligence, breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, Aboriginal Rights and intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, for which Canada is liable;
- vii. pecuniary damages and special damages for negligence, loss of income, loss of earning potential, loss of economic opportunity, loss of educational opportunities, breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, Aboriginal Rights and for intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law including amounts to cover the cost of care, and to restore, protect and preserve the linguistic and cultural heritage of the members of the Survivor Class for which Canada is liable;
- viii. exemplary and punitive damages for which Canada is liable; and
- ix. pre-judgment and post-judgment interest and costs.

By the Descendant Class:

- i. a Declaration that Canada owed and was in breach of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties owed to the Descendant Class Representative Plaintiffs and the other Descendant Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the Residential Schools;
- ii. a Declaration that the Descendant Class have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner
- iii. a Declaration that Canada breached the linguistic and cultural rights (Aboriginal Rights or otherwise) of the Descendant Class;
- iv. a Declaration that the Residential Schools Policy and the Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Descendant Class;
- v. a Declaration that Canada is liable to the Descendant Class Representative Plaintiffs and other Descendant Class members for the damages caused by its breach of fiduciary and constitutionally-mandated duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the Residential Schools;

Page: 7

- vi. general damages for breach of fiduciary and constitutionally-mandated duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, for which Canada is liable;
- vii. pecuniary damages and special damages for breach of fiduciary and constitutionally-mandated duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the cost of care, and to restore, protect and preserve the linguistic and cultural heritage of the members of the Descendant Class for which Canada is liable;
- viii. exemplary and punitive damages for which Canada is liable; and
- ix. pre-judgment and post-judgment interest and costs.

By the Band Class:

- i. a Declaration that the Sechelt Indian Band and Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band, and all members of the Band Class, have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- ii. a Declaration that Canada owed and was in breach of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, to the Band Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance,

- obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the SIRS and the KIRS and other Identified Residential Schools;
- iii. a Declaration that the Residential Schools Policy and the KIRS, the SIRS and Identified Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Band Class;
  - iv. a Declaration that Canada was or is in breach of the Band Class members' linguistic and cultural rights, (Aboriginal Rights or otherwise), as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, as a consequence of its establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the Residential Schools Policy, and the Identified Residential Schools;
  - v. a Declaration that Canada is liable to the Band Class members for the damages caused by its breach of fiduciary and constitutionally mandated duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the Identified Residential Schools;
  - vi. non-pecuniary and pecuniary damages and special damages for breach of fiduciary and constitutionally mandated duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the ongoing cost

Page: 9

of care and development of wellness plans for members of the bands in the Band Class, as well as the costs of restoring, protecting and preserving the linguistic and cultural heritage of the Band Class for which Canada is liable;

- vii. The construction and maintenance of healing and education centres in the Band Class communities and such further and other centres or operations as may mitigate the losses suffered and that this Honourable Court may find to be appropriate and just;
- viii. exemplary and punitive damages for which Canada is liable; and
- ix. pre-judgment and post-judgment interest and costs.

e. The Common Questions of Law or Fact are:

- a. Through the purpose, operation or management of any of the Residential Schools during the Class Period, did the Defendant breach a fiduciary duty owed to the Survivor, Descendant and Band Class, or any of them, not to destroy their language and culture?
- b. Through the purpose, operation or management of any of the Residential Schools during the Class Period, did the Defendant breach the cultural and/or linguistic rights, be they Aboriginal Rights or otherwise of the Survivor, Descendant and Band Class, or any of them?

Page: 10

- c. Through the purpose, operation or management of any of the Residential Schools during the Class Period, did the Defendant breach a fiduciary duty owed to the Survivor Class to protect them from actionable mental harm?
  - d. Through the purpose, operation or management of any of the Residential Schools during the Class Period, did the Defendant breach a duty of care owed to the Survivor Class to protect them from actionable mental harm?
  - e. If the answer to any of (a)-(d) above is yes, can the Court make an aggregate assessment of the damages suffered by the Class as part of the common issues trial?
  - f. If the answer to any of (a)-(d) above is yes, was the Defendant guilty of conduct that justifies an award of punitive damages; and
  - g. If the answer to (f) above is yes, what amount of punitive damages ought to be awarded?
- f. The following definitions apply to this Order:
- a. “Aboriginal(s)”, “Aboriginal Person(s)” or “Aboriginal Child(ren)” means a person or persons whose rights are recognized and affirmed by the *Constitution Act*, 1982, s. 35;
  - b. “Aboriginal Right(s)” means any or all of the Aboriginal and treaty rights recognized and affirmed by the *Constitution Act*, 1982, section. 35;

- c. "Act" means the *Indian Act*, R.S.C. 1985, c. I-5 and its predecessors as have been amended from time to time;
- d. "Agreement" means the Indian Residential Schools Settlement Agreement dated May 10, 2006 entered into by Canada to settle claims relating to Residential Schools as approved in the orders granted in various jurisdictions across Canada;
- e. "Canada" means the Defendant, Her Majesty the Queen;
- f. "Class Period" means 1920 to 1997;
- g. "Cultural, Linguistic and Social Damage" means the damage or harm caused by the creation and implementation of Residential Schools and Residential Schools Policy to the educational, governmental, economic, cultural, linguistic, spiritual and social customs, practices and way of life, traditional governance structures, as well as to the community and individual security and wellbeing, of Aboriginal Persons;
- h. "Identified Residential School(s)" means the KIRS or the SIRS or any other Residential School specifically identified as a member of the Band Class;
- i. "KIRS" means the Kamloops Indian Residential School;
- j. "Residential Schools" means all Indian Residential Schools recognized under the Agreement and listed in Schedule "A" appended to this Order

Page: 12

which Schedule may be amended from time to time by Order of this Court.;

- k. "Residential Schools Policy" means the policy of Canada with respect to the implementation of Indian Residential Schools; and
- l. "SIRS" means the Sechelt Indian Residential School.
- g. The manner and content of notices to class members shall be approved by this Court. Class members in the Survivor and Descendent class shall have until October 30, 2015 in which to opt-out, or such other time as this Court may determine. Members of the Band Class will have 6 months within which to opt-in from the date of publication of the notice as directed by the Court, or other such time as this Court may determine.
- h. Either party may apply to this Court to amend the list of Residential Schools set out in Schedule "A" for the purpose of these proceedings.

\_\_\_\_\_  
"Sean Harrington"  
Judge

**SCHEDULE "A"**  
**to the Order of Justice Harrington**

**LIST OF RESIDENTIAL SCHOOLS**

**British Columbia Residential Schools**

Ahousaht

Alberni

Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)

Christie (Clayoquot, Kakawis)

Coqualeetza from 1924 to 1940

Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)

Kamloops

Kuper Island

Lejac (Fraser Lake)

Lower Post

St George's (Lytton)

St. Mary's (Mission)

St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)

Sechelt

St. Paul's (Squamish, North Vancouver)

Port Simpson (Crosby Home for Girls)

Kitimaat

Anahim Lake Dormitory (September 1968 to June 1977)

**Alberta Residential Schools**

Assumption (Hay Lake)

Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)

Crowfoot (Blackfoot, St. Joseph's, Ste. Trinité)

Desmarais (Wabiscaw Lake, St. Martin's, Wabisca Roman Catholic)

Edmonton (Poundmaker, replaced Red Deer Industrial)

Ermineskin (Hobbema)

Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saint-Anges)

Fort Vermilion (St. Henry's)

Joussard (St. Bruno's)

Lac La Biche (Notre Dame des Victoires)

Lesser Slave Lake (St. Peter's)

Morley (Stony/Stoney, replaced McDougall Orphanage)

Old Sun (Blackfoot)

Sacred Heart (Peigan, Brocket)

St. Albert (Youville)

St. Augustine (Smokey-River)

St. Cyprian (Queen Victoria's Jubilee Home, Peigan)

St. Joseph's (High River, Dunbow)

St. Mary's (Blood, Immaculate Conception)

St. Paul's (Blood)

Sturgeon Lake (Calais, St. Francis Xavier)

Wabasca (St. John's)

Whitefish Lake (St. Andrew's)

Grouard to December 1957

Sarcee (St. Barnabas)

**Saskatchewan Residential Schools**

Beauval (Lac la Plonge)

File Hills

Gordon's

Lac La Ronge (see Prince Albert)

Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)

Marieval (Cowessess, Crooked Lake)

Muscowequan (Lestock, Touchwood)

Onion Lake Anglican (see Prince Albert)

Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)

Regina

Round Lake

St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)

St. Michael's (Duck Lake)

St. Philip's

Sturgeon Landing (replaced by Guy Hill, MB)

Thunderchild (Delmas, St. Henri)

Crowstand

Fort Pelly

Cote Improved Federal Day School (September 1928 to June 1940)

**Manitoba Residential Schools**

Assiniboia(Winnipeg)

Birtle

Brandon

Churchill Vocational Centre

Cross Lake (St. Joseph's, Norway House)

Dauphin (replaced McKay)

Elkhorn (Washakada)

Fort Alexander (Pine Falls)

Guy Hill (Clearwater, the Pas, formerly Sturgeon Landing, SK)

McKay (The Pas, replaced by Dauphin)

Norway House

Pine Creek (Campeville)

Portage la Prairie

Sandy Bay

Notre Dame Hostel (Norway House Catholic, Jack River Hostel, replaced Jack River Annex at Cross Lake)

#### **Ontario Residential Schools**

Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)

Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)

Chapleau (St. Joseph's)

Fort Frances (St. Margaret's)

McIntosh (Kenora)

Mohawk Institute

Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)

Pelican Lake (Pelican Falls)

Poplar Hill

St. Anne's (Fort Albany)

St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)

Shingwauk

Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's)

Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)

St. Joseph's/Fort William

Stirland Lake High School (Wahbon Bay Academy) from September 1, 1971 to June 30, 1991

Cristal Lake High School (September 1, 1976 to June 30, 1986)

#### **Quebec Residential Schools**

Amos

Fort George (Anglican)

Fort George (Roman Catholic)

La Tuque

Point Bleue

Sept-Îles

Federal Hostels at Great Whale River

Federal Hostels at Port Harrison

Federal Hostels at George River

Federal Hostel at Payne Bay (Bellin)

Fort George Hostels (September 1, 1975 to June 30, 1978)

Mistassini Hostels (September 1, 1971 to June 30, 1978)

#### **Nova Scotia Residential Schools**

Shubenacadie

#### **Nunavut Residential Schools**

Chesterfield Inlet (Joseph Bernier, Turquetil Hall)

Federal Hostels at Panniqtuug/Pangnirtang

Federal Hostels at Broughton Island/Qikiqtarjuaq

Federal Hostels at Cape Dorset Kinngait

Federal Hostels at Eskimo Point/Arviat

Federal Hostels at Igloolik/Iglulik

Federal Hostels at Baker Lake/Qamani'tuaq

Federal Hostels at Pond Inlet/Mittimatalik

Federal Hostels at Cambridge Bay

Federal Hostels at Lake Harbour

Federal Hostels at Belcher Islands

Federal Hostels at Frobisher Bay/Ukkivik

Federal Tent Hostel at Coppermine

**Northwest Territories Residential Schools**

Aklavik (Immaculate Conception)

Aklavik (All Saints)

Fort McPherson (Fleming Hall)

Ford Providence (Sacred Heart)

Fort Resolution (St. Joseph's)

Fort Simpson (Bompas Hall)

Fort Simpson (Lapointe Hall)

Fort Smith (Breynat Hall)

HayRiver-(St. Peter's)

Inuvik (Grollier Hall)

Inuvik (Stringer Hall)

Yellowknife (Akaitcho Hall)

Fort Smith -Grandin College

Federal Hostel at Fort Franklin

**Yukon Residential Schools**

Carcross (Chooulta)

Yukon Hall (Whitehorse/Protestant Hostel)

Coudert Hall (Whitehorse Hostel/Student Residence -replaced by Yukon Hall)

Page: 19

Whitehorse Baptist Mission

Shingle Point Eskimo Residential School

St. Paul's Hostel from September 1920 to June 1943

## SCHEDULE C

### CLAIMS PROCESS FOR DAY SCHOLAR COMPENSATION PAYMENT

#### ***Principles Governing Claims Administration***

1. The following principles shall govern the Claims administration (“Claims Process Principles”):
  - a. the Claims Process shall be expeditious, cost-effective, user-friendly, culturally sensitive, and trauma-informed;
  - b. the Claims Process shall minimize the burden on the Claimants in pursuing their Claims;
  - c. the Claims Process shall mitigate any likelihood of re-traumatization through the Claims Process;
  - d. the Claims Administrator and Independent Reviewer shall assume that a Claimant is acting honestly and in good faith unless there is reasonable evidence to the contrary;
  - e. the Claims Administrator and Independent Reviewer shall draw all reasonable and favourable inferences that can be drawn in favour of the Claimant.
2. The above Claims Process Principles shall be applied throughout the Claims Process, including in any reconsideration.

#### ***Eligibility Criteria***

3. Pursuant to the Settlement Agreement, a Claimant is entitled to a Day Scholar Compensation Payment, and their Claim shall be approved, if the Claimant satisfies the following eligibility criteria:
  - a. the Claim is made with respect to a Day Scholar who was alive on May 30, 2005;

- b. the Claim is made with respect to that Day Scholar's attendance at an Indian Residential School listed in Schedule E during all or part of a School Year for which the Day Scholar has not received a Common Experience Payment under the IRSSA, has not and will not receive compensation under the McLean Settlement, and has not received compensation under any other settlement with respect to a school listed in Schedule K to the McLean Settlement; and
- c. the Claim is delivered to the Claims Administrator prior to the Ultimate Claims Deadline.

***Intake***

- 4. To apply for a Day Scholar Compensation Payment, a Claimant must complete a Claim Form and deliver it to the Claims Administrator prior to the Claims Deadline, through either the electronic or hard copy processes established by the Claims Administrator.
- 5. Notwithstanding the Claims Deadline, a Claimant may submit a Claim Form along with a request for a Claims Deadline extension to the Claims Administrator after the Claims Deadline but before the Ultimate Claims Deadline. Under no circumstances will the Claims Administrator accept any Claim Forms after the Ultimate Claims Deadline, except as specifically provided for herein and in the Estate Claims Process set out in Schedule D.
- 6. The Claims Administrator will provide the Claimant with confirmation of receipt of the Claim.
- 7. The Claims Administrator will digitize all paper applications and maintain electronic copies for use only as provided for by this Agreement.
- 8. The Claims Administrator will review each Claim for completeness. If any required information is missing from the Claim Form that renders it incomplete, including a request for a Claims Deadline extension, the Claims Administrator will contact the

Claimant and request that the Claimant provide the missing information or resubmit the Claim Form. The Claimant will have 60 days from the date of the resubmission request to resubmit their Claim Form, notwithstanding that the Ultimate Claims Deadline may have elapsed.

9. The Claims Administrator shall, without taking any further action, dismiss any Claim made with respect to an individual who died on or before May 29, 2005.

***Information Provided by Canada***

10. The Claims Administrator will provide a copy of each Claim made with respect to an individual alive on May 30, 2005, to Canada for use only as provided for by this Agreement.
11. Canada will review the Claim against any information in its possession for the purposes of:
  - a. determining whether the individual at issue in the Claim or their executor, representative, or heir who applied in place of the individual received a Common Experience Payment pursuant to the IRSSA for any of the same School Years set out in the Claim;
  - b. determining whether the individual at issue in the Claim or their executor, representative, or heir who applied in place of the individual was denied a Common Experience Payment claim pursuant to the IRSSA for any of the same School Years set out in the Claim;
  - c. determining whether the individual at issue or their executor, representative, or heir who applied in place of the individual received compensation under any other settlement with respect to a school listed in Schedule K to the McLean Settlement, for any of the same School Years set out in the Claim;
  - d. determining whether the individual at issue attended a school not listed in List 1 or List 2 as set out in Schedule E for any of the same School Years set out in the Claim; and

- e. any other information that may be relevant to a Claim with respect to a school listed in List 2 of Schedule E.
12. In order to ensure that the Claim is not denied by reason only of the Claimant having been mistaken as to the School Year(s) of attendance as a Day Scholar, Canada will review the attendance records at the identified Indian Residential School(s) with respect to which the Claim was made for the five School Years before and after the School Year(s) identified in the Claim. If, as a result of this process, it is found that the individual at issue was a Day Scholar in (a) School Year(s) not claimed, this information shall be provided to the Claims Administrator and the Claim will be assessed as if it included that/those School Year(s).
  13. Canada may forward to the Claims Administrator any information/documentation that supports or contradicts the individual at issue's attendance as a Day Scholar within 45 days of its receipt of a Claim from the Claims Administrator but will endeavour to do so as quickly as possible so as not to delay the determination of any Claim.

***Assessment by the Claims Administrator***

14. Where the Claim is with respect to an individual who was denied a Common Experience Payment claim pursuant to the IRSSA for any of the same School Years set out in the Claim on the grounds that they attended but did not reside at the Indian Residential School(s), regardless of which Indian Residential School(s) are named in the Claim, the Claims Administrator will consider the Claim to be presumptively valid, subject to the provisions below.
15. For all other Claims, the Claims Administrator will first make a determination whether the Claim is made with respect to a Day Scholar, in accordance with the following protocol:
  - a. where the Claim is with respect to one or more Indian Residential Schools listed in List 1 of Schedule E within any time periods specified in that list, and the Claim Form states positively that the Claim is with respect to an

individual who attended the School as a Day Scholar, the Claims Administrator will consider the Claim to be presumptively valid, subject to the provisions below;

- b. where the Claim is with respect only to one or more Indian Residential Schools listed in List 2 of Schedule E within any time periods specified in that list, and the Claimant provides a statutory declaration stating that the individual with respect to whom the Claim is made was a Day Scholar and identifying where the individual resided during the time they were a Day Scholar, the Claims Administrator will review the Claim and any information provided by Canada under ss. 11 – 13 above. Unless Canada has provided positive evidence demonstrating on a balance of probabilities that the individual was not a Day Scholar, the Claim will be considered presumptively valid, subject to the provisions below; and
  - c. where the Claim does not name any Indian Residential School listed in Schedule E, the Claims Administrator shall make best efforts to determine if there is any possibility of mistake or misnomer in the name of an Indian Residential School, including, where necessary, by contacting the Claimant. The Claims Administrator shall correct any such mistakes or misnomers. Where the Claims Administrator is satisfied that the Claim is not regarding any Indian Residential School listed in Schedule E, the Claims Administrator shall dismiss the Claim.
16. The Claims Administrator will review any information provided by Canada pursuant to ss. 11 - 13 above and any information in its possession as part of the McLean Settlement. If the Claims Administrator finds that there is positive evidence demonstrating on a balance of probabilities that, for all of the School Years set out in the Claim Form, the individual at issue or her/his executor, representative, or heir who applied in place of the individual:
- a. Received a Common Experience Payment under the IRSSA;

- b. Received compensation under the McLean Settlement;
- c. Received compensation as part of any other settlement with respect to a school listed in Schedule K to the McLean Settlement;
- d. attended a school not listed in Schedule E; or
- e. any combination of (a), (b), (c), or (d).

the Claims Administrator shall dismiss the Claim.

17. The Claims Administrator shall inform any Claimant whose Claim is dismissed by delivering a letter to them, via the Claimant's preferred method of communication:
- a. providing clear reasons why the Claim has been dismissed;
  - b. in cases where the Claimant has a right to seek reconsideration:
    - i. informing the Claimant of their right to seek reconsideration, the process for seeking reconsideration, and any applicable deadlines;
    - ii. informing the Claimant of their right to assistance from Class Counsel at no cost and their right to assistance from another counsel of their choice at their own expense; and
    - iii. attaching copies of any information and documents that were considered as part of the Claims Administrator's decision to dismiss the Claim.

***Reconsideration***

18. A Claimant whose Claim is dismissed because:
- a. it is in relation to a school that the Claims Administrator is satisfied is not an Indian Residential School listed in Schedule E; or
  - b. it is on behalf of an individual who died on or before May 29, 2005,

has no right to seek reconsideration.

19. A Claimant whose Claim is denied for any other reason has a right to seek reconsideration before the Independent Reviewer. Notice of intent to seek reconsideration must be delivered to the Independent Reviewer within 60 days of the date of the Claims Administrator's decision.
20. Canada has no right to seek reconsideration under any circumstances.
21. Claimants seeking reconsideration have the right to be represented by Class Counsel for the purposes of reconsideration at no cost to them or to retain another counsel of their choice at their own expense.
22. The Independent Reviewer will provide the Claimant with confirmation of receipt of the notice of intent to seek reconsideration and will provide Canada with a copy of the notice of intent to seek reconsideration.
23. The Independent Reviewer will advise the Claimant that they have a right to submit new evidence on reconsideration. The Claimant shall have 60 days to submit any new evidence on reconsideration, with such further reasonable extensions as the Claimant may request and the Independent Reviewer may grant.
24. The Independent Reviewer will provide Canada with any new evidence submitted by the Claimant and Canada will have the right to provide additional information to the Independent Reviewer that responds to any new evidence provided within 60 days.
25. The Independent Reviewer shall then consider each Claim, including its supporting documentation, *de novo*, and render a decision in accordance with the Claims Process Principles set out above. In particular, the Independent Reviewer shall:
  - a. assume that a Claimant is acting honestly and in good faith, in the absence of reasonable grounds to the contrary; and

- b. draw all reasonable and favourable inferences that can be drawn in favour of the Claimant.
- 26. If the Independent Reviewer decides the Claim should be accepted, the Claims Administrator and the Claimant will be informed, and the Claims Administrator will pay the Claimant forthwith.
- 27. If the Independent Reviewer decides the Claim should be dismissed, they will inform the Claimant by delivering a letter to them, via the Claimant's preferred method of communication:
  - a. providing clear reasons why the Claim has been dismissed; and
  - b. attaching copies of any information and documents that were considered as part of the Independent Reviewer's decision to dismiss the Claim.
- 28. All requests for reconsideration shall be resolved by the Independent Reviewer within 30 days of the receipt of any responding material provided by Canada or the expiry of time for Canada to provide responding material, whichever is sooner. If the Claimant does not file any new evidence on reconsideration, the Independent Reviewer shall resolve the reconsideration within 30 days of the expiry of time for the Claimant to provide new evidence. The timelines within this section may be modified by agreement between Class Counsel and Canada in consultation with the Independent Reviewer.
- 29. The decision of the Independent Reviewer is final without any further right of appeal or judicial review.

**SCHEDULE D**

**ESTATE CLAIMS PROCESS FOR DAY SCHOLAR COMPENSATION PAYMENT**

***Where There is an Executor/Administrator/Trustee/Liquidator***

1. The Claimant shall:
  - a. complete the appropriate Claim Form;
  - b. provide evidence that the Day Scholar is deceased;
  - c. provide evidence of when the Day Scholar died; and
  - d. provide evidence that they have been appointed as the executor, administrator, trustee, or liquidator.
2. The Claim Form will contain release, indemnity, and hold harmless provisions in favour of Canada, the representative plaintiffs, Class Counsel, the Claims Administrator, and the Independent Reviewer.
3. The Claims Administrator will assess the Claim in accordance with the Claims Process.
4. Payment of any approved Claim will be made payable to “the estate of” the deceased Day Scholar.

***Where There is no Executor/Administrator/Trustee/Liquidator***

5. The Claimant shall:
  - a. complete the appropriate Claim Form;
  - b. provide evidence that the Day Scholar is deceased;
  - c. provide evidence of when the Day Scholar died;
  - d. provide an attestation/declaration that the Day Scholar did not have a will and that no executor, administrator, trustee, or liquidator has been appointed by the court;

- e. provide proof of their relationship to the Day Scholar, which may take the form of an attestation/declaration from a third party;
  - f. provide an attestation/declaration from the Claimant that there is/are no higher priority heir(s);
  - g. list all individuals (if any) at the same priority level of heirs as the Claimant; and
  - h. provide the written consent of all individuals (if any) at the same priority level of heirs as the Claimant for the Claimant to submit a claim on behalf of the deceased Day Scholar.
6. The Claim Form will contain release, indemnity, and hold harmless provisions in favour of Canada, the representative plaintiffs, class counsel, the Claims Administrator, and the Independent Reviewer.
7. The Claims Administrator will assess the Claim in accordance with the Claims Process but will only make a payment for an approved Claim or communicate a dismissed Claim with a right of reconsideration in accordance with the provisions below. In cases where the Claim is dismissed with no right of reconsideration, the Claims Administrator will inform the Claimant in accordance with the Claims Administrator's normal process.
8. If no additional Claims with respect to the same deceased Day Scholar are received by the Claims Administrator before the Ultimate Claims Deadline, the Claims Administrator shall:
- a. in the case of a Claim that is approved, pay the Claimant; and
  - b. in the case of a Claim that is dismissed, advise the Claimant of the dismissal in accordance with paragraph 17 of the Claims Process. The Claimant is able to seek reconsideration in accordance with the Claims Process.

9. If the Claims Administrator receives another Claim with respect to the same deceased Day Scholar before the Ultimate Claims Deadline, where the Claimant is the estate executor, administrator, trustee, or liquidator, the Claims Administrator shall dismiss the Claim from the non-executor, administrator, trustee, or liquidator Claimant, without any right of reconsideration.
10. If any additional Claim(s) with respect to the same deceased Day Scholar is/are received by the Claims Administrator before the Ultimate Claims Deadline, from a Claimant who is not the estate executor, administrator, trustee, or liquidator, and who is of a different priority level of heirs than the previous Claimant(s), the Claims Administrator shall contact the Claimant with the lower priority to inquire as to whether that Claimant disputes the existence of the higher priority level heir. If the existence of a higher priority level heir is disputed, the matter shall be referred to the Independent Reviewer for a determination regarding which Claimant has the highest valid priority level and deem them to be the Designated Representative of the deceased Day Scholar. The decision of the Independent Reviewer is final without any right of appeal or judicial review. The Independent Reviewer shall inform the Claims Administrator of their decision, and the Claims Administrator shall:
  - a. in the case of a Claim that is approved, pay the Designated Representative; and
  - b. in the case of a Claim that is dismissed, advise the Claimant of the dismissal in accordance with paragraph 17 of the Claims Process. The Designated Representative is able to seek reconsideration in accordance with the Claims Process.
11. If any additional Claim(s) with respect to the same deceased Day Scholar is/are received by the Claims Administrator before the Ultimate Claims Deadline, from a Claimant who is not the estate executor, administrator, trustee, or liquidator and who is of the same priority level of heirs as the previous Claimant(s), the Claims Administrator shall reject all of the Claims and notify each Claimant accordingly.

Notwithstanding the Ultimate Claims Deadline, the Claimants who submitted competing Claims will then have three months to submit one new Claim signed by all previously competing Claimants designating one Designated Representative on behalf of all of them and any other heirs. Upon receipt of the new Claim, the Claims Administrator shall:

- a. in the case of a Claim that is approved, pay the Designated Representative;
- b. in the case of a Claim that is dismissed, advise the Claimant of the dismissal in accordance with paragraph 17 of the Claims Process. The Designated Representative is able to seek reconsideration in accordance with the Claims Process.

**Priority Level of Heirs**

12. The priority level of heirs follows the distribution of property intestacy provisions of the *Indian Act* and all terms have the definitions as set out in the *Indian Act*.
13. The priority level of heirs from highest to lowest priority are as follows:
  - a. surviving spouse or common-law partner;
  - b. children;
  - c. grandchildren;
  - d. parents;
  - e. siblings; and
  - f. children of siblings.

## SCHEDULE E – Lists of Indian Residential Schools for Claims Process

## List 1 – Schools with Confirmed Day Scholars

School	Location	Opening Date (January 1, 1920 as per the Class Period or later, as applicable)	School Closing or Transfer Date
<b>British Columbia Residential Schools</b>			
Alberni	Port Alberni (Tseshah Reserve)	January 1, 1920  <b>Interim Closures:</b> June 2, 1917, to December 1, 1920 February 21, 1937 to September 23, 1940	August 31, 1965
Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	Williams Lake	January 1, 1920	February 28, 1968
Christie (Clayoquot, Kakawis)	Tofino	January 1, 1920	June 30, 1983
Kamloops	Kamloops (Kamloops Indian Reserve)	January 1, 1920	August 31, 1969
Kuper Island	Kuper Island	January 1, 1920	August 31, 1968
Lejac (Fraser Lake)	Fraser Lake (on reserve)	January 1, 1920	August 31, 1976
Lower Post	Lower Post (on reserve)	September 1, 1951	August 31, 1968
St. George's (Lytton)	Lytton	January 1, 1920	August 31, 1972
St. Mary's (Mission)	Mission	January 1, 1920	August 31, 1973
Sechelt	Sechelt (on reserve)	January 1, 1920	August 31, 1969
St. Paul's (Squamish, North Vancouver)	Squamish, North Vancouver	January 1, 1920	August 31, 1959
<b>Alberta Residential Schools</b>			
Assumption (Hay Lake)	Assumption (Hay Lakes)	February 1, 1951	September 8, 1968

School	Location	Opening Date (January 1, 1920 as per the Class Period or later, as applicable)	School Closing or Transfer Date
Blue Quills	Saddle Lake Indian Reserve (1898 to 1931) St. Paul (1931 to 1990)	January 1, 1920	January 31, 1971
Crowfoot (Blackfoot, St. Joseph's, Ste. Trinité)	Cluny	January 1, 1920	December 31, 1968
Desmarais (Wabiscaw Lake, St. Martin's, Wabasca Roman Catholic)	Desmarais, Wabasca / Wabasca	January 1, 1920	August 31, 1964
Ermineskin (Hobbema)	Hobbema (Ermineskin Indian Reserve)	January 1, 1920	March 31, 1969
Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saint-Ange)	Fort Chipewyan	January 1, 1920	August 31, 1956
Fort Vermillion (St. Henry's)	Fort Vermillion	January 1, 1920	August 31, 1964
Joussard (St. Bruno's)	Lesser Slave Lake	1920	October 31, 1969
Morley (Stony/Stoney, replaced McDougall Orphanage)	Morley (Stony Indian Reserve)	September 1, 1922	July 31, 1969
Old Sun (Blackfoot)	Gleichen (Blackfoot Reserve)	January 1, 1920  <b>Interim Closures:</b> 1922 to February 1923 June 26, 1928 to February 17, 1931	June 30, 1971
Sacred Heart (Peigan, Brocket)	Brocket (Peigan Indian Reserve)	January 1, 1920	June 30, 1961
St. Cyprian (Queen Victoria's Jubilee Home, Peigan)	Brocket (Peigan Indian Reserve)	January 1, 1920  <b>Interim Closure:</b> September 1, 1953 to October 12, 1953	June 30, 1961

School	Location	Opening Date (January 1, 1920 as per the Class Period or later, as applicable)	School Closing or Transfer Date
St. Mary's (Blood, Immaculate Conception)	Cardston (Blood Indian Reserve)	1920  <b>Interim Closure:</b> September 1, 1965 to January 6, 1966	August 31, 1969
St. Paul's (Blood)	Cardston (Blood Indian Reserve)	January 1, 1920	August 31, 1965
Sturgeon Lake (Calais, St. Francis Xavier)	Calais	January 1, 1920	August 31, 1959
Wabasca (St. John's)	Wabasca Lake	January 1, 1920	August 31, 1965
Whitefish Lake (St. Andrew's)	Whitefish Lake	January 1, 1920	June 30, 1950
Grouard	West side of Lesser Slave Lake, Grouard	January 1, 1920	September 30, 1957
<b>Saskatchewan Residential Schools</b>			
Beauval (Lac la Plonge)	Beauval	January 1, 1920	August 31, 1968
File Hills	Balcarres	January 1, 1920	June 30, 1949
Gordon's	Punnichy (Gordon's Reserve)	January 1, 1920  <b>Interim Closures:</b> June 30, 1947, to October 14, 1949 January 25, 1950 to September 1, 1953	August 31, 1968

School	Location	Opening Date (January 1, 1920 as per the Class Period or later, as applicable)	School Closing or Transfer Date
Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	Lebret	January 1, 1920  <b>Interim Closure:</b> November 13, 1932 to May 29, 1936	August 31, 1968
Marieval (Cowesess, Crooked Lake)	Cowesess Reserve	January 1, 1920	August 31, 1969
Muscowequan (Lestock, Touchwood)	Lestock	January 1, 1920	August 31, 1968
Prince Albert (Onion Lake Anglican, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)	Onion Lake / Lac La Ronge / Prince Albert	January 1, 1920	August 31, 1968
St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)	Onion Lake	January 1, 1920	March 31, 1969
St. Michael's (Duck Lake)	Duck Lake	January 1, 1920	August 31, 1968
St. Philip's	Kamsack	April 16, 1928	August 31, 1968
<b>Manitoba Residential Schools</b>			
Assiniboia (Winnipeg)	Winnipeg	September 2, 1958	August 31, 1967
Brandon	Brandon	1920  <b>Interim Closure:</b> July 1, 1929 to July 18, 1930	August 31, 1968
Churchill Vocational Centre	Churchill	September 9, 1964	June 30, 1973
Cross Lake (St. Joseph's, Norway House)	Cross Lake	January 1, 1920	June 30, 1969
Fort Alexander (Pine Falls)	Fort Alexander Reserve No. 3, near Pine Falls	January 1, 1920	September 1, 1969

School	Location	Opening Date (January 1, 1920 as per the Class Period or later, as applicable)	School Closing or Transfer Date
Guy Hill (Clearwater, the Pas, formerly Sturgeon Landing, SK)	Clearwater Lake	September 5, 1952	August 31, 1968
Norway House	Norway House	January 1, 1920  <b>Interim Closure:</b> May 29, 1946 to September 1, 1954	June 30, 1967
Pine Creek (Camperville)	Camperville	January 1, 1920	August 31, 1969
Portage la Prairie	Portage la Prairie	January 1, 1920	August 31, 1960
Sandy Bay	Sandy Bay Reserve	January 1, 1920	June 30, 1970
<b>Ontario Residential Schools</b>			
Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)	Moose Island	January 1, 1920	August 31, 1964
Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)	Shoal Lake	January 1, 1920	August 31, 1965
Fort Frances (St. Margaret's)	Fort Frances	January 1, 1920	August 31, 1968
McIntosh (Kenora)	McIntosh	May 27, 1925	June 30, 1969
Pelican Lake (Pelican Falls)	Sioux Lookout	September 1, 1927	August 31, 1968
Poplar Hill	Poplar Hill	September 1, 1962	June 30, 1989
St. Anne's (Fort Albany)	Fort Albany	January 1, 1920	June 30, 1976
St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)	Kenora	January 1, 1920	August 31, 1968
Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's)	Spanish	January 1, 1920	June 30, 1958
Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)	Spanish	January 1, 1920	June 30, 1962

School	Location	Opening Date (January 1, 1920 as per the Class Period or later, as applicable)	School Closing or Transfer Date
<b>Quebec Residential Schools</b>			
Fort George (Anglican)	Fort George	September 1, 1933  <b>Interim Closure:</b> January 26, 1943 to July 9, 1944	August 31, 1971
Fort George (Roman Catholic)	Fort George	September 1, 1937	June 30, 1978
Point Bleue	Point Bleue	October 6, 1960	August 31, 1968
Sept-Îles	Sept-Îles	September 2, 1952	August 31, 1969
<b>Nova Scotia Residential Schools</b>			
Shubenacadie	Shubenacadie	September 1, 1929	June 30, 1967
<b>Northwest Territories Residential Schools</b>			
Aklavik (Immaculate Conception)	Aklavik	July 1, 1926	June 30, 1959
Aklavik (All Saints)	Aklavik	August 1, 1936	August 31, 1959
Fort Providence (Sacred Heart)	Fort Providence	January 1, 1920	June 30, 1960
Fort Resolution (St. Joseph's)	Fort Resolution	January 1, 1920	December 31, 1957
Hay River (St. Peter's)	Hay River	January 1, 1920	August 31, 1937
<b>Yukon Residential Schools</b>			
Carcross (Choooutla)	Carcross	January 1, 1920  <b>Interim Closure:</b> June 15, 1943 to September 1, 1944	June 30, 1969
Whitehorse Baptist Mission	Whitehorse	September 1, 1947	June 30, 1960
Shingle Point Eskimo Residential School	Shingle Point	September 16, 1929	August 31, 1936

## List 2 – Schools Not Known to Have Day Scholars

School	Location	Opening Date (January 1, 1920 as per the Class Period or later, as applicable)	Closing or Transfer Date
<b>British Columbia Residential Schools</b>			
Ahousaht	Ahousaht (Maktosis Reserve)	January 1, 1920	January 26, 1940
Coqualeetza from 1924 to 1940	Chilliwack	January 1, 1924	June 30, 1940
Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)	Cranbrook (on reserve)	January 1, 1920	June 23, 1965
St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)	Alert Bay (on reserve)	January 1, 1920	August 31, 1960
<b>Alberta Residential Schools</b>			
Edmonton (Poundmaker, replaced Red Deer Industrial)	St. Albert	March 1, 1924  <b>Interim Closures:</b> July 1, 1946 to October 1, 1946 July 1, 1951 to November 5, 1951	August 31, 1960
Lesser Slave Lake (St. Peter's)	Lesser Slave Lake	January 1, 1920	June 30, 1932
St. Albert (Youville)	St. Albert, Youville	January 1, 1920	June 30, 1948
Sarcee (St. Barnabas)	Sarcee Junction, T'suu Tina (Sarcee Indian Reserve)	January 1, 1920	September 30, 1921
<b>Saskatchewan Residential Schools</b>			
Round Lake	Broadview	January 1, 1920	August 31, 1950
Sturgeon Landing (replaced by Guy Hill, MB)	Sturgeon Landing	September 1, 1926	October 21, 1952
Thunderchild (Delmas, St. Henri)	Delmas	January 1, 1920	January 13, 1948
<b>Manitoba Residential Schools</b>			
Birtle	Birtle	January 1, 1920	June 30, 1970

School	Location	Opening Date (January 1, 1920 as per the Class Period or later, as applicable)	Closing or Transfer Date
Dauphin (replaced McKay)	The Pas / Dauphin	See McKay below	See McKay below
Elkhorn (Washakada)	Elkhorn	January 1, 1920  <b>Interim Closure:</b> 1920 to September 1, 1923	June 30, 1949
McKay (The Pas, replaced by Dauphin)	The Pas / Dauphin	January 1, 1920  <b>Interim Closure:</b> March 19, 1933 to September 1, 1957	August 31, 1968
<b>Ontario Residential Schools</b>			
Chapleau (St. John's)	Chapleau	January 1, 1920	July 31, 1948
Mohawk Institute	Brantford	January 1, 1920	August 31, 1968
Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)	Muncey	January 1, 1920	June 30, 1946
Shingwauk	Sault Ste. Marie	January 1, 1920	June 30, 1970
St. Joseph's / Fort William	Fort William	January 1, 1920	September 1, 1968
Stirland Lake High School (Wahbon Bay Academy)	Stirland Lake	September 1, 1971	June 30, 1991
Cristal Lake High School	Stirland Lake	September 1, 1976	June 30, 1986
<b>Quebec Residential Schools</b>			
Amos	Amos	October 1, 1955	August 31, 1969
La Tuque	La Tuque	September 1, 1963	June 30, 1970

## SCHEDULE F

### DAY SCHOLARS REVITALIZATION SOCIETY PLAN

The Parties have agreed to settle the claims of the Survivor Class and the Descendant Class (“Survivors”, “Descendants”) in the *Gottfriedson v. AGC* proceeding. Under the Settlement Agreement, the Parties have agreed that Canada will fund \$50 million to establish the Day Scholars Revitalization Society (the “Society”). The Parties agree the intention of the Society will be to support Survivors and Descendants in healing, wellness, education, language, culture, heritage, and commemoration activities and programs.

The monies will be used by the Society to support activities and programs for the benefit of the Survivors and Descendants as follows:

- a. to revitalize and protect the Survivors’ and Descendants’ Indigenous languages;
- b. to protect and revitalize the Survivors’ and Descendants’ Indigenous cultures;
- c. to pursue healing and wellness for the Survivors and Descendants;
- d. to protect the Survivors’ and Descendants’ Indigenous heritage; and,
- e. to promote education and commemoration.

The activities and programs will not duplicate those of the Government of Canada. Grants will be made to Survivors and Descendants for activities and programs designed to support healing and address any losses to languages, culture, wellness, and heritage that Survivors suffered while attending Indian Residential Schools as Day Scholars.

The Society will be incorporated under the B.C. *Societies Act* prior to the Implementation Date and will be properly registered in each jurisdiction in Canada to the extent required by those jurisdictions. The Society will have between 5 and 11 Directors. One of those Directors will be named by Canada, but will not be a Government

employee. The Parties will ensure the other Directors provide adequate regional representation from across Canada.

The Society will have a small administrative staff and will retain financial consultants to provide investment advice. Once funds have been invested, the expenses of the Society will be funded from investment income.

***Advisory Board***

The Directors will be guided by an Advisory Board consisting of individuals, appointed by the Directors, who provide regional representation, understanding and knowledge of the loss and revitalization of Indigenous languages, cultures, wellness and heritage.

The Advisory Board shall advise the Directors regarding all activities of the Directors in the pursuit of the activities of the Society, including the development and implementation of a policy for applications to obtain funding from the Society in that pursuit.

**SCHEDULE G**

**ORDER**

**THIS COURT ORDERS that:**

1. The above captioned proceeding is certified as a class proceeding with the following conditions:

a. The Class shall be defined as:

The Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the Sechelt Indian Band and any other Indian Band(s) which:

- (i) has or had some members who are or were members who were Survivors, or in whose community a Residential School is located; and
- (ii) is specifically added to this claim with one or more specifically Identified Residential Schools.

b. The Class's Representative Plaintiffs shall be:

Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band; and  
Sechelt Indian Band.

c. The nature of the claims of the Class are:

Breaches of fiduciary and constitutionally mandated duties, breach of Aboriginal Rights, breaches of International Conventions and/or Covenants, and breaches of international law committed by or on behalf of Canada for which Canada is liable.

- d. The relief claimed by the Class is as follows:
- i. a Declaration that the Sechelt Indian Band and Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band, and all members of the Class, have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices;
  - ii. a Declaration that Canada owed and was in breach of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, to the Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivors at, and support of, the SIRS and the KIRS and other Identified Residential Schools;
  - iii. a Declaration that the Residential Schools Policy and the KIRS, the SIRS and Identified Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Class;
  - iv. a Declaration that Canada was or is in breach of the Class members' linguistic and cultural rights (Aboriginal Rights or otherwise), as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, as a consequence of its establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivors at and support of the Residential Schools Policy, and the Identified Residential Schools;

Page: 3

- v. a Declaration that Canada is liable to the Class members for the damages caused by its breach of fiduciary and constitutionally mandated duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivors at and support of the Identified Residential Schools;
  - vi. non-pecuniary and pecuniary damages and special damages for breach of fiduciary and constitutionally mandated duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the ongoing cost of care and development of wellness plans for members of the bands in the Class, as well as the costs of restoring, protecting and preserving the linguistic and cultural heritage of the Class for which Canada is liable;
  - vii. The construction and maintenance of healing and education centres in the Class communities and such further and other centres or operations as may mitigate the losses suffered and that this Honourable Court may find to be appropriate and just;
  - viii. exemplary and punitive damages for which Canada is liable; and
  - ix. pre-judgment and post-judgment interest and costs.
- e. The common questions of law or fact are:

Page: 4

- a. Through the purpose, operation or management of any of the Residential Schools during the Class Period, did the Defendant breach a fiduciary duty owed to the Class not to destroy their language and culture?
- b. Through the purpose, operation or management of any of the Residential Schools during the Class Period, did the Defendant breach the cultural and/or linguistic rights, be they Aboriginal Rights or otherwise, of the Class?
- c. If the answer to any of (a)-(b) above is yes, can the Court make an aggregate assessment of the damages suffered by the Class as part of the common issues trial?
- d. If the answer to any of (a)-(b) above is yes, was the Defendant guilty of conduct that justifies an award of punitive damages; and
- e. If the answer to (d) above is yes, what amount of punitive damages ought to be awarded?
- f. The following definitions apply to this Order:
  - a. “Aboriginal(s)”, “Aboriginal Person(s)” or “Aboriginal Child(ren)” means a person or persons whose rights are recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982*, s. 35;
  - b. “Aboriginal Right(s)” means any or all of the Aboriginal and treaty rights recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982*, s. 35;

- c. "Agreement" means the Indian Residential Schools Settlement Agreement dated May 10, 2006, entered into by Canada to settle claims relating to Residential Schools as approved in the orders granted in various jurisdictions across Canada;
- d. "Canada" means the Defendant, Her Majesty the Queen;
- e. "Class Period" means 1920 to 1997;
- f. "Cultural, Linguistic and Social Damage" means the damage or harm caused by the creation and implementation of Residential Schools and Residential Schools Policy to the educational, governmental, economic, cultural, linguistic, spiritual and social customs, practices and way of life, traditional governance structures, as well as to the community and individual security and wellbeing, of Aboriginal Persons;
- g. "Identified Residential School(s)" means the KIRS or the SIRS or any other Residential School specifically identified as a member of the Band Class;
- h. "KIRS" means the Kamloops Indian Residential School;
- i. "Residential Schools" means all Indian Residential Schools recognized under the Agreement and listed in Schedule "A" appended to this Order which Schedule may be amended from time to time by Order of this Court;
- j. "Residential Schools Policy" means the policy of Canada with respect to the implementation of Indian Residential Schools;

Page: 6

- k. “Survivors” means all Aboriginal persons who attended as a student or for educational purposes for any period at a Residential School, during the Class Period, excluding, for any individual Survivor, such periods of time for which that Survivor received compensation by way of the Common Experience Payment under the Agreement. For greater clarity, Survivors are all those who were members of the formerly certified Survivor Class in this proceeding, whose claims were settled on terms set out in the Settlement Agreement signed on [DATE], and approved by the Federal Court on [DATE]; and
- l. “SIRS” means the Sechelt Indian Residential School.
- g. Members of the Class are the representative plaintiff Indian Bands as well as those Indian Bands that opted in by the opt-in deadline previously set by this Court.
- h. Either party may apply to this Court to amend the list of Residential Schools set out in Schedule “A” hereto, for the purpose of this proceeding.

---

Judge

**SCHEDULE "A"**  
**to the Order of Justice MacDonald**  
**LIST OF RESIDENTIAL SCHOOLS**

**British Columbia Residential Schools**

Ahousaht  
Alberni  
Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)  
Christie (Clayoquot, Kakawis)  
Coqualeetza from 1924 to 1940  
Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)  
Kamloops  
Kuper Island  
Lejac (Fraser Lake)  
Lower Post  
St George's (Lytton)  
St. Mary's (Mission)  
St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)  
Sechelt  
St. Paul's (Squamish, North Vancouver)  
Port Simpson (Crosby Home for Girls)  
Kitimaat  
Anahim Lake Dormitory (September 1968 to June 1977)

**Alberta Residential Schools**

Assumption (Hay Lake)  
Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)  
Crowfoot (Blackfoot, St. Joseph's, Ste. Trinité)  
Desmarais (Wabiscaw Lake, St. Martin's, Wabisca Roman Catholic)  
Edmonton (Poundmaker, replaced Red Deer Industrial)  
Ermineskin (Hobbema)  
Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saint-Anges)  
Fort Vermilion (St. Henry's)

Joussard (St. Bruno's)  
Lac La Biche (Notre Dame des Victoires)  
Lesser Slave Lake (St. Peter's)  
Morley (Stony/Stoney, replaced McDougall Orphanage)  
Old Sun (Blackfoot)  
Sacred Heart (Peigan, Brocket)  
St. Albert (Youville)  
St. Augustine (Smokey-River)  
St. Cyprian (Queen Victoria's Jubilee Home, Peigan)  
St. Joseph's (High River, Dunbow)  
St. Mary's (Blood, Immaculate Conception)  
St. Paul's (Blood)  
Sturgeon Lake (Calais, St. Francis Xavier)  
Wabasca (St. John's)  
Whitefish Lake (St. Andrew's)  
Grouard to December 1957  
Sarcee (St. Barnabas)

**Saskatchewan Residential Schools**

Beauval (Lac la Plonge)  
File Hills  
Gordon's  
Lac La Ronge (see Prince Albert)  
Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)  
Marieval (Cowessess, Crooked Lake)  
Muscowequan (Lestock, Touchwood)  
Onion Lake Anglican (see Prince Albert)  
Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)  
Regina  
Round Lake  
St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)  
St. Michael's (Duck Lake)  
St. Philip's

Sturgeon Landing (replaced by Guy Hill, MB)  
Thunderchild (Delmas, St. Henri)  
Crowstand  
Fort Pelly  
Cote Improved Federal Day School (September 1928 to June 1940)

**Manitoba Residential Schools**

Assiniboia (Winnipeg)  
Birtle  
Brandon  
Churchill Vocational Centre  
Cross Lake (St. Joseph's, Norway House)  
Dauphin (replaced McKay)  
Elkhorn (Washakada)  
Fort Alexander (Pine Falls)  
Guy Hill (Clearwater, the Pas, formerly Sturgeon Landing, SK)  
McKay (The Pas, replaced by Dauphin)  
Norway House  
Pine Creek (Campeville)  
Portage la Prairie  
Sandy Bay  
Notre Dame Hostel (Norway House Catholic, Jack River Hostel, replaced Jack River Annex at Cross Lake)

**Ontario Residential Schools**

Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)  
Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)  
Chapleau (St. John's)  
Fort Frances (St. Margaret's)  
McIntosh (Kenora)  
Mohawk Institute  
Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)  
Pelican Lake (Pelican Falls)

Poplar Hill  
St. Anne's (Fort Albany)  
St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)  
Shingwauk  
Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's)  
Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)  
St. Joseph's/Fort William  
Stirland Lake High School (Wahbon Bay Academy) from September 1, 1971 to June 30, 1991  
Cristal Lake High School (September 1, 1976 to June 30, 1986)

**Quebec Residential Schools**

Amos  
Fort George (Anglican)  
Fort George (Roman Catholic)  
La Tuque  
Point Bleue  
Sept-Îles  
Federal Hostels at Great Whale River  
Federal Hostels at Port Harrison  
Federal Hostels at George River  
Federal Hostel at Payne Bay (Bellin)  
Fort George Hostels (September 1, 1975 to June 30, 1978)  
Mistassini Hostels (September 1, 1971 to June 30, 1978)

**Nova Scotia Residential Schools**

Shubenacadie

**Nunavut Residential Schools**

Chesterfield Inlet (Joseph Bernier, Turquetil Hall)  
Federal Hostels at Panniqtuug/Pangnirtang  
Federal Hostels at Broughton Island/Qikiqtarjuaq  
Federal Hostels at Cape Dorset Kinngait  
Federal Hostels at Eskimo Point/Arviat

Federal Hostels at Igloolik/Iglulik  
Federal Hostels at Baker Lake/Qamani'tuaq  
Federal Hostels at Pond Inlet/Mittimatalik  
Federal Hostels at Cambridge Bay  
Federal Hostels at Lake Harbour  
Federal Hostels at Belcher Islands  
Federal Hostels at Frobisher Bay/Ukkivik  
Federal Tent Hostel at Coppermine

**Northwest Territories Residential Schools**

Aklavik (Immaculate Conception)  
Aklavik (All Saints)  
Fort McPherson (Fleming Hall)  
Ford Providence (Sacred Heart)  
Fort Resolution (St. Joseph's)  
Fort Simpson (Bompas Hall)  
Fort Simpson (Lapointe Hall)  
Fort Smith (Breynat Hall)  
HayRiver-(St. Peter's)  
Inuvik (Grollier Hall)  
Inuvik (Stringer Hall)  
Yellowknife (Akaitcho Hall)  
Fort Smith -Grandin College  
Federal Hostel at Fort Franklin

**Yukon Residential Schools**

Carcross (Chooulta)  
Yukon Hall (Whitehorse/Protestant Hostel)  
Coudert Hall (Whitehorse Hostel/Student Residence -replaced by Yukon Hall)  
Whitehorse Baptist Mission  
Shingle Point Eskimo Residential School  
St. Paul's Hostel from September 1920 to June 1943

**SCHEDULE H**

**Amended Pursuant to the Order of Justice McDonald  
Made \_\_\_\_\_**

**Court File No. T-1542-13**

**CLASS PROCEEDING**

**FORM 171A - Rule 171**

**FEDERAL COURT**

**BETWEEN:**

CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON, on behalf of the TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC  
INDIAN BAND, and

CHIEF GARRY FESCHUK, on behalf of the SECHELT INDIAN BAND

**PLAINTIFFS**

**and**

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA as represented by  
THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA

**DEFENDANT**

**SECOND RE-AMENDED STATEMENT OF CLAIM**

TO THE DEFENDANT

A LEGAL PROCEEDING HAS BEEN COMMENCED AGAINST YOU by the Plaintiffs. The claim made against you is set out in the following pages.

IF YOU WISH TO DEFEND THIS PROCEEDING, you or a solicitor acting for you are required to prepare a statement of defence in Form 171B prescribed by the Federal Courts Rules serve it on the plaintiffs' solicitor or, where the plaintiffs do not have a solicitor, serve it on the plaintiffs, and file it, with proof of service, at a local office of this Court, WITHIN 30 DAYS after this statement of claim is served on you, if you are served within Canada.

If you are served in the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is forty days. If you are served outside Canada and the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is sixty days.

Copies of the Federal Court Rules information concerning the local offices of the Court and other necessary information may be obtained on request to the Administrator of this Court at Ottawa (telephone 613-992-4238) or at any local office.

2

IF YOU FAIL TO DEFEND THIS PROCEEDING, judgment may be given against you in your absence and without further notice to you.

(Date)

Issued by: \_\_\_\_\_  
(Registry Officer)

Address of local office: \_\_\_\_\_

TO:

Her Majesty the Queen in Right of Canada,  
Minister of Indian Affairs and Northern Development, and  
Attorney General of Canada  
Department of Justice  
900 - 840 Howe Street  
Vancouver, B.C. V6Z 2S9

**RELIEF SOUGHT**

1. The Representative Plaintiffs, on behalf of Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and Sechelt Indian Band, and on behalf of the members of the Class, claim:

- (a) a Declaration that the Sechelt Indian Band (referred to as the shíshálh or shíshálh band) and Tk'emlúps Band, and all members of the certified Class of Indian Bands, have Aboriginal Rights to speak their traditional languages and engage in their traditional customs and religious practices;
- (b) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, to the Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivors at, and support of, the SIRS and the KIRS and other Identified Residential Schools;
- (c) a Declaration that the Residential Schools Policy and the KIRS, the SIRS and Identified Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Class;
- (d) a Declaration that Canada was or is in breach of the Class members' linguistic and cultural rights, (Aboriginal Rights or otherwise), as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, as a consequence of its establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivors at and support of the Residential Schools Policy, and the Identified Residential Schools;
- (e) a Declaration that Canada is liable to the Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivors at and support of the Identified Residential Schools;
- (f) non-pecuniary and pecuniary general damages and special damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the ongoing cost of care and development of wellness plans for individual members of the bands in the Class, as well as the costs of restoring, protecting and preserving the linguistic and cultural heritage of the Bands for which Canada is liable;
- (g) the construction of healing centres in the Class communities by Canada;

- (h) exemplary and punitive damages for which Canada is liable;
- (i) pre-judgment and post-judgment interest;
- (j) the costs of this action; and
- (k) such further and other relief as this Honourable Court may deem just.

## DEFINITIONS

2. The following definitions apply for the purposes of this Claim:

- (a) “Aboriginal(s)”, “Aboriginal Person(s)” or “Aboriginal Child(ren)” means a person or persons whose rights are recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982*, s. 35;
- (b) “Aboriginal Right(s)” means any or all of the aboriginal and treaty rights recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982*, s. 35;
- (c) “Act” means the *Indian Act*, R.S.C. 1985, c. I-5 and its predecessors as have been amended from time to time;
- (d) “Agents” means the servants, contractors, agents, officers and employees of Canada and the operators, managers, administrators and teachers and staff of each of the Residential Schools;
- (e) “Agreement” means the Indian Residential Schools Settlement Agreement dated May 10, 2006 entered into by Canada to settle claims relating to Residential Schools as approved in the orders granted in various jurisdictions across Canada;
- (f) “Class” means the Tk’emlúps te Secwépemc Indian Band and the shíshálh band and any other Aboriginal Indian Band(s) which:
  - (i) has or had some members who are or were Survivors, or in whose community a Residential School is located; and
  - (ii) is specifically added to this claim with one or more specifically identified Residential Schools.
- (g) “Canada” means the Defendant, Her Majesty the Queen in right of Canada as represented by the Attorney General of Canada;
- (h) “Class Period” means 1920 to 1997;
- (i) “Cultural, Linguistic and Social Damage” means the damage or harm caused by the creation and implementation of Residential Schools and Residential Schools Policy to the educational, governmental, economic, cultural, linguistic, spiritual and social

customs, practices and way of life, traditional governance structures, as well as to the community and individual security and wellbeing, of Aboriginal Persons;

- (j) “Identified Residential School(s)” means the KIRS or the SIRS Residential School;
- (k) “KIRS” means the Kamloops Indian Residential School;
- (l) “Residential Schools” means all Indian Residential Schools recognized under the Agreement;
- (m) “Residential Schools Policy” means the policy of Canada with respect to the implementation of Indian Residential Schools;
- (n) “SIRS” means the Sechelt Indian Residential School;
- (o) “Survivors” means all Aboriginal persons who attended as a student or for educational purposes for any period at a Residential School, during the Class Period excluding, for any individual class member, such periods of time for which that class member received compensation by way of the Common Experience Payment under the Indian Residential Schools Settlement Agreement. For greater clarity, Survivors are all those who were members of the formerly certified Survivor Class in this proceeding, whose claims were settled on terms set out in the Settlement Agreement signed on [DATE], and approved by the Federal Court on [DATE].

## **THE PARTIES**

### **The Plaintiffs**

3. The Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the shíshálh band are Aboriginal Indian Bands and they both act as Representative Plaintiffs for the Class. The Class members represent the collective interests and authority of each of their respective communities.

### **The Defendant**

4. Canada is represented in this proceeding by the Attorney General of Canada. The Attorney General of Canada represents the interests of Canada and the Minister of Aboriginal Affairs and Northern Development Canada and predecessor Ministers who were responsible for

“Indians” under s.91 (24) of the *Constitution Act, 1867*, and who were, at all material times, responsible for the formation and implementation of the Residential Schools Policy, and the maintenance and operation of the KIRS and the SIRS.

#### **STATEMENT OF FACTS**

5. Over the course of the last several years, Canada has acknowledged the devastating impact of its Residential Schools Policy on Canada’s Aboriginal Peoples. Canada’s Residential Schools Policy was designed to eradicate Aboriginal culture and identity and assimilate the Aboriginal Peoples of Canada into Euro-Canadian society. Through this policy, Canada ripped away the foundations of identity for generations of Aboriginal People and caused incalculable harm to both individuals and communities.

6. The direct beneficiary of the Residential Schools Policy was Canada as its obligations would be reduced in proportion to the number, and generations, of Aboriginal Persons who would no longer recognize their Aboriginal identity and would reduce their claims to rights under the Act and Canada’s fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties.

7. Canada was also a beneficiary of the Residential Schools Policy, as the policy served to weaken the claims of Aboriginal Peoples to their traditional lands and resources. The result was a severing of Aboriginal People from their cultures, traditions and ultimately their lands and resources. This allowed for exploitation of those lands and resources by Canada, not only without Aboriginal Peoples’ consent but also, contrary to their interests, the Constitution of Canada and the Royal Proclamation of 1763.

8. The truth of this wrong and the damage it has wrought has now been acknowledged by the Prime Minister on behalf of Canada, and through the pan-Canadian settlement of the claims of

those who *resided at* Canada's Residential Schools by way of the Agreement implemented in 2007. Notwithstanding the truth and acknowledgement of the wrong and the damages caused, many members of Canada's Aboriginal communities were excluded from the Agreement, not because they did not *attend* Residential Schools and suffer Cultural, Linguistic and Social Damage, but simply because they did not *reside at* Residential Schools.

9. This claim is on behalf of the members of the Class, consisting of the Aboriginal communities within which the Residential Schools were situated, or whose members are or were Survivors.

#### **The Residential School System**

10. Residential Schools were established by Canada prior to 1874, for the education of Aboriginal Children. Commencing in the early twentieth century, Canada began entering into formal agreements with various religious organizations (the "Churches") for the operation of Residential Schools. Pursuant to these agreements, Canada controlled, regulated, supervised and directed all aspects of the operation of Residential Schools. The Churches assumed the day-to-day operation of many of the Residential Schools under the control, supervision and direction of Canada, for which Canada paid the Churches a *per capita* grant. In 1969, Canada took over operations directly.

11. As of 1920, the Residential Schools Policy included compulsory *attendance* at Residential Schools for all Aboriginal Children aged 7 to 15. Canada removed most Aboriginal Children from their homes and Aboriginal communities and transported them to Residential Schools which were often long distances away. However, in some cases, Aboriginal Children lived in their homes and communities and were similarly required to attend Residential Schools as

day students and not residents. This practice applied to even more children in the later years of the Residential Schools Policy. While at Residential School, all Aboriginal Children were confined and deprived of their heritage, their support networks and their way of life, forced to adopt a foreign language and a culture alien to them and punished for non-compliance.

12. The purpose of the Residential Schools Policy was the complete integration and assimilation of Aboriginal Children into the Euro-Canadian culture and the obliteration of their traditional language, culture, religion and way of life. Canada set out and intended to cause the Cultural, Linguistic and Social Damage which has harmed Canada's Aboriginal Peoples and Nations.

13. Canada chose to be disloyal to its Aboriginal Peoples, implementing the Residential Schools Policy in its own self-interest, including economic self-interest, and to the detriment and exclusion of the interests of the Aboriginal Persons to whom Canada owed fiduciary and constitutionally-mandated duties. The intended eradication of Aboriginal identity, culture, language, and spiritual practices, to the extent successful, results in the reduction of the obligations owed by Canada in proportion to the number of individuals, over generations, who would no longer identify as Aboriginal and who would be less likely to make claims to their rights as Aboriginal Persons.

#### **The Effects of the Residential Schools Policy on the Class Members**

##### ***Tk'emlúps Indian Band***

14. Tk'emlúpsemc, 'the people of the confluence', now known as the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band are members of the northernmost of the Plateau People and of the Interior-Salish Secwépemc (Shuswap) speaking peoples of British Columbia. The Tk'emlúps

Indian Band was established on a reserve now adjacent to the City of Kamloops, where the KIRS was subsequently established.

15. Secwepemctsin is the language of the Secwépemc, and it is the unique means by which the cultural, ecological, and historical knowledge and experience of the Secwépemc people is understood and conveyed between generations. It is through language, spiritual practices and passage of culture and traditions including their rituals, drumming, dancing, songs and stories, that the values and beliefs of the Secwépemc people are captured and shared. From the Secwépemc perspective all aspects of Secwépemc knowledge, including their culture, traditions, laws and languages, are vitally and integrally linked to their lands and resources.

16. Language, like the land, was given to the Secwépemc by the Creator for communication to the people and to the natural world. This communication created a reciprocal and cooperative relationship between the Secwépemc and the natural world which enabled them to survive and flourish in harsh environments. This knowledge, passed down to the next generation orally, contained the teachings necessary for the maintenance of Secwépemc culture, traditions, laws and identity.

17. For the Secwépemc, their spiritual practices, songs, dances, oral histories, stories and ceremonies were an integral part of their lives and societies. These practices and traditions are absolutely vital to maintain. Their songs, dances, drumming and traditional ceremonies connect the Secwépemc to their land and continually remind the Secwépemc of their responsibilities to the land, the resources and to the Secwépemc people.

18. Secwépemc ceremonies and spiritual practices, including their songs, dances, drumming and passage of stories and history, perpetuate their vital teachings and laws relating to the harvest

of resources, including medicinal plants, game and fish, and the proper and respectful protection and preservation of resources. For example, in accordance with Secwépemc laws, the Secwépemc sing and pray before harvesting any food, medicines, and other materials from the land, and make an offering to thank the Creator and the spirits for anything they take. The Secwépemc believe that all living things have spirits and must be shown utmost respect. It was these vital, integral beliefs and traditional laws, together with other elements of Secwépemc culture and identity, that Canada sought to destroy with the Residential Schools Policy.

***Shíshálh band***

19. The shíshálh Nation, a division of the Coast Salish First Nations, originally occupied the southern portion of the lower coast of British Columbia. The shíshálh People settled the area thousands of years ago, and occupied approximately 80 village sites over a vast tract of land. The shíshálh People are made up of four sub-groups that speak the language of Shashishalhem, which is a distinct and unique language, although it is part of the Coast Salish Division of the Salishan Language.

20. Shíshálh tradition describes the formation of the shíshálh world (Spelmulh story). Beginning with the creator spirits, who were sent by the Divine Spirit to form the world, they carved out valleys leaving a beach along the inlet at Porpoise Bay. Later, the transformers, a male raven and a female mink, added details by carving trees and forming pools of water.

21. The shíshálh culture includes singing, dancing and drumming as an integral part of their culture and spiritual practices, a connection with the land and the Creator and passing on the history and beliefs of the people. Through song and dance the shíshálh People would tell stories, bless events and even bring about healing. Their songs, dances and drumming also signify critical

seasonal events that are integral to the shíshálh. Traditions also include making and using masks, baskets, regalia and tools for hunting and fishing. It was these vital, integral beliefs and traditional laws, together with other elements of the shíshálh culture and identity, that Canada sought to destroy with the Residential Schools Policy.

***The Impact of the Residential schools***

22. For all of the Aboriginal Children who were compelled to attend the Residential Schools, rigid discipline was enforced as per the Residential Schools Policy. While at school, children were not allowed to speak their Aboriginal language, even to their parents, and thus members of these Aboriginal communities were forced to learn English.

23. Aboriginal culture was strictly suppressed by the school administrators in compliance with the policy directives of Canada including the Residential Schools Policy. At the SIRS, members of shishalh were forced to burn or give to the agents of Canada centuries-old totem poles, regalia, masks and other “paraphernalia of the medicine men” and to abandon their potlatches, dancing and winter festivities, and other elements integral to the Aboriginal culture and society of the shíshálh and Secwépemc peoples.

24. Because the SIRS was physically located in the shíshálh community, Canada’s eyes, both directly and through its Agents, were upon the elders and they were punished severely for practising their culture or speaking their language or passing this on to future generations. In the midst of that scrutiny, members of the shíshálh band struggled, often unsuccessfully, to practice, protect and preserve their songs, masks, dancing or other cultural practices.

25. The Tk’emlúps te Secwépemc suffered a similar fate due to their proximity to the KIRS.

26. The children at the Residential Schools were taught to be ashamed of their Aboriginal identity, culture, spirituality and practices. They were referred to as, amongst other derogatory epithets, “dirty savages” and “heathens” and taught to shun their very identities. The Class members’ Aboriginal way of life, traditions, cultures and spiritual practices were supplanted with the Euro-Canadian identity imposed upon them by Canada through the Residential Schools Policy.

27. The Class members have lost, in whole or in part, their traditional economic viability, self-government and laws, language, land base and land-based teachings, traditional spiritual practices and religious practices, and the integral sense of their collective identity.

28. The Residential Schools Policy, delivered through the Residential Schools, wrought cultural, linguistic and social devastation on the communities of the Class and altered their traditional way of life.

#### **Canada’s Settlement with Former Residential School Residents**

29. From the closure of the Residential Schools until the late 1990’s, Canada’s Aboriginal communities were left to battle the damages and suffering of their members as a result of the Residential Schools Policy, without any acknowledgement from Canada. During this period, Residential School survivors increasingly began speaking out about the horrible conditions and abuse they suffered, and the dramatic impact it had on their lives. At the same time, many survivors committed suicide or self-medicated to the point of death. The deaths devastated the life and stability of the communities represented by the Class.

30. In January 1998, Canada issued a Statement of Reconciliation acknowledging and apologizing for the failures of the Residential Schools Policy. Canada admitted that the Residential

Schools Policy was designed to assimilate Aboriginal Persons and that it was wrong to pursue that goal. The Plaintiffs plead that the Statement of Reconciliation by Canada is an admission by Canada of the facts and duties set out herein and is relevant to the Plaintiffs' claim for damages, particularly punitive damages.

31. The Statement of Reconciliation stated, in part, as follows:

*Sadly, our history with respect to the treatment of Aboriginal people is not something in which we can take pride. Attitudes of racial and cultural superiority led to a suppression of Aboriginal culture and values. As a country we are burdened by past actions that resulted in weakening the identity of Aboriginal peoples, suppressing their languages and cultures, and outlawing spiritual practices. We must recognize the impact of these actions on the once self-sustaining nations that were disaggregated, disrupted, limited or even destroyed by the dispossession of traditional territory, by the relocation of Aboriginal people, and by some provisions of the Indian Act. We must acknowledge that the results of these actions was the erosion of the political, economic and social systems of Aboriginal people and nations.*

*Against the backdrop of these historical legacies, it is a remarkable tribute to the strength and endurance of Aboriginal people that they have maintained their historic diversity and identity. The Government of Canada today formally expresses to all Aboriginal people in Canada our profound regret for past actions of the Federal Government which have contributed to these difficult pages in the history of our relationship together.*

*One aspect of our relationship with Aboriginal people over this period that requires particular attention is the Residential School System. This system separated many children from their families and communities and prevented them from speaking their own languages and from learning about their heritage and cultures. In the worst cases, it left legacies of personal pain and distress that continued to reverberate in Aboriginal communities to this date. Tragically, some children were the victims of physical and sexual abuse.*

*The Government of Canada acknowledges the role it played in the development and administration of these schools. Particularly to those individuals who experienced the tragedy of sexual and physical abuse at Residential Schools, and who have carried this burden believing that in some way they must be responsible, we wish to emphasize that what*

*you experienced was not your fault and should never have happened. To those of you who suffered this tragedy at Residential Schools, we are deeply sorry. In dealing with the legacies of the Residential School program, the Government of Canada proposes to work with First Nations, Inuit, Metis people, the Churches and other interested parties to resolve the longstanding issues that must be addressed. We need to work together on a healing strategy to assist individuals and communities in dealing with the consequences of this sad era of our history...*

32. Reconciliation is an ongoing process. In renewing our partnership, we must ensure that the mistakes which marked our past relationship are not repeated. The Government of Canada recognizes that policies that sought to assimilate Aboriginal people, women and men, were not the way to build a strong community...On June 11, 2008, Prime Minister Stephen Harper on behalf of Canada, delivered an apology ("Apology") that acknowledged the harm done by Canada's Residential Schools Policy:

*For more than a century, Indian Residential Schools separated over 150,000 Aboriginal children from their families and communities. In the 1870's, the federal government, partly in order to meet its obligation to educate Aboriginal children, began to play a role in the development and administration of these schools. **Two primary objectives of the Residential Schools system were to remove and isolate children from the influence of their homes, families, traditions and cultures, and to assimilate them into the dominant culture.** These objectives were based on the assumption Aboriginal cultures and spiritual beliefs were inferior and unequal. Indeed, some sought, as it was infamously said, **"to kill the Indian in the child"**. Today, we recognize that this policy of assimilation was wrong, has caused great harm, and has no place in our country. [emphasis added]*

33. In this Apology, the Prime Minister made some important acknowledgments regarding the Residential Schools Policy and its impact on Aboriginal Children:

*The Government of Canada built an educational system in which very young children were often forcibly removed from their homes, often taken far from their communities. Many were inadequately fed, clothed and housed. All were deprived of the care and nurturing of their parents, grandparents and communities. First Nations, Inuit and Métis languages and cultural practices were prohibited in these schools.*

*Tragically, some of these children died while attending residential schools and others never returned home.*

*The government now recognizes that the consequences of the Indian Residential Schools policy were profoundly negative and that this policy has had a lasting and damaging impact on Aboriginal culture, heritage and language.*

*The legacy of Indian Residential Schools has contributed to social problems that continue to exist in many communities today.*

\* \* \*

*We now recognize that it was wrong to separate children from rich and vibrant cultures and traditions, that it created a void in many lives and communities, and we apologize for having done this. We now recognize that, in separating children from their families, we undermined the ability of many to adequately parent their own children and sowed the seeds for generations to follow, and we apologize for having done this. We now recognize that, far too often, these institutions gave rise to abuse or neglect and were inadequately controlled, and we apologize for failing to protect you. Not only did you suffer these abuses as children, but as you became parents, you were powerless to protect your own children from suffering the same experience, and for this we are sorry.*

*The burden of this experience has been on your shoulders for far too long. The burden is properly ours as a Government, and as a country. There is no place in Canada for the attitudes that inspired the Indian Residential Schools system to ever prevail again. You have been working on recovering from this experience for a long time and in a very real sense, we are now joining you on this journey. The Government of Canada sincerely apologizes and asks the forgiveness of the Aboriginal peoples of this country for failing them so profoundly.*

#### **Canada's Breach of Duties to the Class Members**

34. From the formation of the Residential Schools Policy to its execution in the form of forced attendance at the Residential Schools, Canada caused incalculable losses to the Class members.

35. The Class members have all been affected by a crippling or elimination of traditional ceremonies and a loss of the hereditary governance structure which allowed for the ability to govern their peoples and their lands.

***Canada's Duties***

36. Canada was responsible for developing and implementing all aspects of the Residential Schools Policy, including carrying out all operational and administrative aspects of Residential Schools. While the Churches were used as Canada's Agents to assist Canada in carrying out its objectives, those objectives and the manner in which they were carried out were the obligations of Canada. Canada was responsible for:

- (a) the administration of the Act and its predecessor statutes as well as all other statutes relating to Aboriginal Persons and all Regulations promulgated under these Acts and their predecessors during the Class Period;
- (b) the management, operation and administration of the Department of Indian Affairs and Northern Development and its predecessors and related Ministries and Departments, as well as the decisions taken by those ministries and departments;
- (c) the construction, operation, maintenance, ownership, financing, administration, supervision, inspection and auditing of the Residential Schools and for the creation, design and implementation of the program of education for Aboriginal Persons in attendance;
- (d) the selection, control, training, supervision and regulation of the operators of the Residential Schools, including their employees, servants, officers and agents, and for the care and education, control and well being of Aboriginal Persons attending the Residential Schools;
- (e) preserving, promoting, maintaining and not interfering with Aboriginal Rights, including the right to retain and practice their culture, spirituality, language and traditions and the right to fully learn their culture, spirituality, language and traditions from their families, extended families and communities; and
- (f) the care and supervision of all Survivors while they were in attendance at the Residential Schools during the Class Period.

37. Further, Canada has at all material times committed itself to honour international law in relation to the treatment of its people, which obligations form minimum commitments to Canada's Aboriginal Peoples, including the Class, and which have been breached. In particular, Canada's breaches include the failure to comply with the terms and spirit of:

- (a) the *Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, 78 U.N.T.S. 277, entered into force Jan. 12, 1951,, and in particular Article 2(b), (c) and (e) of that convention, by engaging in the intentional destruction of the culture of Aboriginal Children and communities, causing profound and permanent cultural injuries to the Class;
- (b) the *Declaration of the Rights of the Child* (1959) G.A. res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 19, U.N. Doc. A/4354 by failing to provide Aboriginal Children with the means necessary for normal development, both materially and spiritually, and failing to put them in a position to earn a livelihood and protect them against exploitation;
- (c) the *Convention on the Rights of the Child*, GA res. 44/25, annex, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989), and in particular Articles 29 and 30 of that convention, by failing to provide Aboriginal Children with education that is directed to the development of respect for their parents, their cultural identities, language and values, and by denying the right of Aboriginal Children to enjoy their own cultures, to profess and practise their own religions and to use their own languages;
- (d) the *International Covenant on Civil and Political Rights*, G.A. res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entered into force Mar. 23, 1976, in particular Articles 1 and 27 of that convention, by interfering with Class members' rights to retain and practice their culture, spirituality, language and traditions, the right to fully learn their culture, spirituality, language and traditions from their families, extended families and communities and the right to teach their culture, spirituality, language and traditions to their own children, grandchildren, extended families and communities;
- (e) the *American Declaration of the Rights and Duties of Man*, O.A.S. Res. XXX, adopted by the Ninth International Conference of American States (1948), reprinted in *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System*, OEA/Ser.L.V//II.82 doc.6 rev.1 at 17 (1992), and in particular Article XIII, by violating Class members' right to take part in the cultural life of their communities;
- (f) the *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, G.A. Res. 61/295, U.N. Doc. A/RES/61/295 (Sept. 13, 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), endorsed by Canada 12 November 2010, and in particular article 8, 2(d), which commits to the provision of effective mechanisms for redress for forced assimilation.

38. Canada's obligations under international law inform Canada's common law, statutory, fiduciary, constitutionally-mandated and other duties, and a breach of the aforementioned international obligations is evidence of, or constitutes, a breach under domestic law.

***Breach of Fiduciary and Constitutionally-Mandated Duties***

39. Canada has constitutional obligations to, and a fiduciary relationship with, Aboriginal People in Canada. Canada created, planned, established, set up, initiated, operated, financed, supervised, controlled and regulated the Residential Schools and established the Residential Schools Policy. Through these acts, and by virtue of the *Constitution Act 1867*, the *Constitution Act, 1982*, and the provisions of the Act, as amended, Canada owed a fiduciary duty to Class members.

40. Canada's constitutional duties include the obligation to uphold the honour of the Crown in all of its dealings with Aboriginal Peoples, including the Class members. This obligation arose with the Crown's assertion of sovereignty from the time of first contact and continues through post-treaty relationships. This is and remains an obligation of the Crown and was an obligation on the Crown at all material times. The honour of the Crown is a legal principle which requires the Crown to operate at all material times in its relations with Aboriginal Peoples from contact to post-treaty in the most honourable manner to protect the interests of the Aboriginal Peoples.

41. Canada's fiduciary duties obliged Canada to act as a protector of Class members' Aboriginal Rights, including the protection and preservation of their language, culture and their way of life, and the duty to take corrective steps to restore the Plaintiffs' culture, history and status, or assist them to do so. At a minimum, Canada's duty to Aboriginal Persons included the duty not to deliberately reduce the number of the beneficiaries to whom Canada owed its duties.

42. The fiduciary and constitutional duties owed by Canada extend to the Class because the Residential Schools Policy was intended to, and did, undermine and seek to destroy the way of life established and enjoyed by these Nations whose identities were and are viewed as collective.

43. Canada acted in its own self-interest and contrary to the interests of Aboriginal Children, not only by being disloyal to, but by actually betraying the Aboriginal Children and communities whom it had a duty to protect. Canada wrongfully exercised its discretion and power over Aboriginal People, and in particular children, for its own benefit. The Residential Schools Policy was pursued by Canada, in whole or in part, to eradicate what Canada saw as the “Indian Problem”. Namely, Canada sought to relieve itself of its moral and financial responsibilities for Aboriginal People, the expense and inconvenience of dealing with cultures, languages, habits and values different from Canada’s predominant Euro-Canadian heritage, and the challenges arising from land claims.

44. In breach of its ongoing fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Class, Canada failed, and continues to fail, to adequately remediate the damage caused by its wrongful acts, failures and omissions. In particular, Canada has failed to take adequate measures to ameliorate the Cultural, Linguistic and Social Damage suffered by the Class, notwithstanding Canada’s admission of the wrongfulness of the Residential Schools Policy since 1998.

***Breach of Aboriginal Rights***

45. The shishálh and Tk’emlúps people, and indeed all members of the Class have exercised laws, customs and traditions integral to their distinctive societies prior to contact with Europeans. In particular, and from a time prior to contact with Europeans, these Nations have sustained

their individual members, communities and distinctive cultures by speaking their languages and practicing their customs and traditions.

46. As a result of Residential School Policy, Class members were denied the ability to exercise and enjoy their Aboriginal Rights in the context of their collective expression within the Bands, some particulars of which include, but are not limited to:

- (a) shisháhlh, Tk'emlúps and other Aboriginal cultural, spiritual and traditional activities have been lost or impaired;
- (b) the traditional social structures, including the equal authority of male and female leaders have been lost or impaired;
- (c) the shisháhlh, Tk'emlúps and other Aboriginal languages have been lost or impaired;
- (d) traditional shisháhlh, Tk'emlúps and Aboriginal parenting skills have been lost or impaired;
- (e) shisháhlh, Tk'emlúps and other Aboriginal skills for gathering, harvesting, hunting and preparing traditional foods have been lost or impaired; and,
- (f) shisháhlh, Tk'emlúps and Aboriginal spiritual beliefs have been lost or impaired.

47. Canada had at all material times and continues to have a duty to protect the Class members' Aboriginal Rights, including the exercise of their spiritual practices and traditional protection of their lands and resources, and an obligation not to undermine or interfere with the Class members' Aboriginal Rights. Canada has failed in these duties, without justification, through its Residential Schools Policy.

***Vicarious Liability***

48. Canada is vicariously liable for the negligent performance of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties of its Agents.

49. Additionally, the Plaintiffs hold Canada solely responsible for the creation and implementation of the Residential Schools Policy and, furthermore:

- a. The Plaintiffs expressly waive any and all rights they may possess to recover from Canada, or any other party, any portion of the Plaintiffs' loss that may be attributable to the fault or liability of any third-party and for which Canada might reasonably be entitled to claim from any one or more third-party for contribution, indemnity or an apportionment at common law, in equity, or pursuant to the British Columbia *Negligence Act*, R.S.B.C. 1996, c. 333, as amended; and
- b. The Plaintiffs will not seek to recover from any party, other than Canada, any portion of their losses which have been claimed, or could have been claimed, against any third-parties.

**Damages**

50. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and breach of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Class has suffered from the loss of the ability to fully exercise their Aboriginal Rights collectively, including the right to have a traditional government based on their own languages, spiritual practices, traditional laws and practices.

**Grounds for Punitive and Aggravated Damages**

51. Canada deliberately planned the eradication of the language, religion and culture of the Class. The actions were malicious and intended to cause harm, and in the circumstances punitive and aggravated damages are appropriate and necessary.

**Legal Basis of Claim**

52. The Class members are Aboriginal Indian Bands

53. The Class members' Aboriginal Rights existed and were exercised at all relevant times pursuant to the *Constitution Act, 1982*, s. 35, being Schedule B to the *Canada Act 1982 (UK)*, 1982, c. 11.

54. At all material times, Canada owed the Plaintiffs and Class members a special and constitutionally-mandated duty of care, good faith, honesty and loyalty pursuant to Canada's constitutional obligations and Canada's duty to act in the best interests of Aboriginal People and especially Aboriginal Children who were particularly vulnerable. Canada breached those duties, causing harm.

55. The Class members are comprised of Aboriginal Peoples who have exercised their respective laws, customs and traditions integral to their distinctive societies prior to contact with Europeans. In particular, and from a time prior to contact with Europeans to the present, the Aboriginal Peoples who comprise the Class members have sustained their people, communities and distinctive culture by exercising their respective laws, customs and traditions in relation to their entire way of life, including language, dance, music, recreation, art, family, marriage and communal responsibilities, and use of resources.

#### **Constitutionality of Sections of the *Indian Act***

56. The Class members plead that any section of the Act and its predecessors and any Regulation passed under the Act and any other statutes relating to Aboriginal Persons that provide or purport to provide the statutory authority for the eradication of Aboriginal People through the destruction of their languages, culture, practices, traditions and way of life, are in violation of sections 25 and 35(1) of the *Constitution Act 1982*, sections 1 and 2 of the *Canadian Bill of Rights*,

R.S.C. 1985, as well as sections 7 and 15 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and should therefore be treated as having no force and effect.

57. Canada deliberately planned the eradication of the language, spirituality and culture of the Plaintiffs and Class members.

58. Canada's actions were deliberate and malicious and in the circumstances, punitive, exemplary and aggravated damages are appropriate and necessary.

59. The Plaintiffs plead and rely upon the following:

*Federal Courts Act*, R.S.C., 1985, c. F-7, s. 17;

*Federal Courts Rules*, SOR/98-106, Part 5.1 Class Proceedings;

*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. 1985, c. C-50, ss. 3, 21, 22, and 23;

*Canadian Charter of Rights and Freedoms*, ss. 7, 15;

*Constitution Act, 1982*, ss. 25 and 35(1),

*The Canadian Bill of Rights*, R.S.C. 1985, App. III, Preamble, ss. 1 and 2;

*The Indian Act*, R.S.C. 1985, ss. 2(1), 3, 18(2), 114-122 and its predecessors.

International Treaties:

*Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, 78 U.N.T.S. 277, entered into force Jan. 12, 1951;

*Declaration of the Rights of the Child (1959)*, G.A. res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 19, U.N. Doc. A/4354;

*Convention on the Rights of the Child*, GA res. 44/25, annex, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989);

*International Covenant on Civil and Political Rights*, G.A. res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entered into force Mar. 23, 1976;

*American Declaration of the Rights and Duties of Man*, O.A.S. Res. XXX, adopted by the Ninth International Conference of American States (1948), reprinted in *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System*, OEA/Ser.L.V/II.82 doc.6 rev.1 at 17 (1992); and

*United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, G.A. Res. 61/295, U.N. Doc. A/RES/61/295 (Sept. 13, 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), endorsed by Canada 12 November 2010.

The plaintiffs propose that this action be tried at Vancouver, BC.

April 30, 2021

---

Peter R. Grant, on behalf of  
all Solicitors for the Plaintiffs

*Solicitors for the Plaintiffs*

**PETER GRANT LAW CORPORATION**  
#407- 808 Nelson Street  
Vancouver, BC V6Z 2H2

) Contact and Address for Service  
) for the Plaintiffs

**Peter R. Grant**

Tel: 604.688.7202  
Fax: 604.688.8388  
[pgrant@grantnativelaw.com](mailto:pgrant@grantnativelaw.com)

**WADDELL PHILLIPS PC**  
Suite 1120, 36 Toronto Street  
Toronto, ON M5C 2C5

**John Kingman Phillips**  
[john@waddellphillips.ca](mailto:john@waddellphillips.ca)

25

**W. Cory Wanless**  
[cory@waddellphillips.ca](mailto:cory@waddellphillips.ca)

**Tina Q. Yang**  
[tina@waddellphillips.ca](mailto:tina@waddellphillips.ca)

Tel: 647.261.4486  
Fax: 416.477.1657

**DIANE SOROKA AVOCATE INC.**

447 Strathcona Ave.  
Westmount, QC H3Y 2X2

**Diane Soroka**  
Tel: 514.939.3384  
Fax: 514.939.4014  
[dhs@dsoroka.com](mailto:dhs@dsoroka.com)

Dossier n° T-1542-12

**COUR FÉDÉRALE**  
**RECOURS COLLECTIF**

**ENTRE :**

LE CHEF SHANE GOTTFRIEDSON, en son propre nom et au nom de tous les membres de la BANDE INDIENNE TK'EMLUPS TE SECWÉPEMC et de la BANDE TK'EMLUPS TE SECWÉPEMC,

LE CHEF GARRY FESCHUK, en son propre nom et au nom de tous les membres de la BANDE DE SECHELT et de la BANDE DE SECHELT,

VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON, CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT, DIENA MARIE JULES, AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE, DARLENE MATILDA BULPIT, FREDERICK JOHNSON, DAPHNE PAUL et RITA POULSEN

**DEMANDEURS**

et

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA

**DÉFENDERESSE**

**CONVENTION DE RÈGLEMENT DU RECOURS COLLECTIF CONCERNANT  
LES SURVIVANTS ET DESCENDANTS D'ÉLÈVES D'EXTERNATS**

**ATTENDU QUE :**

A. Le Canada et des organismes religieux ont géré des pensionnats indiens, dont la mission consistait à éduquer de jeunes autochtones et dans lesquels des enfants ont subi des préjudices.

B. Le 8 mai 2006, le Canada a conclu la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, qui prévoit une indemnisation et d'autres prestations, y compris le paiement d'expérience commune, liées la fréquentation de pensionnats indiens.

C. Le 15 août 2012, les demandeurs ont déposé un recours collectif putatif devant la Cour fédérale du Canada portant le n° du dossier T-1542-12, *Gottfriedson et al. c. Sa Majesté la Reine du chef du Canada* (le « recours »). Le 11 juin 2013, une déclaration amendée a été déposée et le 26 juin 2015, une nouvelle déclaration modifiée a été déposée.

D. Le recours a été certifié comme recours collectif par une ordonnance de la Cour fédérale datée du 18 juin 2015, au nom de trois sous-groupes : le groupe des survivants, le groupe des descendants et le groupe des bandes.

E. Les parties ont l'intention de parvenir à un règlement équitable et exhaustif des réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants, et souhaitent en outre promouvoir la vérité, la guérison, l'éducation, la commémoration et la réconciliation. Ils ont négocié cette convention en gardant ces objectifs à l'esprit.

F. Sous réserve de l'ordonnance d'approbation du règlement, les réclamations des membres du groupe des survivants et des membres du groupe des descendants seront réglées conformément aux conditions énoncées dans cette convention.

G. Les parties ont convenu de maintenir les réclamations du groupe des bandes, nonobstant le règlement des réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants. Il a également été convenu que la présente convention ne portera pas atteinte aux droits des parties en ce qui concerne la poursuite du litige relatif aux réclamations des membres du groupe des bandes dans le cadre du recours.

**EN CONSÉQUENCE**, compte tenu des accords et engagements mutuels décrits dans la présente, les parties conviennent de ce qui suit :

## **INTERPRÉTATION ET DATE DE PRISE D'EFFET**

### **1. Définitions**

1.01 Les définitions suivantes s'appliquent à la présente convention :

« **Autochtone** » désigne une personne dont les droits sont reconnus et garantis par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*;

« **Action** » désigne le recours collectif *Gottfriedson et al. c Sa Majesté la Reine du chef du Canada* (dossier n° T-1542-12);

« **Convention** » désigne la présente convention de règlement, y compris les annexes qui y sont jointes;

« **Date d'approbation** » correspond à la date à laquelle la **Cour** rend son **ordonnance d'approbation**;

« **Ordonnance d'approbation** » s'entend de l'ordonnance ou des ordonnances de la **Cour** approuvant la présente **convention**;

« **groupe des bandes** » La bande indienne Tk'emlúps te Secwépmeç et la bande indienne de Sechelt et de toute autre bande qui :

- a. a ou avait des membres qui sont ou ont été membres du **groupe des survivants**, ou dont la communauté abrite un **pensionnat indien**;
- b. est expressément associé à l'**action** concernant un ou plusieurs **pensionnats indiens**;

« **Jour ouvrable** » signifie une journée autre que le samedi, le dimanche, un jour considéré férié en vertu des lois de la province ou du territoire où vit la personne qui doit prendre des mesures conformément aux présentes, ou encore un jour décrété férié par une loi fédérale du Canada et observé dans la province ou le territoire en question;

« **Canada** » s'entend de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, du Procureur général du Canada, ainsi que de leurs représentants légaux, salariés, agents, préposés, prédécesseurs, successeurs, exécuteurs, administrateurs, héritiers et ayants droit;

« **Ordonnance d'autorisation** » désigne l'ordonnance de la **Cour** datée du 18 juin 2015, autorisant la présente **action** en vertu des *Règles des Cours fédérales*, jointe à titre d'annexe B;

« **Réclamation** » désigne une demande d'indemnité présentée par un **demandeur** en vertu de la présente **convention** en soumettant un **formulaire de réclamation**, y compris toute documentation connexe, à l'**administrateur des réclamations**;

« **Formulaire de réclamation** » désigne la demande **d'indemnisation liée à la fréquentation d'externat** qui doit être soumise par un **demandeur** à l'**administrateur des réclamations** avant la **date limite des réclamations**, dont la forme et le contenu doivent être approuvés par la **Cour** avant la **date de mis en œuvre**;

« **Demandeur** » désigne un **ancien élève d'externat**, son **représentant personnel**, ou dans le cas d'un ancien élève d'externat décédé le 30 mai 2005 ou après, de son **représentant désigné**, qui présente ou maintient une **réclamation**;

« **Administrateur des réclamations** » désigne toute entité pouvant être désignée par les **parties** le cas échéant et qui est nommée par la **Cour** afin de remplir les fonctions qui lui sont assignées dans le cadre de la présente **convention**;

« **Date limite des réclamations** » correspond à la date qui tombe vingt-et-un (21) mois après la **date de mise en œuvre**;

« **Processus de réclamation** » correspond au processus décrit dans la présente **convention**, y compris l'annexe C et les formulaires connexes, visant la soumission des **réclamations**, l'évaluation de l'admissibilité et le paiement de l'**indemnité liée à la fréquentation d'externat** aux **demandeurs**;

« **Avocat du groupe** » désigne Peter R. Grant Law Corporation, Diane Soroka Avocate Inc., et Waddell Phillips Professional Corporation;

« **Période visée par le recours collectif** » désigne la période commençant le 1er janvier 1920 et se terminant le 31 décembre 1997 inclusivement;

« **Cour** » s'entend de la Cour fédérale, sauf si le contexte ne s'y prête pas;

« **Ancien élève externe** » s'entend de tout **membre du groupe des survivants** qui a fréquenté pour toute partie d'une **année scolaire**, sans y résider, un **pensionnat indien** figurant à l'annexe E, soit sur la liste 1 ou la liste 2, pendant les périodes qui y sont indiquées;

« **Indemnité liée à la fréquentation d'externat** » désigne le paiement de dix mille dollars (10 000 \$) mentionné au paragraphe 25.01 de la présente;

« **Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves externes** » ou « **Fonds** » établi en vertu du paragraphe 21.01 des présentes, et comme décrit dans le **plan de distribution du Fonds**;

« **Société de revitalisation pour les élèves externes** » (*Day Scholars Revitalization Society*) ou « **Société** » désigne la société sans but lucratif établie en vertu du paragraphe 22.01 des présentes;

« **Groupe des descendants** » désigne les personnes faisant partie de la première génération de descendants des **membres du groupe des survivants** qui ont été légalement ou techniquement adoptées par un **membre du groupe des survivants** ou son conjoint;

« **Membre du groupe des descendants** » désigne une personne qui correspond à la définition du **groupe des descendants**;

« **Représentant désigné** » désigne la personne physique désignée dans le formulaire du représentant désigné dûment rempli, dont la forme et le contenu seront approuvés par la **Cour** avant la **date de mise en œuvre**;

« **Accord sur les honoraires** » désigne l'accord juridique distinct conclu par les **parties** concernant les frais juridiques, les coûts, les honoraires et les débours;

« **Plan de distribution du Fonds** » désigne le plan de distribution des fonds alloués au **Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves externes**, joint à titre d'annexe F;

« **Examineur indépendant** » désigne la ou les personnes désignées par la **Cour** pour statuer sur les demandes de réexamen des **demandeurs** dont les **réclamations** ont été rejetées par **l'administrateur des réclamations**, conformément au **processus de réclamation**;

« **Pensionnats indiens** » désigne les établissements figurant sur la liste des pensionnats indiens jointe à titre d'annexe « A » de **l'ordonnance d'autorisation**, cette liste pouvant être modifiée par une autre ordonnance de la **Cour**;

« **Date de mise en œuvre** » signifie la date la plus tardive parmi :

- a. le lendemain de la date limite à laquelle un recours ou une requête en autorisation d'appel de **l'ordonnance d'approbation** peut être déposé,
- b. la date de la décision finale rendue à la suite d'un appel ayant trait à l'ordonnance d'approbation;

« **CRRPI** » désigne la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens datée du 8 mai 2006;

« **Règlement McLean** » désigne la convention de règlement relative aux externats indiens fédéraux (McLean) conclue le 30 novembre 2018, dans le cadre de l'affaire *McLean et al. c. Sa Majesté la Reine du chef du Canada* (dossier n° T-2169-16);

« **Exclue** » s'entend de toute personne qui répondrait autrement à la définition d'un **membre du groupe des survivants** ou d'un **membre du groupe des descendants** ayant déjà dûment renoncé à prendre part à l'**action**;

« **Parties** » correspond aux signataires de la présente **convention**;

« **Personne frappée d'incapacité** » désigne :

- a. une personne mineure telle que définie par les lois de la province ou du territoire de résidence de cette personne;
- b. une personne incapable de gérer ses affaires, de porter des jugements ou de prendre des décisions raisonnables à cet égard en raison d'une incapacité mentale et pour laquelle un **représentant personnel** a été nommé en vertu des lois applicables dans la province ou dans le territoire de résidence de cette personne;

« **Représentant personnel** » désigne la personne nommée en vertu des lois en vigueur dans la province ou le territoire de résidence de cette personne pour gérer les affaires d'une **personne frappée d'incapacité** ou porter des jugements ou prendre des décisions raisonnables à cet égard;

« **Réclamations abandonnées** » désigne les causes d'action, les responsabilités, les demandes et les réclamations abandonnées conformément à l'**ordonnance d'approbation**, comme indiqué au paragraphe 42.01 de la présente;

« **Année scolaire** » s'entend de la période allant du 1<sup>er</sup> septembre d'une année civile au 31 août de l'année civile suivante;

« **Plan de notification de la convention de règlement** » s'entend du plan de notification visant à informer les **membres du groupe des survivants** et les **membres du groupe des descendants** du contenu de la présente convention;

« **Plan d'approbation du règlement** » s'entend du plan de notification visant à informer les **membres du groupe des survivants** et les **membres du groupe des descendants** du contenu de l'ordonnance d'approbation;

« **Groupe des survivants** » désigne tous les **Autochtones** qui ont fréquenté un **pensionnat indien** en tant qu'élèves ou à des fins éducatives pendant une période quelconque au cours de la **période visée par le recours**, à l'exclusion, pour chacun des membres du groupe, des périodes pour lesquelles ce membre a reçu une indemnité au moyen du paiement d'expérience commune en vertu de la **CRRPI**;

« **Membre du groupe des survivants** » désigne toute personne qui correspond à la définition du **groupe des survivants** et qui n'est pas réputée **exclue**;

« **Date limite ultime des réclamations** » désigne la date qui tombe trois (3) mois après la **date limite des réclamations**.

## **2. Aucune admission de fait ou de responsabilité**

- 2.01 La présente convention ne constitue pas une admission de la part du Canada, ni une constatation par la Cour, d'un fait quelconque, ou d'une responsabilité du Canada concernant l'une ou l'autre des réclamations formulées dans les demandes ou le plaidoyer des demandeurs dans le cadre de l'action, telles qu'elles sont actuellement formulées dans la nouvelle déclaration modifiée, qu'elles ont été formulées dans des versions antérieures ou qu'elles pourraient être formulées à l'avenir.
- 2.02 Sans limiter la portée de ce qui précède, il est entendu que les parties conviennent que, dans le cadre de litiges ultérieurs concernant les réclamations du groupe des bandes, les parties ne soutiendront pas que l'existence de la présente convention ou de toute autre disposition des présentes constitue une reconnaissance de la part des parties, ou une constatation par la Cour, de tout fait ou de toute loi, ou une reconnaissance de la responsabilité du Canada, se rapportant aux réclamations formulées par le groupe des bandes dans le cadre de l'action, ou un règlement ou une résolution des réclamations du groupe des bandes dans le cadre de l'action. Toutefois, aucune disposition susmentionnée ni aucune autre disposition de la présente convention n'empêche les parties de faire référence ou de s'appuyer par ailleurs sur l'existence de la convention et de l'indemnité payée ou payable en vertu de celle-ci dans toute procédure, le cas échéant.

### **3. Titres**

- 3.01 La division de la présente convention en paragraphes, titres et l'ajout d'annexes visent uniquement à en faciliter la consultation et ne sauraient affecter l'interprétation de la présente convention.

### **4. Sens étendu**

- 4.01 Dans les présentes, le singulier comprend le pluriel et *vice versa*, le masculin ou le féminin s'applique aux personnes de l'un ou de l'autre sexe, et le mot personne comprend les particuliers, les partenariats, les associations, les fiducies, les organismes non constitués en société, les sociétés et les autorités gouvernementales. L'expression « y compris » signifie « y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède ».

### **5. Ambiguïté**

- 5.01 Les parties reconnaissent qu'elles ont examiné les modalités de la présente convention et qu'elles ont contribué à les établir, et elles conviennent que toute règle d'interprétation selon laquelle les ambiguïtés seront réglées à l'encontre des parties chargées de la rédaction ne s'appliquera pas à l'interprétation des présentes.

### **6. Renvois législatifs**

- 6.01 Dans la présente convention, à moins que l'objet ou le contexte n'exige une interprétation différente ou sauf disposition contraire des présentes, toute référence à une loi renvoie à cette loi telle qu'elle a été promulguée à la date de son entrée en vigueur ou telle qu'elle a pu être modifiée, promulguée de nouveau ou remplacée, et comprend tout règlement pris en vertu de celle-ci.

## **7. Jour de prise de mesures**

- 7.01 Si le délai dans lequel une mesure doit être prise en vertu des présentes expire ou lors d'un jour non ouvrable, cette mesure peut être prise le prochain jour ouvrable suivant cette journée.

## **8. Ordonnance définitive**

- 8.01 Aux fins des présentes, un jugement ou une ordonnance devient définitif à l'expiration du délai d'appel ou de demande d'autorisation d'en appeler d'un jugement ou d'une ordonnance, sans qu'un appel ne soit porté ou sans qu'on ait demandé l'autorisation d'interjeter appel ou, dans les cas contraires, lorsque l'appel ou la demande d'autorisation et les autres appels ont été tranchés et que tout autre dernier délai d'appel est expiré.

## **9. Devise**

- 9.01 Tous les montants en devise dans les présentes sont indiqués en dollars canadiens.

## **10. Indemnité globale**

- 10.01 Il est entendu que les montants payables en vertu des présentes sont inclusifs de tout intérêt avant ou après jugement ou de tout autre montant pouvant être réclamé par les membres du groupe des survivants ou les membres du groupe des descendants au Canada en raison des réclamations abandonnées.

## **11. Annexes**

- 11.01 Les annexes suivantes sont incorporées aux présentes et en font partie intégrante :

Annexe A : Nouvelle déclaration modifiée, déposée le 26 juin 2015

Annexe B : Ordonnance d'autorisation, datée du 18 juin 2015

Annexe C : Processus de règlement des revendications

Annexe D : Processus de réclamation successorale

Annexe E : Liste des pensionnats indiens concernés par le processus réclamation

Annexe F : Plan de distribution du Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves externes

Annexe G : Projet d'ordonnance d'autorisation modifié (re : réclamations du groupe des bandes)

Annexe H : Projet de deuxième déclaration modifiée, projet sans description des modifications antérieures ou actuellement proposées.(re : réclamations du groupe des bandes)

## **12. Aucune autre obligation**

12.01 Toute action, cause d'action, responsabilité, réclamation et demande de quelque nature que ce soit visant à réclamer des dommages-intérêts, des contributions, des indemnités, des coûts, des dépenses et des intérêts que tout membre du groupe des survivants ou du groupe des descendants a déjà eus, a actuellement ou pourrait avoir à l'avenir en rapport avec l'action contre le Canada, que ces réclamations ont été présentées ou auraient pu l'être dans le cadre de toute procédure, sera définitivement réglée selon les conditions énoncées dans la présente convention à la date de l'ordonnance d'approbation, et le Canada n'aura aucune autre responsabilité que celles énoncées dans les présentes.

### **13. Intégralité de la convention**

13.01 La présente convention constitue la convention complète entre les parties en ce qui concerne les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants présentées dans le cadre de l'action, et annule et remplace tous les accords et conventions antérieurs ou autres conclus entre les parties à cet égard. Il n'existe aucune déclaration, aucune garantie, aucune modalité, aucune condition, aucun engagement, aucune entente ou aucune convention accessoire, expresse, implicite ou statutaire entre les parties, en ce qui concerne l'objet des présentes, autre que ce qui est expressément énoncé ou mentionné dans les présentes.

### **14. Portée de la Convention**

14.01 La présente convention est exécutoire et s'applique au profit des parties, des membres du groupe des survivants, des membres du groupe des descendants et de leurs héritiers, ayants droit, représentants désignés et représentants personnels respectifs.

### **15. Réclamation du groupe des bandes**

15.01 Rien dans les présentes n'a pour but de porter atteinte aux droits des parties en ce qui concerne la poursuite du litige relatif aux réclamations du groupe des bandes dans le cadre de l'action.

15.02 Les réclamations du groupe des bandes qui sont maintenues sont énoncées dans le projet d'ordonnance d'autorisation modifiée (re : réclamations du groupe des bandes), joint à titre d'annexe G et le projet de deuxième déclaration modifiée concernant les réclamations du groupe des bandes (re : réclamations du groupe des bandes), joint à titre d'annexe H.

#### **16. Lois applicables**

16.01 La présente convention est régie par les lois de la province ou du territoire où réside le membre du groupe des survivants ou le membre du groupe des descendants et par les lois du Canada qui s'y appliquent et est interprétée conformément à celles-ci.

#### **17. Exemplaires**

17.01 La présente convention peut être signée en plusieurs exemplaires, chacun étant réputé être un original et, pris dans leur ensemble, étant réputé constituer une seule et même convention.

#### **18. Langues officielles**

18.01 Le Canada préparera la traduction française des présentes pour utilisation lors des audiences d'approbation du règlement devant la Cour. Dès que possible après la signature de la présente convention, le Canada prendra des dispositions pour la préparation d'une version française faisant autorité. La version française aura le même poids et la même force de loi que la version anglaise.

#### **19. Caractère exécutoire**

19.01 Cette convention deviendra exécutoire à compter de sa date d'entrée en vigueur, et liera toutes les parties, tous les membres du groupe des survivants et du groupe et tous les membres du groupe des descendants. L'ordonnance d'approbation de la Cour constitue une approbation des présentes à l'égard de tous les membres du groupe des survivants et des membres du groupe des descendants.

#### **20. Indivisibilité de la convention**

20.01 Aucune disposition de la présente convention n'entrera en vigueur tant que la Cour n'aura pas approuvé les présentes.

## **LE FONDS DE REVITALISATION DESTINÉ AUX ANCIENS ÉLÈVES EXTERNES**

### **21. Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves externes**

- 21.01 Le Canada accepte de verser la somme de cinquante millions de dollars (50 000 000,00 \$) au Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves externes pour financer des activités, destinées aux membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants, visant à promouvoir la guérison, le mieux-être, l'éducation, la langue, la culture, le patrimoine et la commémoration.
- 21.02 Les sommes indiquées au paragraphe 21.01 de la présente seront versées par le Canada à la Société de revitalisation pour les élèves externes dans les trente (30) jours suivant la date de mise en œuvre.

## **SOCIÉTÉ DE REVITALISATION POUR LES ÉLÈVES EXTERNES**

### **22. Création de la Société de revitalisation pour les élèves externes**

- 22.01 Les parties conviennent que la Société de revitalisation pour les élèves externes utilisera le Fonds pour financer des activités destinées aux membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants, visant à promouvoir la guérison, le mieux-être, l'éducation, la langue, la culture, le patrimoine et la commémoration. L'argent du Fonds sera détenu par la Société de revitalisation pour les élèves externes, qui sera constituée en tant qu'organisme « sans but lucratif » en vertu de la *British Columbia Societies Act* (S.B.C. 2015, c. 18), de toute législation fédérale analogue ou de toute loi de l'une des provinces ou de l'un des territoires avant la date de mise en œuvre. La Société sera indépendante du gouvernement du Canada, ce dernier ayant toutefois le droit de nommer un représentant au sein de son conseil d'administration.
- 22.02 Un projet de plan de Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves des externats est joint aux présentes à titre d'annexe F.

22.03 Le Fonds est destiné à soutenir les membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants en complément aux programmes du gouvernement fédéral et ne sauraient en faire double emploi.

### **23. Administrateurs**

23.01 Les cinq premiers administrateurs de la Société seront nommés par les parties.

23.02 Le conseil d'administration de la Société aura une représentation nationale et sera composé d'un administrateur nommé par le Canada. Le représentant nommé par le Canada ne sera pas un salarié ou un fonctionnaire du Canada.

### **24. Responsabilités des administrateurs**

24.01 Les administrateurs de la Société géreront ou superviseront la gestion des activités et des affaires de la Société de revitalisation pour les élèves externes, qui recevra, détiendra, investira, gèrera et décaissera les sommes décrites dans les dispositions sur le Fonds contenues dans les présentes et toute autre somme transférée dans le Fonds en vertu de la présente convention dans le but de financer des activités visant à promouvoir la guérison, le mieux-être, l'éducation, la langue, la culture, le patrimoine et la commémoration pour les membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants.

## **INDEMNITÉS POUR LES DEMANDEURS INDIVIDUELS**

### **25. Indemnité liée à la fréquentation d'externat**

25.01 Le Canada versera la somme de dix mille dollars (10 000 \$) à titre de dommages-intérêts généraux non pécuniaires, sans aucune déduction, à chaque demandeur dont la réclamation a été approuvée dans le cadre du processus de réclamation.

25.02 Le demandeur a droit au versement d'une indemnité lié à la fréquentation d'externat et sa réclamation sera approuvée s'il satisfait aux critères d'admissibilité suivants :

- a. la réclamation concerne un ancien élève externe qui était vivant le 30 mai 2005;
- b. la réclamation est remise à l'administrateur des réclamations avant la date limite ultime des réclamations;
- c. la réclamation concerne la fréquentation par d'anciens élèves externes de pensionnats indiens figurant sur la liste 1 ou la liste 2 de l'annexe E pendant les périodes qui y sont indiquées pour toute partie d'une année scolaire donnée satisfaisant aux trois conditions suivantes, à savoir qu'il doit s'agir d'une année scolaire pour laquelle l'ancien élève externe ou l'exécuteur testamentaire, le représentant ou l'héritier qui a présenté une demande à la place de l'ancien élève :
  - i. n'a pas reçu un paiement d'expérience commune en vertu de la CRRPI;
  - ii. n'a pas reçu et ne recevra pas d'indemnisation en vertu du règlement McLean;
  - iii. n'a pas reçu une indemnisation en vertu de tout autre règlement concernant une école figurant à l'Annexe K du règlement McLean.

25.03 Pour plus de clarté, pour toute année scolaire au cours de laquelle un membre du groupe des survivants était admissible au paiement d'expérience commune en vertu de la CRRPI, mais qui n'en a pas fait la demande, aucune réclamation relative au paiement d'indemnité lié à la fréquentation d'externat en vertu de la présente convention ne peut être faite en ce qui concerne ce membre du groupe des survivants pour cette année scolaire.

## **26. Aucune limite pour les réclamations**

26.01 Il a été convenu qu'il n'y a pas de limite ou de plafond imposé au Canada en ce qui concerne son obligation de payer les réclamations approuvées. Toutes les réclamations approuvées seront entièrement payées par le Canada.

## **27. Transfert de fonds par le Canada**

27.01 Conformément au processus de réclamation, le Canada transférera des fonds directement à l'administrateur des réclamations pour garantir le paiement des indemnités en ce qui concerne les réclamations approuvées.

## **28. Prestations sociales**

28.01 Le Canada fera de son mieux pour obtenir l'accord des provinces et des territoires afin que la réception de tout paiement en vertu des présentes n'affecte pas le montant, la nature ou la durée des prestations sociales ou des prestations d'aide sociale payables à un demandeur en vertu des lois de toute province ou de tout territoire du Canada.

28.02 En outre, le Canada fera de son mieux pour obtenir l'accord des ministères du gouvernement du Canada concernés pour que la réception de tout paiement en vertu des présentes n'affecte pas le montant, la nature ou la durée de toute prestation sociale ou d'aide sociale payable à un demandeur en vertu de tout programme fédéral de prestations sociales, y compris la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada.

## **MISE EN ŒUVRE DE LA PRÉSENTE CONVENTION**

### **29. L'action**

29.01 La nouvelle déclaration modifiée dans le cadre de l'action est jointe aux présentes à titre d'annexe A.

29.02 Les parties conviennent que les demandeurs solliciteront l'autorisation de la Cour, sur consentement et dans le cadre de la demande d'approbation des présentes, de déposer le projet de deuxième déclaration modifiée dans le cadre de l'action, qui est jointe à titre d'annexe H.

### **30. Ordonnance d'autorisation**

30.01 L'ordonnance d'autorisation est jointe à titre d'annexe B.

30.02 Les parties conviennent que les demandeurs solliciteront une ordonnance de la Cour, sur consentement et dans le cadre de la demande d'approbation de la présente convention par la Cour, qui émettra l'ordonnance d'autorisation modifiée, laquelle est jointe à titre d'annexe G.

### **31. Plans de notification**

31.01 Les parties conviennent que les demandeurs solliciteront une ordonnance de la Cour, sur consentement, approuvant le plan de notification de la convention de règlement, par lequel les membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants seront notifiés de la convention, de ses modalités, de la procédure à suivre pour obtenir de plus amples informations et de la procédure à suivre pour faire part de leurs commentaires avant et pendant l'audience d'approbation du règlement.

31.02 Les parties conviennent, en outre, que les demandeurs solliciteront une ordonnance de la Cour, sur consentement et dans le cadre de la demande d'approbation de la convention par la Cour, approuvant un plan de notification de l'approbation du règlement, par lequel les membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants seront notifiés de l'ordonnance d'approbation et de la procédure de demande d'indemnisation.

31.03 Le Canada accepte de payer les frais de mise en œuvre du plan de notification de la convention de règlement et du plan de notification de l'approbation du règlement.

## **RÉCLAMATIONS FAITES PAR LES REPRÉSENTANTS PERSONNELS ET LES REPRÉSENTANTS DÉSIGNÉS**

### **32. Indemnité en cas de décès**

32.01 Si un ancien élève externe est mort le 30 mai 2005 ou meurt après, une réclamation peut être soumise au nom des héritiers ou de la succession de l'ancien élève externe décédé, conformément au processus de réclamation de la succession décrit à l'annexe D.

### **33. Personne frappée d'incapacité**

33.01 Si un ancien élève externe jour soumet une réclamation à l'administrateur des réclamations avant la date limite ultime des réclamations et que la réclamation est approuvée, mais que l'ancien élève est ou devient frappé d'incapacité avant de recevoir une indemnité liée à la fréquentation d'externat, cette indemnité sera versée à son représentant personnel.

### **34. Exclusion de responsabilité relative aux réclamations**

34.01 Le Canada, l'administrateur des réclamations, les avocats du groupe et l'examineur indépendant ne seront pas responsables, et seront de fait dégagés de toute responsabilité par les demandeurs, en ce qui concerne les réclamations, demandes reconventionnelles, poursuites, actions, causes d'action, demandes, dommages, pénalités, blessures, compensations, jugements, dettes, coûts (y compris, mais sans s'y limiter, les honoraires d'avocat, les débours et les dépenses) ou toute autre responsabilité de quelque nature que ce soit découlant d'un paiement ou d'un non-paiement à un représentant personnel ou à un représentant désigné dans le cadre de la présente convention et de toute ordonnance du tribunal l'approuvant.

## PROCESSUS DE RÉCLAMATION

### 35. Principes régissant l'administration des réclamations

35.01 Le processus de réclamation se veut rapide, peu coûteux, convivial, sensible aux aspects culturels et tenant compte des traumatismes subis. L'objectif est de réduire au minimum le fardeau imposé aux demandeurs qui formulent leurs réclamations et de limiter toute probabilité de nouveau traumatisme au cours du processus de réclamation. L'administrateur des réclamations et l'examineur indépendant doivent, en l'absence de motifs raisonnables contraires, tenir pour acquis que le demandeur agit honnêtement et de bonne foi. Lors de l'examen d'une demande, l'administrateur des réclamations et l'examineur indépendant tireront toutes les conclusions raisonnables et favorables possibles en faveur du demandeur.

### 36. Processus de règlement des revendications

36.01 Le processus de réclamation est décrit à l'annexe C.

## ADMINISTRATEUR DES RÉCLAMATIONS

### 37. Fonctions de l'administrateur des réclamations

37.01 Les fonctions et les responsabilités de l'administrateur des réclamations sont les suivantes :

- a. élaborer, installer et mettre en œuvre des systèmes ainsi que des formulaires et fournir des renseignements, des lignes directrices et des procédures pour le traitement des réclamations par copie papier ou par voie électronique, conformément à la présente convention;
- b. élaborer, installer et mettre en œuvre des systèmes et des procédures pour le paiement des indemnités des anciens élèves externes conformément à la présente convention;

- c. prévoir l'embauche du personnel requis pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions, et assurer leur formation et leur instruction;
- d. tenir des comptes exacts ou s'assurer de la tenue de comptes exacts en ce qui concerne ses activités et son administration, y compris la préparation des états financiers, des rapports et des dossiers exigés par la Cour;
- e. présenter aux parties un rapport mensuel sur les réclamations reçues et réglées, et sur les pensionnats indiens concernés par les réclamations;
- f. répondre aux demandes de renseignements concernant les réclamations, examiner les réclamations, prendre des décisions relatives aux réclamations, communiquer ses décisions conformément à la présente convention et fournir des renseignements aux demandeurs concernant le processus de réexamen tel que décrit dans le processus de réclamation;
- g. communiquer avec les demandeurs en anglais ou en français, selon la préférence du demandeur, et, si un demandeur exprime le désir de communiquer dans une langue autre que l'anglais ou le français, faire de son mieux pour répondre à cette demande;
- h. toutes les autres fonctions et responsabilités que la Cour peut lui assigner.

### **38. Nomination de l'administrateur des réclamations**

38.01 L'administrateur des réclamations sera nommé par la Cour sur recommandation des parties.

### **39. Fonctions de l'examineur indépendant**

39.01 Le rôle de l'examineur indépendant est de statuer sur toute demande de réexamen présentée par un demandeur conformément au processus de réclamation décrit à l'annexe C. Le ou les examineurs indépendants seront nommés par la Cour sur recommandation des parties.

#### **40. Coûts du processus de réclamation**

40.01 Les coûts du processus de réclamation, y compris ceux de l'administrateur des réclamations et de l'examineur indépendant, seront payés par le Canada.

#### **41. Ordonnance d'approbation**

41.01 Les parties conviennent de demander à la Cour une ordonnance d'approbation des présentes sous une forme convenue par les parties et comprendra notamment une disposition :

- a. incorporant par renvoi la présente convention dans son intégralité, y compris toutes les annexes;
- b. indiquant et stipulant que l'ordonnance lie tous les membres du groupe des survivants et du groupe des descendants, y compris les personnes frappées d'incapacité;
- c. indiquant et stipulant que les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants énoncés dans la première déclaration modifiée, déposée le 26 juin 2015, sont rejetées, et donnant effet aux quittances et aux clauses connexes énoncées aux articles 42.01 et 43.01 afin de garantir le règlement de toutes les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants.

#### **42. Règlement des réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants**

42.01 L'ordonnance d'approbation demandée à la Cour déclarera que :

- a. chaque membre du groupe des survivants ou, s'il est décédé, sa succession (ci-après « le cédant du survivant »), a donné quittance entière et définitive au Canada, ses fonctionnaires, ses agents, ses gestionnaires et ses employés, de toute action, cause d'action, responsabilité en vertu common law, en droit civil

du Québec et découlant de la loi, contrats, réclamations et demandes de quelque nature que ce soit, qu'elle ait été déposée pour le groupe des survivants dans la première déclaration modifiée déposée le 26 juin 2015 dans le cadre de l'action, ou qui aurait pu être déposée par tout cédant individuel du survivant dans le cadre d'une action civile, qu'elle soit connue ou inconnue, pour des dommages, contributions, indemnités, coûts, dépenses et intérêts que ce cédant a détenus, détient ou pourrait détenir du fait de sa fréquentation en qualité d'élève externe dans un pensionnat indien, à tout moment.

- b. chaque membre du groupe des descendants ou, s'il est décédé, sa succession (ci-après « le cédant du descendant »), a donné quittance entière et définitive au Canada, ses fonctionnaires, ses agents, ses gestionnaires et ses employés, de toute action, cause d'action, responsabilité en vertu common law, en droit civil du Québec et découlant de la loi, contrats, réclamations et demandes de quelque nature que ce soit, qu'elle ait été déposée pour le groupe des descendants dans la première déclaration modifiée déposée le 26 juin 2015 dans le cadre de l'action, ou qui aurait pu être déposée par tout cédant individuel du descendant dans le cadre d'une action civile, qu'elle soit connue ou inconnue, pour des dommages, contributions, indemnités, coûts, dépenses et intérêts que ce cédant a détenus, détient ou pourrait détenir du fait de la fréquentation d'un membre de sa famille en qualité d'élève externe dans un pensionnat indien, à tout moment.
- c. Toutes les causes d'actions ou réclamations formulées par les membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants, ainsi que leurs demandes de réparation pécuniaire, de mesure de redressement déclaratoire ou autre, dans la première déclaration de réclamation modifiée déposée le 26 juin 2015, sont rejetées d'un commun accord par les parties sans examen de leur bien-fondé, et ne seront pas traitées lors de l'examen des réclamations du groupe des bandes.

- d. le Canada peut invoquer les quittances susmentionnées comme pour se défendre dans le cadre de toute action en justice visant à obtenir des indemnités du Canada pour les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants, telles qu'elles sont énoncées dans la première déclaration modifiée. Il est toutefois entendu que les quittances susmentionnées et l'ordonnance d'approbation ne doivent pas être interprétées comme si elles avaient pour effet de décharger, exclure ou supprimer toute cause d'action ou réclamation que les membres du groupe de la bande pourraient avoir en droit en tant que personnes morales distinctes ou en tant que personne juridique ayant la qualité et l'autorité pour soumettre des réclamations fondées en droit pour la violation des droits collectifs de leurs peuples autochtones respectifs, y compris dans la mesure où de telles causes d'action, réclamations, violations de droits ou manquements à des obligations dues au groupe des bandes sont décrites dans la première déclaration modifiée déposée le 26 juin 2015, même si ces causes d'action, réclamations, violations de droits ou manquements à des obligations sont fondées sur une faute présumée commise à l'égard des membres du groupe des survivants ou des membres du groupe des descendants énoncée ailleurs dans l'un ou l'autre de ces documents.
- e. tout cédant de survivant et tout cédant de descendant est réputé convenir que s'il présente une réclamation, une demande ou s'ils engagent une action ou une procédure contre une personne, des personnes ou une personnalité dans laquelle une réclamation pourrait être faite contre le Canada pour des dommages-intérêts, une contribution, une indemnité ou tout autre dédommagement, en vertu d'une loi, de la common law ou du droit civil du Québec, en ce qui concerne les allégations et les faits énoncés dans le cadre de l'action, y compris toute réclamation contre des provinces ou des territoires ou d'autres personnalités juridiques ou groupes, y compris, mais sans s'y limiter, des organismes religieux ou autres qui ont joué un rôle quelconque dans les pensionnats indiens, le cédant d'un survivant ou d'un

descendant limitera expressément sa réclamation de manière à exclure toute forme de responsabilité du Canada.

- f. lorsqu'une décision définitive concernant une réclamation est prise dans le cadre du processus de réclamation et conformément à celui-ci, chaque cédant de survivant ou de descendant est également réputé avoir accepté de quittance les parties, les avocats du groupe, les avocats du Canada, l'administrateur des réclamations, l'examineur indépendant et toute autre partie participant au processus de réclamation, de toute réclamation découlant ou pouvant découler de l'application du processus de réclamation, y compris, mais sans s'y limiter, de l'insuffisance de l'indemnité reçue.

#### **43. Contrepartie réputée du Canada**

- 43.01 Les obligations et les responsabilités du Canada qui sont prévues par les présentes constituent la contrepartie pour les quittances et autres engagements énoncés dans les présentes et cette contrepartie constitue un règlement complet et final de toute demande dont il est question dans les présentes. Les cédants des survivants et les cédants des descendants n'ont droit qu'aux prestations prévues et aux indemnités payables en vertu des présentes, en tout ou en partie, comme seul recours pour telle action, cause d'action, responsabilité, réclamation ou demande.

### **HONORAIRES ET DÉBOURS**

#### **44. Honoraires et débours des avocats du groupe**

- 44.01 Tous les honoraires et débours des avocats du groupe, ainsi que les honoraires proposés par les représentants des demandeurs, sont soumis à l'accord sur les honoraires, qui doit être examiné et approuvé par la Cour.
- 44.02 L'approbation de l'accord d'honoraires n'est pas liée à l'approbation par la cour de la présente convention. Le refus de la Cour d'approuver l'accord

d'honoraires, en tout ou en partie, n'aura aucun effet sur l'approbation ou la mise en œuvre de la présente convention.

**45. Aucuns autres frais ou débours ne sera facturé**

- 45.01 Les parties reconnaissent que c'est leur intention que tous les paiements aux membres du groupe des survivants en vertu des présentes soient effectués sans aucune déduction à titre d'honoraires ou de débours.

**EXPIRATION ET CONDITIONS**

**46. Expiration de la convention**

- 46.01 La présente convention sera en vigueur tant que toutes les obligations qu'elle contient n'aurent pas été remplies et que la Cour ordonne qu'elle soit terminée.

**47. Modifications**

- 47.01 Sauf disposition contraire expresse de la présente convention, aucune modification ne sera apportée à celle-ci, y compris aux annexes, à moins que les parties y consentent par écrit et que la Cour l'approuve.

**48. Incessibilité**

- 48.01 Aucun montant payé en vertu des présentes ne peut faire l'objet d'une cession, et toute cession est nulle d'une nullité absolue, sauf disposition expresse dans les présentes. Si un élève externe est décédé ou est réputé frappé d'incapacité et que la réclamation a été approuvée, les indemnités dues seront versées à son représentant désigné ou à son représentant personnel, respectivement.

## CONFIDENTIALITÉ

### 49. Confidentialité

49.01 Tout renseignement fourni, créé ou obtenu dans le cadre de la présente convention, qu'il soit écrit ou oral, sera traité de façon confidentielle par les parties et les avocats du groupe, les demandeurs, l'administrateur des réclamations et l'examineur indépendant et ne sera pas utilisé à d'autres fins que celles du présent règlement, à moins que les parties n'en disposent autrement, que la présente convention ou la législation fédérale, provinciale ou territoriale applicable en matière de protection de la vie privée ne l'autorise ou que la Cour ne l'ordonne.

### 50. Destruction des renseignements et des documents du demandeur

50.01 L'administrateur des réclamations détruira, dans les deux (2) ans suivant le versement effectif de la totalité de l'indemnité, tous les renseignements et documents relatifs aux demandeurs qu'il a en sa possession, à moins que le demandeur, le représentant désigné ou le représentant personnel ne demande expressément la restitution de ces renseignements au cours de la période de deux (2) ans. Dès réception d'une telle demande, l'administrateur des réclamations transmettra au demandeur les renseignements exigés.

50.02 Dans les deux (2) ans suivant une décision de réexamen, l'examineur indépendant détruira tous les renseignements et documents du demandeur en sa possession, à moins qu'un demandeur, un représentant désigné ou un représentant personnel ne demande spécifiquement la restitution de ces renseignements au cours de la période de deux (2) ans. Dès réception d'une telle demande, l'examineur indépendant transmettra au demandeur les renseignements exigés.

50.03 Avant la destruction des documents, l'administrateur des réclamations et l'examineur indépendant doivent établir une liste indiquant (i) le nom de l'élève externe, (ii) l'année ou les années scolaires où il a fréquenté le ou les pensionnats

et (iii) le ou les pensionnats indiens en raison desquels l'indemnité à la fréquentation d'externat a été versée, et la remettre au Canada. Nonobstant toute autre disposition de la présente convention, cette liste doit être conservée par le Canada de façon strictement confidentielle et ne peut être utilisée que dans le cadre d'une procédure judiciaire ou de règlement, le cas échéant, pour démontrer quelles personnes ont reçu l'indemnité liée à la fréquentation d'externat et pour quelle(s) année(s) scolaire(s) et concernant quel(s) pensionnat(s) indien(s), ce à quoi les parties conviendront sans autre preuve.

#### **51. Confidentialité des négociations**

51.01 À moins que les parties n'en conviennent autrement, l'engagement de confidentialité concernant les discussions et toutes les communications, écrites ou orales, faites dans le cadre et en marge des négociations débouchant sur les échanges de lettres d'offre et d'acceptation, et le présent accord restent en vigueur.

### **COOPÉRATION**

#### **52. Coopération avec le Canada**

52.01 Dès la signature de la présente convention, les représentants des demandeurs et les avocats du groupe coopéreront avec le Canada et feront de leur mieux pour obtenir l'approbation de la présente convention par la Cour. Ils feront en outre des efforts raisonnables pour obtenir le soutien et la participation des membres du groupe des survivants et des membres du groupe des descendants en ce qui concerne toutes les présentes.

#### **53. Annonces publiques**

53.01 À la date convenue, les parties feront des annonces publiques visant à soutenir la présente convention et continueront de s'exprimer publiquement en faveur de celle-ci.

**EN FOI DE QUOI** les parties ont signé la présente convention ce \_\_\_\_ jour de  
mai 2021.

---

Pour les demandeurs  
Waddell Phillips Professional Corporation, par  
John K. Phillips  
Avocat du groupe

---

Pour les demandeurs  
Peter R. Grant Law Corporation, par  
Peter R. Grant  
Avocat du groupe

---

Pour les demandeurs  
Diane Soroka Avocate Inc., par  
Diane H. Soroka  
Avocat du groupe

---

Pour les défendeurs  
Annie Boudreau  
Dirigeante principale des finances, des  
résultats et de l'exécution,  
Relations Couronne-Autochtones et Affaires  
du Nord Canada

**Modifié conformément à l'ordonnance du juge Harrington**  
**rendue le 3 juin 2015**

Dossier de la Cour no T-1542-13

**PROPOSITION DE RECOURS COLLECTIF**

FORMULAIRE 171A – Règle 171

**COUR FÉDÉRALE**

**ENTRE :**

LE CHEF SHANE GOTTFRIEDSON, en son nom et au nom de tous les membres des  
BANDES INDIENNES TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC et  
TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC,

LE CHEF GARRY FESCHUK, en son nom et au nom de tous les membres des  
BANDES INDIENNES SEHEL T et SEHEL T,

VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON, ~~DOREEN LOUISE SEYMOUR,~~  
CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT, ~~VICTOR FRASER,~~  
DIENA MARIE JULES, AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE,  
DARLENE MATILDA BULPIT, FREDERICK JOHNSON,  
~~ABIGAIL MARGARET AUGUST, SHELLY NADINE HOEHNE,~~ DAPHNE PAUL,  
~~AARON JOE~~ et RITA POULSEN

**LES DEMANDEURS**

et

Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par  
LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

**LE DÉFENDEUR**

**PREMIÈRE DÉCLARATION REMODIFIÉE**

**AU DÉFENDEUR**

UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE A ÉTÉ INTENTÉE CONTRE VOUS par les demandeurs.  
Vous trouverez dans les pages suivantes la plainte déposée contre vous.

SI VOUS SOUHAITEZ CONTESTER CETTE PROCÉDURE, vous ou un avocat vous représentant  
êtes tenu de préparer une défense en utilisant le formulaire 171B établi par les règles fédérales, de la  
signifier à l'avocat des plaignants ou, si les plaignants n'ont pas d'avocat, de la signifier aux  
plaignants, et de la déposer, avec preuve de signification, à un bureau local de cette Cour, DANS  
LES 30 JOURS suivant la signification de cette déclaration, si vous êtes signifié au Canada.

2

Si vous êtes signifié aux États-Unis, le délai pour signifier et déposer votre défense est de quarante jours. Si vous êtes signifié ailleurs qu'au Canada ou aux États-Unis, le délai de signification et de dépôt de votre défense est de soixante jours.

Vous pouvez demander des copies des règles fédérales, des renseignements sur les bureaux locaux de la Cour ou toute autre information utile à l'administrateur de la Cour à Ottawa (téléphone 613-992-4238) ou auprès de tous les bureaux locaux.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA PRÉSENTE PROCÉDURE, un jugement peut être rendu contre vous en votre absence et sans autre avis.

(Date)

Émis par : \_\_\_\_\_  
(Préposé à l'enregistrement)

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

À :

Sa Majesté la Reine du chef du Canada,  
Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, et  
Le procureur général du Canada  
Ministère de la Justice  
900 – 840 Howe Street  
Vancouver, B.C. V6Z 2S9

**REDRESSEMENT DEMANDÉ****Le groupe des survivants**

1. Les représentants des demandeurs du groupe des survivants, en leur propre nom et au nom des membres du groupe des survivants, demandent :

- (a) ~~une ordonnance qualifiant cette procédure de recours collectif conformément aux règles fédérales s'appliquant aux recours collectifs et les nommant en tant que représentants des demandeurs du groupe des survivants et de tout sous-groupe de ce groupe;~~
- (b) une déclaration selon laquelle le Canada a manqué à ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law envers les demandeurs et les autres membres du groupe des survivants en ce qui concerne l'objet, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien, la fréquentation obligatoire des membres du groupe des survivants et le soutien des pensionnats ~~recensés~~;
- (c) une déclaration selon laquelle les membres du groupe des survivants ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, de s'adonner à leurs coutumes et pratiques religieuses traditionnelles et de se gouverner de leur manière traditionnelle;
- (d) une déclaration selon laquelle le Canada a violé les droits linguistiques et culturels (droits ancestraux ou autres) ~~droits ancestraux~~ des membres du groupe des survivants;
- (e) une déclaration selon laquelle la politique sur les pensionnats et les pensionnats ~~recensés~~ ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un préjudice irréparable au groupe des survivants;
- (f) une déclaration selon laquelle le Canada est responsable envers les représentants des demandeurs du groupe des survivants et les autres membres du groupe des survivants de préjudices causés par le non-respect des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, ainsi que de droits ancestraux, de souffrances morales infligées intentionnellement, et de violations des conventions et des pactes internationaux, de même que du droit international, en ce qui concerne l'objectif, la création, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, la fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants ainsi que le soutien des pensionnats indiens ~~recensés~~;
- (g) des dommages-intérêts généraux non pécuniaires pour violation d'obligations fiduciaires, d'obligations découlant de la Constitution, de la loi et de la common law, de droits ancestraux et d'infliction intentionnelle de souffrances morales, ainsi que pour violation de conventions et de pactes internationaux, et pour violation du

4

droit international, négligence et inflicion intentionnelle de souffrances morales dont le Canada est responsable;

- (h) des dommages-intérêts pécuniaires généraux et des dommages-intérêts spéciaux pour négligence, perte de revenu, perte de capacité lucrative, perte de perspectives économiques, perte de possibilités d'éducation, violation d'obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law ainsi que de droits ancestraux et inflicion intentionnelle de souffrances morales, des violations de conventions et de pactes internationaux, de même que des violations du droit international, y compris des montants pour couvrir le coût des soins, et pour restaurer, protéger et préserver le patrimoine linguistique et culturel des membres du groupe des survivants dont le Canada est responsable;
- (i) des dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est responsable;
- (j) des intérêts antérieurs et postérieurs au jugement;
- (k) les frais de la présente action en justice; et
- (l) tout autre redressement que cette honorable Cour jugera équitable.

#### **Le groupe des descendants**

2. Les représentants des demandeurs du groupe des descendants, en leur propre nom et au nom des membres du groupe des descendants, demandent :

- (a) ~~une ordonnance qualifiant cette procédure de recours collectif conformément aux règles fédérales s'appliquant aux recours collectifs et les nommant en tant que représentants des demandeurs du groupe des descendants et de tout sous-groupe de ce groupe;~~
- (b) une déclaration selon laquelle le Canada a manqué à ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law envers les demandeurs et les autres membres du groupe des descendants en ce qui concerne l'objet, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien, la fréquentation obligatoire des membres du groupe des survivants et le soutien des pensionnés ~~reconnus;~~
- (c) une déclaration selon laquelle le groupe des descendants ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, de s'adonner à leurs coutumes et pratiques religieuses traditionnelles et de se gouverner de leur manière traditionnelle;
- (d) une déclaration selon laquelle le Canada a violé les droits linguistiques et culturels (droits ancestraux ou autres) ~~droits ancestraux~~ des membres du groupe des descendants;

{01447063.2}

5

- (e) une déclaration selon laquelle la politique sur les pensionnats et les pensionnats ~~recensés~~ ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un préjudice irréparable au groupe des descendants;
- (f) une déclaration selon laquelle le Canada est responsable envers les demandeurs et les autres membres du groupe des descendants de préjudices causés par le non-respect des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, ainsi que de droits ancestraux, de violations des conventions et des pactes internationaux, et du droit international, en ce qui concerne l'objectif, la création, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, la fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants ainsi que le soutien des pensionnats ~~recensés~~;
- (g) des dommages-intérêts généraux non pécuniaires pour violation d'obligations fiduciaires, d'obligations découlant de la Constitution, de la loi et de la common law, de droits ancestraux, ainsi que pour violation de conventions et de pactes internationaux, et pour violation du droit international, dont le Canada est responsable;
- (h) des dommages-intérêts pécuniaires généraux et des dommages-intérêts spéciaux pour violation d'obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law et des droits ancestraux, ainsi que des violations de conventions et de pactes internationaux, de même que des violations du droit international, y compris des montants pour couvrir le coût des soins, et pour restaurer, protéger et préserver le patrimoine linguistique et culturel des membres du groupe des survivants dont le Canada est responsable;
- (i) des dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est responsable;
- (j) des intérêts antérieurs et postérieurs au jugement;
- (k) les frais de la présente action en justice; et
- (l) tout autre redressement que cette honorable Cour jugera équitable;

### **Le groupe des bandes**

3. Les représentants des demandeurs du groupe des bandes demandent :

- (a) ~~une Ordonnance qualifiant cette procédure de recours collectif conformément aux règles fédérales s'appliquant aux recours collectifs et les nommant en tant que représentants des demandeurs du groupe des bandes;~~
- (b) une déclaration selon laquelle la bande indienne Sechelt (appelée bande shishálh ou shishálh) et la bande Tk'emlúps, ainsi que tous les membres du groupe des bandes, ont des droits ancestraux existants, ~~au sens du paragraphe 35(1) de la Loi constitutionnelle de 1982~~ de parler leurs langues traditionnelles, de se livrer à leurs coutumes et pratiques religieuses traditionnelles et de se gouverner selon leur mode traditionnel;

{01447063.2}

6

- (c) une déclaration selon laquelle le Canada a manqué à ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, ainsi qu'aux conventions et pactes internationaux et au droit international, envers les membres du groupe des bandes en ce qui concerne l'objet, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien, la fréquentation obligatoire des membres du groupe des survivants et le soutien des pensionnats SIRS (pensionnat indien de Sechelt) et KIRS (pensionnat indien de Kamloops) et d'autres pensionnats recensés;
- (d) une déclaration selon laquelle la politique sur les pensionnats SIRS et KIRS ainsi que les pensionnats recensés ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un préjudice irréparable au groupe des bandes;
- (e) une déclaration selon laquelle le Canada a violé ou viole ~~les droits ancestraux~~, les droits linguistiques et culturels des membres du groupe des bandes (droits ancestraux ou autres), ainsi que les conventions et les pactes internationaux de même que le droit international, du fait de la création, du financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, la fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants ainsi que le soutien des pensionnats recensés;
- (f) une déclaration selon laquelle le Canada est responsable envers les membres du groupe des bandes de préjudices causés par le non-respect des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, ainsi que de droits ancestraux, de violations des conventions et des pactes internationaux, et du droit international, en ce qui concerne l'objectif, la création, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, la fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants ainsi que le soutien des pensionnats recensés;
- (g) des dommages-intérêts pécuniaires et non pécuniaires généraux et des dommages-intérêts spéciaux pour violation d'obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law ainsi que de droits ancestraux, des violations de conventions et de pactes internationaux, de même que des violations du droit international, y compris des montants pour couvrir en continu le coût des soins de manière individuelle pour les membres du groupe des bandes, et pour restaurer, ainsi que les coûts de restauration, de protection et de préservation du patrimoine linguistique et culturel des bandes dont le Canada est responsable;
- (h) la construction par le Canada de centres de guérison dans les communautés du groupe des bandes;
- (i) des dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est responsable;
- (j) des intérêts antérieurs et postérieurs au jugement;
- (k) les frais de la présente action en justice; et
- (l) tout autre redressement que cette honorable Cour jugera équitable.

**DÉFINITIONS**

4. Les définitions suivantes s'appliquent aux fins de la présente demande d'indemnisation :

- (a) « Autochtone(s) », « Personne(s) autochtone(s) » ou « Enfant(s) autochtone(s) » désigne une ou plusieurs personnes dont les droits sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* de 1982;
- (b) « Droits ancestraux » désigne une partie ou la totalité des droits ancestraux et des droits issus de traités reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* de 1982;
- (c) « Loi » désigne la *Loi sur les Indiens*, L.R.C. de 1985, chapitre I-5 et ses versions antérieures, ainsi que les modifications qui y ont été apportées le cas échéant;
- (d) « Agents » désigne les préposés, entrepreneurs, agents, dirigeants et employés du Canada ainsi que les opérateurs, gestionnaires, administrateurs, enseignants et employés de chacun des pensionnats indiens;
- (e) « Convention » désigne la convention de règlement relative aux pensionnats indiens datée du 10 mai 2006, conclue par le Canada pour régler les demandes d'indemnisation relatives aux pensionnats indiens, telles qu'elles ont été approuvées dans les ordonnances rendues par les diverses administrations canadiennes;
- (f) « Le groupe des bandes » désigne la bande indienne Tk'lúps te Secwépemc et la bande shíshálh et toute autre bande indienne autochtone qui :
  - (i) a ou avait des membres qui sont ou étaient membres du groupe des survivants, ou dont la communauté abrite un pensionnat; et
  - (ii) qui est spécifiquement ajoutée à la présente demande d'indemnisation avec un ou plusieurs pensionnats expressément désignés.
- (g) « Canada » désigne la défenderesse, Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le Procureur général du Canada;
- (h) « Groupe » ou « membres du groupe » désignent tous les membres du groupe des survivants, du groupe des descendants et du groupe des bandes, tels que définis dans les présentes;
- (i) « Période du recours » désigne les années allant de 1920 à ~~1979~~1997;
- (j) « Préjudice culturel, linguistique et social » désigne les dommages ou les préjudices résultant de la création et de la mise en œuvre des pensionnats et de la politique relative aux pensionnats en matière d'éducation, de gouvernance, d'économie, de culture, de langue, de spiritualité et de coutumes sociales, de pratiques et de mode

de vie, de structures de gouvernance traditionnelles, ainsi que de sécurité et de bien-être communautaires et individuels des Autochtones;

- (k) « Groupe des descendants » désigne la première génération de toutes les personnes qui sont des descendants des membres du groupe des survivants ou des personnes qui ont été légalement ou traditionnellement adoptées par un membre du groupe des survivants ou son conjoint;
- (l) « Pensionnat(s) recensé(s) » désigne KIRS ou SIRS ~~ou tout autre~~ pensionnat ~~expressément désigné par un membre du groupe des bandes;~~
- (m) « KIRS » désigne le pensionnat indien de Kamloops;
- (n) « Pensionnats indiens » désigne tous les pensionnats indiens reconnus par la convention;
- (o) « Politique sur les pensionnats indiens » désigne la politique du Canada relative à la mise en œuvre des pensionnats indiens;
- (p) « SIRS » désigne le pensionnat indien de Sechelt;
- (q) « Groupe de survivants » désigne tous les Autochtones qui ont fréquenté en tant qu'élève ou à des fins éducatives, quelle que soit la période un pensionnat indien ~~recensé~~, au cours de la période concernée par le recours collectif, à l'exclusion, pour tout membre du groupe, des périodes pour lesquelles ce membre a reçu une indemnité au titre du paiement d'expérience commune en vertu de la convention de règlement relative aux pensionnats indiens.

## LES PARTIES

### Les demandeurs

5. La demanderesse, Darlene Matilda Bulpit (née Joe), réside sur les terres de la bande shishálh en Colombie-Britannique. Darlene Matilda Bulpit est née le 23 août 1948 et a fréquenté le SIRS pendant neuf ans, entre 1954 et 1963. Darlene Matilda Bulpit est proposée comme représentante des demandeurs du groupe des survivants.

6. Le demandeur, Frederick Johnson, réside sur les terres de la bande shishálh en Colombie-Britannique. Frederick Johnson est né le 21 juillet 1960 et a fréquenté le SIRS pendant

{01447063.2}

dix ans, entre 1966 et 1976. Frederick Johnson est proposé comme représentant des demandeurs pour le groupe des survivants.

~~7. — La demanderesse, Abigail Margaret August (née Joe), réside sur des terres de la bande shishálh en Colombie-Britannique. Abigail Margaret August est née le 21 août 1954 et a fréquenté le SIRS pendant huit ans, entre 1959 et 1967. Abigail Margaret August est proposée comme représentante des demandeurs du groupe des survivants.~~

~~8. — La demanderesse, Shelly Nadine Hoehn (née Joe), réside sur des terres de la bande shishálh en Colombie-Britannique. Shelly Nadine Hoehn est née le 23 juin 1952 et a fréquenté le SIRS pendant huit ans, entre 1958 et 1966. Shelly Nadine Hoehn est proposée comme représentante des demandeurs du groupe des survivants.~~

9. La demanderesse, Daphne Paul, réside sur les terres de la bande shishálh en Colombie-Britannique. Daphne Paul est née le 13 janvier 1948 et a fréquenté le SIRS pendant huit ans, entre 1953 et 1961. Daphne Paul est proposée comme représentante des demandeurs pour le groupe des survivants.

10. La demanderesse, Violet Catherine Gottfriedson, réside dans la réserve de la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc en Colombie-Britannique. Violet Catherine Gottfriedson est née le 30 mars 1945 et a fréquenté le KIRS pendant quatre ans, entre 1958 et 1962. Violet Catherine Gottfriedson est proposée comme représentante des demandeurs du groupe des survivants.

~~11. — La demanderesse, Doreen Louise Seymour, réside dans la réserve de la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc en Colombie-Britannique. Doreen Louise Seymour est née le 7 septembre 1955 et a fréquenté le KIRS pendant cinq ans, entre 1961 et 1966. Doreen Louise Seymour est proposée comme représentante des demandeurs du groupe des survivants.~~

{01447063.2}

12. La demanderesse, Charlotte Anne Victorine Gilbert (née Larue), réside à Williams Lake en Colombie-Britannique. Charlotte Anne Victorine Gilbert est née le 24 mai 1952 et a fréquenté le KIRS pendant sept ans, entre 1959 et 1966. Charlotte Anne Victorine Gilbert est proposée comme représentante des demandeurs du groupe des survivants.

~~13. Le demandeur, Victor Fraser (également connu sous le nom de Victor Frezie), réside dans la réserve de la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc, en Colombie-Britannique. Victor Fraser est né le 11 juin 1957 et a fréquenté le SIRS pendant six ans, entre 1962 et 1968. Victor Fraser est proposé comme représentant des demandeurs pour le groupe des survivants.~~

14. La demanderesse, Diena Marie Jules, réside dans la réserve de la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc en Colombie-Britannique. Diena Marie Jules est née le 12 septembre 1955 et a fréquenté le KIRS pendant six ans, entre 1962 et 1968. Diena Marie Jules est ~~proposée comme~~ représentante des demandeurs du groupe des survivants.

~~15. Le demandeur, Aaron Joe, réside sur des terres de la bande shishálh. Aaron Joe est né le 19 janvier 1972 et est le fils de Valerie Joe, qui a fréquenté le SIRS en tant qu'élève externe. Aaron Joe est proposé comme représentant des demandeurs pour le groupe des descendants.~~

16. La demanderesse, Rita Poulsen, réside sur des terres de la bande shishálh. Rita Poulsen est née le 8 mars 1974 et est la fille de Randy Joe, qui a fréquenté le SIRS en tant qu'élève externe. Rita Poulsen est ~~proposée comme~~ représentante des demandeurs pour le groupe des descendants.

17. La demanderesse, Amanda Deanne Big Sorrel Horse, réside dans la réserve de la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc. Amanda Deanne Big Sorrel Horse est née le 26 décembre 1974 et est la fille de Jo-Anne Gottfriedson qui a fréquenté le KIRS pendant six ans

entre 1961 et 1967. Amanda Deanne Big Sorrel Horse est ~~proposée comme~~ représentante des demandeurs pour le groupe des descendants.

18. La bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc et la bande shíshálh sont des « bandes » au sens de la Loi et elles ~~se proposent~~ toutes deux d'agir à titre de représentantes des demandeurs du groupe des bandes. Les membres du groupe des bandes représentent les intérêts collectifs et l'autorité de chacune de leurs communautés respectives.

19. Les demandeurs individuels ainsi que les membres proposés du groupe des survivants et des descendants sont en grande partie des membres de la bande shíshálh et de la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc, et des membres des Premières nations du Canada ou sont les fils et les filles de membres de ces communautés autochtones. Les demandeurs individuels et les membres du groupe des survivants et des descendants sont des personnes autochtones au sens de *l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982*.

#### **Le Défendeur**

20. Dans cette procédure, le Canada est représenté par le Procureur général du Canada. Le procureur général du Canada représente les intérêts du Canada et du ministre des Affaires autochtones et du Développement du Nord canadien et des ministres qui l'ont précédé, qui étaient responsables des « Indiens » en vertu de l'article 91(24) de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et qui étaient, à tous les moments importants, responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique sur les pensionnats, ainsi que du maintien et du fonctionnement du KIRS et du SIRS.

#### **EXPOSÉ DES FAITS**

{01447063.2}

21. Ces dernières années, le Canada a reconnu les conséquences désastreuses de sa politique des pensionnats sur les peuples autochtones du Canada. La politique des pensionnats du Canada a été élaborée dans le but d'éradiquer la culture et l'identité autochtones et d'assimiler les peuples autochtones du Canada à la société euro-canadienne. Par cette politique, le Canada a détruit les fondements de l'identité de générations d'Autochtones et a causé des dommages incommensurables aux personnes et aux communautés.

22. Le bénéficiaire direct de la politique des pensionnats indiens était le Canada, car ses obligations seraient réduites en proportion du nombre, et des générations, d'Autochtones qui ne reconnaîtraient plus leur identité autochtone et réduiraient leurs revendications de droits en vertu de la Loi et des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law du Canada.

23. La politique des pensionnats a également été profitable au Canada, car elle a permis d'affaiblir les demandes d'indemnisation des peuples autochtones en ce qui concerne leurs terres et leurs ressources traditionnelles. Il en a résulté une séparation des peuples autochtones de leurs cultures, de leurs traditions et, en fin de compte, de leurs terres et de leurs ressources. Cela a permis l'exploitation de ces terres et ressources par le Canada, non seulement sans le consentement des peuples autochtones, mais aussi, contrairement à leurs intérêts, à la Constitution du Canada et à la Proclamation royale de 1763.

24. La réalité de cette injustice et les dommages qu'elle a causés sont désormais reconnus par le premier ministre, au nom du Canada, et par le règlement pancanadien des demandes d'indemnisation des personnes ayant *résidé dans* les pensionnats du Canada, dans le cadre de la convention mise en œuvre en 2007. En dépit de la confirmation de la réalité des torts et des préjudices causés, un grand nombre de membres des communautés autochtones du Canada ont été exclus de la convention, non

{01447063.2}

pas parce qu'ils n'ont pas *fréquenté* les pensionnats et subi des préjudices culturels, linguistiques et sociaux, mais simplement parce qu'ils n'étaient pas *résidents* dans les pensionnats.

25. Cette demande d'indemnisation est faite au nom des membres du groupe des survivants, c'est-à-dire ceux qui ont fréquenté un pensionnat indien ~~recensé~~ pour les préjudices culturels, linguistiques et sociaux résultant de cette fréquentation, ainsi qu'au nom du groupe des descendants, qui sont les descendants de première génération des membres du groupe des survivants, ainsi que du groupe des bandes, qui est constitué des communautés autochtones dans lesquelles se trouvaient les pensionnats indiens ~~recensés, ou auxquelles appartiennent leurs membres et dans lesquelles vivent la majorité des membres~~ du groupe des survivants et des descendants.

26. Les demandes d'indemnisation des représentants des demandeurs proposés concernent les préjudices subis à la suite de leur *fréquentation* des pensionnats KIRS et SIRS et à leur exposition à la politique des pensionnats. Elles ne concernent pas les demandes d'indemnisation découlant de leur internat au KIRS ou au SIRS pour lequel une indemnisation spécifique a été versée en vertu de la convention. La présente demande vise à obtenir une indemnisation pour les victimes de cette politique dont les demandes ont été ignorées par le Canada et ont été exclues de l'indemnisation prévue par la convention.

### **Le système des pensionnats**

27. Les pensionnats ont été créés par le Canada avant 1874, pour l'éducation des enfants autochtones. Au début du vingtième siècle, le Canada a conclu des conventions officielles avec diverses organisations religieuses (les « Églises ») pour l'exploitation des pensionnats. En vertu de ces conventions, le Canada contrôlait, réglementait, supervisait et dirigeait tous les aspects du fonctionnement des pensionnats. Les Églises ont assumé le fonctionnement quotidien de

{01447063.2}

nombreux pensionnats sous le contrôle, la supervision et la direction du Canada, qui leur versait une subvention *par tête*. En 1969, le Canada a pris en main la gestion de ces établissements.

28. À partir de 1920, la politique des pensionnats indiens prévoyait la *fréquentation* obligatoire des pensionnats pour tous les enfants autochtones âgés de 7 à 15 ans. Le Canada a retiré la plupart des enfants autochtones de leur foyer et de leur communauté, puis les a envoyés dans des pensionnats qui se trouvaient souvent très loin de chez eux. Cependant, il arrivait que des enfants autochtones vivent chez eux et dans leur communauté et soient obligés de fréquenter les pensionnats en tant qu'externes et non en tant qu'internes. Cette pratique concernait encore plus d'enfants au cours des dernières années de la politique des pensionnats. Durant leurs années en pensionnat, tous les enfants autochtones étaient confinés et privés de leur héritage, de leurs réseaux de soutien et de leur mode de vie, forcés d'adopter une langue étrangère ainsi qu'une culture qui leur était étrangère, et punis en cas de non-conformité.

29. L'objectif de la politique des pensionnats indiens était l'intégration et l'assimilation complètes des enfants autochtones dans la culture euro-canadienne ainsi que la suppression de leur langue, culture, religion et mode de vie traditionnels. Le Canada a intentionnellement causé les préjudices culturels, linguistiques et sociaux dont ont souffert les peuples et les nations autochtones du Canada. En plus de la cruauté inhérente à la fréquentation forcée par les membres du groupe des survivants dans le cadre de cette même politique des pensionnats, de nombreux enfants fréquentant les pensionnats ont également été victimes d'abus psychologiques, physiques, sexuels et émotionnels, qui se sont poursuivis jusqu'en 1997, date à laquelle le dernier pensionnat a été fermé.

30. Le Canada a fait preuve de déloyauté envers ses peuples autochtones en mettant en œuvre la politique des pensionnats dans son propre intérêt, y compris son intérêt économique, au

détriment et à l'exclusion des intérêts des Autochtones envers lesquels le Canada avait des obligations fiduciaires et constitutionnelles. Si elle réussit, l'éradication intentionnelle de l'identité, de la culture, de la langue ainsi que des pratiques spirituelles et ~~de la religion~~ autochtones, réduirait sur plusieurs générations le nombre de personnes auxquelles le Canada est redevable, parce qu'elles ne s'identifieraient plus comme autochtones et elles seraient moins susceptibles de revendiquer leurs droits en tant qu'autochtones.

### **Les conséquences de la politique des pensionnats sur les membres du recours collectif**

#### ***La bande indienne Tk'emlúps***

31. Tk'emlúpsmc, « le peuple du confluent », aujourd'hui connu sous le nom de bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc, fait partie du peuple du plateau le plus septentrional et des peuples de langue salish de l'intérieur Secwépemc (Shuswap) de la Colombie-Britannique. La bande indienne Tk'emlúps a été établie sur une réserve aujourd'hui adjacente à la ville de Kamloops, où le KIRS a été établi par la suite. La plupart, voire la totalité, des élèves qui ont *fréquenté* le KIRS *en externes* étaient ou sont membres de la bande indienne Tk'emlúps, résidant ou ayant résidé dans la réserve.

32. Le secwepemctsin est la langue des Secwépemc, et c'est l'unique moyen par lequel les connaissances et l'expérience culturelles, écologiques et historiques du peuple Secwépemc sont comprises et transmises de génération en génération. C'est par la langue, les pratiques spirituelles et le passage de la culture et des traditions, y compris les rituels, les tambours, les danses, les chansons et les histoires, que les valeurs et les croyances du peuple Secwépemc sont comprises et transmises. Du point de vue des Secwépemc, tous les aspects du savoir des Secwépemc, y compris

leur culture, leurs traditions, leurs lois et leurs langues, sont fondamentalement et intégralement liés à leurs terres et à leurs ressources.

33. La langue, comme la terre, a été donnée aux Secwépemc par le Créateur pour communiquer avec le peuple et le monde naturel. Cette communication a créé une relation de réciprocité et de coopération entre les Secwépemc et le monde naturel qui leur a permis de survivre et de s'épanouir dans des environnements hostiles. Ces connaissances, transmises oralement à la génération suivante, contenaient les enseignements nécessaires au maintien de la culture, des traditions, des lois et de l'identité des Secwépemc.

34. Pour les Secwépemc, leurs pratiques spirituelles, leurs chants, leurs danses, leurs histoires orales, leurs récits et leurs cérémonies font partie intégrante de leur vie et de leur société. Il est absolument vital de maintenir ces pratiques et ces traditions. Leurs chants, leurs danses, leurs tambours et leurs cérémonies traditionnelles relient les Secwépemc à leur terre et leur rappellent continuellement leurs responsabilités envers la terre, les ressources et le peuple Secwépemc.

35. Les cérémonies et les pratiques spirituelles des Secwépemc, y compris leurs chants, leurs danses, leurs tambours ainsi que le passage des récits et de l'histoire, perpétuent leurs enseignements et leurs lois vitales concernant la récolte des ressources, y compris les plantes médicinales, le gibier et le poisson, de même que la protection et la préservation adéquates et respectueuses des ressources. À titre d'exemple, conformément aux lois Secwépemc, les Secwépemc chantent et prient avant de récolter toute nourriture, tout médicament et toute autre matière provenant de la terre, et font une offrande pour remercier le Créateur ainsi que les esprits pour tout ce qu'ils prennent. Les Secwépemc croient que tous les êtres vivants ont un esprit et qu'il faut leur témoigner le plus grand respect. Ce sont ces croyances vitales et intégrantes ainsi que ces

{01447063.2}

lois traditionnelles, de même que d'autres éléments de la culture et de l'identité secwépemc, que le Canada a voulu faire disparaître avec la politique des pensionnats.

***La bande shíshálh***

36. La nation shíshálh, une division des Premières nations salish de la côte, occupait à l'origine la partie sud de la côte sud de la Colombie-Britannique. Le peuple shíshálh a colonisé la région il y a des milliers d'années et a occupé environ 80 sites de villages sur un vaste territoire. Le peuple shíshálh est composé de quatre sous-groupes qui parlent la langue shashishalhem, qui est une langue distincte et unique, bien qu'elle fasse partie de la division salish du littoral de la langue salish.

37. La tradition shíshálh décrit la formation du monde shíshálh (histoire de Spelmull). Au commencement, les esprits créateurs ont été envoyés par l'Esprit divin pour former le monde. Ils ont creusé des vallées laissant une plage le long de la crique de Porpoise Bay. Plus tard, les transformateurs, un corbeau mâle et un vison femelle, ont ajouté des détails en sculptant des arbres et en formant des bassins d'eau.

38. Le chant, la danse et le tambour font partie intégrante de la culture shíshálh et de ses pratiques spirituelles. Ils permettent d'établir un lien avec la terre et le Créateur et de transmettre l'histoire ainsi que les croyances du peuple. Par le chant et la danse, le peuple shíshálh racontait des histoires, bénissait des événements et pouvait même guérir. Leurs chants, leurs danses et leurs tambours marquent également les événements saisonniers importants qui font partie intégrante du peuple shíshálh. Les traditions comprennent également la fabrication et l'utilisation de masques, de paniers, de parures et d'outils pour la chasse et la pêche. Ce sont ces croyances vitales et intégrantes ainsi que ces lois traditionnelles, de même que d'autres éléments de la culture et de l'identité shíshálh, que le Canada a voulu faire disparaître avec la politique des pensionnats.

{01447063.2}

*Les répercussions des pensionnats recensés*

39. Pour tous les enfants autochtones qui ont été forcés de fréquenter les pensionnats recensés, une discipline stricte a été appliquée dans le cadre de la politique des pensionnats. À l'école, les enfants n'étaient pas autorisés à parler leur langue autochtone, même avec leurs parents, et les membres de ces communautés autochtones étaient donc forcés d'apprendre l'anglais.

40. La culture autochtone était rigoureusement supprimée par les administrateurs de l'école, conformément aux directives du Canada, et notamment à la politique des pensionnats. Au SIRS, les membres du peuple shishalh convertis au catholicisme ont été contraints de brûler ou de donner aux agents du Canada des totems, des insignes, des masques et autres « attirails des guérisseurs » séculaires et d'abandonner leurs potlachs, leurs danses et leurs festivités hivernales, ainsi que d'autres éléments faisant partie intégrante de la culture et de la société autochtones des peuples shishálh et Secwépemc.

41. Étant donné que le SIRS se trouvait dans la communauté shishálh, l'Église et le gouvernement du Canada surveillaient, directement et par l'intermédiaire de leurs agents, les aînés, qui étaient sévèrement punis s'ils pratiquaient leur culture, parlaient leur langue ou la transmettaient aux jeunes générations. En dépit de cette surveillance, les membres du groupe ont essayé, souvent sans succès, de pratiquer, de protéger et de préserver leurs chants, leurs masques, leurs danses et leurs autres pratiques culturelles.

42. Les Tk'emlúps te Secwépemc ont subi un sort similaire en raison de leur voisinage avec le KIRS.

43. Les enfants qui fréquentaient les pensionnats recensés ont été endoctrinés par le christianisme et ont appris à avoir honte de leur identité, de leur culture, de leur spiritualité et de leurs pratiques autochtones. On les qualifiait, entre autres épithètes désobligeantes, de « sales  
{01447063.2}

sauvages » et de « païens » et on leur apprenait à rejeter leur identité. Le mode de vie, les traditions, les cultures et les pratiques spirituelles autochtones des membres du recours collectif ont été supplantés par l'identité euro-canadienne qui leur a été imposée par le Canada dans le cadre de la politique des pensionnats indiens.

44. Cette mise en œuvre de la politique relative aux pensionnats indiens a causé un préjudice supplémentaire aux membres de la classe des survivants des pensionnats recensés, à qui l'on avait enseigné à l'école que les enseignements traditionnels de leurs parents, de leurs grands-parents et de leurs aînés n'avaient aucune valeur et, dans certains cas, qu'il s'agissait de pratiques et de croyances « païennes », et qui, en rentrant chez eux à la fin de la journée scolaire rejetaient les enseignements de leurs parents, de leurs grands-parents et de leurs aînés.

45. Les attaques contre leurs traditions, leurs lois, leur langue et leur culture à travers la mise en œuvre de la politique des pensionnats indiens par le Canada, directement ou par l'intermédiaire de ses agents, ont continué à miner les membres individuels du groupe des survivants, causant une perte d'estime de soi, une dépression, une anxiété, des idées suicidaires, des suicides, des maladies physiques sans causes claires, des difficultés à être parents, des difficultés à maintenir des relations positives, l'abus de substances et la violence, entre autres préjudices et pertes, qui ont tous eu des répercussions sur le groupe des descendants.

46. Les membres du groupe des bandes ont perdu, en partie ou en totalité, leur viabilité économique traditionnelle, leur autonomie gouvernementale et leurs lois, leur langue, leur assise territoriale et leurs enseignements fondés sur la terre, leurs pratiques spirituelles traditionnelles de même que leurs pratiques religieuses, ainsi que le sens intégral de leur identité collective.

47. La politique des pensionnats, mise en œuvre par l'intermédiaire des pensionnats recensés, a dévasté culturellement, linguistiquement et socialement les communautés du groupe des bandes et a modifié leur mode de vie traditionnel.

#### **Le règlement du Canada avec les anciens internes des pensionnats indiens**

48. Depuis la fermeture des pensionnats recensés dans les années 1970 jusqu'à la fin des années 1990, les communautés autochtones du Canada ont dû faire face aux préjudices et aux souffrances de leurs membres, conséquence de la politique des pensionnats, sans aucune considération de la part du Canada. À cette époque, les survivants des pensionnats ont commencé à parler de plus en plus ouvertement des conditions horribles et des abus qu'ils ont subis, ainsi que des conséquences dramatiques que cela a eues sur leur vie. De plus, de nombreux survivants se sont suicidés ou ont fait de l'automédication jusqu'à en décéder. Ces décès ont dévasté non seulement les membres du groupe des survivants et du groupe des descendants, mais aussi la vie et la stabilité des communautés représentées par le groupe des bandes.

49. En janvier 1998, le Canada a publié une déclaration de réconciliation, par laquelle il admettait les erreurs de la politique sur les pensionnats indiens et s'en excusait. Le Canada a admis que la politique des pensionnats avait été conçue pour assimiler les Autochtones et qu'il avait eu tort de poursuivre cet objectif. Les demandeurs avancent que la déclaration de réconciliation du Canada constitue une admission par le Canada des faits et des obligations énoncés aux présentes et qu'elle constitue un argument valable pour la demande de dommages-intérêts des demandeurs, en particulier les dommages-intérêts punitifs.

50. La déclaration de réconciliation stipule, en partie, ce qui suit :

{01447063.2}

*Nous ne pouvons malheureusement pas être fiers de la façon dont nous avons traité les Autochtones par le passé. Une attitude fondée sur un sentiment de supériorité raciale et culturelle a conduit à la suppression de la culture et des valeurs autochtones. En tant que pays, nous portons le fardeau des actions passées qui ont eu pour effet d'affaiblir l'identité des peuples autochtones, de faire disparaître leurs langues ainsi que leurs cultures et de rendre illégales leurs pratiques spirituelles. Nous devons admettre les conséquences de ces actions sur les nations autrefois autonomes qui ont été divisées, déstructurées, restreintes ou même détruites par la spoliation des territoires traditionnels, par la réinstallation des Autochtones et par certains articles de la loi sur les Indiens. Nous devons admettre que ces actions ont eu pour résultat de miner les systèmes politiques, économiques et sociaux des peuples et des nations autochtones.*

*Compte tenu des séquelles historiques, la force et l'endurance des peuples autochtones, qui ont su préserver leur diversité et leur identité historiques, sont remarquables. Le gouvernement du Canada exprime aujourd'hui officiellement à tous les Autochtones du Canada son profond regret pour les actions passées du gouvernement fédéral qui ont conduit à ces pages sombres de l'histoire de nos relations.*

*Un des volets de notre relation avec les Autochtones qui requiert une attention particulière durant cette période est le système des pensionnats. Ce système a séparé de nombreux enfants de leur famille et de leur communauté et les a empêchés de parler leur propre langue et de connaître leur patrimoine et leur culture. Dans certains cas, il a laissé des séquelles en ce qui concerne la souffrance et le désespoir qui se répercutent encore aujourd'hui dans les communautés autochtones. Malheureusement, certains enfants ont été victimes d'abus physiques et sexuels.*

*Le gouvernement du Canada reconnaît le rôle qu'il a joué dans la conception et l'administration de ces écoles. Nous tenons à dire aux personnes qui ont vécu le drame des abus physiques et sexuels dans les pensionnats indiens et qui ont porté ce fardeau en croyant que, d'une certaine façon, cela était leur faute, que ce qu'elles ont vécu n'aurait jamais dû se produire. Nous présentons nos plus sincères excuses à ceux d'entre vous qui ont subi ces événements dramatiques dans les pensionnats indiens. En ce qui concerne les séquelles du programme des pensionnats, le gouvernement du Canada propose de travailler avec les Premières nations, les Inuits, les Métis, les Églises et les autres parties intéressées pour résoudre les problèmes de longue date qui doivent être réglés. Nous devons travailler ensemble sur une stratégie permettant d'aider les personnes et les communautés à surmonter les conséquences de cette triste page de notre histoire...*

*La réconciliation est un processus continu. En renouvelant notre partenariat, nous devons veiller à ce que les erreurs qui ont marqué notre relation passée ne se répètent pas. Le gouvernement du Canada reconnaît que les politiques visant à assimiler les Autochtones, hommes et femmes, ne permettent pas de créer une communauté forte...*

51. Le 10 mai 2006 ou vers cette date, le Canada a signé une convention visant à indemniser principalement les personnes ayant *été internes* dans les pensionnats indiens.

52. La convention prévoit deux types d'indemnisation individuelle : le paiement d'expérience commune (« PEC ») pour le fait d'avoir été interne dans un pensionnat, et une indemnisation fondée sur un processus d'évaluation indépendant (« PEI ») pour offrir des indemnités pour certains sévices subis et les préjudices causés par ces sévices.

53. Le PEC consistait en une indemnité pour les anciens *internes* d'un pensionnat d'un montant de 10 000 \$ pour la première année scolaire ou partie d'une année scolaire et de 3 000 \$ supplémentaires pour chaque année scolaire ou partie d'année scolaire suivante d'*internat*. Le PEC était versé aux internes, car il avait été admis que l'expérience de l'assimilation était préjudiciable et devait faire l'objet d'une indemnisation, indépendamment du fait que l'élève ait subi des violences physiques, sexuelles ou autres pendant son internat. L'autre indemnisation était versée dans le cadre du PEI. Le PEC n'était offert qu'aux anciens internes alors que, dans certains cas, le PEI était offert non seulement aux anciens internes, mais aussi aux autres jeunes qui se trouvaient légalement dans les locaux d'un pensionnat, y compris les anciens externes.

54. La mise en œuvre de la convention marquait la première fois que le Canada acceptait de verser une indemnisation pour les préjudices culturels, linguistiques et sociaux. Le Canada a refusé de verser une indemnité aux membres du groupe des survivants, à savoir les élèves qui ont *fréquenté* les ~~pensionnats recensés ou d'autres~~ pensionnats, mais qui n'étaient pas *internes*.

55. La convention a été approuvée par les cours supérieures provinciales et territoriales de la Colombie-Britannique au Québec, en passant par les Territoires du Nord-Ouest, le Territoire du Yukon et le Nunavut, et la convention a été mise en œuvre à compter du 20 septembre 2007.

56. Le 11 juin 2008, le premier ministre Stephen Harper, a présenté ses excuses (« excuses ») au nom du Canada, reconnaissant ainsi les torts causés par la politique canadienne en matière de pensionnats indiens :

*Durant plus d'un siècle, les pensionnats indiens ont séparé plus de 150 000 enfants autochtones de leurs familles et de leurs communautés. Dans les années 1870, le gouvernement fédéral, en partie pour respecter son obligation d'éduquer les enfants autochtones, a commencé à jouer un rôle dans le développement et l'administration de ces écoles. **Les deux principaux objectifs du système des pensionnats étaient de retirer et d'isoler les enfants de l'influence de leur foyer, de leur famille, de leurs traditions et de leur culture, et de les assimiler à la culture dominante.** Ces objectifs reposaient sur l'hypothèse que les cultures et les croyances spirituelles autochtones étaient inférieures et n'avaient pas la même valeur. En fait, certains voulaient, comme il a été dit de façon tristement célèbre, « **tuer les Indiens dans l'œuf** ». Aujourd'hui, nous sommes conscients que cette politique d'assimilation était erronée, qu'elle a causé de grands préjudices et qu'elle n'a pas sa place dans notre pays. [souligné]*

57. En présentant ces excuses, le Premier ministre a reconnu certains faits importants concernant la politique des pensionnats indiens et son impact sur les enfants autochtones :

*Le gouvernement du Canada a mis sur pied un système d'éducation dans lequel de très jeunes enfants étaient souvent retirés de force de leur foyer, parfois emmenés loin de leur communauté. Beaucoup étaient mal nourris, habillés et logés. Tous ont été privés des soins et de l'éducation de leurs parents, grands-parents et communautés. Les langues et les pratiques culturelles des Premières nations, des Inuits et des Métis étaient interdites dans ces écoles. Ce qui est tragique, c'est que certains de ces enfants sont morts pendant qu'ils fréquentaient les pensionnats et que d'autres ne sont jamais rentrés chez eux.*

*Le gouvernement reconnaît maintenant que les conséquences de la politique des pensionnats indiens ont été extrêmement négatives et que*

24

*cette politique a eu des répercussions durables et dévastatrices sur la culture, le patrimoine et la langue autochtones.*

*Les conséquences des pensionnats indiens ont contribué aux problèmes sociaux qui existent encore aujourd'hui dans de nombreuses communautés.*

\* \* \*

*Nous sommes conscients aujourd'hui que nous avons eu tort de séparer les enfants de cultures et de traditions riches et vivantes, que cela a créé un vide dans de nombreuses vies et communautés, et nous nous excusons de l'avoir fait. Nous réalisons aujourd'hui qu'en séparant les enfants de leurs familles, nous avons empêché un grand nombre d'entre eux d'élever convenablement leurs propres enfants et avons semé les graines pour les générations suivantes, et nous sommes désolés d'avoir agi ainsi. Nous sommes aujourd'hui conscients que, bien trop souvent, ces institutions ont donné lieu à des abus ou à des négligences et n'étaient pas suffisamment contrôlées, et nous sommes désolés de ne pas avoir su vous protéger. Non seulement vous avez souffert de ces abus pendant votre enfance, mais en devenant parents, vous n'avez pas pu empêcher vos propres enfants de subir la même expérience, et nous en sommes désolés.*

*Le fardeau de cette expérience pèse sur vos épaules depuis bien trop longtemps. Ce fardeau nous incombe en tant que gouvernement et en tant que pays. Aujourd'hui, il n'y a aucune chance qu'au Canada, le genre de mentalités qui ont conduit au système des pensionnats indiens puisse à nouveau exister. Vous essayez depuis longtemps de vous relever de cette expérience et, de manière très concrète, nous nous joignons maintenant à vous dans cette quête. Le gouvernement du Canada présente des excuses sincères aux peuples autochtones de ce pays et leur demande de lui pardonner d'avoir si gravement manqué à ses obligations envers eux.*

58. Malgré les excuses et le fait que le Canada ait reconnu avoir agi injustement, ainsi que l'appel à la reconnaissance des communautés autochtones du Canada et de la *Commission de vérité et de réconciliation* dans son rapport provisoire de février 2012, le fait que le Canada ait exclu le groupe des survivants de la convention témoigne de son manque de considération vis-à-vis des membres du groupe des survivants. Le Canada continue, comme il l'a fait des années 1970 jusqu'en 2006 concernant les « élèves internes », de nier les préjudices subis par les demandeurs individuels et les membres du groupe des survivants, des descendants et des bandes.

{01447063.2}

### **Le manquement du Canada à ses obligations envers les membres des recours collectifs**

59. Depuis l'élaboration de la politique sur les pensionnats jusqu'à sa mise en œuvre sous forme de fréquentation forcée des pensionnats recensés, le Canada a gravement manqué à ses obligations envers les membres du groupe des survivants et, ce faisant, a détruit les fondements de l'identité individuelle des membres du groupe des survivants, a volé le patrimoine des membres du groupe des descendants et a infligé des pertes incalculables aux membres du groupe des bandes.

60. Les membres du groupe des survivants, les membres du groupe des descendants et les membres du groupe des bandes ont tous souffert du dysfonctionnement familial, de la pénalisation ou de la suppression des cérémonies traditionnelles ainsi que de la perte de la structure de gouvernance héréditaire qui leur permettait de gouverner leurs peuples et leurs terres.

61. Pendant qu'ils fréquentaient le pensionnat recensé, les membres du groupe des survivants étaient extrêmement vulnérables, et le Canada avait envers eux les plus grandes responsabilités fiduciaires, morales, statutaires, constitutionnelles et de common law, y compris, mais sans s'y limiter, l'obligation de protéger les droits autochtones ainsi que leur culture, leur langue et leur manière de vivre. Le Canada n'a pas respecté ces obligations et a manqué en particulier à sa responsabilité d'assurer la sécurité et le bien-être des survivants pendant leur séjour dans les pensionnats recensés.

### ***Les obligations du Canada***

62. Le Canada était responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de tous les aspects de la politique relative aux pensionnats indiens, y compris de tous les volets opérationnels et administratifs. Bien que les Églises aient souvent servi d'agents du Canada pour l'aider à réaliser ses objectifs, ces objectifs et la manière dont ils sont réalisés relèvent des obligations du Canada.

Le Canada était responsable de :

{01447063.2}

- (a) l'administration de la Loi et des lois qui l'ont précédée ainsi que de toutes les autres lois relatives aux Autochtones et de tous les règlements promulgués en vertu de ces lois et des lois qui les ont précédées au cours de la période visée par le recours;
- (b) la gestion, le fonctionnement et l'administration du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et de ses prédécesseurs et des ministères et départements connexes, ainsi que les décisions prises par ces ministères et services;
- (c) la construction, le fonctionnement, l'entretien, la propriété, le financement, l'administration, la supervision, l'inspection et la vérification des pensionnats recensés, ainsi que la création, la conception et la mise en œuvre du programme d'éducation des Autochtones qui les fréquentent;
- (d) la sélection, le contrôle, la formation, la supervision et la réglementation des personnes responsables des pensionnats recensés, y compris leurs employés, préposés, agents et mandataires, ainsi que des soins, de l'éducation, du contrôle et du bien-être des Autochtones qui fréquentent les pensionnats recensés;
- (e) la préservation, la valorisation, le respect des droits autochtones et la non-ingérence, y compris le droit de garder et de pratiquer leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions et le droit d'apprendre pleinement leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions auprès de leur famille, de leur famille élargie et de leur communauté; et
- (f) la prise en charge et la supervision de tous les membres du groupe des survivants pendant qu'ils fréquentaient les pensionnats recensés au cours de la période concernée par le recours.

63. De plus, le Canada s'est engagé, à chaque occasion importante, à respecter le droit international en ce qui concerne le traitement de son peuple, obligations qui constituent des engagements minimums envers les peuples autochtones du Canada, y compris les groupes de survivants, de descendants et de bandes, et qui ont été violées. Plus particulièrement, les violations commises par le Canada englobent le non-respect des conditions et de l'esprit de :

- (a) la *Convention pour la prévention et la répression des crimes de génocide*, 78 U.N.T.S. 277, entrée en vigueur le 12 janvier 1951, et plus particulièrement l'article 2(b), (c) et (e) de cette convention, en procédant de manière intentionnelle à la destruction de la culture des enfants et des communautés autochtones, causant des préjudices culturels, psychologiques, émotionnels et physiques profonds et permanents au groupe;
- (b) la *Déclaration des droits de l'enfant* (1959)? Résolution AG 1386 (XIV), 14 N.U. GAOR Supp. (No 16) à 19, N.U. Doc. A/4354 en ne fournissant pas aux enfants

{01447063.2}

autochtones les moyens nécessaires à leur épanouissement normal, tant sur le plan matériel que spirituel, et en ne leur offrant pas la possibilité de gagner leur vie et de se protéger contre toute forme d'exploitation;

- (c) la *Convention sur les droits de l'enfant*, Résolution AG 44/25, annexe, 44 NU GAOR Supp. (No 49) à 167, N.U. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989), et plus particulièrement les articles 29 et 30 de cette convention, en ne fournissant pas aux enfants autochtones une éducation visant à développer le respect de leurs parents, de leur identité culturelle, de leur langue et de leurs valeurs, et en niant le droit des enfants autochtones de jouir de leur propre culture, de professer et de pratiquer leur propre religion et d'utiliser leur propre langue;
- (d) le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, Résolution AG 2200A (XXI), 21 N.U. GAOR Supp. (No 16) à 52, N.U. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entrée en vigueur le 23 mars 1976, et plus particulièrement les articles 1 et 27 de cette convention, en portant atteinte aux droits des membres du recours collectif de conserver et de pratiquer leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions, au droit d'apprendre pleinement leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions auprès de leurs familles, de leurs familles élargies et de leurs communautés, et au droit d'enseigner leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions à leurs propres enfants, petits-enfants, familles élargies et communautés.
- (e) la *Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme*, OEA (Organisation des États Américains) Résolution XXX, adoptée lors de la neuvième conférence internationale des États américains (1948), reproduite dans les *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System (documents généraux relatifs aux droits de l'homme dans le système interaméricain)*, OEA/Ser.L.V//II.82 doc 6 rev.1 à 17 (1992), et en particulier l'article XIII, en violant le droit des membres du groupe de participer à la vie culturelle de leur communauté.
- (f) la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, Résolution AG 61/295, N.U. Doc. A/RES/61/295 (13 sept. 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), entérinée par le Canada le 12 novembre 2010, et plus particulièrement l'article 8, 2(d), qui s'engage à fournir des mécanismes efficaces de réparation pour l'assimilation forcée.

64. Les obligations du Canada en vertu du droit international servent de référence pour les devoirs du Canada en common law, les obligations statutaires, fiduciaires, constitutionnelles et autres, et une violation des obligations internationales susmentionnées est une preuve ou constitue une violation en vertu du droit national.

#### ***Violation des obligations fiduciaires et constitutionnelles***

{01447063.2}

65. Le Canada a des obligations constitutionnelles et une relation fiduciaire avec les peuples autochtones du Canada. Le Canada a créé, planifié, établi, mis en place, initié, géré, financé, supervisé, contrôlé et réglementé les pensionnats recensés et a élaboré la politique sur les pensionnats. Par ces actes, et en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, de la *Loi constitutionnelle de 1982*, et des dispositions de la Loi, telle que modifiée, le Canada a assumé le pouvoir et l'obligation d'agir en qualité de fiduciaire en ce qui concerne l'éducation et le bien-être des membres du groupe.

66. Les obligations constitutionnelles du Canada comprennent l'obligation de préserver l'honneur de la Couronne dans toutes ses relations avec les peuples autochtones, y compris les membres du groupe. Cette obligation découle de l'affirmation de la souveraineté de la Couronne dès le premier contact et se poursuit dans le cadre des relations postérieures à la signature des traités. C'est et cela reste une obligation de la Couronne et c'était une obligation de la Couronne à chaque occasion importante. L'honneur de la Couronne est un principe juridique qui exige de la Couronne qu'elle agisse à chaque occasion importante dans ses relations avec les peuples autochtones, depuis le contact jusqu'aux relations post-traités, de la manière la plus honorable possible afin de protéger les intérêts des peuples autochtones.

67. En vertu de ses obligations fiduciaires, le Canada est tenu d'agir en tant que protecteur des droits ancestraux des membres du groupe, y compris la protection et la préservation de leur langue, de leur culture et de leur mode de vie, ainsi que l'obligation de prendre des mesures de réparation pour rétablir la culture, l'histoire et le statut des demandeurs, ou de les aider à le faire. À tout le moins, l'obligation du Canada envers les Autochtones comprenait l'obligation de ne pas réduire délibérément le nombre des bénéficiaires envers lesquels le Canada avait des obligations.

68. Les obligations fiduciaires du Canada et les autres obligations imposées par le mandat constitutionnel assumé par le Canada s'étendent au groupe des descendants parce que l'objectif de la prise en charge de l'éducation du groupe des survivants était d'éradiquer la culture et l'identité de ces enfants autochtones, leur enlevant ainsi leur capacité, à l'âge adulte, de transmettre aux générations suivantes les bases linguistiques, spirituelles, culturelles et comportementales de leur peuple, ainsi que leur capacité d'établir des relations avec leur famille et leur communauté et, en fin de compte, leur capacité de s'identifier comme des Autochtones envers qui le Canada avait des obligations.

69. Les obligations fiduciaires et constitutionnelles du Canada s'étendent à la catégorie des bandes parce que la politique sur les pensionnats avait pour but, et a effectivement eu pour effet, de miner et de chercher à détruire le mode de vie établi et apprécié par ces nations dont les identités étaient et sont considérées comme collectives.

70. Le Canada a agi dans son propre intérêt et à l'encontre des intérêts des enfants autochtones, non seulement en étant déloyal envers les enfants et les communautés autochtones qu'il avait le devoir de protéger, mais en les trahissant en plus. Le Canada a exercé à tort son pouvoir discrétionnaire et son autorité sur les Autochtones, et en particulier sur les enfants, pour son seul bénéfice. Le Canada a appliqué une partie ou la totalité de la politique des pensionnats pour faire disparaître ce qu'il considérait comme le « problème indien ». Plus précisément, le Canada cherchait à se libérer de ses responsabilités morales et financières à l'égard des Autochtones, des dépenses et des inconvénients liés au fait de devoir composer avec des cultures, des langues, des habitudes et des valeurs différentes de l'héritage euro-canadien prédominant au Canada, ainsi que des défis découlant des revendications territoriales.

71. En violation de ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law envers les groupes de survivants, de descendants et de bandes, le Canada n'a pas réparé, et continue sur la même voie, les préjudices causés par ses agissements abusifs, ses manquements et ses négligences. Plus précisément, le Canada n'a pas pris de mesures adéquates pour réparer les préjudices culturels, linguistiques et sociaux subis par les survivants, les descendants et les membres des bandes, et ce, malgré le fait que le Canada ait reconnu le caractère abusif de la politique des pensionnats indiens depuis 1998.

***Violation des droits autochtones***

72. Les peuples shishálh et Tk'emlúps, et de fait tous les membres du groupe des bandes, dont descendent les demandeurs individuels, ont pratiqué des lois, des coutumes et des traditions qui faisaient partie intégrante de leurs sociétés distinctives avant le contact avec les Européens. En particulier, avant le contact avec les Européens, ces nations ont soutenu leurs membres individuels, leurs communautés et leurs cultures distinctives en parlant leurs langues et en pratiquant leurs coutumes et traditions.

73. Durant la période où les membres du groupe des survivants ont fréquenté les pensionnats recensés, conformément à la politique sur les pensionnats, on leur a appris à parler anglais, on les a punis pour avoir utilisé leurs langues traditionnelles et on leur a fait honte de leur langue et de leur mode de vie traditionnels. Par conséquent, en raison de leur fréquentation des pensionnats recensés, la capacité des membres survivants du recours collectif à parler leurs langues traditionnelles et à pratiquer leur shishálh, leur Tk'emlúps et d'autres activités spirituelles, religieuses et culturelles a été gravement compromise et, dans certains cas, entièrement perdue. Ces membres du recours collectif se sont vus refuser la capacité de faire valoir et de jouir de leurs

droits ancestraux, tant individuellement que dans le contexte de leur expression collective au sein des bandes, parmi lesquels figurent, sans s'y limiter, certaines particularités :

- (a) les activités culturelles, spirituelles et traditionnelles autochtones (shíshálh, Tk'emlúps et autres) ont été perdues ou altérées;
- (b) les structures sociales traditionnelles, y compris l'autorité égale des dirigeants masculins et féminins, ont été perdues ou altérées;
- (c) les langues shíshálh, tk'emlúps et autres langues autochtones ont été perdues ou altérées;
- (d) les compétences parentales traditionnelles des shíshálh, des Tk'emlúps et des Autochtones ont été perdues ou altérées;
- (e) les compétences des shíshálh, des Tk'emlúps et des autres Autochtones en matière de cueillette, de récolte, de chasse et de préparation des aliments traditionnels ont été perdues ou altérées; et,
- (f) le shíshálh, le Tk'emlúps et les croyances spirituelles autochtones ont été perdus ou altérés.

74. L'ingérence dans les droits ancestraux du groupe des survivants a entraîné la même perte pour leurs descendants et leurs communautés, à savoir les groupes de descendants et de bandes, ce qui était le résultat recherché par le Canada.

75. Le Canada avait, à tout moment important, et continue d'avoir l'obligation de protéger les droits ancestraux des membres des recours collectifs, y compris pour ce qui est de la mise en œuvre de leurs pratiques spirituelles et de la protection traditionnelle de leurs terres et de leurs ressources, ainsi que l'obligation de ne pas miner ou entraver les droits ancestraux des demandeurs individuels et des membres des recours collectifs. Le Canada a manqué à ces obligations, sans justification, à travers sa politique en matière de pensionnats.

***Infliction intentionnelle de souffrances morales***

{01447063.2}

76. La conception et la mise en œuvre de la politique des pensionnats en tant que programme d'assimilation visant à éradiquer la culture autochtone constituaient une conduite flagrante, extrême et scandaleuse qui était manifestement calculée pour provoquer les dommages culturels, sociaux et linguistiques, ainsi que les souffrances morales découlant de ces dommages, qui ont été effectivement subis par les membres des groupes de survivants et de descendants.

***Négligence donnant lieu à des abus spirituels, ~~physiques, sexuels,~~ émotionnels et mentaux***

77. Par l'intermédiaire de ses mandataires, le Canada a fait preuve de négligence et a manqué à ses obligations de diligence envers le groupe des survivants, dont voici quelques exemples :

- (a) il a omis de présélectionner et de sélectionner comme il se doit les personnes à qui ~~il a délégué~~ la gestion des pensionnats recensés et qu'il a embauchées directement ou par l'intermédiaire de ses mandataires, de superviser et de contrôler comme il se doit les activités des pensionnats ~~recensés~~ et de protéger les enfants autochtones contre les abus spirituels, ~~physiques, sexuels,~~ émotionnels et mentaux commis dans les pensionnats ~~recensés~~; par conséquent, les membres du groupe des survivants ont subi de tels abus et le Canada en est responsable;
- (b) il n'a pas réagi de manière appropriée ou n'a pas réagi du tout à la divulgation des abus commis dans les pensionnats ~~recensés~~ et, en fait, il a couvert ces abus et supprimé les informations relatives à ces abus; et
- (c) il n'a pas reconnu les préjudices subis et n'en a pas tenu compte lorsqu'ils se sont produits, afin de prévenir d'autres préjudices et, dans la mesure du possible, d'offrir aux victimes de ces préjudices un traitement adapté.

***Responsabilité du fait d'autrui***

78. Par l'intermédiaire de ses mandataires, le Canada a violé son obligation de diligence envers le groupe des survivants, ce qui a entraîné des préjudices pour ce groupe, et il est responsable du fait d'autrui pour toutes les violations et tous les abus commis en son nom.

79. De plus, ou à titre subsidiaire, le Canada est responsable du fait d'autrui pour négligence de l'exécution des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law de ses agents.

{01447063.2}

80. De même, les demandeurs tiennent le Canada pour seul responsable de la création et de la mise en œuvre de la Politique sur les pensionnats indiens et qui plus est :

- a. Les demandeurs renoncent expressément à tout droit qu'ils pourraient avoir d'obtenir du Canada, ou de toute autre partie, toute partie des pertes subies par les demandeurs qui pourrait être imputable à la faute ou à la responsabilité d'un tiers et pour laquelle le Canada pourrait raisonnablement être en droit de réclamer à un ou plusieurs tiers une contribution, une indemnité ou une répartition en common law, en équité ou en vertu de la loi sur la négligence de la Colombie-Britannique, R.S.B.C. 1996 c 333, telle que modifiée; et
- b. Les demandeurs ne chercheront pas à obtenir de toute partie, autre que le Canada, une partie des pertes qui ont été réclamées, ou auraient pu être réclamées, auprès de tiers.

### **Préjudices**

81. En raison de la violation des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, de l'infliction intentionnelle de souffrances morales et des violations des droits autochtones par le Canada et ses agents, pour lesquels le Canada est responsable du fait d'autrui, les membres du groupe des survivants, y compris les représentants des demandeurs, ont souffert de préjudices et de blessures, notamment :

- (a) la perte de la langue, de la culture, de la spiritualité et de l'identité autochtone;
- (b) des préjudices émotionnels et psychologiques
- (c) l'isolement de leur famille, de leur communauté et de leur Nation
- (d) la privation des éléments fondamentaux d'une éducation, y compris l'alphabétisation de base;
- (e) une dégradation de la santé mentale et émotionnelle, pouvant aller jusqu'à un handicap permanent;
- (f) une incapacité à faire confiance aux autres, à nouer ou à entretenir des relations intimes, à participer à une vie familiale normale ou à maîtriser sa colère;
- (g) une tendance à la toxicomanie;
- (h) l'isolement de la communauté, de la famille, du conjoint et des enfants;

{01447063.2}

34

- (i) une altération de la capacité à apprécier et à participer à des activités récréatives, sociales, culturelles, sportives et professionnelles;
- (j) une altération de la capacité à fonctionner sur le lieu de travail et une altération permanente de la capacité à gagner un revenu;
- (k) la privation de l'éducation et des compétences nécessaires pour obtenir un emploi rémunéré;
- (l) la nécessité d'un traitement psychologique, psychiatrique et médical continu pour les maladies et autres troubles résultant de l'expérience des pensionnats;
- (m) le dysfonctionnement sexuel;
- (n) la dépression, l'anxiété et le dysfonctionnement émotionnel
- (o) les tendances suicidaires;
- (p) la douleur et la souffrance;
- (q) la perte d'estime de soi et les sentiments de dévalorisation, de honte, de peur et de solitude;
- (r) les cauchemars, les retours en arrière et les problèmes de sommeil;
- (s) la peur, l'humiliation et l'embarras en tant qu'enfant et adulte;
- (t) la confusion et la désorientation sexuelles en tant qu'enfant et jeune adulte;
- (u) l'incapacité à exprimer ses émotions d'une manière normale et saine;
- (v) la perte de la capacité à participer aux pratiques et aux devoirs culturels ou à s'en acquitter;
- (w) la perte de la capacité à vivre dans leur communauté et leur nation; et
- (x) une douleur et une souffrance émotionnelles et psychologiques constantes et intenses.

82. En conséquence de la violation des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, ainsi que de l'infliction intentionnelle de dommages et de la violation des droits ancestraux par le Canada et ses agents, pour lesquels le Canada est responsable du fait d'autrui, les membres du groupe des descendants, y compris les représentants des demandeurs, ont subi des dommages et des préjudices, notamment :

{01447063.2}

- (a) leurs relations avec les membres survivants du groupe ont été altérées, endommagées et faussées en raison des expériences des membres survivants du groupe dans les pensionnats recensés; et,
- (b) leur culture et leurs langues ont été minées et, dans certains cas, éradiquées par, entre autres, comme il a été mentionné, l'assimilation forcée des membres du groupe des survivants à la culture euro-canadienne par l'intermédiaire des pensionnats recensés.

83. En raison de la violation des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, et de l'infliction intentionnelle de dommages et de la violation des droits ancestraux par le Canada et ses agents, pour lesquels le Canada est responsable du fait d'autrui, le groupe des bandes a souffert de la perte de la capacité d'exercer pleinement ses droits ancestraux collectivement, y compris le droit d'avoir un gouvernement traditionnel fondé sur leurs propres langues, pratiques spirituelles, lois et pratiques traditionnelles et de voir ces traditions pleinement respectées par les membres des groupes de survivants et de descendants ainsi que les générations suivantes, toutes ces pertes étant directement liées aux pertes individuelles des dommages culturels, linguistiques et sociaux des membres des groupes de survivants et de descendants.

#### **Motifs des dommages-intérêts punitifs et aggravés**

84. Le Canada a délibérément planifié l'éradication de la langue, de la religion et de la culture des membres du groupe des survivants et des membres du groupe des descendants, ainsi que la disparition du groupe des bandes. Les actions étaient malveillantes et visaient à causer un préjudice, et compte tenu des circonstances, des dommages-intérêts punitifs et aggravés sont appropriés et nécessaires.

85. Les membres du groupe affirment que le Canada et ses agents étaient parfaitement au courant des nombreux abus physiques, psychologiques, émotionnels, culturels et sexuels dont étaient victimes les membres du groupe des survivants dans les pensionnats recensés.

86. En dépit de cette information, le Canada a maintenu les pensionnats en activité et n'a pris aucune mesure, ou du moins aucune mesure raisonnable, pour protéger les membres survivants du recours collectif contre ces abus et les préjudices graves en résultant. Compte tenu des circonstances, le fait de ne pas avoir agi sur la base de ces informations pour protéger les enfants vulnérables confiés à la garde du Canada équivaut à une insouciance déréglée et téméraire concernant leur sécurité et rend les dommages-intérêts punitifs et aggravés à la fois appropriés et nécessaires.

#### **Fondement juridique de la demande d'indemnisation**

87. Les membres du groupe des survivants et des descendants sont des Indiens au sens de la *Loi sur les Indiens*, R.S.C. 1985, c. 1-5. Les membres du groupe des bandes sont des bandes composées d'indiens ainsi définis.

88. Les droits ancestraux des membres du recours collectif existaient et étaient pratiqués à toutes les époques concernées en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1982*, article 35, soit l'annexe B de la Loi de 1982 sur le Canada (R.-U.), 1982, c 11.

89. À tous les moments importants, le Canada avait une obligation spéciale et constitutionnelle de diligence, de bonne foi, d'honnêteté et de loyauté envers les demandeurs et les membres du groupe en vertu des obligations constitutionnelles du Canada et de l'obligation du Canada d'agir dans l'intérêt supérieur des Autochtones et particulièrement des enfants autochtones qui étaient particulièrement vulnérables. Le Canada a violé ces obligations, causant ainsi un préjudice.

90. Les membres du groupe sont des descendants de peuples autochtones qui ont pratiqué leurs lois, coutumes et traditions respectives qui faisaient partie intégrante de leurs sociétés distinctes avant le contact avec les Européens. Plus précisément, et ce, avant le contact avec les Européens jusqu'à aujourd'hui, les peuples autochtones dont descendent les demandeurs et les

{01447063.2}

membres du recours collectif ont assuré la pérennité de leur peuple, de leurs communautés et de leur culture distinctive en appliquant leurs lois, coutumes et traditions respectives à l'ensemble de leur mode de vie, y compris la langue, la danse, la musique, les loisirs, l'art, la famille, le mariage et les responsabilités communautaires, ainsi que l'utilisation des ressources.

#### **Constitutionnalité des articles de la *Loi sur les Indiens***

91. Les membres du recours collectif affirment que tous les articles de la Loi et de ses prédécesseurs, tous les règlements adoptés en vertu de la Loi et toutes les autres lois relatives aux Autochtones qui fournissent ou prétendent fournir l'autorité légale pour l'éradication des Autochtones par la destruction de leurs langues, de leur culture, de leurs pratiques, de leurs traditions et de leur mode de vie, violent les articles 25 et 35(1) de la *Loi constitutionnelle* de 1982, les articles 1 et 2 de la *Déclaration canadienne des droits*, L.R.C. 1985, ainsi que les articles 7 et 15 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et doivent donc être considérés comme étant sans effet.

92. Le Canada a délibérément planifié l'éradication de la langue, de la spiritualité et de la culture des demandeurs et des membres du groupe.

93. Les actions du Canada étaient délibérées et malveillantes et compte tenu des circonstances, des dommages punitifs, exemplaires et aggravés sont appropriés et nécessaires.

94. Les demandeurs invoquent et se fondent sur les éléments suivants :

*Loi sur les Cours fédérales*, L.R.C., 1985, c. F-7, art. 17;

*Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106, Partie 5.1 Recours collectifs;

*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. 1985, c. C-50, art. 3, 21, 22 et 23;

*Charte canadienne des droits et libertés*, art. 7, 15 et 24;

{01447063.2}

*Loi constitutionnelle de 1982, art. 25 et 35(1),*

*Loi sur la négligence (Colombie-Britannique), R.S.B.C. 1996, c. 333.*

*La Déclaration canadienne des droits, L.R.C. 1985, Annexe III, Préambule, art. 1 et 2 :*

*La Loi sur les Indiens, L.R.C. 1985, art. 2(1), 3, 18(2), 114-122 et ses prédécesseurs.*

Traité internationaux :

*Convention pour la prévention et la répression des crimes de génocide, 78 U.N.T.S. 277, entrée en vigueur le 12 janvier 1951;*

*Déclaration des droits de l'enfant (1959), Résolution AG 1386 (XIV), 14 N.U. GAOR Supp. (No 16) à 19, N.U. Doc. A/4354;*

*Convention sur les droits de l'enfant, Résolution AG 44/25, annexe, 44 NU GAOR Supp. (No 49) à 167, N.U. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989);*

*Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Résolution AG 2200A (XXI), 21 N.U. GAOR Supp. (No 16) à 52, N.U. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entrée en vigueur le 23 mars 1976;*

*Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, OEA (Organisation des États Américains) Résolution XXX, adoptée lors de la neuvième conférence internationale des États américains (1948), reproduite dans les *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System (documents généraux relatifs aux droits de l'homme dans le système interaméricain)*, OEA/Ser.L.V//II.82 doc 6 rev.1 à 17 (1992), et*

*Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Résolution AG 61/295, N.U. Doc. A/RES/61/295 (13 sept. 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), entérinée par le Canada le 12 novembre 2010*

Les demandeurs proposent que le procès ait lieu à Vancouver, en Colombie-Britannique.

{01447063.2}

Le 11 juin 2013

---

Peter R. Grant, au nom de  
tous les avocats des demandeurs

*Avocats des demandeurs*

~~Len Marchand  
Fulton & Company LLP  
No 300-350 Lansdowne Street  
Kamloops, BC  
V2C 1Y1  
Tél. : (250) 372-5542  
Télécopie : (250) 851-2300~~

) Coordonnées et adresse pour la signification  
) pour les demandeurs

Peter R. Grant  
Peter Grant & Associates  
Avocats et juristes  
900 – 777 Hornby Street  
Vancouver, BC  
V6Z 1S4  
Tél. : (604) 685-1229  
Télécopie : (604) 685-0244

John Kingman Phillips  
Phillips Gill LLP, avocats  
Bureau 200  
33 Jarvis Street  
Toronto, ON  
M5E 1N3  
Tél. : (647) 220-7420  
Télécopie : (416) 703-1955

Federal Court



Cour fédérale

Date : 20150618

Ordre du jour : T-1542-12

Citation : 2015 FC 766

Ottawa, Ontario 18 juin 2015

PRÉSENT : L'honorable juge Harrington

**PROPOSITION DE RECOURS COLLECTIF**

ENTRE :

**LE CHEF SHANE GOTTFRIEDSON, EN SON  
NOM ET AU NOM DE TOUS LES MEMBRES  
DE LA BANDE INDIENNE  
TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC ET DE LA  
BANDE INDIENNE  
TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC, LE CHEF  
GARRY FESCHUK, EN SON NOM ET AU NOM  
DE TOUS LES MEMBRES DE LA BANDE  
INDIENNE SEHELTE ET DE LA BANDE  
INDIENNE SEHELTE,  
VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON,  
DOREEN LOUISE SEYMOUR,  
CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT,  
VICTOR FRASER, DIENA MARIE JULES,  
AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE,  
DARLENE MATILDA BULPIT,  
FREDERICK JOHNSON,  
ABIGAIL MARGARET AUGUST,  
SHELLY NADINE HOEHNE, DAPHNE PAUL,  
AARON JOE ET RITA POULSEN**

**Les demandeurs**

et

**SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF  
DU CANADA**

**Le défendeur**

**ORDONNANCE**

**POUR LES RAISONS INVOQUÉES** le 3 juin 2015, publiées sous le numéro 2015 FC 706;

**LE TRIBUNAL ORDONNE ce qui suit :**

1. L'instance susmentionnée est certifiée en tant que recours collectif aux conditions suivantes :

a. Les groupes sont définis comme suit :

Groupe des survivants : tous les Autochtones qui ont fréquenté en tant qu'élève ou à des fins éducatives, quelle que soit la période un pensionnat indien, au cours de la période concernée par le recours collectif, à l'exclusion, pour tout membre du groupe, des périodes pour lesquelles ce membre a reçu une indemnité au titre du paiement d'expérience commune en vertu de la convention de règlement relative aux pensionnats indiens.

Groupe des descendants : la première génération de toutes les personnes qui sont des descendants des membres du groupe des survivants ou des personnes qui ont été légalement ou traditionnellement adoptées par un membre du groupe des survivants ou son conjoint.

Groupe bandes : la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc et la bande indienne Sechelt et toute autre bande indienne qui :

(i) a ou avait des membres qui sont ou étaient membres du groupe des survivants, ou dont la communauté abrite un pensionnat; et

- (ii) qui est spécifiquement ajoutée à la présente demande d'indemnisation avec un ou plusieurs pensionnats expressément désignés.

b. Les représentants des demandeurs sont :

Pour le groupe des survivants :

Violet Catherine Gottfriedson

Charlotte Anne Victorine Gilbert

Diena Marie Jules

Darlene Matilda Bulpit

Frederick Johnson

Daphne Paul

Pour le groupe des descendants :

Amanda Deanne Big Sorrel Horse

Rita Poulsen

Pour le groupe des bandes :

La bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc

La bande indienne Sechelt

c. Les demandes d'indemnisation portent sur :

La violation des obligations fiduciaires et constitutionnelles, la violation des droits autochtones, l'infliction intentionnelle de souffrances mentales, la violation des conventions ou des pactes internationaux, la violation du droit international et la

négligence commise par le Canada ou en son nom et pour laquelle le Canada est considéré comme responsable.

d. Le redressement demandé est le suivant :

Par le groupe des survivants :

- i. une déclaration selon laquelle le Canada a manqué à ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law envers les représentants des demandeurs du groupe des survivants et les autres membres du groupe des survivants en ce qui concerne l'objet, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien, la fréquentation obligatoire des membres du groupe des survivants et le soutien des pensionnats indiens;
- ii. une déclaration selon laquelle les membres du groupe des survivants ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, de s'adonner à leurs coutumes et pratiques religieuses traditionnelles et de se gouverner de leur manière traditionnelle;
- iii. une déclaration selon laquelle le Canada a violé les droits linguistiques et culturels (droits ancestraux ou autres) du groupe des survivants;
- iv. une déclaration selon laquelle la politique sur les pensionnats et les pensionnats indiens ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un préjudice irréparable au groupe des survivants;
- v. une déclaration selon laquelle le Canada est responsable envers les représentants des demandeurs du groupe des survivants et les autres membres du groupe des survivants de préjudices causés par le non-respect des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, ainsi que de droits ancestraux, de souffrances morales infligées

- intentionnellement, et de violations des conventions et des pactes internationaux, de même que du droit international, en ce qui concerne l'objectif, la création, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, la fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants ainsi que le soutien des pensionnats indiens;
- vi. des dommages-intérêts généraux pour négligence, violation d'obligations fiduciaires, d'obligations découlant de la Constitution, de la loi et de la common law, de droits ancestraux et d'infliction intentionnelle de souffrances morales, ainsi que pour violation de conventions et de pactes internationaux, et pour violation du droit international, négligence et infliction intentionnelle de souffrances morales dont le Canada est responsable;
  - vii. des dommages-intérêts pécuniaires et des dommages-intérêts spéciaux pour négligence, perte de revenu, perte de capacité lucrative, perte de perspectives économiques, perte de possibilités d'éducation, violation d'obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law ainsi que de droits ancestraux et pour infliction intentionnelle de souffrances morales, ainsi que des violations de conventions et de pactes internationaux, de même que des violations du droit international, y compris des montants pour couvrir le coût des soins, et pour restaurer, protéger et préserver le patrimoine linguistique et culturel des membres du groupe des survivants dont le Canada est responsable;
  - viii. des dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est responsable; et
  - ix. des intérêts et coûts antérieurs et postérieurs au jugement.

Par le groupe des descendants :

- i. une déclaration selon laquelle le Canada a manqué à ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law envers les représentants des demandeurs du groupe des descendants et les autres membres du groupe des descendants en ce qui concerne l'objet, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien, la fréquentation obligatoire des membres du groupe des survivants et le soutien des pensionnats recensés;
- ii. une déclaration selon laquelle le groupe des descendants ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, de s'adonner à leurs coutumes et pratiques religieuses traditionnelles et de se gouverner de leur manière traditionnelle
- iii. une déclaration selon laquelle le Canada a violé les droits linguistiques et culturels (droits ancestraux ou autres) du groupe des descendants;
- iv. une déclaration selon laquelle la politique sur les pensionnats et les pensionnats recensés ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux ainsi qu'un préjudice irréparable au groupe des descendants;
- v. une déclaration selon laquelle le Canada est responsable envers les représentants des demandeurs du groupe des descendants et les autres membres du groupe des descendants pour les dommages causés par la violation de ses obligations fiduciaires et constitutionnelles et des droits autochtones, ainsi que par les violations des conventions et pactes internationaux et du droit international, en ce qui concerne l'objectif, la

création, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, de même que la fréquentation obligatoire des pensionnats par les membres du groupe des survivants et le soutien de ces pensionnats;

- vi. des dommages-intérêts généraux pour violation des obligations fiduciaires et constitutionnelles et des droits ancestraux, ainsi que des violations des conventions et pactes internationaux, de même que des violations du droit international, dont le Canada est responsable;
- vii. des dommages-intérêts pécuniaires et dommages-intérêts spéciaux pour violation des obligations fiduciaires et constitutionnelles et des droits ancestraux, ainsi que des violations de conventions et de pactes internationaux, de même que des violations du droit international, y compris des montants pour couvrir le coût des soins, et pour restaurer, protéger et préserver le patrimoine linguistique et culturel des membres du groupe des survivants dont le Canada est responsable;
- viii. des dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est responsable; et
- ix. des intérêts et coûts antérieurs et postérieurs au jugement.

Par le groupe des bandes :

- i. une déclaration selon laquelle la bande indienne Sechelt et la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc, ainsi que tous les membres du groupe des bandes ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, de s'adonner à leurs coutumes et pratiques religieuses traditionnelles et de se gouverner de leur manière traditionnelle;

- ii. une déclaration selon laquelle le Canada a manqué à ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, ainsi qu'aux conventions et pactes internationaux et au droit international, envers les membres du groupe des bandes en ce qui concerne l'objet, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien, la fréquentation obligatoire des membres du groupe des survivants et le soutien des pensionnats SIRS (pensionnat indien de Sechelt) et KIRS (pensionnat indien de Kamloops) et d'autres pensionnats recensés;
- iii. une déclaration selon laquelle la politique sur les pensionnats SIRS et KIRS ainsi que les pensionnats recensés ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un préjudice irréparable au groupe des bandes;
- iv. une déclaration selon laquelle le Canada a violé ou viole les droits ancestraux, les droits linguistiques et culturels des membres du groupe des bandes (droits ancestraux ou autres), ainsi que les conventions et les pactes internationaux de même que le droit international, du fait de la création, du financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, la fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants ainsi que le soutien des pensionnats recensés;
- v. une déclaration selon laquelle le Canada est responsable envers les membres du groupe des bandes de préjudices causés par le non-respect des obligations fiduciaires et constitutionnelles ainsi que de droits ancestraux, de même que de violations des conventions et des pactes internationaux, et du droit international, en ce qui concerne l'objectif, la création, le

financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, la fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants ainsi que le soutien des pensionnats recensés;

- vi. des dommages-intérêts non pécuniaires et pécuniaires ainsi que des dommages-intérêts spéciaux pour violation des obligations fiduciaires et constitutionnelles et des droits ancestraux, ainsi que des violations des conventions et des pactes internationaux, de même que des violations du droit international, y compris des montants pour couvrir en continu le coût des soins de manière individuelle pour les membres du groupe des bandes, et pour restaurer, ainsi que les coûts de restauration, de protection et de préservation du patrimoine linguistique et culturel des bandes dont le Canada est responsable;
- vii. La construction et l'entretien de centres de guérison et d'éducation dans les communautés du groupe des bandes, ainsi que d'autres centres ou opérations susceptibles d'atténuer les pertes subies et que cette honorable Cour pourrait juger appropriés et justes;
- viii. des dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est responsable; et
- ix. des intérêts et coûts antérieurs et postérieurs au jugement.

e. Les questions communes de droit ou de fait sont les suivantes :

- a. Dans le cadre de l'objectif, du fonctionnement ou de la gestion de l'un des pensionnats au cours de la période concernée par le recours collectif, le défendeur a-t-il manqué à une obligation fiduciaire envers les survivants,

les descendants et le groupe de la bande, ou l'un d'entre eux, de ne pas détruire leur langue et leur culture?

- b. Dans le cadre de l'objectif, du fonctionnement ou de la gestion de l'un des pensionnats au cours de la période concernée par le recours collectif, le défendeur a-t-il violé les droits culturels ou linguistiques, qu'il s'agisse de droits ancestraux ou autres, du groupe des survivants, des descendants et des bandes, ou de l'un d'entre eux?
- c. Dans le cadre de l'objectif, du fonctionnement ou de la gestion de l'un des pensionnats au cours de la période concernée par le recours collectif, le défendeur a-t-il manqué à un devoir de diligence envers le groupe des survivants de les protéger de tout préjudice psychologique pouvant donner lieu à des poursuites judiciaires?
- d. Dans le cadre de l'objectif, du fonctionnement ou de la gestion de l'un des pensionnats au cours de la période concernée par le recours collectif, le défendeur a-t-il manqué à un devoir de diligence envers le groupe des survivants de les protéger de tout préjudice psychologique pouvant donner lieu à des poursuites judiciaires?
- e. Si la réponse à l'un des points (a)-(d) ci-dessus est positive, la Cour peut-elle faire une évaluation globale des préjudices subis par le groupe dans le cadre du procès sur les questions communes?

- f. Si la réponse à l'un des points (a)-(d) ci-dessus est positive, le défendeur s'est-il rendu coupable d'une conduite qui justifie l'attribution de dommages-intérêts punitifs; et
  - g. Si la réponse au point (f) ci-dessus est positive, quel montant de dommages-intérêts punitifs devrait être accordé?
- f. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente ordonnance :
- a. « Autochtone(s) », « Personne(s) autochtone(s) » ou « Enfant(s) autochtone(s) » désigne une ou plusieurs personnes dont les droits sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* de 1982;
  - b. « Droits ancestraux » désigne une partie ou la totalité des droits ancestraux et des droits issus de traités reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* de 1982;
  - c. « Loi » désigne la *Loi sur les Indiens*, L.R.C. de 1985, chapitre I-5 et ses versions antérieures, ainsi que les modifications qui y ont été apportées le cas échéant;
  - d. « Convention » désigne la convention de règlement relative aux pensionnats indiens datée du 10 mai 2006, conclue par le Canada pour régler les demandes d'indemnisation relatives aux pensionnats indiens, telles qu'elles ont été approuvées dans les ordonnances rendues par les diverses administrations canadiennes;
  - e. « Canada » désigne la défenderesse, Sa Majesté la Reine;

- f. « Période du recours » désigne les années 1920 à 1997;
  - g. « Préjudice culturel, linguistique et social » désigne les dommages ou les préjudices résultant de la création et de la mise en œuvre des pensionnats et de la politique relative aux pensionnats en matière d'éducation, de gouvernance, d'économie, de culture, de langue, de spiritualité et de coutumes sociales, de pratiques et de mode de vie, de structures de gouvernance traditionnelles, ainsi que de sécurité et de bien-être communautaires et individuels des Autochtones;
  - h. « Pensionnat(s) recensé(s) » désigne KIRS ou SIRS ou tout autre pensionnat expressément désigné en tant que membre du groupe des bandes;
  - i. « KIRS » désigne le pensionnat indien de Kamloops;
  - j. « Pensionnats » désigne tous les pensionnats indiens reconnus en vertu de la convention et figurant à l'annexe A jointe à la présente ordonnance, laquelle annexe peut être modifiée le cas échéant par ordonnance de la Cour;
  - k. « Politique sur les pensionnats indiens » désigne la politique du Canada relative à la mise en œuvre des pensionnats indiens; et
  - l. « SIRS » désigne le pensionnat indien de Sechelt.
- g. La forme et le contenu des avis aux membres du groupe doivent être approuvés par cette Cour. Les membres du groupe des survivants et des descendants auront jusqu'au 30 octobre 2015 pour se retirer, ou tout autre délai que cette Cour fixera. Les membres

Page : 14

du groupe des bandes auront 6 mois pour décider de participer à partir de la date de publication de l'avis comme indiqué par la Cour, ou tout autre délai fixé par la Cour.

- h. L'une ou l'autre des parties peut demander à la Cour de modifier la liste des pensionnats figurant à l'annexe A aux fins de la présente procédure.

« Sean Harrington »

---

Juge

**ANNEXE A**  
**conformément à l'ordonnance du juge Harrington**

**LISTE DES PENSIONNATS**

**Pensionnats de la Colombie-Britannique**

Ahousaht

Alberni

Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)

Christie (Clayoquot, Kakawis)

Coqualeetza de 1924 à 1940

Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)

Kamloops

Île Penelakut

Lejac (Fraser Lake)

Lower Post

St George's (Lytton)

St. Mary's (Mission)

St. Michael's (foyer pour filles d'Alert Bay, foyer pour garçons d'Alert Bay)

Sechelt

St. Paul's (Squamish, North Vancouver)

Port Simpson (Foyer pour filles de Crosby)

Kitimaat

Anahim Lake Dormitory (de septembre 1968 à juin 1977)

**Pensionnats de l'Alberta**

Assumption (Hay Lake)  
Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)  
Crowfoot (Blackfoot, St. Joseph's, Ste. Trinité)  
Desmarais (Wabiscaw Lake, St. Martin's, Wabisca Roman Catholic)  
Edmonton (Poundmaker, remplacé par Red Deer Industrial)  
Ermineskin (Hobbema)  
Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saint-Anges)  
Fort Vermilion (St. Henry's)  
Joussard (St. Bruno's)  
Lac La Biche (Notre Dame des Victoires)  
Petit lac des Esclaves (St. Peter's)  
Morley (Stony/Stoney, a remplacé l'orphelinat McDougall)  
Old Sun (Blackfoot)  
Sacré-Cœur (Peigan, Brocket)  
St. Albert (Youville)  
Augustine (Smokey-River)  
St. Cyprian (Maison du jubilé de la reine Victoria, Peigan)  
St. Joseph's (High River, Dunbow)  
St. Mary's (Blood, Immaculée Conception)  
St. Paul's (Blood)  
Sturgeon Lake (Calais, St. Francis Xavier)  
Wabasca (St. John's)  
Whitefish Lake (St. Andrew's)  
Grouard jusqu'à décembre 1957  
Sarcee (St. Barnabas)

**Pensionnats de la Saskatchewan**

Beauval (Lac la Plonge)  
File Hills  
Gordon's  
Lac La Ronge (voir Prince Albert)  
Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, Lycée St. Paul)  
Marieval (Cowessess, Crooked Lake)

Muscowequan (Lestock, Touchwood)  
Onion Lake Anglican (voir Prince Albert)  
Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)  
Regina  
Round Lake  
St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)  
St. Michael's (Duck Lake)  
St. Philip's  
Sturgeon Landing (remplacé par Guy Hill, MB)  
Thunderchild (Delmas, St. Henri)  
Crowstand  
Fort Pelly  
Externat fédéral de Cote Improved (de septembre 1928 à juin 1940)

**Pensionnats du Manitoba**

Assiniboia (Winnipeg)  
Birtle  
Brandon  
Centre de formation professionnelle de Churchill  
Cross Lake (St. Joseph's, Norway House)  
Dauphin (remplacé par McKay)  
Elkhorn (Washakada)  
Fort Alexander (Pine Falls)  
Guy Hill (Clearwater, The Pas, anciennement Sturgeon Landing, SK)  
McKay (The Pas, remplacé par Dauphin)  
Norway House  
Pine Creek (Campeville)  
Portage la Prairie  
Sandy Bay  
Foyer Notre Dame (Norway House Catholic, foyer de Jack River, remplacé par Jack River  
Annex à Cross Lake)

**Pensionnats de l'Ontario**

Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)

Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)  
Chapleau (St. Joseph's)  
Fort Frances (St. Margaret's)  
McIntosh (Kenora)  
Institut Mohawk  
Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)  
Pelican Lake (Pelican Falls)  
Poplar Hill  
St. Anne's (Fort Albany)  
St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)  
Shingwauk  
École espagnole pour garçons (Charles Garnier, St. Joseph's)  
École espagnole pour filles (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)  
St. Joseph's/Fort William  
Lycée de Stirland Lake (Académie de Wahbon Bay) du 1<sup>er</sup> septembre 1971 au 30 juin 1991  
Lycée de Cristal Lake (du 1<sup>er</sup> septembre 1976 au 30 juin 1986)

**Pensionnats du Québec**

Amos  
Fort George (anglican)  
Fort George (catholique romain)  
La Tuque  
Point Bleue  
Sept-Îles  
Foyers fédéraux à Great Whale River  
Foyers fédéraux à Port Harrison  
Foyers fédéraux à George River  
Foyer fédéral de Payne Bay (Bellin)  
Foyers à Fort George (du 1<sup>er</sup> septembre 1975 au 30 juin 1978)  
Foyers à Mistassini (du 1<sup>er</sup> septembre 1971 au 30 juin 1978)

**Pensionnats de la Nouvelle-Écosse**

Shubenacadie

**Pensionnats du Nunavut**

Chesterfield Inlet (Joseph Bernier, Turquetil Hall)  
Foyers fédéraux à Panniqtuug/Pangnirtang  
Foyers fédéraux à Broughton Island/Qikiqtarjuaq  
Foyers fédéraux à Cape Dorset Kinngait  
Foyers fédéraux à Eskimo Point/Arviat  
Foyers fédéraux à Igloolik/Iglulik  
Foyers fédéraux à Baker Lake/Qamani'tuaq  
Foyers fédéraux à Pond Inlet/Mittimatalik  
Foyers fédéraux à Cambridge Bay  
Foyers fédéraux à Lake Harbour  
Foyers fédéraux à Belcher Islands  
Foyers fédéraux à Frobisher Bay/Ukkivik  
Foyer-tente fédéral à Coppermine

**Pensionnats des Territoires du Nord-Ouest**

Aklavik (Immaculée Conception)  
Aklavik (All Saints)  
Fort McPherson (Fleming Hall)  
Ford Providence (Sacré-Cœur)  
Fort Resolution (St. Joseph's)  
Fort Simpson (Bompas Hall)  
Fort Simpson (Lapointe Hall)  
Fort Smith (Breynat Hall)  
HayRiver (St. Peter's)  
Inuvik (Grollier Hall)  
Inuvik (Stringer Hall)  
Yellowknife (Akaitcho Hall)  
Fort Smith – Grandin College  
Foyer fédéral à Fort Franklin

**Pensionnats du Yukon**

Carcross (Chooulta)  
Yukon Hall (Whitehorse/foyer protestant)

Coudert Hall (foyer Whitehorse/foyer scolaire – remplacé par Yukon Hall)

Mission baptiste de Whitehorse

Pensionnat esquimau de Shingle Point

Foyer de St. Paul's de septembre 1920 à juin 1943

## ANNEXE C

### PROCESSUS DE RÉCLAMATIONS RELATIF AU PAIEMENT DES INDEMNITÉS LIÉES À LA FRÉQUENTATION D'EXTERNAT

#### *Principes régissant l'administration des réclamations*

1. Les principes suivants régissent l'administration des réclamations (« Principes du processus de réclamation ») :
  - a. le processus de réclamation doit être rapide, peu coûteux, convivial, sensible aux aspects culturels et tenir compte des traumatismes subis;
  - b. le processus de réclamation doit minimiser le fardeau des demandeurs dans la poursuite de leurs réclamations;
  - c. le processus de réclamation doit limiter toute probabilité de nouveau traumatisme au cours du processus de réclamation;
  - d. l'administrateur des réclamations et l'examineur indépendant doivent supposer qu'un réclamant agit honnêtement et de bonne foi, sauf preuve raisonnable du contraire;
  - e. l'administrateur des réclamations et l'examineur indépendant tireront toutes les conclusions raisonnables et favorables possibles en faveur du demandeur.
2. Les principes du processus de réclamation ci-dessus doivent être appliqués tout au long du processus de réclamation, y compris lors de tout réexamen.

#### *Critère d'admissibilité*

3. Conformément à la convention de règlement, un demandeur a droit au paiement d'une indemnité liée à la fréquentation d'externat et sa réclamation sera approuvée, si le demandeur satisfait aux critères d'admissibilité suivants :
  - a. la réclamation concerne un ancien élève externe qui était vivant le 30 mai 2005;

- b. la réclamation est faite en raison de la fréquentation par cet élève externe d'un pensionnat indien figurant à l'annexe E pendant l'ensemble ou une partie d'une année scolaire pour laquelle il n'a pas reçu de paiement d'expérience commune en vertu de la CRRPI, n'a pas reçu et ne recevra pas d'indemnité en vertu du règlement McLean, et n'a pas reçu d'indemnité en vertu de tout autre règlement concernant une école figurant à l'annexe K du règlement McLean;
- c. la réclamation est remise à l'administrateur des réclamations avant la date limite de réclamation ultime.

### ***Réception de réclamations***

- 4. Pour demander un paiement d'indemnité liée à la fréquentation d'externat, tout demandeur doit remplir un formulaire de réclamation et le remettre à l'administrateur des réclamations avant la date limite des réclamations, par voie électronique ou en copie papier, selon les modalités établies par l'administrateur des réclamations.
- 5. Nonobstant la date limite de réclamation, un demandeur peut remettre un formulaire de réclamation accompagné d'une réclamation d'extension de la date limite de réclamation à l'administrateur des réclamations après la date limite de réclamation, mais avant la date limite ultime de réclamation. En aucun cas, l'administrateur des réclamations n'acceptera de formulaires de réclamation après la date limite ultime de réclamation, sauf dans les cas spécifiquement prévus par les présentes et par le processus de réclamation successorale décrit à l'annexe D.
- 6. L'administrateur des réclamations devra fournir au demandeur une confirmation de la réception de la réclamation.
- 7. L'administrateur des réclamations numérisera toutes les demandes en copie papier et conservera des copies électroniques qui seront utilisées uniquement aux fins prévues par les présentes.
- 8. L'administrateur des réclamations examinera chaque réclamation afin de s'assurer qu'elle est dûment remplie. En cas d'absence de toute information requise sur le

formulaire de réclamation, le rendant ainsi incomplet, notamment en ce qui concerne une demande d'extension du délai de réclamation, l'administrateur des réclamations doit contacter le demandeur et pour lui demander de fournir les informations manquantes ou de lui remettre à nouveau le formulaire de réclamation. Le demandeur disposera de 60 jours, à compter de la date où l'administrateur des réclamations lui fait parvenir une telle demande, pour remettre à nouveau son formulaire de réclamation, peu importe si la date limite ultime des réclamations est dépassée.

9. L'administrateur des réclamations doit, sans prendre d'autres mesures, rejeter toute réclamation faite à l'égard d'une personne décédée le 29 mai 2005 ou avant.

***Informations fournies par le Canada***

10. L'administrateur des réclamations fournira au Canada une copie de chaque réclamation pour toute personne qui était vivante le 30 mai 2005. Ces copies ne seront utilisées qu'aux fins prévues par les présentes.
11. Le Canada examinera la réclamation en fonction de toute l'information en sa possession afin de :
  - a. établir si la personne en cause dans la réclamation ou l'exécuteur, le représentant ou l'héritier ayant présenté une réclamation à sa place a reçu un paiement d'expérience commune en vertu de la CRRPI pour l'une des années scolaires visées par la réclamation;
  - b. établir si la personne en cause dans la réclamation ou l'exécuteur, le représentant ou l'héritier ayant présenté une réclamation s'est vu refusé une demande de paiement d'expérience commune en vertu de la CRRPI pour l'une des années scolaires visées par la réclamation;
  - c. établir si la personne ou l'exécuteur, le représentant ou l'héritier ayant présenté une réclamation à sa place a reçu un paiement d'expérience commune en vertu d'un règlement concernant un des pensionnats figurant

- à l'annexe K du règlement McLean pour l'une de ces mêmes années scolaires visées par la réclamation;
- d. établir si la personne en cause a fréquenté une école ne figurant pas sur la liste 1 ou la liste 2 de l'annexe E pour l'une ou l'autre des années scolaires visées par la réclamation ;
- e. examiner toute autre information pouvant être pertinente pour une réclamation relative à une école figurant sur la liste 2 de l'annexe E.
12. Afin de s'assurer que la réclamation n'est pas refusée uniquement parce que le demandeur s'est trompé sur l'année ou les années scolaires au cours desquelles il a fréquenté un pensionnat à titre d'élève externe, le Canada examinera les dossiers de fréquentation du ou des pensionnats indiens visés par la réclamation pour les cinq années scolaires précédant et suivant l'année ou les années scolaires mentionnées dans la réclamation. Si, à la suite de ce processus, il s'avère que la personne en question était un élève externe au cours d'une ou de plusieurs années scolaires non réclamées, cette information sera fournie à l'administrateur des réclamations et la réclamation sera évaluée comme si elle comprenait cette ou ces années scolaires.
13. Le Canada peut transmettre à l'administrateur des réclamations toute information ou tout document confirmant ou infirmant la fréquentation d'un pensionnat à titre d'élève externe de la personne en cause dans les 45 jours suivant la réception d'une réclamation de l'administrateur des réclamations, mais il s'efforcera de le faire le plus rapidement possible afin de ne pas retarder sa décision relative à toute réclamation.

***Évaluation par l'administrateur des réclamations***

14. Lorsque la réclamation concerne une personne qui s'est vue refuser une demande de paiement d'expérience commune en vertu de la CRRPI pour une des années scolaires mentionnées dans la réclamation au motif qu'elle a fréquenté le ou les pensionnats indiens, mais n'y a pas résidé, peu importe le ou les pensionnats indiens cités dans la réclamation, l'administrateur des réclamations considérera que la réclamation est présumée valide, sous réserve des dispositions ci-dessous.

15. Pour toutes les autres réclamations, l'administrateur des réclamations déterminera d'abord si la réclamation est faite à l'égard d'un élève externe, conformément à la procédure suivante :
- a. lorsque la réclamation concerne un ou plusieurs pensionnats indiens figurant sur la liste 1 de l'annexe E au cours des périodes précisées dans cette liste, et que le formulaire de réclamation indique de façon positive que la réclamation concerne un individu qui a fréquenté le pensionnat en tant qu'élève externe, l'administrateur des réclamations considérera la réclamation comme étant présumée valide, sous réserve des dispositions ci-dessous;
  - b. lorsque la réclamation ne concerne qu'un ou plusieurs pensionnats indiens figurant sur la liste 2 de l'annexe E au cours des périodes précisées dans cette liste, et que le demandeur fournit une déclaration solennelle indiquant que l'individu visé par la réclamation était un élève externe et précisant le lieu de résidence de celui-ci pendant la période où cette personne était un élève externe, l'administrateur des réclamations examinera la réclamation et tout renseignement fourni par le Canada en vertu des paragraphes 11 à 13 ci-dessus. À moins que le Canada ait fourni des preuves positives démontrant, selon la prépondérance des probabilités, que la personne n'était pas un élève externe, la réclamation sera présumée valide, sous réserve des dispositions ci-dessous;
  - c. lorsque la réclamation ne nomme aucun pensionnat indien figurant à l'annexe E, l'administrateur des réclamations fera tout son possible pour déterminer la possibilité d'une erreur ou d'une erreur de nom dans le nom d'un pensionnat indien, notamment, en contactant le demandeur, le cas échéant. L'administrateur des réclamations doit corriger ces erreurs ou erreurs de nom. Si l'administrateur des réclamations est convaincu que la réclamation ne concerne aucun des pensionnats indiens énumérés à l'annexe E, il doit rejeter la réclamation.

16. L'administrateur des réclamations examinera toute information fournie par le Canada en vertu des paragraphes 11 à 13 ci-dessus ainsi que toute information en sa possession dans le cadre du règlement McLean. Si l'administrateur des réclamations estime qu'il existe des preuves positives démontrant, selon la prépondérance des probabilités, que pour toutes les années scolaires indiquées dans le formulaire de réclamation, la personne en cause ou l'exécuteur, le représentant ou l'héritier ayant présenté une réclamation à sa place :
- a. a reçu un paiement d'expérience commune en vertu de la CRRPI ;
  - b. a reçu une indemnité dans le cadre de l'accord de McLean ;
  - c. a reçu une indemnité dans le cadre de tout autre règlement concernant une école figurant à l'annexe K du règlement McLean ;
  - d. a fréquenté une école qui ne figure pas à l'annexe E ;
  - e. ou toute combinaison des alinéas (a), (b), (c), ou (d).

l'administrateur des réclamations doit rejeter la réclamation.

17. L'administrateur des réclamations informera tout demandeur dont la réclamation est rejetée en lui remettant une lettre en utilisant le moyen de communication choisi par le demandeur :
- a. indiquant clairement les raisons pour lesquelles la réclamation a été rejetée;
  - b. dans l'éventualité où le demandeur a le droit de demander un réexamen :
    - i. informant le demandeur de son droit de demander un réexamen, de la procédure de demande de réexamen et de tout délai applicable;
    - ii. informant le demandeur de son droit d'avoir recours à l'assistance gratuite des avocats du groupe et de son droit d'avoir recours, à ses frais, à l'assistance d'un autre avocat de son choix;

- iii. accompagnée des copies de toutes les informations et de tous les documents ayant été pris en compte dans le cadre de la décision de l'administrateur des réclamations de rejeter la réclamation.

**Réexamen**

- 18. Un demandeur dont la réclamation est rejetée parce que :
  - a. sa réclamation concerne une école dont l'administrateur des réclamations est convaincu qu'elle n'est pas un pensionnat indien figurant à l'Annexe E ;
  - b. ou sa réclamation est faite au nom d'une personne décédée le 29 mai 2005 ou à une date antérieure,n'a pas le droit de demander un réexamen.
- 19. Un demandeur dont la réclamation est refusée pour toute autre raison a le droit de demander un réexamen à l'examineur indépendant. L'avis d'intention de demander un réexamen doit être remis à l'examineur indépendant dans les 60 jours suivant la date de la décision de l'administrateur des réclamations.
- 20. Le Canada n'a en aucun cas le droit de demander un réexamen.
- 21. Les demandeurs qui sollicitent un réexamen ont le droit, sans avoir à engager de frais, d'être représentés par un avocat du groupe aux fins du réexamen, ou de faire appel, à leurs frais, à un autre avocat de leur choix.
- 22. L'examineur indépendant fournira au demandeur un accusé de réception concernant l'avis d'intention de demander un réexamen et fournira au Canada une copie de cet avis.
- 23. L'examineur indépendant informera le demandeur qu'il a le droit de présenter de nouvelles preuves lors du réexamen. Le demandeur dispose de 60 jours pour présenter toute nouvelle preuve lors du réexamen, moyennant toute autre extension

raisonnable du délai que le réclamant peut demander et que l'examineur indépendant peut accorder.

24. L'examineur indépendant fournira au Canada toute nouvelle preuve présentée par le demandeur et le Canada aura le droit de fournir des informations supplémentaires à l'examineur indépendant qui doit à toute nouvelle preuve fournie dans les 60 jours.
25. L'examineur indépendant étudiera alors chaque réclamation, notamment les documents justificatifs, *de novo*, et rendra une décision conformément aux principes du processus de réclamation énoncés ci-dessus. L'examineur indépendant devra en particulier :
  - a. présumer qu'un demandeur agit honnêtement et de bonne foi, en l'absence de motifs raisonnables du contraire;
  - b. tirer toutes les conclusions raisonnables et favorables possibles en faveur du demandeur.
26. Si l'examineur indépendant décide que la réclamation doit être acceptée, l'administrateur des réclamations et le demandeur en seront informés, et l'administrateur des réclamations paiera le demandeur sans délai.
27. Si l'examineur indépendant décide du rejet de la réclamation, il en informera le demandeur en lui adressant une lettre par le moyen de communication de son choix :
  - a. indiquant clairement les raisons pour lesquelles la réclamation a été rejetée;
  - b. accompagnée des copies de toutes les informations et de tous les documents ayant été pris en compte dans le cadre de la décision de l'examineur indépendant de rejeter la réclamation.
28. Toutes les demandes de réexamen doivent faire l'objet d'une décision de l'examineur indépendant dans les 30 jours suivant la réception de tout document de réponse fourni par le Canada ou l'expiration du délai accordé au Canada pour fournir des documents de réponse, selon la première éventualité. Si le demandeur

9

ne présente pas de nouvelles preuves lors du réexamen, l'examineur indépendant doit rendre sa décision dans les 30 jours suivant l'expiration du délai accordé au demandeur pour fournir lesdites preuves. Les délais prévus dans cette section peuvent être modifiés par entente entre les avocats du groupe et le Canada, en consultation avec l'examineur indépendant.

29. La décision de l'examineur indépendant est définitive et sans appel.

**Annexe D**

**PROCESSUS DE RÉCLAMATIONS SUCCESSORALES RELATIF AU PAIEMENT  
DES INDEMNITÉS LIÉES À LA FRÉQUENTATION D'EXTERNAT**

***Lorsqu'il y a un exécuteur, un administrateur ou un liquidateur***

1. Le demandeur doit :
  - a. remplir le formulaire de réclamations approprié;
  - b. fournir la preuve que l'élève externe est décédé;
  - c. fournir une preuve de la date du décès de l'élève externe;
  - d. fournir la preuve qu'il a été nommé exécuteur, administrateur ou liquidateur.
2. Le formulaire de réclamation doit contenir des dispositions relatives à l'exonération, à l'indemnisation et à l'exonération de responsabilité à l'endroit du Canada, des demandeurs, des avocats du recours collectif, de l'administrateur des réclamations et de l'examineur indépendant.
3. L'administrateur des réclamations évaluera la réclamation conformément au processus de réclamation.
4. Le paiement de toute réclamation approuvée sera versé à « la succession » de l'élève externe décédé.

***Lorsqu'il n'y a pas d'exécuteur, d'administrateur ou de liquidateur***

5. Le demandeur doit :
  - a. remplir le formulaire de réclamations approprié;
  - b. fournir la preuve que l'élève externe est décédé;
  - c. fournir une preuve de la date du décès de l'élève externe;
  - d. fournir une attestation ou une déclaration selon laquelle l'élève externe n'avait pas de testament et qu'aucun exécuteur, administrateur ou liquidateur n'a été nommé par la Cour;

- e. fournir une preuve du lien de parenté avec l'élève externe, qui peut être sous forme de l'attestation ou de la déclaration d'un tiers;
  - f. fournir une attestation ou une déclaration du demandeur selon laquelle il n'y a pas d'héritier(s) de rang supérieur;
  - g. dresser la liste de toutes les personnes (le cas échéant) ayant la même priorité en tant qu'héritiers que le demandeur;
  - h. fournir le consentement écrit de toutes les personnes (le cas échéant) ayant le même rang que le demandeur dans l'ordre de priorité des héritiers afin que le demandeur puisse soumettre une réclamation au nom de l'élève externe décédé.
6. Le formulaire de réclamation doit contenir des dispositions relatives à l'exonération, à l'indemnisation et à l'exonération de responsabilité à l'endroit du Canada, des demandeurs, des avocats du recours collectif, de l'administrateur des réclamations et de l'examineur indépendant.
7. L'administrateur des réclamations évaluera la réclamation conformément au processus de réclamation. Celui-ci n'effectuera de paiement que pour une réclamation approuvée ou communiquera une réclamation rejetée avec un droit de réexamen conformément aux dispositions ci-dessous. Dans les cas où la réclamation est rejetée sans droit de réexamen, l'administrateur des réclamations informera le demandeur conformément à la procédure normale à laquelle il est sujet.
8. Si l'administrateur des réclamations ne reçoit aucune autre réclamation concernant le même élève externe décédé avant la date limite ultime des réclamations, celui-ci doit :
- a. dans le cas d'une réclamation approuvée, payer le demandeur;
  - b. dans le cas d'une réclamation rejetée, informer le demandeur du rejet de la réclamation conformément au paragraphe 17 du processus de réclamation. Le demandeur peut solliciter un réexamen conformément au processus de réclamation.

9. Si l'administrateur des réclamations reçoit une autre réclamation concernant le même élève externe décédé avant la date limite ultime des réclamations et que le demandeur est l'exécuteur, l'administrateur ou le liquidateur de la succession, l'administrateur des réclamations rejettera la réclamation de tout demandeur qui n'est pas l'exécuteur, l'administrateur ou le liquidateur, sans droit de réexamen.
10. Si une ou plusieurs réclamations supplémentaires concernant le même élève externe décédé sont soumises à l'administrateur des réclamations avant la date limite ultime des réclamations par un demandeur n'étant ni exécuteur testamentaire ni du même rang que le ou les précédents demandeurs dans l'ordre de priorité des héritiers, l'administrateur des réclamations devra communiquer avec le demandeur réputé avoir le dernier rang dans l'ordre de priorité des héritiers afin de s'enquérir si ce dernier conteste l'existence d'un héritier d'un rang supérieur. Si l'existence d'un héritier ayant un rang supérieur est contestée, l'affaire sera renvoyée à l'examineur indépendant pour qu'il détermine lequel des demandeurs a priorité afin de désigner ce dernier comme représentant légal de l'élève externe défunt. La décision de l'examineur indépendant est définitive, sans aucun droit d'appel ou d'examen judiciaire. L'examineur indépendant doit informer l'administrateur des réclamations de sa décision, puis l'administrateur des réclamations doit :
  - a. dans le cas d'une réclamation approuvée, payer le représentant désigné;
  - b. dans le cas d'une réclamation rejetée, informer le demandeur du rejet de la réclamation conformément au paragraphe 17 du processus de réclamation. Le représentant désigné peut solliciter un réexamen conformément au processus de réclamation.
11. Si une ou plusieurs réclamations supplémentaires concernant le même élève externe décédé sont soumises à l'administrateur des réclamations avant la date limite ultime des réclamations par un demandeur n'étant pas exécuteur testamentaire, mais étant du même rang que le ou les demandeurs précédents dans l'ordre de priorité des héritiers, l'administrateur des réclamations devra rejeter toutes les réclamations et en aviser tous les demandeurs en bonne et due forme. Compte tenu de la date limite de

soumission des réclamations, les demandeurs qui ont soumis des réclamations concurrentes auront alors trois mois pour soumettre une nouvelle réclamation signée par tous les demandeurs précédemment concurrents désignant un représentant légal pour leur compte ainsi que pour tout autre héritier. Dès réception de la nouvelle réclamation, l'administrateur des réclamations doit :

- a. dans le cas d'une réclamation approuvée, payer le représentant désigné;
- b. dans le cas d'une réclamation rejetée, informer le demandeur du rejet de la réclamation conformément au paragraphe 17 du processus de réclamation. Le représentant désigné peut solliciter un réexamen conformément au processus de réclamation.

***Ordre de priorité des héritiers***

12. L'ordre de priorité des héritiers correspond à celui prévu par les dispositions de la *Loi sur les Indiens* relatives à la distribution des biens ab intestat; tous les termes ont la même définition que celle qui figure dans la *Loi sur les Indiens*.
13. L'ordre de priorité des héritiers, du premier au dernier, est le suivant :
  - a. l'époux ou le conjoint de fait survivant;
  - b. les enfants;
  - c. les petits-enfants;
  - d. les parents;
  - e. les frères et sœurs;
  - f. les enfants des frères et sœurs.

**Annexe E – Liste des pensionnats indiens concernés par le processus réclamation**  
**Liste 1 – Pensionnats avec des élèves externes confirmés**

<b>Pensionnat</b>	<b>Emplacement</b>	<b>Date d'ouverture (1<sup>er</sup> janvier 1920 selon la période visée par le recours collectif ou plus tard, selon le cas)</b>	<b>Date de fermeture de l'école ou de transfert</b>
<b>Pensionnats de la Colombie-Britannique</b>			
Alberni	Port Alberni (réserve Tseshaht)	1er janvier 1920  <b>Fermetures provisoires :</b> Du 2 juin 1917 au 1er décembre 1920 Du 21 février 1937 au 23 septembre 1940	31 août 1965
Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	Williams Lake	1er janvier 1920	28 février 1968
Christie (Clayoquot, Kakawis)	Tofino	1er janvier 1920	30 juin 1983
Kamloops	Kamloops (réserve indienne de Kamloops)	1er janvier 1920	31 août 1969
Kuper Island	Île Kuper	1er janvier 1920	31 août 1968
Lejac (Fraser Lake)	Fraser Lake (sur la réserve)	1er janvier 1920	31 août 1976
Lower Post	Lower Post (sur la réserve)	1er septembre 1951	31 août 1968
St. George's (Lytton)	Lytton	1er janvier 1920	31 août 1972
St. Mary's (Mission)	Mission	1er janvier 1920	31 août 1973
Sechelt	Sechelt (sur la réserve)	1er janvier 1920	31 août 1969
St. Paul's (Squamish, North Vancouver)	Squamish, North Vancouver	1er janvier 1920	31 août 1959
<b>Pensionnats de l'Alberta</b>			
Assumption (Hay Lake)	Assumption (Hay Lakes)	1er février 1951	8 septembre 1968

2

Pensionnat	Emplacement	Date d'ouverture (1 <sup>er</sup> janvier 1920 selon la période visée par le recours collectif ou plus tard, selon le cas)	Date de fermeture de l'école ou de transfert
Blue Quills	Réserve de Saddle Lake (de 1898 à 1931) St. Paul (de 1931 à 1990)	1er janvier 1920	31 janvier 1971
Crowfoot (Blackfoot, St. Joseph's, Ste. Trinité)	Cluny	1er janvier 1920	31 décembre 1968
Desmarais (Wabiscaw Lake, St. Martin's, Wabasca Roman Catholic)	Desmarais, Wabasca/Wabisca	1er janvier 1920	31 août 1964
Ermineskin (Hobbema)	Hobbema (réserve indienne d'Ermineskin)	1er janvier 1920	31 mars 1969
Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saint-Anges)	Fort Chipewyan	1er janvier 1920	31 août 1956
Fort Vermillion (St. Henry's)	Fort Vermillion	1er janvier 1920	31 août 1964
Joussard (St. Bruno's)	Lesser Slave Lake	1920	31 octobre 1969
Morley (Stony/Stoney, a remplacé l'orphelinat McDougall)	Morley (réserve indienne Stony)	1er septembre 1922	31 juillet 1969
Old Sun (Blackfoot)	Gleichen (Blackfoot Reserve)	1er janvier 1920  <b>Fermetures provisoires :</b> De 1922 à février 1923 Du 26 juin 1928 au 17 février 1931	30 juin 1971
Sacred Heart (Peigan, Brocket)	Brocket (réserve indienne de Peigan)	1er janvier 1920	30 juin 1961
St. Cyprian (Queen Victoria's Jubilee Home, Peigan)	Brocket (réserve indienne de Peigan)	1er janvier 1920  <b>Fermeture provisoire :</b> Du 1er septembre 1953 au 12 octobre 1953	30 juin 1961

3

Pensionnat	Emplacement	Date d'ouverture (1 <sup>er</sup> janvier 1920 selon la période visée par le recours collectif ou plus tard, selon le cas)	Date de fermeture de l'école ou de transfert
St. Mary's (Blood, Immaculate Conception)	Cardston (réserve indienne Blood)	1920  <b>Fermeture provisoire :</b> Du 1 <sup>er</sup> septembre 1965 au 6 janvier 1966	31 août 1969
St. Paul's (Blood)	Cardston (réserve indienne Blood)	1 <sup>er</sup> janvier 1920	31 août 1965
Sturgeon Lake (Calais, St. Francis Xavier)	Calais	1 <sup>er</sup> janvier 1920	31 août 1959
Wabasca (St. John's)	Wabasca Lake	1 <sup>er</sup> janvier 1920	31 août 1965
Whitefish Lake (St. Andrew's)	Whitefish Lake	1 <sup>er</sup> janvier 1920	30 juin 1950
Grouard	West side of Lesser Slave Lake, Grouard	1 <sup>er</sup> janvier 1920	30 septembre 1957
<b>Pensionnats de la Saskatchewan</b>			
Beauval (Lac la Plonge)	Beauval	1 <sup>er</sup> janvier 1920	31 août 1968
File Hills	Balcarres	1 <sup>er</sup> janvier 1920	30 juin 1949
Gordon's	Punnichy (réserve Gordon's)	1 <sup>er</sup> janvier 1920  <b>Fermetures provisoires :</b> Du 30 juin 1947 au 14 octobre 1949 Du 25 janvier 1950 au 1 <sup>er</sup> septembre 1953	31 août 1968

4

Pensionnat	Emplacement	Date d'ouverture (1 <sup>er</sup> janvier 1920 selon la période visée par le recours collectif ou plus tard, selon le cas)	Date de fermeture de l'école ou de transfert
Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	Lebret	1er janvier 1920  <b>Fermeture provisoire :</b> Du 13 novembre 1932 au 29 mai 1936	31 août 1968
Marieval (Cowesess, Crooked Lake)	Réserve Cowesess	1er janvier 1920	31 août 1969
Muscowequan (Lestock, Touchwood)	Lestock	1er janvier 1920	31 août 1968
Prince Albert (Onion Lake Anglican, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)	Onion Lake/Lac La Ronge/Prince Albert	1er janvier 1920	31 août 1968
St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)	Onion Lake	1er janvier 1920	31 mars 1969
St. Michael's (Duck Lake)	Duck Lake	1er janvier 1920	31 août 1968
St. Philip's	Kamsack	16 avril 1928	31 août 1968
<b>Pensionnats du Manitoba</b>			
Assiniboia (Winnipeg)	Winnipeg	2 septembre 1958	31 août 1967
Brandon	Brandon	1920  <b>Fermeture provisoire :</b> Du 1er juillet 1929 au 18 juillet 1930	31 août 1968
Churchill Vocational Centre	Churchill	9 septembre 1964	30 juin 1973
Cross Lake (St. Joseph's, Norway House)	Cross Lake	1er janvier 1920	30 juin 1969
Fort Alexander (Pine Falls)	Réserve n° 3 de Fort Alexander, à proximité de Pine Falls	1er janvier 1920	1er septembre 1969

257

5

Pensionnat	Emplacement	Date d'ouverture (1 <sup>er</sup> janvier 1920 selon la période visée par le recours collectif ou plus tard, selon le cas)	Date de fermeture de l'école ou de transfert
Guy Hill (Clearwater, the Pas, anciennement Sturgeon Landing, SK)	Clearwater Lake	5 septembre 1952	31 août 1968
Norway House	Norway House	1er janvier 1920  <b>Fermeture provisoire :</b> Du 29 mai 1946 au 1er septembre 1954	30 juin 1967
Pine Creek (Camperville)	Camperville	1er janvier 1920	31 août 1969
Portage la Prairie	Portage la Prairie	1er janvier 1920	31 août 1960
Sandy Bay	Sandy Bay Reserve	1er janvier 1920	30 juin 1970
<b>Pensionnats de l'Ontario</b>			
Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)	Île Moose	1er janvier 1920	31 août 1964
Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)	Lac Shoal	1er janvier 1920	31 août 1965
Fort Frances (St. Margaret's)	Fort Frances	1er janvier 1920	31 août 1968
McIntosh (Kenora)	McIntosh	27 mai 1925	30 juin 1969
Pelican Lake (Pelican Falls)	Sioux Lookout	1er septembre 1927	31 août 1968
Poplar Hill	Poplar Hill	1er septembre 1962	30 juin 1989
St. Anne's (Fort Albany)	Fort Albany	1er janvier 1920	30 juin 1976
St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)	Kenora	1er janvier 1920	31 août 1968
Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's)	Spanish	1er janvier 1920	30 juin 1958
Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)	Spanish	1er janvier 1920	30 juin 1962

6

Pensionnat	Emplacement	Date d'ouverture (1 <sup>er</sup> janvier 1920 selon la période visée par le recours collectif ou plus tard, selon le cas)	Date de fermeture de l'école ou de transfert
<b>Pensionnats du Québec</b>			
Fort George (anglican)	Fort George	1er septembre 1933  <b>Fermeture provisoire :</b> Du 26 janvier 1943 au 9 juillet 1944	31 août 1971
Fort George (catholique romain)	Fort George	1er septembre 1937	30 juin 1978
Point Bleue	Point Bleue	6 octobre 1960	31 août 1968
Sept-Îles	Sept-Îles	2 septembre 1952	31 août 1969
<b>Pensionnats de la Nouvelle-Écosse</b>			
Shubenacadie	Shubenacadie	1er septembre 1929	30 juin 1967
<b>Pensionnats des Territoires du Nord-Ouest</b>			
Aklavik (Immaculate Conception)	Aklavik	1er juillet 1926	30 juin 1959
Aklavik (All Saints)	Aklavik	1er août 1936	31 août 1959
Fort Providence (Sacred Heart)	Fort Providence	1er janvier 1920	30 juin 1960
Fort Resolution (St. Joseph's)	Fort Resolution	1er janvier 1920	31 décembre 1957
Hay River (St. Peter's)	Hay River	1er janvier 1920	31 août 1937
<b>Pensionnats du Yukon</b>			
Carcross (Chooutla)	Carcross	1er janvier 1920  <b>Fermeture provisoire :</b> Du 15 juin 1943 au 1er septembre 1944	30 juin 1969
Whitehorse Baptist Mission	Whitehorse	1er septembre 1947	30 juin 1960
Shingle Point Eskimo Residential School	Shingle Point	16 septembre 1929	31 août 1936

## Liste 2 – Pensionnats où il n'y a pas d'élèves externes connus

Pensionnat	Emplacement	Date d'ouverture (1 <sup>er</sup> janvier 1920 selon la période visée par le recours collectif ou plus tard, selon le cas)	Date de fermeture ou de transfert
<b>Pensionnats de la Colombie-Britannique</b>			
Ahousaht	Ahousaht (réserve Maktosis)	1er janvier 1920	26 janvier 1940
Coqualeetza de 1924 à 1940	Chilliwack	1er janvier 1924	30 juin 1940
Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)	Cranbrook (sur la réserve)	1er janvier 1920	23 juin 1965
St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)	Alert Bay (sur la réserve)	1er janvier 1920	31 août 1960
<b>Pensionnats de l'Alberta</b>			
Edmonton (Poundmaker, anciennement Red Deer Industrial)	St. Albert	1er mars 1924  <b>Fermetures provisoires :</b> Du 1er juillet 1946 au 1er octobre 1946 Du 1er juillet 1951 au 5 novembre 1951	31 août 1960
Lesser Slave Lake (St. Peter's)	Lesser Slave Lake	1er janvier 1920	30 juin 1932
St. Albert (Youville)	St. Albert, Youville	1er janvier 1920	30 juin 1948
Sarcee (St. Barnabas)	Sarcee Junction, T'suu Tina (réserve indienne Sarcee)	1er janvier 1920	30 septembre 1921
<b>Pensionnats de la Saskatchewan</b>			
Round Lake	Broadview	1er janvier 1920	31 août 1950
Sturgeon Landing (remplacé par Guy Hill, MB)	Sturgeon Landing	1er septembre 1926	21 octobre 1952
Thunderchild (Delmas, St. Henri)	Delmas	1er janvier 1920	13 janvier 1948
<b>Pensionnats du Manitoba</b>			
Birtle	Birtle	1er janvier 1920	30 juin 1970

8

<b>Pensionnat</b>	<b>Emplacement</b>	<b>Date d'ouverture (1<sup>er</sup> janvier 1920 selon la période visée par le recours collectif ou plus tard, selon le cas)</b>	<b>Date de fermeture ou de transfert</b>
Dauphin (anciennement McKay)	The Pas/Dauphin	Voir McKay ci-dessous	Voir McKay ci-dessous
Elkhorn (Washakada)	Elkhorn	1er janvier 1920  <b>Fermeture provisoire :</b> De 1920 au 1 <sup>er</sup> septembre 1923	30 juin 1949
McKay (The Pas, remplacé par Dauphin)	The Pas/Dauphin	1er janvier 1920  <b>Fermeture provisoire :</b> Du 19 mars 1933 au 1er septembre 1957	31 août 1968
<b>Pensionnats de l'Ontario</b>			
Chapleau (St. John's)	Chapleau	1er janvier 1920	31 juillet 1948
Mohawk Institute	Brantford	1er janvier 1920	31 août 1968
Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)	Muncey	1er janvier 1920	30 juin 1946
Shingwauk	Sault Ste. Marie	1er janvier 1920	30 juin 1970
St. Joseph's/Fort William	Fort William	1er janvier 1920	1er septembre 1968
Stirland Lake High School (Wahbon Bay Academy)	Stirland Lake	1er septembre 1971	30 juin 1991
Cristal Lake High School	Stirland Lake	1er septembre 1976	30 juin 1986
<b>Pensionnats du Québec</b>			
Amos	Amos	1er octobre 1955	31 août 1969
La Tuque	La Tuque	1er septembre 1963	30 juin 1970

## ANNEXE F

### PLAN DE LA SOCIÉTÉ DE REVITALISATION POUR LES ÉLÈVES EXTERNES

Les parties ont convenu de procéder au règlement des réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants (« survivants », « descendants ») dans le cadre du recours collectif *Gottfriedson c. Canada*. En vertu de la convention de règlement, les parties ont convenu que le Canada versera 50 millions de dollars pour créer la Société de revitalisation pour les élèves externes (la « société »). Les parties conviennent que la société a pour but de soutenir les survivants et les descendants dans le cadre d'activités et de programmes relatifs à la guérison, au bien-être, à l'éducation, à la langue, à la culture, à l'héritage et à la commémoration.

L'argent sera utilisé par la société pour financer des activités et des programmes au profit des survivants et des descendants ayant pour objectifs de :

- a. revitaliser et protéger les langues autochtones des survivants et des descendants;
- b. protéger et revitaliser les cultures autochtones des survivants et des descendants;
- c. rechercher la guérison et le bien-être des survivants et des descendants;
- d. protéger le patrimoine autochtone des survivants et des descendants;
- e. promouvoir l'éducation et la commémoration.

Les activités et les programmes ne sauraient faire double emploi à ceux du gouvernement du Canada. Des subventions seront accordées aux survivants et aux descendants pour financer des activités et des programmes destinés à favoriser la guérison et à remédier aux pertes de langues, de culture, de bien-être et de patrimoine que les survivants ont subies lorsqu'ils fréquentaient les pensionnats indiens en tant qu'élèves externes.

La société sera constituée en vertu de la *Societies Act* de la Colombie-Britannique avant la date de mise en œuvre et sera dûment enregistrée auprès de chaque gouvernement au Canada dans la mesure requise par ceux-ci. La société disposera de 5 à

11 administrateurs. L'un de ces administrateurs sera nommé par le gouvernement du Canada, mais ne sera employé par ce dernier. Les parties veilleront à ce que les autres administrateurs assurent une représentation régionale adéquate dans tout le Canada.

La société aura un personnel administratif restreint et fera appel à des consultants financiers pour lui fournir des conseils en matière d'investissement. Une fois les fonds investis, les dépenses de la Société seront financées par les revenus de placement.

***Conseil consultatif***

Les administrateurs seront encadrés par un conseil consultatif composé de personnes nommées par les administrateurs, qui s'assureront de la représentation régionale, la compréhension et la connaissance de la perte et de la revitalisation des langues, des cultures, du bien-être et du patrimoine autochtones.

Le conseil consultatif donnera son avis aux administrateurs sur toutes les activités des administrateurs quant aux activités de la société, y compris en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique pour les demandes de financement de la société dans le cadre de celles-ci.

**ANNEXE G**  
**ORDONNANCE**

**LA COUR ORDONNE ce qui suit :**

1. L'action susmentionnée est approuvée en tant que recours collectif aux conditions suivantes :

a. Le groupe (membres du recours collectif) est défini comme suit :

La bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc, la bande indienne de Secheltm et toute autre bande qui :

- (i) a ou avait des membres qui sont ou ont été membres du groupe des survivants, ou dont la communauté abrite un pensionnat indien;
- (ii) est spécifiquement ajoutée à cette réclamation avec un ou plusieurs pensionnats spécifiquement déterminés.

b. Les représentants demandeurs de ce groupe sont :

la bande indienne de Tk'emlúps te Secwépemc;

la bande indienne de Sechelt.

c. Les réclamations sont fondées sur :

Des manquements à des obligations fiduciaires et constitutionnelles, la violation de droits ancestraux, des violations de conventions ou de pactes internationaux, des violations du droit international commise par le Canada ou pour son compte dont le Canada est redevable.

d. Les mesures de redressement demandées par le recours collectif sont les suivantes :

- i. une déclaration portant que la bande indienne de Sechelt et la bande

Page : 2

indienne Tk'emlúps te Secwépemc ainsi que tous les membres du groupe ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, d'observer leurs coutumes traditionnelles et leurs pratiques religieuses;

- ii. une déclaration portant que le Canada avait des obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law envers les membres du recours collectif, qu'il a manqué à ces obligations et qu'il a violé des conventions et des pactes internationaux ainsi que le droit international, en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien du PIS, du PIK et d'autres pensionnats indiens déterminés;
- iii. une déclaration portant que la politique relative aux pensionnats, le PIK, le PIS et les pensionnats déterminés ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un tort irréparable aux membres du recours collectif;
- iv. une déclaration portant que le Canada a violé ou viole les droits linguistiques et culturels (ancestraux ou autres) des membres du recours collectif ainsi que des violations de conventions et de pactes internationaux et des violations du droit international comme conséquence de son établissement, son financement, son administration, sa supervision, son contrôle, son entretien et son soutien de la politique relative aux pensionnats et les pensionnats déterminés et du fait que le Canada a obligé les survivants à les fréquenter;
- v. une déclaration portant que le Canada est responsable envers les membres du recours collectif des dommages causés par son manquement à des obligations fiduciaires et constitutionnelles, d'origine législative et en common law, et par sa violation de droits ancestraux ainsi que par des violations de conventions et

Page : 3

de pactes internationaux et des violations du droit international, en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, l'administration, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien des pensionnats déterminés et leur fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants;

- vi. les dommages-intérêts non pécuniaires et pécuniaires et les dommages-intérêts spéciaux dont le Canada est redevable pour manquement à des obligations fiduciaires et constitutionnelles et violation de droits ancestraux ainsi que pour violations de conventions et de pactes internationaux et violations du droit international, y compris des montants pour défrayer le coût de soins en cours et pour restaurer, protéger et préserver le patrimoine linguistique et culturel du groupe;
  - vii. la construction et l'entretien de centres de guérison et d'éducation au sein des collectivités appartenant au groupe et les autres centres ou activités susceptibles d'atténuer les pertes subies et que la Cour estime indiqués et justes, le cas échéant;
  - viii. les dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est redevable;
  - ix. des intérêts et les dépens avant et après jugement.
- e. Les questions communes de fait ou de droit sont les suivantes :
- a. Du fait des fins, du fonctionnement ou de la gestion de l'un quelconque des pensionnats durant la période visée par le recours collectif, le défendeur a-t-il manqué à une obligation fiduciaire qu'il avait envers le groupe de ne pas détruire leur langue et leur culture?

Page : 4

- b. Du fait des fins, du fonctionnement ou de la gestion de l'un quelconque des pensionnats durant la période visée par le recours collectif, le défendeur a-t-il violé les droits culturels ou les droits linguistiques, ancestraux ou autres, du groupe;
- c. Si la réponse à l'une quelconque des questions énoncées ci-dessus aux alinéas a) à b) est oui, la Cour peut-elle procéder à une détermination globale du montant des dommages subis par le groupe dans le cadre du procès relatif aux questions communes?
- d. Si la réponse à l'une quelconque des questions énoncées ci-dessus aux alinéas a) à d) est oui, le défendeur s'est-il rendu coupable d'une conduite qui justifie l'octroi de dommages-intérêts punitifs?
- e. Si la réponse à la question énoncée ci-dessus à l'alinéa d) est oui, quel montant de dommages-intérêts punitifs devrait être accordé?
- f. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente ordonnance :
  - a. « Autochtone(s) » ou « enfants autochtone(s) » Une ou des personnes dont les droits sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
  - b. « Droit ancestral » ou « droits ancestraux » Tous les droits ancestraux et issus de traités reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
  - c. « Convention » La Convention de règlement relative aux pensionnats indiens datée du 10 mai 2006 conclue par le Canada pour régler les

Page : 5

réclamations relatives à des pensionnats approuvée dans les ordonnances accordées dans divers ressorts partout au Canada.

- d. « Canada » La défenderesse, Sa Majesté la Reine.
- e. « Période visée par le recours collectif » La période de 1920 à 1997.
- f. « Dommages culturels, linguistiques et sociaux » Le dommage ou le préjudice que la création et la mise en œuvre de pensionnats et l'élaboration et la mise en œuvre de la politique relative aux pensionnats a causé aux coutumes, aux pratiques et au mode de vie éducatifs, gouvernementaux, économiques, culturels, linguistiques, spirituels et sociaux, aux structures de gouvernance traditionnelles ainsi qu'à la sécurité et au bien-être communautaire et individuel des Autochtones.
- g. « Pensionnat(s) déterminés(s) » Le PIK et le PIS ou tout autre pensionnat désigné expressément comme membre du groupe des bandes.
- h. « PIK » Le pensionnat indien de Kamloops.
- i. « Pensionnats » Tous les pensionnats indiens reconnus en vertu de la Convention et énumérés à l'annexe A jointe à la présente ordonnance, laquelle annexe peut être modifiée de temps à autre par ordonnance de la Cour.
- j. « Politique relative aux pensionnats » La politique du Canada concernant la mise en œuvre des pensionnats indiens.
- k. « Survivants » Tous les autochtones qui ont fréquenté un pensionnat indien en tant qu'élève ou à des fins éducatives pendant une période quelconque au cours de la période visée par le recours collectif, à l'exclusion, pour tout survivant

Page : 6

individuel, des périodes pour lesquelles celui-ci a reçu une indemnité au moyen du paiement d'expérience commune en vertu de la convention de règlement. Pour plus de précision, les survivants sont tous ceux qui étaient membres du groupe de survivants précédemment certifié dans le cadre de cette affaire, dont les réclamations ont été réglées selon les conditions établies par la convention de règlement signée le [DATE] et approuvée par la Cour fédérale le [DATE];

- l. « PIS » Le pensionnat indien de Sechelt.
- g. Les membres du recours collectif sont les bandes indiennes demandereses ainsi que les bandes indiennes qui se sont inscrites avant la date limite d'inscription fixée précédemment par la Cour.
- h. L'une ou l'autre des parties peut demander à ce tribunal de modifier la liste des pensionnats indiens figurant à l'annexe « A » ci-jointe, aux fins de cette affaire.

---

Juge

**ANNEXE « A »  
jointe à l'ordonnance du juge MacDonald**

**LISTE DES PENSIONNATS**

**Pensionnats de la Colombie-Britannique**

Ahousaht  
Alberni  
Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)  
Christie (Clayoquot, Kakawis)  
Coqualeetza de 1924 à 1940  
Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)  
Kamloops  
Île Kuper  
Lejac (Fraser Lake)  
Lower Post  
St George's (Lytton)  
St. Mary's (Mission)  
St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)  
Sechelt  
St. Paul's (Squamish, North Vancouver)  
Port Simpson (Crosby Home for Girls)  
Kitimaat  
Anahim Lake Dormitory (de septembre 1968 à juin 1977)

**Pensionnats de l'Alberta**

Assumption (Hay Lake)  
Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)  
Crowfoot (Blackfoot, St. Joseph's, Ste. Trinité)  
Desmarais (Wabiscaw Lake, St. Martin's, Wabisca Roman Catholic)  
Edmonton (Poundmaker, anciennement Red Deer Industrial)  
Ermineskin (Hobbema)  
Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saint-Anges)  
Fort Vermilion (St. Henry's)  
Joussard (St. Bruno's)  
Lac La Biche (Notre Dame des Victoires)  
Lesser Slave Lake (St. Peter's)

Morley (Stony/Stoney, a remplacé l'orphelinat McDougall)  
Old Sun (Blackfoot)  
Sacred Heart (Peigan, Brocket)  
St. Albert (Youville)  
St. Augustine (Smokey-River)  
St. Cyprian (Queen Victoria's Jubilee Home, Peigan)  
St. Joseph's (High River, Dunbow)  
St. Mary's (Blood, Immaculate Conception)  
St. Paul's (Blood)  
Sturgeon Lake (Calais, St. Francis Xavier)  
Wabasca (St. John's)  
Whitefish Lake (St. Andrew's)  
Grouard jusqu'en décembre 1957  
Sarcee (St. Barnabas)

**Pensionnats de la Saskatchewan**

Beauval (Lac la Plonge)  
File Hills  
Gordon's  
Lac La Ronge (voir Prince Albert)  
Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)  
Marieval (Cowessess, Crooked Lake)  
Muscowequan (Lestock, Touchwood)  
Onion Lake Anglican (voir Prince Albert)  
Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)  
Regina  
Round Lake  
St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)  
St. Michael's (Duck Lake)  
St. Philip's  
Sturgeon Landing (remplacé par Guy Hill, MB)  
Thunderchild (Delmas, St. Henri)  
Crowstand  
Fort Pelly  
Cote Improved Federal Day School (septembre 1928 à juin 1940)

**Pensionnats du Manitoba**

Assiniboia (Winnipeg)

Birtle

Brandon

Churchill Vocational Centre

Cross Lake (St. Joseph's, Norway House)

Dauphin (anciennement McKay)

Elkhorn (Washakada)

Fort Alexander (Pine Falls)

Guy Hill (Clearwater, the Pas, anciennement Sturgeon Landing, SK)

McKay (The Pas, remplacé par Dauphin)

Norway House

Pine Creek (Campeville)

Portage la Prairie

Sandy Bay

Notre Dame Hostel (Norway House Catholic, Jack River Hostel, remplacé par Jack River Annex à Cross Lake)

**Pensionnats de l'Ontario**

Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)

Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)

Chapleau (St. John's)

Fort Frances (St. Margaret's)

McIntosh (Kenora)

Mohawk Institute

Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)

Pelican Lake (Pelican Falls)

Poplar Hill

St. Anne's (Fort Albany)

St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)

Shingwauk

Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's)

Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)

St. Joseph's/Fort William

Stirland Lake High School (Wahbon Bay Academy) du 1<sup>er</sup> septembre 1971 au 30 juin 1991

Cristal Lake High School (du 1<sup>er</sup> septembre 1976 au 30 juin 1986)

#### **Pensionnats du Québec**

Amos

Fort George (anglican)

Fort George (catholique romain)

La Tuque

Point Bleue

Sept-Îles

Foyers fédéraux à Great Whale River

Foyers fédéraux à Port Harrison

Foyers fédéraux à George River

Foyer fédéral à Payne Bay (Bellin)

Fort George Hostels (du 1<sup>er</sup> septembre 1975 au 30 juin 1978)

Mistassini Hostels (du 1<sup>er</sup> septembre 1971 au 30 juin 1978)

#### **Pensionnats de la Nouvelle-Écosse**

Shubenacadie

#### **Pensionnats du Nunavut**

Chesterfield Inlet (Joseph Bernier, Turquetil Hall)

Foyers fédéraux à Panniqtuug/Pangnirtang

Foyers fédéraux à Broughton Island/Qikiqtarjuaq

Foyers fédéraux à Cape Dorset Kinngait

Foyers fédéraux à Eskimo Point/Arviat

Foyers fédéraux à Igloolik/Iglulik

Foyers fédéraux à Baker Lake/Qamani'tuaq

Foyers fédéraux à Pond Inlet/Mittimatalik

Foyers fédéraux à Cambridge Bay

Foyers fédéraux à Lake Harbour

Foyers fédéraux à Belcher Islands

Foyers fédéraux à Frobisher Bay/Ukkivik

Federal Tent Hostel à Coppermine

**Pensionnats des Territoires du Nord-Ouest**

Aklavik (Immaculate Conception)

Aklavik (All Saints)

Fort McPherson (Fleming Hall)

Ford Providence (Sacred Heart)

Fort Resolution (St. Joseph's)

Fort Simpson (Bompas Hall)

Fort Simpson (Lapointe Hall)

Fort Smith (Breynat Hall)

HayRiver (St. Peter's)

Inuvik (Grollier Hall)

Inuvik (Stringer Hall)

Yellowknife (Akaitcho Hall)

Fort Smith -Grandin College

Foyer fédéral à Fort Franklin

**Pensionnats du Yukon**

Carcross (Chooulta)

Yukon Hall (Whitehorse/Protestant Hostel)

Coudert Hall (Whitehorse Hostel/Student Residence - remplacé par Yukon Hall)

Whitehorse Baptist Mission

Shingle Point Eskimo Residential School

St. Paul's Hostel de septembre 1920 à juin 1943

**ANNEXE H**

**Modifié en vertu de l'ordonnance du Juge McDonald**

**Fait \_\_\_\_\_**

**Dossier n° T-1542-13**

**RECOURS COLLECTIF**

**FORMULE 171A - Règle 171**

**COUR FÉDÉRALE**

**ENTRE :**

CHEF SHANE GOTTFRIEDSON, au nom de la BANDE INDIENNE DE TK'EMLÚPS  
TE SECWÉPEMC et

CHEF GARRY FESCHUK, au nom de la BANDE INDIENNE DE SEHEL'T

**DEMANDEURS**

**et**

Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par  
LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

**DÉFENDERESSE**

**DEUXIÈME DÉCLARATION MODIFIÉE**

**AU DÉFENDEUR**

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le demandeur. La cause d'action est exposée dans les pages suivantes.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER L'INSTANCE, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer une défense selon la formule 171B des Règles des Cours fédérales, la signifier à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au demandeur lui-même, et la déposer, accompagnée de la preuve de sa signification, à un bureau local de la Cour, **DANS LES TRENTE JOURS** suivant la date à laquelle la présente déclaration vous est signifiée, si la signification est faite au Canada.

Si la signification est faite aux États-Unis d'Amérique, vous avez quarante jours pour signifier et déposer votre défense. Si la signification est faite en dehors du Canada et des États-Unis d'Amérique, le délai est de soixante jours.

Des exemplaires des Règles des Cours fédérales ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (no de téléphone 613-992-4238), ou à tout bureau local.

2

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS L'INSTANCE, un jugement peut être rendu contre vous en votre absence sans que vous receviez d'autres avis.

(Date)

Délivré par : \_\_\_\_\_  
(Fonctionnaire du greffe)

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

À :

Sa Majesté la Reine du chef du Canada,  
au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et  
au procureur général du Canada  
Ministère de la Justice  
900 - 840 Howe Street  
Vancouver, B.C. V6Z 2S9

**MESURES DE REDRESSEMENT DEMANDÉES**

1. Les représentants demandeurs, au nom des collectivités indiennes de Tk'emlúps te Secwépemc et de Sechelt, et au nom des membres du recours collectif, demandent :

- (a) une déclaration selon laquelle la bande indienne de Sechelt (désignée sous le nom de bande shishálh ou shíshálh) et la bande Tk'emlúps, ainsi que tous les membres du groupe des bandes indiennes du recours collectif autorisé par la Cour, ont le droit ancestral de parler leurs langues traditionnelles et de se livrer à leurs coutumes et pratiques religieuses traditionnelles;
- (b) une déclaration portant que le Canada avait des obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law envers les membres du recours collectif, qu'il a manqué à ces obligations et qu'il violé des conventions et des pactes internationaux ainsi que le droit international, en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien du PIS, du PIK et d'autres pensionnats indiens déterminés;
- (c) une déclaration portant que la politique relative aux pensionnats, le PIK, le PIS et les pensionnats déterminés ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un tort irréparable aux membres du recours collectif;
- (d) une déclaration portant que le Canada a violé ou viole les droits linguistiques et culturels (ancestraux ou autres) des membres du recours collectif, ainsi que des violations de conventions et de pactes internationaux et des violations du droit international comme conséquence de son établissement, son financement, son administration, sa supervision, son contrôle, son entretien et son soutien de la politique relative aux pensionnats et les pensionnats déterminés et du fait que le Canada a obligé les membres du groupe des survivants à les fréquenter;
- (e) une déclaration portant que le Canada est responsable envers les membres du recours collectif des dommages causés par son manquement à des obligations fiduciaires et constitutionnelles, d'origine législative et en common law, et par sa violation de droits ancestraux ainsi que par des violations de conventions et de pactes internationaux et des violations du droit international, en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, l'administration, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien des pensionnats déterminés et leur fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants;
- (f) les dommages-intérêts généraux non pécuniaires et pécuniaires et les dommages-intérêts spéciaux dont le Canada est redevable pour manquement à des obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law et violation de droits ancestraux, ainsi que pour violations de conventions et de pactes internationaux et violations du droit international, en plus des montants pour rembourser le coût de soins en cours et l'élaboration de plans de bien-être pour les

membres du recours collectif ainsi que les coûts de la restauration, de la protection et de la préservation du patrimoine linguistique et culturel du groupe des bandes;

- (g) la construction par le Canada de centres de guérison au sein des collectivités appartenant au groupe ;
- (h) les dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est redevable;
- (i) les intérêts avant et après jugement ;
- (j) les coûts de la présente action;
- (k) toute autre réparation que la Cour pourrait estimer juste.

## DÉFINITIONS

2. Les définitions suivantes s'appliquent aux fins de la présente réclamation :

- (a) « Autochtone(s) » ou « enfants autochtone(s) » Une ou des personnes dont les droits sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
- (b) « Droit ancestral » ou « droits ancestraux » Tous les droits ancestraux et issus de traités reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
- (c) « Loi » désigne la *Loi sur les Indiens*, L.R.C. 1985, c I-5 et ses prédécesseures, modifiées le cas échéant ;
- (d) « Agents » désigne les fonctionnaires, les sous-traitants, les agents et les employés du Canada ainsi que les exploitants, les gestionnaires, les administrateurs, les enseignants et le personnel de chacun des pensionnats;
- (e) « Convention » désigne la convention de règlement relative aux pensionnats indiens datée du 10 mai 2006 conclue par le Canada pour régler les réclamations relatives à des pensionnats approuvée dans les ordonnances accordées dans divers ressorts partout au Canada.
- (f) « Groupe » désigne la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc et la bande shishálh et toute autre bande indienne autochtone qui :
  - (i) a ou avait des membres qui sont ou ont été membres du groupe des survivants, ou dont la communauté abrite un pensionnat indien;
  - (ii) est spécifiquement ajouté la présente demande avec un ou plusieurs pensionnats spécifiquement déterminés.
- (g) « Canada » La défenderesse, Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le Procureur général du Canada ;

- (h) « Période visée par le recours » désigne la période allant de 1920 à 1997 ;
- (i) « Dommages culturels, linguistiques et sociaux » Le dommage ou le préjudice que la création et la mise en œuvre de pensionnats et l'élaboration et la mise en œuvre de la politique relative aux pensionnats a causé aux coutumes, aux pratiques et au mode de vie éducatifs, gouvernementaux, économiques, culturels, linguistiques, spirituels et sociaux, aux structures de gouvernance traditionnelles ainsi qu'à la sécurité et au bien-être communautaire et individuel des Autochtones.
- (j) « Pensionnat(s) déterminé(s) » désigne le pensionnat PIK et le pensionnat PIS ;
- (k) « PIK » Le pensionnat indien de Kamloops.
- (l) « Pensionnats » Tous les pensionnats indiens reconnus en vertu de la Convention ;
- (m) « Politique relative aux pensionnats » La politique du Canada concernant la mise en œuvre des pensionnats indiens.
- (n) « PIS » Le pensionnat indien de Sechelt ;
- (o) « Survivants » désigne tous les Autochtones ayant fréquenté un pensionnat en tant qu'élève ou à des fins éducatives pendant une période quelconque au cours de la période visée par le recours collectif, excepté tout membre individuel du recours collectif, des périodes au cours desquelles ce membre du recours collectif a reçu une indemnité au titre de paiement d'expérience commune en vertu de la convention de règlement relative aux pensionnats indiens. Pour plus de précision, les survivants sont tous ceux qui étaient membres du groupe de survivants précédemment certifié dans le cadre de cette affaire, dont les réclamations ont été réglées selon les conditions établies par la convention de règlement signée le [DATE] et approuvée par la Cour fédérale le [DATE].

## **LES PARTIES**

### **Les demandeurs**

3. La bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc et la bande shíshálh sont des bandes indiennes autochtones et elles agissent toutes deux en tant que représentants demandeurs du groupe. Les membres du recours collectif représentent les intérêts collectifs et l'autorité de chacune de leurs communautés respectives.

### **Le défendeur**

4. Le Canada est représenté dans cette procédure par le Procureur général du Canada. Le procureur général du Canada représente les intérêts du Canada et du Ministre des Affaires autochtones et du Nord Canada ainsi que des ministres responsables « Indiens » l'ayant précédé en vertu de l'article 91 (24) de la *Loi constitutionnelle* de 1867, et qui étaient, à toutes les époques en cause, responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique relative aux pensionnats, ainsi que de l'entretien et du fonctionnement du PIK et du PIS.

#### **EXPOSÉ DES FAITS**

5. Au cours des dernières années, le Canada a reconnu l'impact dévastateur de sa politique relative aux pensionnats sur les peuples autochtones du Canada. La politique relative aux pensionnats du Canada a été conçue afin d'éradiquer la culture et l'identité autochtones et d'assimiler les peuples autochtones du Canada à la société eurocanadienne. Par cette politique, le Canada a sapé les fondements de l'identité de générations de peuples autochtones et a causé des dommages incommensurables aux personnes ainsi qu'aux communautés.

6. Le Canada a directement bénéficié de la politique relative aux pensionnats était le Canada, car ses obligations en ont été allégées, proportionnellement au nombre de générations et d'Autochtones qui ont cessé de reconnaître leur identité autochtone et ainsi moins exercé leurs droits garantis par la Loi et par les obligations fiduciaires et constitutionnelles, d'origine législative et en common law du Canada.

7. Le Canada a également bénéficié de la politique relative aux pensionnats, celle-ci ayant servi à affaiblir les revendications des peuples autochtones sur leurs terres et ressources traditionnelles. Le résultat a été la séparation des peuples autochtones de leurs cultures, de leurs traditions et finalement de leurs terres et de leurs ressources. Cette situation a rendu possible l'exploitation de ces terres et de ces

ressources par le Canada, non seulement sans le consentement des peuples autochtones, mais aussi, contrairement à leurs intérêts, à la Constitution du Canada et à la Proclamation royale de 1763.

8. La vérité de ce tort et les dommages causés ont maintenant été reconnus par le Premier ministre au nom du Canada, et par le règlement pancanadien des réclamations des personnes qui *ont résidé dans* les pensionnats du Canada en vertu de la convention de règlement ayant pris effet en 2007. Malgré la vérité et la reconnaissance du tort et des dommages causés, de nombreux membres des communautés autochtones du Canada ont été exclus de cette convention, non pas parce qu'ils n'ont pas *fréquenté* les pensionnats et subi des dommages culturels, linguistiques et sociaux, mais simplement parce qu'ils n'ont pas *résidé dans* des pensionnats.

9. La présente réclamation est présentée au nom des membres du recours collectif, composé de communautés autochtones au sein desquelles les pensionnats étaient situés, ou dont les membres sont ou étaient des survivants.

#### **Le système de pensionnats**

10. Les pensionnats ont été créés par le Canada avant 1874, en vue de l'éducation des enfants autochtones. Dès le début du vingtième siècle, le Canada a commencé à conclure des accords officiels avec diverses organisations religieuses (les « Églises ») pour assurer le fonctionnement des pensionnats. En vertu de ces accords, le Canada contrôlait, réglementait, supervisait et dirigeait tous les aspects du fonctionnement des pensionnats. Les Églises ont assuré le fonctionnement quotidien de nombreux pensionnats sous le contrôle, la supervision et la direction du Canada, pour lesquels le Canada a versé aux Églises une subvention *par personne*. En 1969, le Canada a directement repris le contrôle des opérations.

11. À partir de 1920, la politique des pensionnats prévoit la *fréquentation* obligatoire dans des pensionnats pour tous les enfants autochtones âgés de 7 à 15 ans. Le Canada a retiré la plupart des enfants autochtones de leur foyer et de leur communauté pour les déplacer dans des pensionnats qui se trouvaient souvent très loin. Cependant, dans certains cas, des enfants autochtones vivaient dans leurs foyers et au sein de leurs communautés; ceux-là devaient quand même fréquenter les pensionnats, mais en tant qu'élèves externes et non en tant que pensionnaires. Cette pratique a touché un nombre encore plus grand d'enfants au cours des dernières années de la politique relative aux pensionnats. Une fois dans un pensionnat, tous les enfants autochtones ont été confinés et privés de leur héritage, de leurs réseaux de soutien et de leur mode de vie; forcés d'adopter une langue étrangère et une culture qui leur était étrangère et punis en cas de manquement.

12. L'objectif de la politique relative aux pensionnats était l'intégration et l'assimilation complètes des enfants autochtones dans la culture eurocanadienne ainsi que l'effacement de leur langue, culture, religion et mode de vie traditionnels. Le Canada a voulu causer les dommages culturels, linguistiques et sociaux qui ont porté préjudice aux peuples et aux nations autochtones du Canada.

13. Le Canada a choisi d'être déloyal envers ses peuples autochtones, en mettant en œuvre la politique relative aux pensionnats dans son propre intérêt, notamment son intérêt économique, et au détriment et en ne tenant pas compte des intérêts des personnes autochtones envers lesquels le Canada avait des obligations fiduciaires et constitutionnelles. L'éradication intentionnelle de l'identité, de la culture, de la langue et des pratiques spirituelles autochtones, dans la mesure où elle est réussie, entraîne une réduction des obligations dues par le Canada en proportion du nombre d'individus, sur plusieurs générations, qui ne s'identifieraient plus comme autochtones et qui seraient moins susceptibles de revendiquer leurs droits en tant que personnes autochtones.

#### **Les effets de la politique relative aux pensionnats sur les membres du recours collectif**

***La bande indienne Tk'emlúps***

14. Les Tk'emlúpssemc, « le peuple du confluent », actuellement connus sous le nom de bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc, sont des membres du peuple vivant le plus au nord du Plateau et des peuples Salish du continent de langue secwépemc (Shuswap) de la Colombie-Britannique. La bande indienne Tk'emlúps s'est établie sur une réserve actuellement adjacente à la ville de Kamloops, où le PIK a été établi par la suite.

15. Le secwepemctsin est la langue des Secwépemc. Il s'agit de l'unique moyen unique par lequel les connaissances et l'expérience culturelles, écologiques et historiques du peuple Secwépemc sont comprises et transmises entre les générations. C'est à travers la langue, les pratiques spirituelles et le passage de la culture et des traditions, notamment les rituels, le tambour, la danse, les chansons et les histoires, que les valeurs et les croyances du peuple Secwépemc sont comprises et partagées. Selon les Secwépemc, tous les aspects du savoir Secwépemc, notamment leur culture, leurs traditions, leurs lois et leurs langues, sont intégralement et essentiellement liés à leurs terres et à leurs ressources.

16. La langue, tout comme la terre, a été donnée aux Secwépemc par le Créateur afin de permettre la communication avec le peuple et le monde naturel. Cette communication a créé une relation de réciprocité et de coopération entre les Secwépemc et le monde naturel qui leur a permis de survivre et de s'épanouir dans des environnements difficiles. Ce savoir, transmis oralement de génération en génération, contenait les enseignements nécessaires au maintien de la culture, des traditions, des lois et de l'identité secwépemc.

17. Pour les Secwépemc, leurs pratiques spirituelles, leurs chants, leurs danses, leurs histoires orales, leurs récits et leurs cérémonies faisaient partie intégrante de leur vie et de leur société. Il est

absolument vital de conserver ces pratiques et traditions. Leurs chants, leurs danses, leurs percussions et leurs cérémonies traditionnelles relient les Secwépemc à leur terre et leur rappellent continuellement leurs responsabilités envers la terre, les ressources et le peuple Secwépemc.

18. Les cérémonies et pratiques spirituelles des Secwépemc, notamment leurs chants, leurs danses, leurs percussions et la transmission de leurs contes et de leur histoire, perpétuent leurs enseignements vitaux et leurs lois concernant la récolte des ressources, notamment des plantes médicinales, la chasse du gibier et la pêche du poisson, ainsi que la protection et la préservation respectueuses des ressources. Par exemple, conformément aux lois Secwépemc, les Secwépemc chantent et prient avant de récolter toute nourriture, tout médicament et toute autre matière provenant de la terre, et font une offrande pour remercier le Créateur et les esprits pour tout ce qu'ils prennent. Les Secwépemc croient que tous les êtres vivants ont un esprit et qu'il faut leur témoigner le plus grand respect. Ce sont ces croyances vitales et intégrales et ces lois traditionnelles, ainsi que d'autres éléments de la culture et de l'identité secwépemc, que le Canada a cherché à détruire avec la politique relative aux pensionnats.

#### ***La bande Shishálh***

19. La nation shishálh, une branche des Premières nations salish de la côte, occupait à l'origine la partie sud de la côte de la Colombie-Britannique. Le peuple shishálh s'est installé dans la région il y a des milliers d'années et regroupait environ 80 villages établis sur une vaste étendue de terre. Le peuple shishálh se compose de quatre sous-groupes qui parlent la langue shashishalhem, qui est une langue distincte et unique, même si elle fait partie de la branche des Salish de la côte des langues salish.

20. La tradition shíshálh décrit la formation du monde shíshálh (l'histoire de Spelmulh). Tout commence par les esprits créateurs, envoyés par l'Esprit divin pour former le monde, ceux-ci ont creusé des vallées laissant une plage le long du bras de la Baie Porpoise. Plus tard, les transformateurs, un corbeau mâle et un vison femelle, ont ajouté des détails en sculptant des arbres et en formant des bassins d'eau.

21. La culture shíshálh comprend des chants, des danses et des percussions qui font partie intégrante de la culture et des pratiques spirituelles de ce peuple; elles constituent un lien avec la terre et le Créateur et permettent la transmission de son histoire et de ses croyances. Le peuple shíshálh avait recours au chant et à la danse pour raconter des histoires, bénir des événements et même à des fins de guérison. Leurs chants, danses et percussions symbolisent également les événements saisonniers majeurs qui font partie intégrante de la vie des Shíshálh. Leurs traditions comprennent également la fabrication et l'utilisation de masques, de paniers, de parures et d'outils pour la chasse et la pêche. Ce sont ces croyances vitales et intégrales et ces lois traditionnelles, ainsi que d'autres éléments de la culture et de l'identité shíshálh, que le Canada a cherché à détruire avec la politique relative aux pensionnats.

### ***L'impact des pensionnats***

22. Conformément à la politique relative aux pensionnats, une discipline stricte a été appliquée à tous les enfants autochtones ayant été contraints de fréquenter les pensionnats. À l'école, les enfants n'étaient pas autorisés à parler leur langue autochtone, même à leurs parents. Par conséquent, les membres de ces communautés autochtones étaient contraints d'apprendre l'anglais.

23. Conformément aux directives du Canada, notamment la politique relative aux pensionnats, la culture autochtone était strictement réprimée par les administrateurs de l'école. Au PIS, les membres des shishalh ont été contraints de brûler ou de donner aux agents du Canada des

mâts totémiques, des ornements, des masques et autres « objets chamaniques » et d'abandonner leurs potlachs, leurs danses et leurs festivités hivernales, ainsi que d'autres éléments faisant partie intégrante de la culture et de la société autochtones des peuples shishálh et Secwépemc.

24. Étant donné que le PIS était physiquement situé dans la communauté shishálh, le Canada, à la fois directement et par l'intermédiaire de ses agents, surveillait les aînés et punissait ceux-ci sévèrement lorsqu'ils pratiquaient leur culture, parlaient leur langue ou transmettaient celles-ci aux générations futures. Malgré cette surveillance étroite, les membres du peuple shishálh ont lutté, souvent sans succès, pour pratiquer, protéger et préserver leurs chansons, leurs masques, leurs danses et leurs autres pratiques culturelles.

25. Les Tk'emlúps te Secwépemc ont subi un sort semblable en raison de leur proximité avec le PIK.

26. On a inculqué aux enfants des pensionnats la honte de leur identité, de leur culture, de leur spiritualité et de leurs pratiques autochtones. On les qualifiait, entre autres épithètes méprisantes, de « sales sauvages » et de « païens » et on leur apprenait même à renoncer à leur identité. Le mode de vie, les traditions, les cultures et les pratiques spirituelles autochtones des membres du recours collectif ont été supplantés par l'identité eurocanadienne qui leur a été imposée par le Canada dans le cadre de la politique relative aux pensionnats.

27. Les membres du recours collectif ont perdu, en tout ou en partie, leur viabilité économique traditionnelle, leur autonomie gouvernementale et leurs lois, leur langue, leur assise territoriale et leurs enseignements fondés sur la terre, leurs pratiques spirituelles et religieuses traditionnelles, ainsi que le sens de leur identité collective.

28. La politique relative aux pensionnats, mise en œuvre par le biais des pensionnats, a dévasté les communautés du groupe sur les plans culturel, linguistique et social tout en modifiant leur mode de vie traditionnel.

#### **Règlement entre le Canada et les anciens élèves pensionnaires**

29. Depuis la fermeture des pensionnats jusqu'à la fin des années 1990, les communautés autochtones du Canada ont dû composer avec les dommages et les souffrances de leurs membres à la suite de la politique relative aux pensionnats, sans obtenir aucune reconnaissance de la part du Canada. Au cours de cette période, les survivants des pensionnats ont commencé à parler de plus en plus ouvertement des conditions horribles et des abus qu'ils ont subis, ainsi que de l'impact dramatique que ceux-ci ont eu sur leur vie. Durant ce temps, de nombreux survivants se sont suicidés ou ont se sont automédicamentés au point d'en mourir. Ces décès ont dévasté la vie et la stabilité des communautés représentées par le groupe.

30. En janvier 1998, le Canada a publié une déclaration de réconciliation présentant des excuses et reconnaissant l'échec de la politique relative aux pensionnats. Le Canada a reconnu que la politique relative aux pensionnats avait pour but d'assimiler les peuples autochtones et qu'il avait eu tort de poursuivre cet objectif. Les demandeurs plaident que la déclaration de réconciliation du Canada est une admission par le Canada des faits et des obligations énoncés dans les présentes et qu'elle est pertinente à la demande de dommages-intérêts des Demandeurs, en particulier les dommages-intérêts punitifs.

31. La déclaration de réconciliation affirme, en partie, ce qui suit :

*Malheureusement, notre histoire en ce qui concerne le traitement des peuples autochtones est bien loin de nous inspirer de la fierté. Des attitudes empreintes de sentiments de supériorité raciale et culturelle ont mené à une*

*répression de la culture et des valeurs autochtones. En tant que pays, nous sommes hantés par nos actions passées qui ont mené à l'affaiblissement de l'identité des peuples autochtones, à la disparition de leurs langues et de leurs cultures et à l'interdiction de leurs pratiques spirituelles. Nous devons reconnaître les conséquences de ces actes sur les nations qui ont été fragmentées, perturbées, limitées ou même anéanties par la dépossession de leurs territoires traditionnels, par la relocalisation des peuples autochtones et par certaines dispositions de la Loi sur les Indiens. Nous devons reconnaître que ces actions ont eu pour effet d'éroder les régimes politiques, économiques et sociaux des peuples et des nations autochtones.*

*Avec ce passé comme toile de fond, on ne peut que rendre hommage à la force et à l'endurance remarquables des peuples autochtones qui ont préservé leur diversité et leur identité historique. Le gouvernement du Canada adresse aujourd'hui officiellement ses plus profonds regrets à tous les peuples autochtones du Canada à propos des gestes passés du gouvernement fédéral, qui ont contribué aux difficiles passages de l'histoire de nos relations.*

*Un des aspects de nos rapports avec les peuples autochtones durant cette période, le système des écoles résidentielles, mérite une attention particulière. Ce système a séparé de nombreux enfants de leur famille et de leur collectivité et les a empêchés de parler leur propre langue, ainsi que d'apprendre leurs coutumes et leurs cultures. Dans les pires cas, il a laissé des douleurs et des souffrances personnelles qui se font encore sentir aujourd'hui dans les collectivités autochtones. Tragiquement, certains enfants ont été victimes de sévices physiques et sexuels.*

*Le gouvernement reconnaît le rôle qu'il a joué dans l'instauration et l'administration de ces écoles. Particulièrement pour les personnes qui ont subi la tragédie des sévices physiques et sexuels dans des pensionnats, et pour celles qui ont porté ce fardeau en pensant, en quelque sorte, en être responsables, nous devons insister sur le fait que ce qui s'est passé n'était pas de leur faute et que cette situation n'aurait jamais dû se produire. À tous ceux d'entre vous qui ont subi cette tragédie dans les pensionnats, nous exprimons nos regrets les plus sincères. Afin de panser les blessures laissées par le régime des pensionnats, le gouvernement du Canada propose de travailler avec les Premières nations, les Inuits, les Métis, les communautés religieuses et les autres parties concernées pour résoudre les problèmes de longue date auxquels ils ont à faire face. Nous devons travailler ensemble pour trouver une stratégie de guérison en vue d'aider les personnes et les collectivités à affronter les conséquences de cette triste période de notre histoire...*

32. La réconciliation est un processus permanent. En renouvelant notre partenariat, nous devons veiller à ce que les erreurs qui ont marqué notre relation passée ne se reproduisent pas. Le

gouvernement du Canada reconnaît que les politiques visant à assimiler les peuples autochtones, hommes et femmes, n'étaient pas le moyen de bâtir une communauté forte... Le 11 juin 2008, le premier ministre Stephen Harper a présenté, au nom du Canada, des excuses (« Excuses ») reconnaissant les torts causés par la politique relative aux pensionnats indiens du Canada :

*Pendant plus d'un siècle, les pensionnats indiens ont séparé plus de 150 000 enfants autochtones de leurs familles et de leurs communautés. Dans les années 1870, en partie afin de remplir son obligation d'instruire les enfants autochtones, le gouvernement fédéral a commencé à jouer un rôle dans l'établissement et l'administration de ces écoles. **Le système des pensionnats indiens visait deux objectifs principaux : isoler les enfants et les soustraire à l'influence de leurs foyers, de leurs familles, de leurs traditions et de leur culture, et les intégrer par l'assimilation dans la culture dominante.** Ces objectifs reposaient sur l'hypothèse que les cultures et les croyances spirituelles des Autochtones étaient inférieures. D'ailleurs, certains cherchaient, selon une expression devenue tristement célèbre, « à tuer l'Indien au sein de l'enfant ». Aujourd'hui, nous reconnaissons que cette politique d'assimilation était erronée, qu'elle a fait beaucoup de mal et qu'elle n'a aucune place dans notre pays. **[l'italique et les caractères gras sont de l'auteur]***

33. Dans ses excuses, le premier ministre a reconnu certains faits importants concernant la politique des pensionnats et son impact sur les enfants autochtones :

*Le gouvernement du Canada a érigé un système d'éducation dans le cadre duquel de très jeunes enfants ont souvent été arrachés à leurs foyers et, dans bien des cas, emmenés loin de leurs communautés. Bon nombre d'entre eux étaient mal nourris, mal vêtus et mal logés. Tous ont été privés des soins et du soutien de leurs parents et des membres de leurs communautés. Les langues et cultures des Premières nations, des Inuits et des Métis étaient interdites dans ces écoles. Malheureusement, certains de ces enfants sont morts en pension et d'autres ne sont jamais retournés chez eux.*

*Le gouvernement reconnaît aujourd'hui que les conséquences de la politique sur les pensionnats indiens ont été très néfastes et que cette politique a causé des dommages durables à la culture, au patrimoine et à la langue autochtones.*

*L'héritage laissé par les pensionnats indiens a contribué à des problèmes sociaux qui persistent dans de nombreuses communautés aujourd'hui.*

\* \* \*

*Nous reconnaissons maintenant que nous avons eu tort de couper les enfants de leur culture et de leurs traditions riches et vivantes, créant ainsi un vide dans tant de vies et de communautés, et nous nous excusons d'avoir agi ainsi. Nous reconnaissons maintenant qu'en séparant les enfants de leurs familles, nous avons réduit la capacité de nombreux anciens élèves à élever adéquatement leurs propres enfants et avons scellé le sort des générations qui ont suivi, et nous nous excusons d'avoir agi ainsi. Nous reconnaissons maintenant que, beaucoup trop souvent, ces institutions donnaient lieu à des cas de sévices ou de négligence et n'étaient pas contrôlées de manière adéquate, et nous nous excusons de ne pas avoir su vous protéger. En plus d'avoir vous-mêmes subi ces mauvais traitements pendant votre enfance, une fois devenus parents à votre tour, vous avez été impuissants à éviter le même sort à vos enfants, et nous le regrettons.*

*Le fardeau de cette expérience pèse sur vos épaules depuis beaucoup trop longtemps. Ce fardeau nous revient directement, en tant que gouvernement et en tant que pays. Il n'y a pas de place au Canada pour que les attitudes qui ont inspiré le système de pensionnats indiens puissent prévaloir à nouveau. Vous tentez de vous remettre de cette épreuve depuis longtemps, et d'une façon très concrète, nous vous rejoignons maintenant dans ce cheminement. Le gouvernement du Canada présente ses excuses les plus sincères aux peuples autochtones du Canada pour avoir si profondément manqué à son devoir envers eux, et leur demande pardon.*

#### **Le manquement du Canada à ses obligations envers les membres du recours collectif**

34. De par l'élaboration de la politique relative aux pensionnats et par son exécution, soit la fréquentation forcée des pensionnats, le Canada a causé des pertes inestimables aux membres du recours collectif.

35. Les membres du recours collectif ont tous été affectés par la répression ou l'élimination de leurs cérémonies traditionnelles et par la perte de la structure de gouvernance héréditaire sur laquelle ils comptaient pour gouverner leurs peuples et leurs terres.

#### ***Les obligations du Canada***

36. Le Canada était responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de tous les aspects de la politique relative aux pensionnats, notamment tout ce qui avait trait au fonctionnement et à l'administration des pensionnats. Les Églises ont servi d'agents du Canada afin de l'aider à

atteindre ses objectifs; le Canada étant responsable de ces objectifs et des moyens mis en œuvre en vue de leur réalisation. Le Canada était responsable de :

- (a) l'administration de la Loi et des lois qui l'ont précédée ainsi que de toutes les autres lois relatives aux Autochtones et de tous les règlements promulgués en vertu de ces lois et de celles qui les ont précédées pendant la période visée par le recours;
- (b) la gestion, du fonctionnement et de l'administration du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et de ses prédécesseurs et des ministères et services connexes, ainsi que les décisions prises par ces ministères et services;
- (c) la construction, du fonctionnement, de l'entretien, de la propriété, du financement, de l'administration, de la supervision, de l'inspection et de la vérification des pensionnats ainsi que de la création, la conception et la mise en œuvre du programme d'éducation visant les Autochtones qui les ont fréquentés;
- (d) la sélection, du contrôle, de la formation, de la supervision et de la réglementation des exploitants des pensionnats, notamment leurs employés, préposés, agents et mandataires, et de la prise en charge, l'éducation, le contrôle et le bien-être des autochtones qui fréquentaient les pensionnats;
- (e) la préservation, de la promotion, de la conservation et l'absence d'interférence avec les droits ancestraux, dont le droit de conserver et pratiquer leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions, ainsi que le droit d'apprendre pleinement leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions auprès de leur famille, de leur famille élargie et de leur communauté;
- (f) la prise en charge et la surveillance de tous les survivants pendant qu'ils fréquentaient les pensionnats au cours de la période visée par le recours.

37. De plus, le Canada s'est engagé, pendant toute la période en cause, à respecter le droit international en ce qui concerne le traitement de sa population, ces obligations, qui ont été violées, constituant un engagement minimal envers les peuples autochtones du Canada, dont les membres du recours collectif. Plus spécifiquement, les violations commises par le Canada concernent le non-respect des dispositions et de l'esprit de :

- (a) la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*, 78 RTNU 277 (entrée en vigueur : 12 janvier 1951), et en particulier l'article 2(b), (c) et (e) de cette convention, en s'engageant dans la destruction intentionnelle de la culture des enfants et des communautés autochtones, causant des blessures culturelles profondes et permanentes au groupe du recours collectif;

- (b) la *Déclaration des droits de l'enfant*, Rés AG 1386 (XIV), Doc off AGNU, 14<sup>e</sup> session, supp n° 16, Doc NU A/4354 (1959) 19 en ne fournissant pas aux enfants autochtones les moyens nécessaires de se développer de façon normale, matériellement et spirituellement, et en ne les mettant pas en mesure de gagner leur vie et de les protéger contre l'exploitation;
- (c) la *Convention relative aux Droits de l'enfant*, Rés AG 44/25, annexe, Doc off AGNU, 44<sup>e</sup> session, supp n° 49, Doc NU A/44/49 (1989) 167; 1577 RTNU 3; 28 ILM 1456 (1989), et en particulier les articles 29 et 30 de cette convention, en ne fournissant pas aux enfants autochtones une éducation visant à inculquer le respect de leurs parents, de leur identité culturelle, de leur langue et de leurs valeurs, et en niant le droit des enfants autochtones d'avoir leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion et d'employer leur propre langue;
- (d) le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, Rés AG 2200A (XXI), Doc off ANGU, 21<sup>e</sup> session, supp n° 16, Doc NU A/6316 (1966) 52, 999 RTUN 171 (entrée en vigueur : 23 mars 1976), en particulier les articles 1 et 27 de ce pacte, en portant atteinte aux droits des membres du recours collectif de conserver et de pratiquer leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions, au droit d'apprendre pleinement leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions auprès de leur famille, de leur famille élargie et de leur communauté et au droit d'enseigner leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions à leurs propres enfants, petits-enfants, à leurs familles élargies et à leurs communautés;
- (e) la *Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme*, Rés OEA XXX, adoptée par la neuvième Conférence internationale des États américains (1948), réimprimée dans les *Documents de base sur les droits de l'homme dans le Système Interaméricain*, OEA/Ser.L.V//II.82 doc 6 rév 1 (1992) 17, et en particulier l'article XIII, en violant le droit des membres du recours collectif de participer à la vie culturelle de leur communauté;
- (f) la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, Rés AG 61/295, Doc NU A/RES/61/295 (13 sept. 2007), 46 ILM 1013 (2007), signée par le Canada le 12 novembre 2010, et en particulier l'article 8, 2(d), qui l'engage à mettre en place des mécanismes de recours efficaces en cas d'assimilation forcée.

38. En vertu de la présomption de conformité du droit canadien au droit international, une violation des obligations prévues par ce dernier constitue une preuve de la violation du droit interne.

#### ***Violation des obligations fiduciaires et constitutionnelles***

39. Le Canada a des obligations constitutionnelles et une relation fiduciaire avec les peuples autochtones du Canada. Le Canada a créé, planifié, établi, mis en place, inauguré, exploité, financé, supervisé, contrôlé et réglementé les pensionnats et a établi la politique relative aux

pensionnats. Compte tenu de ces lois, et en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, de la *Loi constitutionnelle de 1982* et des dispositions de la Loi, telle que révisée, le Canada avait une obligation fiduciaire envers les membres du recours collectif.

40. Parmi les devoirs constitutionnels du Canada, on peut citer l'obligation de préserver l'honneur de la Couronne dans toutes ses relations avec les peuples autochtones, y compris avec les membres du recours collectif. Cette obligation est née avec l'affirmation de la souveraineté de la Couronne dès le premier contact et se poursuit dans le cadre des relations suivant les traités. Cette obligation est et demeure une obligation de la Couronne et était une obligation de la Couronne lors de toute la période en cause. L'honneur de la Couronne est un principe juridique qui exige que la Couronne agisse en tout temps de la manière la plus honorable possible afin de protéger les intérêts des peuples autochtones dans ses relations avec ceux-ci, depuis le premier contact et après la signature de traités.

41. Les obligations fiduciaires du Canada l'obligeaient à agir en tant que protecteur des droits ancestraux des membres du recours collectif, à savoir la protection et la préservation de leur langue, de leur culture et de leur mode de vie, et l'obligation de prendre des mesures correctives afin de rétablir la culture, l'histoire et le statut des demandeurs, ou de les aider à le faire. À tout le moins, l'obligation du Canada envers les peuples autochtones comprenait l'obligation de ne pas réduire délibérément le nombre de bénéficiaires envers lesquels le Canada avait des obligations.

42. Les obligations fiduciaires et constitutionnelles du Canada s'étendent au recours collectif, car la politique relative aux pensionnats avait pour but de miner et de chercher à détruire le mode de vie de ces nations dont les identités étaient et sont considérées comme collectives.

43. Le Canada a agi dans son propre intérêt et à l'encontre des intérêts des enfants autochtones, non seulement en étant déloyal envers ces enfants et les communautés autochtones,

mais il les a également trahis alors qu'il avait le devoir de protéger. Le Canada a abusé de son pouvoir discrétionnaire et de son autorité sur les peuples autochtones, en particulier sur les enfants, pour son propre bénéfice. La politique relative aux pensionnats indiens a été mise en œuvre par le Canada, en tout ou en partie, pour éradiquer ce que le Canada considérait comme le « problème indien ». En l'espèce, le Canada a cherché à se défaire de ses responsabilités morales et financières envers les peuples autochtones, des dépenses et des inconvénients liés à la cohabitation avec des cultures, des langues, des habitudes et des valeurs différentes de l'héritage eurocanadien prédominant du Canada, et des enjeux découlant des revendications territoriales.

44. Le Canada, en violation de ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, légales et de common law à l'égard du groupe de recours collectif, a manqué, et continue de manquer, à réparer adéquatement les dommages causés par ses actes, manquements et omissions. En particulier, le Canada n'a pas pris de mesures adéquates pour réparer les dommages culturels, linguistiques et sociaux subis par les membres du recours collectif, en dépit du fait que le Canada admette depuis 1998 le caractère répréhensible de la politique relative aux pensionnats.

***Violation des droits ancestraux***

45. Avant leur contact avec les Européens, les peuples shíshálh, Tk'emlúps et tous les membres du recours collectif, disposaient de lois, de coutumes et de traditions faisant partie intégrante de leurs sociétés distinctes. Plus particulièrement, et cela depuis une époque antérieure au contact avec les Européens, ces nations ont soutenu leurs membres, leurs communautés et leurs cultures distinctes en parlant leurs langues et en pratiquant leurs coutumes et leurs traditions.

46. En raison de la politique relative aux pensionnats indiens, les membres du recours collectif se sont vus refuser la possibilité de jouir de leurs droits ancestraux et de les exercer de façon collective au sein de leurs bandes, compte tenu, mais sans s'y limiter, des éléments suivants :

- (a) les activités culturelles, spirituelles et traditionnelles shíshálh, tk'emlúps et autochtones ont été perdues ou altérées;
- (b) les structures sociales traditionnelles, y compris le partage égal de l'autorité entre les dirigeants masculins et féminins, ont été perdues ou altérées;
- (c) les langues shíshálh, tk'emlúps et d'autres langues autochtones ont été perdues ou altérées;
- (d) les formes traditionnelles de parentalité shíshálh, Tk'emlúps et d'autres peuples autochtones ont été perdues ou altérées;
- (e) le savoir-faire en matière de cueillette, de culture, de chasse et de préparation d'aliments traditionnels shíshálh, Tk'emlúps et d'autres peuples autochtones a été perdu ou altéré;
- (f) les croyances spirituelles shíshálh, tk'emlúps autochtones ont été perdues ou altérées ;

47. De tout temps, le Canada avait et continue d'avoir l'obligation de protéger les droits ancestraux des membres du recours collectif, notamment le droit d'exercer leurs pratiques spirituelles et à la protection traditionnelle de leurs terres et de leurs ressources, ainsi que l'obligation de ne pas transgresser ou entraver les droits ancestraux des membres du recours collectif. Par sa politique relative aux pensionnats indiens, le Canada a manqué à ces devoirs, et ce sans justification.

***Responsabilité du fait d'autrui***

48. Le Canada est responsable du fait d'autrui pour avoir négligé les obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law de ses agents.

49. De plus, les demandeurs tiennent le Canada pour seul responsable de la création et de la mise en œuvre de la politique relative aux pensionnats indiens et, en outre :

- a. les demandeurs renoncent expressément à tout droit qu'ils pourraient avoir de recouvrer du Canada, ou de toute autre partie, toute partie de la perte des demandeurs qui pourrait être attribuable à la faute ou à la responsabilité d'un tiers et pour laquelle le Canada pourrait raisonnablement être en droit de réclamer à un ou plusieurs tiers une contribution, une indemnité ou une répartition en common law, en équité ou en vertu de la *Negligence Act*, RSBC, 1996, c. 333, ainsi modifiée; et
- b. Les demandeurs ne chercheront pas à recouvrer d'une tierce partie, autre que le Canada, une partie de leurs pertes réclamées, ou qui auraient pu être réclamées à d'autres tiers.

### **Dommages**

50. En raison de la violation des obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law, et de la violation des droits autochtones par le Canada et ses agents, pour lesquels le Canada est responsable du fait d'autrui, les membres du groupe du recours collectif se sont vus privés de la possibilité d'exercer pleinement leurs droits autochtones collectivement, notamment le droit d'avoir un gouvernement traditionnel fondé sur leurs propres langues, pratiques spirituelles, lois et pratiques traditionnelles.

### **Motifs des dommages-intérêts punitifs et majorés**

51. Le Canada a délibérément planifié l'éradication de la langue, de la religion et de la culture des membres du recours collectif. Ces actions étaient malveillantes et destinées à causer un préjudice, et dans les circonstances, les dommages-intérêts punitifs et majorés sont appropriés et nécessaires.

### **Fondement juridique de la réclamation**

52. Les membres du recours collectif sont des bandes indiennes autochtones.

53. Les droits ancestraux des membres du recours collectif existaient et étaient exercés en vertu de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, soit l'annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R-U), 1982, c. 11, pour toute la période concernée par cette dernière.

54. Lors de cette période, le Canada avait envers les demandeurs et les membres du recours collectif une obligation spéciale et constitutionnelle de diligence, de bonne foi, d'honnêteté et de loyauté en vertu des obligations constitutionnelles du Canada et de son obligation d'agir dans l'intérêt supérieur des peuples autochtones et surtout des enfants autochtones particulièrement vulnérables. Le Canada a manqué à ces obligations, causant ainsi un préjudice.

55. Les membres du recours collectif appartiennent à des peuples autochtones qui disposaient de leurs lois, coutumes et traditions respectives, celles-ci faisant partie intégrante de leurs sociétés distinctes avant leur contact avec les Européens. Plus particulièrement, et depuis une époque antérieure au contact avec les Européens jusqu'à aujourd'hui, les peuples autochtones constituant les membres du recours collectif ont assuré la subsistance de leur peuple, de leurs communautés et de leur culture distincte en exerçant leurs lois et en pratiquant leurs coutumes et traditions respectives, parties intégrantes de leur mode de vie, qui comprennent la langue, la danse, la musique, les loisirs, l'art, la famille, le mariage et les responsabilités envers la communauté, ainsi que l'utilisation des ressources.

#### **Constitutionnalité des articles de la *Loi sur les Indiens***

56. Les membres du recours collectif plaident que tout article de la Loi et des lois qui l'ont précédée, tout règlement adopté en vertu de la Loi et toute autre loi relative aux peuples autochtones qui fournit ou prétend fournir l'autorité légale pour l'éradication des peuples autochtones par la destruction de leurs langues, de leur culture, de leurs pratiques, de leurs traditions et de leur mode de vie, est en violation des articles 25 et 35(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982*, des articles 1 et 2 de la *Déclaration canadienne des droits*, L.R.C. 1985, ainsi que les articles 7 et 15 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, et doivent par conséquent être considérés comme n'ayant aucune force exécutoire.

57. Le Canada a délibérément planifié l'éradication de la langue, de la spiritualité et de la culture des demandeurs et des membres du recours collectif.
58. Les actions du Canada étaient délibérées et malveillantes et, dans ces circonstances, des dommages-intérêts punitifs, exemplaires et majorés sont appropriés et nécessaires.
59. Les demandeurs plaident et s'appuient sur les éléments suivants :

*Loi sur les Cours fédérales*, LRC., 1985, c. F-7, article 17 ;

*Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106, partie 5.1 Recours collectifs ;

*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, LRC 1985, c. C-50, articles 3, 21, 22, et 23 ;

*Charte canadienne des droits et libertés*, articles 7, 15 ;

*Loi constitutionnelle de 1982*, articles 25 et 35(1),

*Déclaration canadienne des droits*, LRC 1985, app. III, préambule, articles 1 et 2 ;

*Loi sur les Indiens*, LRC 1985, articles 2(1), 3, 18(2), 114-122 et ses prédécesseurs.

Traités internationaux :

*Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*, 78 RTNU 277 (entrée en vigueur : 12 janvier 1951);

*Déclaration des droits de l'enfant*, Rés AG 1386 (XIV), Doc off AGNU, 14<sup>e</sup> session, supp n° 16, Doc NU A/4354 (1959) 19;

*Convention relative aux Droits de l'enfant*, Rés AG 44/25, annexe, Doc off AGNU, 44<sup>e</sup> session, supp n° 49, Doc NU A/44/49 (1989) 167; 1577 RTUN 3; 28 ILM 1456 (1989);

*Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, Rés AG 2200A (XXI), Doc off AGNU, 21<sup>e</sup> session, supp n° 16, Doc NU A/6316 (1966) 52, 999 RTUN 171 (entrée en vigueur : 23 mars 1976);

*Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme*, Rés OEA XXX, adoptée par la neuvième Conférence internationale des États américains (1948), réimprimée dans les *Documents de base sur les droits de l'homme dans le Système Interaméricain*, OEA/Ser.L.V/II.82 doc 6 rév 1 (1992) 17;

*Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, Rés AG 61/295, Doc off AGNU A/RES/61/295 (13 sept. 2007), 46 ILM 1013 (2007), signée par le Canada le 12 novembre 2010.

Les demandeurs proposent que cette action soit entendue à Vancouver, en Colombie-Britannique.

le 30 avril 2021

---

Peter R. Grant, au nom de  
tous les avocats des demandeurs.

*Avocats des demandeurs*

**PETER GRANT LAW CORPORATION**  
#407- 808 Nelson Street  
Vancouver, Colombie-Britannique V6Z 2H2

) Contact et adresse de service  
) pour les demandeurs

**Peter R. Grant**

Tél : 604-688-7202  
Télécopieur : 604-688-8388  
[pgrant@grantnativelaw.com](mailto:pgrant@grantnativelaw.com)

**WADDELL PHILLIPS PC**  
Suite 1120, 36 Toronto Street  
Toronto, ON M5C 2C5

**John Kingman Phillips**  
[john@waddellphillips.ca](mailto:john@waddellphillips.ca)

**W. Cory Wanless**  
[cory@waddellphillips.ca](mailto:cory@waddellphillips.ca)

**Tina Q. Yang**  
[tina@waddellphillips.ca](mailto:tina@waddellphillips.ca)

Tél : 647-261-4486

Télécopieur : 416-477-1657

**DIANE SOROKA AVOCATE INC.**

447 Strathcona Ave.  
Westmount, QC H3Y 2X2

**Diane Soroka**

Tél : 514-939-3384

Télécopieur : 514-939-4014

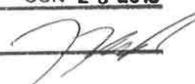
[dhs@dsoroka.com](mailto:dhs@dsoroka.com)

SCHEDULE "C"

FEDERAL COURT  
COUR FÉDÉRALE  
Copy of Document  
Copie du document  
Filed / Déposé  
Received / Reçu

Amended Pursuant to the Order of Justice Harrington  
Made June 3, 2015

Court File No. T-1542-13

Date JUN 26 2015  
Registrar   
Greffier \_\_\_\_\_

**PROPOSED CLASS PROCEEDING**

FORM 171A - Rule 171

FEDERAL COURT

**BETWEEN:**

CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON, on his own behalf and on behalf of all the members of the TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC INDIAN BAND and the TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC INDIAN BAND,

CHIEF GARRY FESCHUK, on his own behalf and on behalf of all the members of the SECHELT INDIAN BAND and the SECHELT INDIAN BAND,

~~VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON, DOREEN LOUISE SEYMOUR, CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT, VICTOR FRASER, DIENA MARIE JULES, AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE, DARLENE MATILDA BULPIT, FREDERICK JOHNSON, ABIGAIL MARGARET AUGUST, SHELLY NADINE HOEHNE, DAPHNE PAUL, AARON JOE~~ and RITA POULSEN

**PLAINTIFFS**

**and**

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA as represented by  
THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA

**DEFENDANT**

**FIRST RE-AMENDED STATEMENT OF CLAIM**

TO THE DEFENDANT

A LEGAL PROCEEDING HAS BEEN COMMENCED AGAINST YOU by the Plaintiffs. The claim made against you is set out in the following pages.

IF YOU WISH TO DEFEND THIS PROCEEDING, you or a solicitor acting for you are required to prepare a statement of defence in Form 171B prescribed by the Federal Courts Rules serve it on the plaintiffs' solicitor or, where the plaintiffs do not have a solicitor, serve it on the plaintiffs, and file it, with proof of service, at a local office of this Court, WITHIN 30 DAYS after this statement of claim is served on you, if you are served within Canada.

If you are served in the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is forty days. If you are served outside Canada and the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is sixty days.

Copies of the Federal Court Rules information concerning the local offices of the Court and other necessary information may be obtained on request to the Administrator of this Court at Ottawa (telephone 613-992-4238) or at any local office.

IF YOU FAIL TO DEFEND THIS PROCEEDING, judgment may be given against you in your absence and without further notice to you.

(Date)

Issued by: \_\_\_\_\_  
(Registry Officer)

Address of local office: \_\_\_\_\_

TO:

Her Majesty the Queen in Right of Canada,  
Minister of Indian Affairs and Northern Development, and  
Attorney General of Canada  
Department of Justice  
900 - 840 Howe Street  
Vancouver, B.C. V6Z 2S9

**RELIEF SOUGHT****The Survivor Class**

1. The Representative Plaintiffs of the Survivor Class, on their own behalf, and on behalf of the members of the Survivor Class, claim:

- (a) ~~an Order certifying this proceeding as a Class Proceeding pursuant to the Federal Court Class Proceedings Rules (“CPR”) and appointing them as Representative Plaintiffs for the Survivor Class and any appropriate subgroup of that Class;~~
- (b) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Plaintiffs and the other Survivor Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (c) a Declaration that members of the Survivor Class have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- (d) a Declaration that Canada breached the linguistic and cultural rights (Aboriginal Rights or otherwise) Aboriginal Rights of the Survivor Class;
- (e) a Declaration that the Residential Schools Policy and the ~~Identified~~ Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Survivor Class;
- (f) a Declaration that Canada is liable to the Survivor Class Representative Plaintiffs and other Survivor Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and Aboriginal Rights and for the intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (g) non-pecuniary general damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights and intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, negligence and intentional infliction of mental distress for which Canada is liable;

- (h) pecuniary general damages and special damages for negligence, loss of income, loss of earning potential, loss of economic opportunity, loss of educational opportunities, breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights and and intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the cost of care, and to restore, protect and preserve the linguistic and cultural heritage of the members of the Survivor Class for which Canada is liable;
- (i) exemplary and punitive damages for which Canada is liable ;
- (j) prejudgment and post-judgment interest;
- (k) the costs of this action; and
- (l) such further and other relief as this Honourable Court may deem just.

#### The Descendant Class

2. The Representative Plaintiffs of the Descendant Class, on their own behalf and on behalf of the members of the Descendant Class, claim:

- (a) ~~an Order certifying this proceeding as a Class Proceeding pursuant to the CPR and appointing them as Representative Plaintiffs for the Descendant Class and any appropriate subgroup of that Class;~~
- (b) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Plaintiffs and the other Descendant Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (c) a Declaration that the Descendant Class have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- (d) a Declaration that Canada breached the linguistic and cultural rights (Aboriginal Rights or otherwise) Aboriginal Rights of the Descendant Class;
- (e) a Declaration that the Residential Schools Policy and the ~~Identified~~ Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Descendant Class;
- (f) a Declaration that Canada is liable to the Plaintiffs and other Descendant Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-

{01447063.2}

mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the ~~Identified~~ Residential Schools;

- (g) non-pecuniary general damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, for which Canada is liable;
- (h) pecuniary general damages and special damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the cost of care, and to restore, protect and preserve the linguistic and cultural heritage of the members of the Descendant Class for which Canada is liable;
- (i) exemplary and punitive damages for which Canada is liable;
- (j) pre-judgment and post-judgment interest;
- (k) the costs of this action; and
- (l) such further and other relief as this Honourable Court may deem just;

#### **The Band Class**

#### 3. The Representative Plaintiffs of the Band Class claim:

- (a) ~~an Order certifying this proceeding as a Class Proceeding pursuant to the CPR and appointing them as Representative Plaintiffs for the Band Class;~~
- (b) a Declaration that the Sechelt Indian Band (referred to as the shishálh or shishálh band) and Tk'emlúps Band, and all members of the Band Class, have existing Aboriginal Rights ~~within the meaning of s. 35(1) of the Constitution Act, 1982~~ to speak their traditional languages and engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- (c) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, to the Band Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the SIRS and the KIRS and other Identified Residential Schools;

6

- (d) a Declaration that the Residential Schools Policy and the KIRS, the SIRS and Identified Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Band Class;
- (e) a Declaration that Canada was or is in breach of the Band Class members' linguistic and cultural rights, (Aboriginal Rights or otherwise), as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, as a consequence of its establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the Residential Schools Policy, and the Identified Residential Schools; Aboriginal Rights;
- (f) a Declaration that Canada is liable to the Band Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the Identified Residential Schools;
- (g) non-pecuniary and pecuniary general damages and special damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the ongoing cost of care and development of wellness plans for individual members of the bands in the Band Class, as well as the costs of restoring, protecting and preserving the linguistic and cultural heritage of the Bands for which Canada is liable;
- (h) the construction of healing centres in the Band Class communities by Canada;
- (i) exemplary and punitive damages for which Canada is liable;
- (j) pre-judgment and post-judgment interest;
- (k) the costs of this action; and
- (l) such further and other relief as this Honourable Court may deem just.

#### DEFINITIONS

4. The following definitions apply for the purposes of this Claim:

- (a) "Aboriginal(s)", "Aboriginal Person(s)" or "Aboriginal Child(ren)" means a person or persons whose rights are recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982*, s. 35;

{01447063.2}

7

- (b) "Aboriginal Right(s)" means any or all of the aboriginal and treaty rights recognized and affirmed by the *Constitution Act*, 1982, s. 35;
- (c) "Act" means the *Indian Act*, R.S.C. 1985, c. I-5 and its predecessors as have been amended from time to time;
- (d) "Agents" means the servants, contractors, agents, officers and employees of Canada and the operators, managers, administrators and teachers and staff of each of the Residential Schools;
- (e) "Agreement" means the Indian Residential Schools Settlement Agreement dated May 10, 2006 entered into by Canada to settle claims relating to Residential Schools as approved in the orders granted in various jurisdictions across Canada;
- (f) "Band Class" means the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the shísháhlh band and any other Aboriginal Indian Band(s) which:
  - (i) has or had some members who are or were members of the Survivor Class, or in whose community a Residential School is located; and
  - (ii) is specifically added to this claim with one or more specifically identified Residential Schools.
- (g) "Canada" means the Defendant, Her Majesty the Queen in right of Canada as represented by the Attorney General of Canada;
- (h) "Class" or "Class members" means all members of the Survivor Class, Descendant Class and Band Class as defined herein;
- (i) "Class Period" means 1920 to ~~1979~~1997;
- (j) "Cultural, Linguistic and Social Damage" means the damage or harm caused by the creation and implementation of Residential Schools and Residential Schools Policy to the educational, governmental, economic, cultural, linguistic, spiritual and social customs, practices and way of life, traditional governance structures, as well as to the community and individual security and wellbeing, of Aboriginal Persons;
- (k) "Descendant Class" means the first generation of all persons who are descended from Survivor Class members or persons who were legally or traditionally adopted by a Survivor Class Member or their spouse;
- (l) "Identified Residential School(s)" means the KIRS or the SIRS ~~or any other Residential School specifically identified by a member of the Band Class;~~
- (m) "KIRS" means the Kamloops Indian Residential School;
- (n) "Residential Schools" means all Indian Residential Schools recognized under the Agreement;

(01447063.2)

- (o) "Residential Schools Policy" means the policy of Canada with respect to the implementation of Indian Residential Schools;
- (p) "SIRS" means the Sechelt Indian Residential School;
- (q) "Survivor Class" means all Aboriginal persons who attended as a student or for educational purposes for any period at an Identified Residential School, during the Class Period excluding, for any individual class member, such periods of time for which that class member received compensation by way of the Common Experience Payment under the Indian Residential Schools Settlement Agreement.

## THE PARTIES

### The Plaintiffs

5. The Plaintiff, Darlene Matilda Bulpit (nee Joe) resides on shíshálh band lands in British Columbia. Darlene Matilda Bulpit was born on August 23, 1948 and attended the SIRS for nine years, between the years 1954 and 1963. Darlene Matilda Bulpit is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

6. The Plaintiff, Frederick Johnson resides on shíshálh band lands in British Columbia. Frederick Johnson was born on July 21, 1960 and attended the SIRS for ten years, between the years 1966 and 1976. Frederick Johnson is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~7. The Plaintiff, Abigail Margaret August (nee Joe) resides on shíshálh band lands in British Columbia. Abigail Margaret August was born on August 21, 1954 and attended the SIRS for eight years, between the years 1959 and 1967. Abigail Margaret August is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

~~8. The Plaintiff, Shelly Nadine Hoehne (nee Joe) resides on shíshálh band lands in British Columbia. Shelly Nadine Hoehne was born on June 23, 1952 and attended the SIRS for eight years, between the years 1958 and 1966. Shelly Nadine Hoehne is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

9. The Plaintiff, Daphne Paul resides on shíshálh band lands in British Columbia. Daphne Paul was born on January 13, 1948 and attended the SIRS for eight years, between the years 1953 and 1961. Daphne Paul is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

10. The Plaintiff, Violet Catherine Gottfriedson resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Violet Catherine Gottfriedson was born on March 30, 1945 and attended the KIRS for four years, between the years 1958 and 1962. Violet Catherine Gottfriedson is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~11. The Plaintiff, Doreen Louise Seymour resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Doreen Louise Seymour was born on September 7, 1955 and attended the KIRS for five years, between the years 1961 and 1966. Doreen Louise Seymour is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

12. The Plaintiff, Charlotte Anne Victorine Gilbert (nee Larue) resides in Williams Lake in British Columbia. Charlotte Anne Victorine Gilbert was born on May 24, 1952 and attended the KIRS for seven years, between the years 1959 and 1966. Charlotte Anne Victorine Gilbert is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~13. The Plaintiff, Victor Fraser (also known as Victor Frezie) resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Victor Fraser was born on June 11, 1957~~

~~and attended the KIRS for six years, between the years 1962 and 1968. Victor Fraser is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

14. The Plaintiff, Diena Marie Jules resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Diena Marie Jules was born on September 12, 1955 and attended the KIRS for six years, between the years 1962 and 1968. Diena Marie Jules is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~15. The Plaintiff, Aaron Joe, resides on shíshálh band lands. Aaron Joe was born on January 19, 1972 and is the son of Valerie Joe, who attended the SIRS as a day scholar. Aaron Joe is a proposed Representative Plaintiff for the Descendant Class.~~

16. The Plaintiff, Rita Poulsen, resides on shíshálh band lands. Rita Poulsen was born on March 8, 1974 and is the daughter of Randy Joe, who attended the SIRS as a day scholar. Rita Poulsen is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Descendant Class.

17. The Plaintiff, Amanda Deanne Big Sorrel Horse resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve. Amanda Deanne Big Sorrel Horse was born on December 26, 1974 and is the daughter of Jo-Anne Gottfriedson who attended the KIRS for six years between the years 1961 and 1967. Amanda Deanne Big Sorrel Horse is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Descendant Class.

18. The Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the shíshálh band are "bands" as defined by the Act and they both ~~propose to~~ act as Representative Plaintiffs for the Band Class. The Band Class members represent the collective interests and authority of each of their respective communities.

19. The individual Plaintiffs and the proposed Survivor and Descendant Class members are largely members of the shísháhlh band and Tk'emlúps Indian Band, and members of Canada's First Nations and/or are the sons and daughters of members of these Aboriginal collectives. The individual Plaintiffs and Survivor and Descendant Class members are Aboriginal Persons within the meaning of the *Constitution Act, 1982*, s. 35.

#### **The Defendant**

20. Canada is represented in this proceeding by the Attorney General of Canada. The Attorney General of Canada represents the interests of Canada and the Minister of Aboriginal Affairs and Northern Development Canada and predecessor Ministers who were responsible for “Indians” under s.91(24) of the *Constitution Act, 1867*, and who were, at all material times, responsible for the formation and implementation of the Residential Schools Policy, and the maintenance and operation of the KIRS and the SIRS.

#### **STATEMENT OF FACTS**

21. Over the course of the last several years, Canada has acknowledged the devastating impact of its Residential Schools Policy on Canada's Aboriginal Peoples. Canada's Residential Schools Policy was designed to eradicate Aboriginal culture and identity and assimilate the Aboriginal Peoples of Canada into Euro-Canadian society. Through this policy, Canada ripped away the foundations of identity for generations of Aboriginal People and caused incalculable harm to both individuals and communities.

22. The direct beneficiary of the Residential Schools Policy was Canada as its obligations would be reduced in proportion to the number, and generations, of Aboriginal Persons who would no longer recognize their Aboriginal identity and would reduce their claims to rights  
(01447063.2)

under the Act and Canada's fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties.

23. Canada was also a beneficiary of the Residential Schools Policy, as the policy served to weaken the claims of Aboriginal Peoples to their traditional lands and resources. The result was a severing of Aboriginal People from their cultures, traditions and ultimately their lands and resources. This allowed for exploitation of those lands and resources by Canada, not only without Aboriginal Peoples' consent but also, contrary to their interests, the Constitution of Canada and the Royal Proclamation of 1763.

24. The truth of this wrong and the damage it has wrought has now been acknowledged by the Prime Minister on behalf of Canada, and through the pan-Canadian settlement of the claims of those who *resided at* Canada's Residential Schools by way of the Agreement implemented in 2007. Notwithstanding the truth and acknowledgement of the wrong and the damages caused, many members of Canada's Aboriginal communities were excluded from the Agreement, not because they did not *attend* Residential Schools and suffer Cultural, Linguistic and Social Damage, but simply because they did not *reside at* Residential Schools.

25. This claim is on behalf of the members of the Survivor Class, namely those who attended ~~an Identified~~ Residential School for the Cultural, Linguistic and Social Damage occasioned by that attendance, as well as on behalf of the Descendant Class, who are the first generation descendants of those within the Survivor Class, and the Band Class, consisting of the Aboriginal communities within which the ~~Identified~~ Residential Schools were situated, or whose members belong to and within which the majority of the Survivor and Descendant Class members live.

{01447063.2}

26. The claims of the ~~proposed~~ Representative Plaintiffs are for the harm done to the Representative Plaintiffs as a result of members of the Survivor Class *attending* the KIRS and the SIRS and being exposed to the operation of the Residential Schools Policy and do not include the claims arising from residing at the KIRS or the SIRS for which specific compensation has been paid under the Agreement. This claim seeks compensation for the victims of that policy whose claims have been ignored by Canada and were excluded from the compensation in the Agreement.

#### **The Residential School System**

27. Residential Schools were established by Canada prior to 1874, for the education of Aboriginal Children. Commencing in the early twentieth century, Canada began entering into formal agreements with various religious organizations (the "Churches") for the operation of Residential Schools. Pursuant to these agreements, Canada controlled, regulated, supervised and directed all aspects of the operation of Residential Schools. The Churches assumed the day-to-day operation of many of the Residential Schools under the control, supervision and direction of Canada, for which Canada paid the Churches a *per capita* grant. In 1969, Canada took over operations directly.

28. As of 1920, the Residential Schools Policy included compulsory *attendance* at Residential Schools for all Aboriginal Children aged 7 to 15. Canada removed most Aboriginal Children from their homes and Aboriginal communities and transported them to Residential Schools which were often long distances away. However, in some cases, Aboriginal Children lived in their homes and communities and were similarly required to attend Residential Schools as day students and not residents. This practice applied to even more children in the later years

{01447063.2}

of the Residential Schools Policy. While at Residential School, all Aboriginal Children were confined and deprived of their heritage, their support networks and their way of life, forced to adopt a foreign language and a culture alien to them and punished for non-compliance.

29. The purpose of the Residential Schools Policy was the complete integration and assimilation of Aboriginal Children into the Euro-Canadian culture and the obliteration of their traditional language, culture, religion and way of life. Canada set out and intended to cause the Cultural, Linguistic and Social Damage which has harmed Canada's Aboriginal Peoples and Nations. ~~In addition to the inherent cruelty of the~~ As a result of Canada's requirements for the forced attendance of the Survivor Class members under the Residential Schools Policy itself, many children attending Residential Schools were also subject to spiritual, physical, sexual and emotional abuse, all of which continued until the year 1997, when the last Residential School was closed.

30. Canada chose to be disloyal to its Aboriginal Peoples, implementing the Residential Schools Policy in its own self-interest, including economic self-interest, and to the detriment and exclusion of the interests of the Aboriginal Persons to whom Canada owed fiduciary and constitutionally-mandated duties. The intended eradication of Aboriginal identity, culture, language, and spiritual practices ~~and religion~~, to the extent successful, results in the reduction of the obligations owed by Canada in proportion to the number of individuals, over generations, who would no longer identify as Aboriginal and who would be less likely to make claims to their rights as Aboriginal Persons.

#### **The Effects of the Residential Schools Policy on the Class Members**

##### ***Tk'emlúps Indian Band***

{01447063.2}

31. Tk'emlúpsəmc, 'the people of the confluence', now known as the Tk'emlúps te Secwépəmc Indian Band are members of the northernmost of the Plateau People and of the Interior-Salish Secwépəmc (Shuswap) speaking peoples of British Columbia. The Tk'emlúps Indian Band was established on a reserve now adjacent to the City of Kamloops, where the KIRS was subsequently established. Most, if not all, of the students who *attended*, but did not *reside at* the KIRS were or are members of the Tk'emlúps Indian Band, resident or formerly resident on the reserve.

32. Secwepemctsin is the language of the Secwépəmc, and it is the unique means by which the cultural, ecological, and historical knowledge and experience of the Secwépəmc people is understood and conveyed between generations. It is through language, spiritual practices and passage of culture and traditions including their rituals, drumming, dancing, songs and stories, that the values and beliefs of the Secwépəmc people are captured and shared. From the Secwépəmc perspective all aspects of Secwépəmc knowledge, including their culture, traditions, laws and languages, are vitally and integrally linked to their lands and resources.

33. Language, like the land, was given to the Secwépəmc by the Creator for communication to the people and to the natural world. This communication created a reciprocal and cooperative relationship between the Secwépəmc and the natural world which enabled them to survive and flourish in harsh environments. This knowledge, passed down to the next generation orally, contained the teachings necessary for the maintenance of Secwépəmc culture, traditions, laws and identity.

34. For the Secwépəmc, their spiritual practices, songs, dances, oral histories, stories and ceremonies were an integral part of their lives and societies. These practices and traditions are

{01447063.2}

absolutely vital to maintain. Their songs, dances, drumming and traditional ceremonies connect the Secwépemc to their land and continually remind the Secwépemc of their responsibilities to the land, the resources and to the Secwépemc people.

35. Secwépemc ceremonies and spiritual practices, including their songs, dances, drumming and passage of stories and history, perpetuate their vital teachings and laws relating to the harvest of resources, including medicinal plants, game and fish, and the proper and respectful protection and preservation of resources. For example, in accordance with Secwépemc laws, the Secwépemc sing and pray before harvesting any food, medicines, and other materials from the land, and make an offering to thank the Creator and the spirits for anything they take. The Secwépemc believe that all living things have spirits and must be shown utmost respect. It was these vital, integral beliefs and traditional laws, together with other elements of Secwépemc culture and identity, that Canada sought to destroy with the Residential Schools Policy.

***Shíshálh band***

36. The shíshálh Nation, a division of the Coast Salish First Nations, originally occupied the southern portion of the lower coast of British Columbia. The shíshálh People settled the area thousands of years ago, and occupied approximately 80 village sites over a vast tract of land. The shíshálh People are made up of four sub-groups that speak the language of Shashishalhem, which is a distinct and unique language, although it is part of the Coast Salish Division of the Salishan Language.

37. Shíshálh tradition describes the formation of the shíshálh world (Spelmulh story). Beginning with the creator spirits, who were sent by the Divine Spirit to form the world, they

carved out valleys leaving a beach along the inlet at Porpoise Bay. Later, the transformers, a male raven and a female mink, added details by carving trees and forming pools of water.

38. The shíshálh culture includes singing, dancing and drumming as an integral part of their culture and spiritual practices, a connection with the land and the Creator and passing on the history and beliefs of the people. Through song and dance the shíshálh People would tell stories, bless events and even bring about healing. Their songs, dances and drumming also signify critical seasonal events that are integral to the shíshálh. Traditions also include making and using masks, baskets, regalia and tools for hunting and fishing. It was these vital, integral beliefs and traditional laws, together with other elements of the shíshálh culture and identity, that Canada sought to destroy with the Residential Schools Policy.

***The Impact of the ~~Identified~~ Residential schools***

39. For all of the Aboriginal Children who were compelled to attend the ~~Identified~~ Residential Schools, rigid discipline was enforced as per the Residential Schools Policy. While at school, children were not allowed to speak their Aboriginal language, even to their parents, and thus members of these Aboriginal communities were forced to learn English.

40. Aboriginal culture was strictly suppressed by the school administrators in compliance with the policy directives of Canada including the Residential Schools Policy. At the SIRS, ~~converts to Catholicism~~ members of shishalh were forced to burn or give to the agents of Canada centuries-old totem poles, regalia, masks and other "paraphernalia of the medicine men" and to abandon their potlatches, dancing and winter festivities, and other elements integral to the Aboriginal culture and society of the shíshálh and Secwépemc peoples.

41. Because the SIRS was physically located in the shíshálh community, ~~the church~~ and Canada's government eyes, both directly and through its Agents, were upon the elders and they were punished severely for practising their culture or speaking their language or passing this on to future generations. In the midst of that scrutiny, the Class members struggled, often unsuccessfully, to practice, protect and preserve their songs, masks, dancing or other cultural practices

42. The Tk'emlúps te Secwépemc suffered a similar fate due to their proximity to the KIRS.

43. The children at the ~~Identified~~ Residential Schools were ~~indoctrinated into Christianity~~, and taught to be ashamed of their Aboriginal identity, culture, spirituality and practices. They were referred to as, amongst other derogatory epithets, “dirty savages” and “heathens” and taught to shun their very identities. The Class members' Aboriginal way of life, traditions, cultures and spiritual practices were supplanted with the Euro-Canadian identity imposed upon them by Canada through the Residential Schools Policy.

44. This implementation of the Residential Schools Policy further damaged the Survivor Class members of the ~~Identified~~ Residential Schools, who returned to their homes at the end of the school day and, having been taught in the school that the traditional teachings of their parents, grandparents and elders were of no value and, in some cases, “heathen” practices and beliefs, would dismiss the teachings of their parents, grandparents and elders.

45. The assault on their traditions, laws, language and culture through the implementation of the Residential Schools Policy by Canada, directly and through its

{01447063.2}

Agents, has continued to undermine the individual Survivor Class members, causing a loss of self-esteem, depression, anxiety, suicidal ideation, suicide, physical illnesses without clear causes, difficulties in parenting, difficulties in maintaining positive relationships, substance abuse and violence, among other harms and losses, all of which has impacted the Descendant Class.

46. The Band Class members have lost, in whole or in part, their traditional economic viability, self-government and laws, language, land base and land-based teachings, traditional spiritual practices and religious practices, and the integral sense of their collective identity.

47. The Residential Schools Policy, delivered through the ~~Identified~~ Residential Schools, wrought cultural, linguistic and social devastation on the communities of the Band Class and altered their traditional way of life.

#### **Canada's Settlement with Former Residential School Residents**

48. From the closure of the ~~Identified~~ Residential Schools ~~in the 1970's~~ until the late 1990's, Canada's Aboriginal communities were left to battle the damages and suffering of their members as a result of the Residential Schools Policy, without any acknowledgement from Canada. During this period, Residential School survivors increasingly began speaking out about the horrible conditions and abuse they suffered, and the dramatic impact it had on their lives. At the same time, many survivors committed suicide or self-medicated to the point of death. The deaths devastated not only the members of the Survivor Class and the Descendant Class, but also the life and stability of the communities represented by the Band Class.

{01447063.2}

49. In January 1998, Canada issued a Statement of Reconciliation acknowledging and apologizing for the failures of the Residential Schools Policy. Canada admitted that the Residential Schools Policy was designed to assimilate Aboriginal Persons and that it was wrong to pursue that goal. The Plaintiffs plead that the Statement of Reconciliation by Canada is an admission by Canada of the facts and duties set out herein and is relevant to the Plaintiffs' claim for damages, particularly punitive damages.

50. The Statement of Reconciliation stated, in part, as follows:

*Sadly, our history with respect to the treatment of Aboriginal people is not something in which we can take pride. Attitudes of racial and cultural superiority led to a suppression of Aboriginal culture and values. As a country we are burdened by past actions that resulted in weakening the identity of Aboriginal peoples, suppressing their languages and cultures, and outlawing spiritual practices. We must recognize the impact of these actions on the once self sustaining nations that were disaggregated, disrupted, limited or even destroyed by the dispossession of traditional territory, by the relocation of Aboriginal people, and by some provisions of the Indian Act. We must acknowledge that the results of these actions was the erosion of the political, economic and social systems of Aboriginal people and nations.*

*Against the backdrop of these historical legacies, it is a remarkable tribute to the strength and endurance of Aboriginal people that they have maintained their historic diversity and identity. The Government of Canada today formally expresses to all Aboriginal people in Canada our profound regret for past actions of the Federal Government which have contributed to these difficult pages in the history of our relationship together.*

*One aspect of our relationship with Aboriginal people over this period that requires particular attention is the Residential School System. This system separated many children from their families and communities and prevented them from speaking their own languages and from learning about their heritage and cultures. In the worst cases, it left legacies of personal pain and distress that continued to reverberate in Aboriginal communities to this date. Tragically, some children were the victims of physical and sexual abuse.*

*The Government of Canada acknowledges the role it played in the development and administration of these schools. Particularly to those individuals who experienced the tragedy of sexual and physical abuse at Residential Schools, and who have carried this burden believing that in some way they must be responsible, we wish to emphasize that what you experienced was not your fault and should never have happened. To those of you who suffered this tragedy at Residential Schools, we are deeply sorry. In dealing with the legacies of the Residential School program, the Government of Canada proposes to work with First Nations, Inuit, Metis people, the Churches and other interested parties to resolve the longstanding issues that must be addressed. We need to work together on a healing strategy to assist individuals and communities in dealing with the consequences of this sad era of our history...*

*Reconciliation is an ongoing process. In renewing our partnership, we must ensure that the mistakes which marked our past relationship are not repeated. The Government of Canada recognizes that policies that sought to assimilate Aboriginal people, women and men, were not the way to build a strong community...*

51. On or about May 10, 2006, Canada entered into the Agreement to provide compensation primarily to those who *resided at Residential Schools*.

52. The Agreement provides for two types of individualized compensation: the Common Experience Payment ("CEP") for the fact of having resided at a Residential School, and compensation based upon an Independent Assessment Process ("IAP"), to provide compensation for certain abuses suffered and harms these abuses caused.

53. The CEP consisted of compensation for former *residents* of a Residential School in the amount of \$10,000 for the first school year or part of a school year and a further \$3,000 for each subsequent school year or part of a school year of *residence* at a Residential School. The CEP was payable based upon residence at a Residential School out of a recognition that the experience of assimilation was damaging and worthy of compensation, regardless of whether a student experienced physical, sexual or other abuse while at the Residential School.

Compensation for the latter was payable through the IAP. The CEP was available only for former  
{01447063.2}

*residents* of a Residential School while, in some cases, the IAP was available not only to former residents but also other young people who were lawfully on the premises of a Residential School, including former day students.

54. The implementation of the Agreement represented the first time Canada agreed to pay compensation for Cultural, Linguistic and Social Damage. Canada refused to incorporate compensation for members of the Survivor Class, namely, those students who *attended* the ~~Identified Residential Schools, or other~~ Residential Schools, but who did not *reside* there.

55. The Agreement was approved by provincial and territorial superior courts from British Columbia to Quebec, and including the Northwest Territories, Yukon Territory and Nunavut, and the Agreement was implemented beginning on September 20, 2007.

56. On June 11, 2008, Prime Minister Stephen Harper on behalf of Canada, delivered an apology (“Apology”) that acknowledged the harm done by Canada’s Residential Schools Policy:

*For more than a century, Indian Residential Schools separated over 150,000 Aboriginal children from their families and communities. In the 1870's, the federal government, partly in order to meet its obligation to educate Aboriginal children, began to play a role in the development and administration of these schools. Two primary objectives of the Residential Schools system were to remove and isolate children from the influence of their homes, families, traditions and cultures, and to assimilate them into the dominant culture. These objectives were based on the assumption Aboriginal cultures and spiritual beliefs were inferior and unequal. Indeed, some sought, as it was infamously said, "to kill the Indian in the child". Today, we recognize that this policy of assimilation was wrong, has caused great harm, and has no place in our country. [emphasis added]*

57. In this Apology, the Prime Minister made some important acknowledgments regarding the Residential Schools Policy and its impact on Aboriginal Children:

{01447063.2}

*The Government of Canada built an educational system in which very young children were often forcibly removed from their homes, often taken far from their communities. Many were inadequately fed, clothed and housed. All were deprived of the care and nurturing of their parents, grandparents and communities. First Nations, Inuit and Métis languages and cultural practices were prohibited in these schools. Tragically, some of these children died while attending residential schools and others never returned home.*

*The government now recognizes that the consequences of the Indian Residential Schools policy were profoundly negative and that this policy has had a lasting and damaging impact on Aboriginal culture, heritage and language.*

*The legacy of Indian Residential Schools has contributed to social problems that continue to exist in many communities today.*

\* \* \*

*We now recognize that it was wrong to separate children from rich and vibrant cultures and traditions, that it created a void in many lives and communities, and we apologize for having done this. We now recognize that, in separating children from their families, we undermined the ability of many to adequately parent their own children and sowed the seeds for generations to follow, and we apologize for having done this. We now recognize that, far too often, these institutions gave rise to abuse or neglect and were inadequately controlled, and we apologize for failing to protect you. Not only did you suffer these abuses as children, but as you became parents, you were powerless to protect your own children from suffering the same experience, and for this we are sorry.*

*The burden of this experience has been on your shoulders for far too long. The burden is properly ours as a Government, and as a country. There is no place in Canada for the attitudes that inspired the Indian Residential Schools system to ever prevail again. You have been working on recovering from this experience for a long time and in a very real sense, we are now joining you on this journey. The Government of Canada sincerely apologizes and asks the forgiveness of the Aboriginal peoples of this country for failing them so profoundly.*

58. Notwithstanding the Apology and the acknowledgment of wrongful conduct by Canada, as well as the call for recognition from Canada's Aboriginal communities and from the *Truth and Reconciliation Commission* in its Interim Report of February 2012, the exclusion of

{01447063.2}

the Survivor Class from the Agreement by Canada reflects Canada's continued failure to members of the Survivor Class. Canada continues, as it did from the 1970s until 2006 with respect to 'residential students', to deny the damage suffered by the individual Plaintiffs and the members of the Survivor, Descendant and Band Classes.

#### **Canada's Breach of Duties to the Class Members**

59. From the formation of the Residential Schools Policy to its execution in the form of forced attendance at the ~~Identified~~ Residential Schools, Canada utterly failed the Survivor Class members, and in so doing, destroyed the foundations of the individual identities of the Survivor Class members, stole the heritage of the Descendant Class members and caused incalculable losses to the Band Class members.

60. The Survivor Class members, Descendant Class members and Band Class members have all been affected by family dysfunction, a crippling or elimination of traditional ceremonies, and a loss of the hereditary governance structure which allowed for the ability to govern their peoples and their lands.

61. While attending the ~~Identified~~ Residential School the Survivor Class members were utterly vulnerable, and Canada owed them the highest fiduciary, moral, statutory, constitutionally-mandated and common law duties, which included, but were not limited to, the duty to protect Aboriginal Rights and prevent Cultural, Linguistic and Social Damage. Canada breached these duties, and failed in its special responsibility to ensure the safety and well-being of the Survivor Class while at the ~~Identified~~ Residential Schools.

#### ***Canada's Duties***

{01447063.2}

62. Canada was responsible for developing and implementing all aspects of the Residential Schools Policy, including carrying out all operational and administrative aspects of Residential Schools. While the Churches were often used as Canada's Agents to assist Canada in carrying out its objectives, those objectives and the manner in which they were carried out were the obligations of Canada. Canada was responsible for:

- (a) the administration of the Act and its predecessor statutes as well as all other statutes relating to Aboriginal Persons and all Regulations promulgated under these Acts and their predecessors during the Class Period;
- (b) the management, operation and administration of the Department of Indian Affairs and Northern Development and its predecessors and related Ministries and Departments, as well as the decisions taken by those ministries and departments;
- (c) the construction, operation, maintenance, ownership, financing, administration, supervision, inspection and auditing of the ~~Identified~~ Residential Schools and for the creation, design and implementation of the program of education for Aboriginal Persons in attendance;
- (d) the selection, control, training, supervision and regulation of the operators of the ~~Identified~~ Residential Schools, including their employees, servants, officers and agents, and for the care and education, control and well being of Aboriginal Persons attending the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (e) preserving, promoting, maintaining and not interfering with Aboriginal Rights, including the right to retain and practice their culture, spirituality, language and traditions and the right to fully learn their culture, spirituality, language and traditions from their families, extended families and communities; and
- (f) the care and supervision of all members of the Survivor Class while they were in attendance at the ~~Identified~~ Residential Schools during the Class Period.

63. Further, Canada has at all material times committed itself to honour international law in relation to the treatment of its people, which obligations form minimum commitments to Canada's Aboriginal Peoples, including the Survivor, Descendant and Band Classes, and which have been breached. In particular, Canada's breaches include the failure to comply with the terms and spirit of:

{01447063.2}

- (a) the *Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, 78 U.N.T.S. 277, entered into force Jan. 12, 1951., and in particular Article 2(b), (c) and (e) of that convention, by engaging in the intentional destruction of the culture of Aboriginal Children and communities, causing profound and permanent cultural, psychological, emotional and physical injuries to the Class;
- (b) the *Declaration of the Rights of the Child* (1959) G.A. res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 19, U.N. Doc. A/4354 by failing to provide Aboriginal Children with the means necessary for normal development, both materially and spiritually, and failing to put them in a position to earn a livelihood and protect them against exploitation;
- (c) the *Convention on the Rights of the Child*, GA res. 44/25, annex, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989), and in particular Articles 29 and 30 of that convention, by failing to provide Aboriginal Children with education that is directed to the development of respect for their parents, their cultural identities, language and values, and by denying the right of Aboriginal Children to enjoy their own cultures, to profess and practise their own religions and to use their own languages;
- (d) the *International Covenant on Civil and Political Rights*, G.A. res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entered into force Mar. 23, 1976, in particular Articles 1 and 27 of that convention, by interfering with Class members' rights to retain and practice their culture, spirituality, language and traditions, the right to fully learn their culture, spirituality, language and traditions from their families, extended families and communities and the right to teach their culture, spirituality, language and traditions to their own children, grandchildren, extended families and communities.
- (e) the *American Declaration of the Rights and Duties of Man*, O.A.S. Res. XXX, adopted by the Ninth International Conference of American States (1948), reprinted in *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System*, OEA/Ser.L.V//II.82 doc.6 rev.1 at 17 (1992), and in particular Article XIII, by violating Class members' right to take part in the cultural life of their communities.
- (f) the *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, G.A. Res. 61/295, U.N. Doc. A/RES/61/295 (Sept. 13, 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), endorsed by Canada 12 November 2010, and in particular article 8, 2(d), which commits to the provision of effective mechanisms for redress for forced assimilation.

64. Canada's obligations under international law inform Canada's common law, statutory, fiduciary, constitutionally-mandated and other duties, and a breach of the aforementioned international obligations is evidence of, or constitutes, a breach under domestic law.

{01447063.2}

***Breach of Fiduciary and Constitutionally-Mandated Duties***

65. Canada has constitutional obligations to, and a fiduciary relationship with, Aboriginal People in Canada. Canada created, planned, established, set up, initiated, operated, financed, supervised, controlled and regulated the ~~Identified~~ Residential Schools and established the Residential Schools Policy. Through these acts, and by virtue of the *Constitution Act 1867*, the *Constitution Act, 1982*, and the provisions of the Act, as amended, Canada assumed the power and obligation to act in a fiduciary capacity with respect to the education and welfare of Class members.

66. Canada's constitutional duties include the obligation to uphold the honour of the Crown in all of its dealings with Aboriginal Peoples, including the Class members. This obligation arose with the Crown's assertion of sovereignty from the time of first contact and continues through post-treaty relationships. This is and remains an obligation of the Crown and was an obligation on the Crown at all material times. The honour of the Crown is a legal principle which requires the Crown to operate at all material times in its relations with Aboriginal Peoples from contact to post-treaty in the most honourable manner to protect the interests of the Aboriginal Peoples.

67. Canada's fiduciary duties obliged Canada to act as a protector of Class members' Aboriginal Rights, including the protection and preservation of their language, culture and their way of life, and the duty to take corrective steps to restore the Plaintiffs' culture, history and status, or assist them to do so. At a minimum, Canada's duty to Aboriginal Persons included the duty not to deliberately reduce the number of the beneficiaries to whom Canada owed its duties.

68. Canada's fiduciary duties and the duties otherwise imposed by the constitutional mandate assumed by Canada extend to the Descendant Class because the purpose of the assumption of control over the Survivor Class education was to eradicate from those Aboriginal Children their culture and identity, thereby removing their ability, as adults, to pass on to succeeding generations the linguistic, spiritual, cultural and behavioural bases of their people, as well as to relate to their families and communities and, ultimately, their ability to identify themselves as Aboriginal Persons to whom Canada owed its duties.

69. The fiduciary and constitutional duties owed by Canada extend to the Band Class because the Residential Schools Policy was intended to, and did, undermine and seek to destroy the way of life established and enjoyed by these Nations whose identities were and are viewed as collective.

70. Canada acted in its own self-interest and contrary to the interests of Aboriginal Children, not only by being disloyal to, but by actually betraying the Aboriginal Children and communities whom it had a duty to protect. Canada wrongfully exercised its discretion and power over Aboriginal People, and in particular children, for its own benefit. The Residential Schools Policy was pursued by Canada, in whole or in part, to eradicate what Canada saw as the "Indian Problem". Namely, Canada sought to relieve itself of its moral and financial responsibilities for Aboriginal People, the expense and inconvenience of dealing with cultures, languages, habits and values different from Canada's predominant Euro-Canadian heritage, and the challenges arising from land claims.

71. In breach of its ongoing fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Survivor, Descendant and Band Classes, Canada failed, and continues to fail, to

{01447063.2}

adequately remediate the damage caused by its wrongful acts, failures and omissions. In particular, Canada has failed to take adequate measures to ameliorate the Cultural, Linguistic and Social Damage suffered by the Survivor, Descendant and Band Classes, notwithstanding Canada's admission of the wrongfulness of the Residential Schools Policy since 1998.

*Breach of Aboriginal Rights*

72. The shíshálh and Tk'emlúps people, and indeed all members of the Band Class, from whom the individual Plaintiffs have descended have exercised laws, customs and traditions integral to their distinctive societies prior to contact with Europeans. In particular, and from a time prior to contact with Europeans, these Nations have sustained their individual members, communities and distinctive cultures by speaking their languages and practicing their customs and traditions.

73. During the time when Survivor Class members attended the ~~Identified~~ Residential Schools, in compliance with the Residential Schools Policy, they were taught to speak English, were punished for using their traditional languages and were made ashamed of their traditional language and way of life. Consequently, by reason of the attendance at the ~~Identified~~ Residential Schools, the Survivor Class members' ability to speak their traditional languages and practice their shíshálh, Tk'emlúps, and other, spiritual, religious and cultural activities was seriously impaired and, in some cases, lost entirely. These Class members were denied the ability to exercise and enjoy their Aboriginal Rights, both individually and in the context of their collective expression within the Bands, some particulars of which include, but are not limited to:

- (a) shíshálh, Tk'emlúps and other Aboriginal cultural, spiritual and traditional activities have been lost or impaired;

- (b) the traditional social structures, including the equal authority of male and female leaders have been lost or impaired;
- (c) the shishálh, Tk'emlúps and other Aboriginal languages have been lost or impaired;
- (d) traditional shishálh, Tk'emlúps and Aboriginal parenting skills have been lost or impaired;
- (e) shishálh, Tk'emlúps and other Aboriginal skills for gathering, harvesting, hunting and preparing traditional foods have been lost or impaired; and,
- (f) shishálh, Tk'emlúps and Aboriginal spiritual beliefs have been lost or impaired.

74. The interference in the Aboriginal Rights of the Survivor Class has resulted in that same loss being suffered by their descendants and communities, namely the Descendant and Band Classes, all of which was the result sought by Canada.

75. Canada had at all material times and continues to have a duty to protect the Class members' Aboriginal Rights, including the exercise of their spiritual practices and traditional protection of their lands and resources, and an obligation not to undermine or interfere with the individual Plaintiffs' and Class members' Aboriginal Rights. Canada has failed in these duties, without justification, through its Residential Schools Policy.

***Intentional Infliction of Mental Distress***

76. The design and implementation of the Residential Schools Policy as a program of assimilation to eradicate Aboriginal culture constituted flagrant, extreme and outrageous conduct which was plainly calculated to result in the Cultural, Social and Linguistic Damage, and the mental distress arising from that damage, which was actually suffered by the members of the Survivor and Descendant Classes.

***Negligence giving rise to Spiritual, ~~Physical, Sexual,~~ Emotional and Mental Abuse***

{01447063.2}

77. Through its Agents, Canada was negligent and in breach of its duties of care to the Survivor Class, particulars of which include, but are not limited to, the following:

- (a) it failed to adequately screen and select the individuals ~~to whom it delegated who it hired either directly or through its Agents~~ for the operation of the ~~Identified~~ Residential Schools, to adequately supervise and control the operations of the ~~Identified~~ Residential Schools, and to protect Aboriginal children from spiritual, ~~physical, sexual,~~ emotional and mental abuse at the ~~Identified~~ Residential Schools, and as a result, such abuses did occur to Survivor Class members and Canada is liable for such abuses;
- (b) it failed to respond appropriately or at all to disclosure of abuses in the ~~Identified~~ Residential Schools, and in fact, covered up such abuse and suppressed information relating to those abuses; and
- (c) it failed to recognize and acknowledge harm once it occurred, to prevent additional harm from occurring and to, whenever and to the extent possible, provide appropriate treatment to those who were harmed.

*Vicarious Liability*

78. Through its Agents, Canada breached its duty of care to the Survivor Class resulting in damages to the Survivor Class and is vicariously liable for all of the breaches and abuses committed on its behalf.

79. Further, or in the alternative, Canada is vicariously liable for the negligent performance of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties of its Agents.

80. Additionally, the Plaintiffs hold Canada solely responsible for the creation and implementation of the Residential Schools Policy and, furthermore:

- a. The Plaintiffs expressly waive any and all rights they may possess to recover from Canada, or any other party, any portion of the Plaintiffs' loss that may be attributable to the fault or liability of any third-party and for which Canada might reasonably be entitled to claim from any one or more third-party for contribution,

indemnity or an apportionment at common law, in equity, or pursuant to the British Columbia *Negligence Act*, R.S.B.C. 1996, c. 333, as amended; and

- b. The Plaintiffs will not seek to recover from any party, other than Canada, any portion of their losses which have been claimed, or could have been claimed, against any third-parties.

### **Damages**

81. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and the intentional infliction of mental distress and the breaches of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Survivor Class members, including the Representative Plaintiffs, suffered injury and damages including:

- (a) loss of language, culture, spirituality, and Aboriginal identity;
- (b) emotional and psychological harm;
- (c) isolation from their family, community and Nation;
- (d) deprivation of the fundamental elements of an education, including basic literacy;
- (e) an impairment of mental and emotional health, in some cases amounting to a permanent disability;
- (f) an impaired ability to trust other people, to form or sustain intimate relationships, to participate in normal family life, or to control anger;
- (g) a propensity to addiction;
- (h) alienation from community, family, spouses and children;
- (i) an impaired ability to enjoy and participate in recreational, social, cultural, athletic and employment activities;
- (j) an impairment of the capacity to function in the work place and a permanent impairment in the capacity to earn income;
- (k) deprivation of education and skills necessary to obtain gainfully employment;
- (l) the need for ongoing psychological, psychiatric and medical treatment for illnesses and other disorders resulting from the Residential School experience;
- (m) sexual dysfunction;

(01447063.2)

- (n) depression, anxiety and emotional dysfunction;
- (o) suicidal tendencies;
- (p) pain and suffering;
- (q) loss of self-esteem and feelings of degradation, shame, fear and loneliness,;
- (r) nightmares, flashbacks and sleeping problems;
- (s) fear, humiliation and embarrassment as a child and adult;
- (t) sexual confusion and disorientation as a child and young adult;
- (u) impaired ability to express emotions in a normal and healthy manner;
- (v) loss of ability to participate in, or fulfill, cultural practices and duties;
- (w) loss of ability to live in their community and Nation; and
- (x) constant and intense emotional, psychological pain and suffering.

82. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and the intentional infliction of harm and breach of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Descendant Class members, including the Representative Plaintiffs, suffered injury and damages including:

- (a) their relationships with Survivor Class members were impaired, damaged and distorted as a result of the experiences of Survivor Class members in the ~~Identified~~ Residential Schools; and,
- (b) their culture and languages were undermined and in some cases eradicated by, amongst other things, as pleaded, the forced assimilation of Survivor Class members into Euro-Canadian culture through the operation of the ~~Identified~~ Residential Schools.

83. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and the intentional infliction of harm and breach of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Band Class has suffered from the loss of the ability to fully exercise their Aboriginal Rights collectively, including the right to have a traditional government based on their own languages, spiritual practices, traditional laws

{01447063.2}

and practices and to have those traditions fully respected by the members of the Survivor and Descendant Classes and subsequent generations, all of which flowed directly from the individual losses of the Survivor Class and Descendant Class members' Cultural, Linguistic and Social Damage.

#### **Grounds for Punitive and Aggravated Damages**

84. Canada deliberately planned the eradication of the language, religion and culture of Survivor Class members and Descendant Class members, and the destruction of the Band Class. The actions were malicious and intended to cause harm, and in the circumstances punitive and aggravated damages are appropriate and necessary.

85. The Class members plead that Canada and its Agents had specific and complete knowledge of the widespread physical, psychological, emotional, cultural and sexual abuses of Survivor Class members that were occurring at the ~~Identified~~ Residential Schools.

86. Despite this knowledge, Canada continued to operate the Residential Schools and took no steps, or in the alternative no reasonable steps, to protect the Survivor Class members from these abuses and the grievous harms that arose as a result. In the circumstances, the failure to act on that knowledge to protect vulnerable children in Canada's care amounts to a wanton and reckless disregard for their safety and renders punitive and aggravated damages both appropriate and necessary.

#### **Legal Basis of Claim**

87. The Survivor and Descendant Class members are Indians as defined by the *Indian Act*, R.S.C. 1985, c. 1-5. The Band Class members are bands made up of Indians so defined.

{01447063.2}

88. The Class members' Aboriginal Rights existed and were exercised at all relevant times pursuant to the *Constitution Act, 1982*, s. 35, being Schedule B to the *Canada Act 1982 (UK)*, 1982, c. 11.

89. At all material times, Canada owed the Plaintiffs and Class members a special and constitutionally-mandated duty of care, good faith, honesty and loyalty pursuant to Canada's constitutional obligations and Canada's duty to act in the best interests of Aboriginal People and especially Aboriginal Children who were particularly vulnerable. Canada breached those duties, causing harm.

90. The Class members descend from Aboriginal Peoples who have exercised their respective laws, customs and traditions integral to their distinctive societies prior to contact with Europeans. In particular, and from a time prior to contact with Europeans to the present, the Aboriginal Peoples from whom the Plaintiffs and Class members descend have sustained their people, communities and distinctive culture by exercising their respective laws, customs and traditions in relation to their entire way of life, including language, dance, music, recreation, art, family, marriage and communal responsibilities, and use of resources.

#### **Constitutionality of Sections of the *Indian Act***

91. The Class members plead that any section of the Act and its predecessors and any Regulation passed under the Act and any other statutes relating to Aboriginal Persons that provide or purport to provide the statutory authority for the eradication of Aboriginal People through the destruction of their languages, culture, practices, traditions and way of life, are in violation of sections 25 and 35(1) of the *Constitution Act 1982*, sections 1 and 2 of the *Canadian*

*Bill of Rights*, R.S.C. 1985, as well as sections 7 and 15 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and should therefore be treated as having no force and effect.

92. Canada deliberately planned the eradication of the language, spirituality and culture of the Plaintiffs and Class members.

93. Canada's actions were deliberate and malicious and in the circumstances, punitive, exemplary and aggravated damages are appropriate and necessary.

94. The Plaintiffs plead and rely upon the following:

*Federal Courts Act*, R.S.C., 1985, c. F-7, s. 17;

*Federal Courts Rules*, SOR/98-106, Part 5.1 Class Proceedings;

*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. 1985, c. C-50, ss. 3, 21, 22, and 23;

*Canadian Charter of Rights and Freedoms*, ss. 7, 15 and 24;

*Constitution Act, 1982*, ss. 25 and 35(1),

*Negligence Act (British Columbia)*, R.S.B.C. 1996, c. 333;

*The Canadian Bill of Rights*, R.S.C. 1985, App. III, Preamble, ss. 1 and 2;

*The Indian Act*, R.S.C. 1985, ss. 2(1), 3, 18(2), 114-122 and its predecessors.

International Treaties:

*Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, 78 U.N.T.S. 277, entered into force Jan. 12, 1951;

*Declaration of the Rights of the Child (1959)*, G.A. res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 19, U.N. Doc. A/4354;

*Convention on the Rights of the Child*, GA res. 44/25, annex, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989);

*International Covenant on Civil and Political Rights*, G.A. res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entered into force Mar. 23, 1976;

*American Declaration of the Rights and Duties of Man*, O.A.S. Res. XXX, adopted by the Ninth International Conference of American States (1948), reprinted in *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System*, OEA/Ser.L.V/II.82 doc.6 rev.1 at 17 (1992); and

*United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, G.A. Res. 61/295, U.N. Doc. A/RES/61/295 (Sept. 13, 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), endorsed by Canada 12 November 2010.

The plaintiffs propose that this action be tried at Vancouver, BC.

June 11<sup>th</sup>, 2013

  
Peter R. Grant, on behalf of  
all Solicitors for the Plaintiffs

*Solicitors for the Plaintiffs*

~~Len Marchand  
Fulton & Company LLP  
#300-350 Lansdowne Street  
Kamloops, BC  
V2C 1Y1  
Tel: (250) 372-5542  
Fax: (250) 851-2300~~

) Contact and Address for Service  
) for the Plaintiffs

Peter R. Grant  
Peter Grant & Associates  
Barristers and Solicitors

(01447063.2)

900 - 777 Hornby Street  
Vancouver, BC  
V6Z 1S4  
Tel: (604) 685-1229  
Fax: (604) 685-0244

John Kingman Phillips  
Phillips Gill LLP, Barristers  
Suite 200  
33 Jarvis Street  
Toronto, ON  
M5E 1N3  
Tel: (647) 220-7420  
Fax: (416) 703-1955

**COUR FÉDÉRALE**

**AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER**

**DOSSIER :** T-1542-12

**INTITULÉ :** CHEF SHANE GOTTFRIEDSON ET AUTRES c  
SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA

**LIEU DE L'AUDIENCE :** VANCOUVER (COLOMBIE-BRITANNIQUE)

**DATE DE L'AUDIENCE :** LES 7 ET 8 SEPTEMBRE 2021

**ORDONNANCE ET MOTIFS :** LA JUGE MCDONALD

**DATE DE L'ORDONNANCE  
ET DES MOTIFS :** LE 24 SEPTEMBRE 2021

**COMPARUTIONS :**

Peter Grant  
Diane Soroka  
John Kingman Phillips  
W. Cory Wanless  
Tina Q. Yang

POUR LES DEMANDEURS

Lorne Lachance  
Travis Henderson  
Ainslie Harvey

POUR LA DÉFENDERESSE

**AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER :**

Peter Grant Law  
Avocat  
Vancouver (C.-B.)

POUR LES DEMANDEURS

Diane Soroka  
Avocate,  
Barrister & Solicitor, Inc.  
Westmount (Québec)

Waddell Phillips  
Professional Corporation

Toronto (Ontario)

Procureur général du Canada  
Ministère de la Justice  
Vancouver (C.-B.)

POUR LA DÉFENDERESSE